

**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving Public Works and Government  
Services Canada/Réception des soumissions  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada**  
**1713 Bedford Row  
Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)  
B3J 1T3  
Bid Fax: (902) 496-5016**

## **REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

<b>Title - Sujet</b> URINALYSIS SAMPLE COLLECTION SRVS.	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 21280-140034/A	<b>Date</b> 2014-04-09
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 21280-14-0034	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$HAL-220-9247	
<b>File No. - N° de dossier</b> HAL-3-71294 (220)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-04-30</b>	<b>Time Zone Fuseau horaire</b> Atlantic Daylight Saving Time ADT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Dunphy, Nancy	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> hal220
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (902) 496-5481 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (902) 496-5016
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:</b> CORRECTIONAL SERVICE OF CANADA 2131 GOTTINGEN STREET SUITE 200 HALIFAX NOVA SCOTIA B3K 5Z7 Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Acquisitions  
1713 Bedford Row  
Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)  
B3J 3C9

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> SEE HEREIN	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

**TITRE: SERVICES DE COLLECTE DES ÉCHANTILLONS POUR L'ANALYSE DE L'URINE****PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Compte rendu

**PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Ancien fonctionnaire
4. Demandes de renseignements en période de soumission
5. Lois applicables

**PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

1. Instructions pour la préparation des soumissions

**PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

**PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat et attestations exigées avec la soumission

**PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires (s'il y a lieu)
7. Paiement
8. Instructions relatives à la facturation
9. Clauses du Guide des CCUA
10. Exigences relatives aux assurances
11. Attestations
12. Lois applicables
13. Ordre de priorité des documents

**Liste des annexes**

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	base de paiement
Annexe C	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
Annexe D	Critères d'évaluation technique
Annexe E	Conseil d'administration

**Pièces jointes:**

- pièce jointe 1 - La directive commissaire 566-11  
pièce jointe 2 - Loi sur le système correctionnel  
pièce jointe 3 - correctionnel et la mise en liberté Etat  
pièce jointe 4 - Analyse d'urine Ledger

## TITRE: SERVICES DE COLLECTE DES ÉCHANTILLONS POUR L'ANALYSE DE L'URINE

### PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

#### 1. Exigences relatives à la sécurité

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :

- tel
- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable qu'indiqué à la Partie 6 - Clauses du contrat subséquent;
  - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 6 - Clauses du contrat subséquent;
  - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web de la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC), Programme de sécurité industrielle de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

#### 2. Énoncé des travaux

##### Objet et contexte:

Le Service correctionnel du Canada (SCC) souhaite obtenir sur demande des services de collecte des échantillons pour l'analyse de l'urine, pour les délinquants et les délinquantes mis en liberté sous surveillance dans la collectivité, comme l'exige la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (LSCMLC). Les échantillons recueillis sont envoyés pour analyse en laboratoire afin de détecter l'utilisation d'alcool ou de drogue. La collecte pour des tests subséquents permet à SCC de s'assurer que l'on surveille les personnes visées par des conditions spéciales de sobriété.

##### Exigences:

**L'entrepreneur devra fournir des services de collecte des échantillons pour l'analyse de l'urine pendant la période du contrat au Service correctionnel du Canada (SCC) sur demande pour les délinquants et les délinquantes mis en liberté sous surveillance dans la collectivité en Nouvelle-Écosse (BUREAU DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE D'HALIFAX, CENTRE CORRECTIONNEL COMMUNAUTAIRE DE CARLTON ET ANNEXE DU CENTRE CORRECTIONNEL COMMUNAUTAIRE DE CARLTON) d'attribution du contrat pour une période d'un (1) an avec une option de prolongation pour une additionnelle de deux (2) périodes d'un an, conformément à la Directive du commissaire et les lignes directrices 566-11, l'ADRC article 55-57, et à l'article RSCMLC 60 à 62 , 65 à 72 (A & B) inclusivement (copies ci-jointes). Le SCC ne garantit pas le**

---

**nombre de renvois à des prises et analyse d'échantillons d'urine ni la fréquence de telles analyses dans le cadre de la présente entente.**

**L'entrepreneur doit être fourni avec tous les récipients de collecte, des étiquettes, des formulaires et des matières frais de port offerts.**

Un consentement à un formulaire de vérification du casier judiciaire, doit être soumise avant l'attribution du contrat, pour chaque personne qui est actuellement au conseil d'administration de l'initiateur d'administration. (Voir l'annexe E de la DP)

Ce besoin est assujéti à une préférence pour les produits canadiens et / ou services.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

### **3. Compte rendu**

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

### **1. Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2014-03-01) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer: cent vingt (120) jours

### **2. Présentation des soumissions**

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

**En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.**

### 3. Ancien fonctionnaire – Besoins concurrentiels

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

#### Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

#### **Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports

de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

**Directive sur le réaménagement des effectifs**

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a.le nom de l'ancien fonctionnaire;
  - b.les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
  - c.la date de la cessation d'emploi;
  - d.le montant du paiement forfaitaire;
  - e.le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
  - f.la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
  - g.nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.
- Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

**4. Demandes de renseignements - en période de soumission**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **cinq (5) jours** civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention " exclusif " vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention " exclusif " feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

**5. Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur et Nouvelle-Écosse et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

## **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **1. Instructions pour la préparation des soumissions**

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : Si des copies électroniques sont requises, la même quantité devrait être demandée pour les copies papier et électroniques.

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (un (1) exemplaire papier)

Section II : Soumission financière (un (1) exemplaire papier)

Section III : Attestations (un (1) exemplaire papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **Section I : Soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

#### **Section II : Soumission financière**

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

## **Paiement des factures par carte de crédit**

Le Canada demande que les soumissionnaires complètent l'une des suivantes :

- A) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des factures.

Les cartes suivantes sont acceptées :

VISA \_\_\_\_\_  
MasterCard \_\_\_\_\_.

OU

- B) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des factures.

Le soumissionnaire n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

### **Section III : Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

## **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **1. Procédures d'évaluation**

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si deux (2) soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les soumissions accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les soumissions reçues seront évaluées. Si des soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux soumissions recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des soumissions accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres soumissions reçues seront évaluées.

### **1.1 Évaluation technique**

#### **1.1.1 Critères techniques obligatoires**



Il est entendu par les parties qui ont présenté des offres pour être considéré comme valide, une offre doit satisfaire à toutes les exigences obligatoires suivantes. Les propositions doivent être pris en charge par détails appropriés, en particulier lorsque les éléments probants justifiant est tenu par un élément obligatoire. Ceux qui ne répondent pas à toutes ces exigences obligatoires seront pas prises en considération.

#### **Voir l'annexe D - Critères d'évaluation technique**

##### **1.1.2 obligatoire - Code de conduite**

Un consentement à un formulaire de vérification du casier judiciaire, doit être présenté avec la demande de fermeture de la Proposition de la date de clôture, pour chaque personne qui est membre du conseil d'administration de l'initiateur.

#### **VOIR ANNEXE E - Un consentement à un formulaire de vérification du casier judiciaire**

##### **1.2 Évaluation financière**

###### **1.2.1 Critères financiers obligatoires**

Le coût / prix total évalué sera fondé sur le total du coût total des estimations pour la période du contrat et deux (2) plus un (1) des périodes d'option de l'année, selon les détails de l'annexe B ci-jointe, Base de paiement.

###### **1.2.2 Évaluation du prix**

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

##### **2. Méthode de sélection**

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le total le plus faible (trois ans) de prix évalué sera recommandée pour l'émission d'un contrat.

#### **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

##### **1. Attestations préalables à l'attribution du contrat et attestations exigées avec la soumission**

## **1.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat**

### **1.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003 (OU insérer 2004, s'il y a lieu). Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

### **1.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des " soumissionnaires à admissibilité limitée "

([http://www.travail.gc.ca/fra/normes\\_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des " soumissionnaires à admissibilité limitée " du PCF au moment de l'attribution du contrat.

## **1.2 Attestations exigées avec la soumission**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

### **1.2.1 Code de conduite Certifications - Consentement à une vérification du casier judiciaire**

Les offrants doivent présenter dans le cadre de leur offre, par la demande de proposition date de clôture:

- (a) une liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'initiateur; annexe E
- (b) un formulaire dûment rempli et signé (PWGSC-TPSGC 229), pour chaque personne nommée dans la liste.

### **1.2.2 Attestation du contenu canadien**

Clause du Guide des CCUA A3050T (2010-01-11) Définition du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande de soumissions, les soumissionnaires reconnaissent que seulement les soumissions accompagnées d'une attestation à l'effet que le ou les produits offerts sont des produits canadiens, tel qu'il est défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec la soumission aura pour conséquence que le ou les produits offerts seront traités comme des produits non-canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

( ) le ou les produits offerts sont des produits canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la clause A3050T.

Signature

Date

### 1.2.3 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

### 1.2.4 Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

## PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

### 1. Exigences relatives à la sécurité

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN:  
DOSSIER TPSGC No : 21280-14-0034

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.

3. L'entrepreneur NE DOIT PAS emporter de renseignements ou de biens PROTÉGÉS hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
5. L'entrepreneur doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
  - b) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

## 2. Énoncé des travaux

### Objet et contexte:

Le Service correctionnel du Canada (SCC) souhaite obtenir sur demande des services de collecte des échantillons pour l'analyse de l'urine, pour les délinquants et les délinquantes mis en liberté sous surveillance dans la collectivité, comme l'exige la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (LSCMLC). Les échantillons recueillis sont envoyés pour analyse en laboratoire afin de détecter l'utilisation d'alcool ou de drogue. La collecte pour des tests subséquents permet à SCC de s'assurer que l'on surveille les personnes visées par des conditions spéciales de sobriété.

### Exigences:

**L'entrepreneur devra fournir des services de collecte des échantillons pour l'analyse de l'urine pendant la période du contrat au Service correctionnel du Canada (SCC) sur demande pour les délinquants et les délinquantes mis en liberté sous surveillance dans la collectivité en Nouvelle-Écosse (BUREAU DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE D'HALIFAX, CENTRE CORRECTIONNEL COMMUNAUTAIRE DE CARLTON ET ANNEXE DU CENTRE CORRECTIONNEL COMMUNAUTAIRE DE CARLTON) d'attribution du contrat pour une période d'un (1) an avec une option de prolongation pour une additionnelle de deux (2) périodes d'un an, conformément à la Directive du commissaire et les lignes directrices 566-11, l'ADRC article 55-57, et à l'article RSCMLC 60 à 62 , 65 à 72 (A & B) inclusivement (copies ci-jointes). Le SCC ne garantit pas le nombre de renvois à des prises et analyse d'échantillons d'urine ni la fréquence de telles analyses dans le cadre de la présente entente.**

**L'entrepreneur doit être fourni avec tous les récipients de collecte, des étiquettes, des formulaires et des matières frais de port offerts.**

Voir l'annexe A pour plus de détails.

## 3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat(<https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>)achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

### 3.1 Conditions générales

2010B (2014-03-01), Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

## 4. Durée du contrat

### 4.1 Période du contrat

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le **1 octobre 2014 au 30 Septembre, 2015 inclus.**

### 4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux (2) période(s) supplémentaire(s) de un (1) année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins dix (10) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

## 5. Responsables

### 5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

**Nancy Dunphy**

**Supply Officer | Spécialiste en approvisionnement**

**Acquisitions | Approvisionnements**

**Public Works and Government Services Canada | Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

**1713 Bedford Row, Halifax, NS B3J 1T3 | 1713 Bedford Row Halifax, (N.É.) B3J 1T3**

**nancy.dunphy@pwgsc-tpsgc.gc.ca**

**Telephone | Téléphone 902-496-5481**

**Facsimile | Télécopieur 902-496-5016**

**Teletypewriter | Téléimprimeur 1-800-926-9105**

**Government of Canada | Gouvernement du Canada**

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

### 5.2 Chargé de projet (être donné lors de l'attribution du contrat):

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

### 5.3 Représentant de l'entrepreneur

(Compléter ou supprimer, selon le cas.)

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

## 6. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

## 7. Paiement

### 7.1 Base de paiement - limitation des dépenses

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de \_\_\_\_\_ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus, et les taxes applicables sont en sus.

### 7.2 Frais de déplacement et de subsistance

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et / ou les frais généraux administratifs, conformément à l'utilisation d'un véhicule privé et les frais accessoires fournis dans les annexes B, C et D de la directive Voyage du

Conseil national mixte et avec les autres dispositions de la directive se référant aux «voyageurs» plutôt que celles qui se rapportent aux «employés».

<http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/index.php?did=10&dlabel=travel-voyage&lang=fra&merge=2&slabel=index>

Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.

Tous Voyage doit avoir l'autorisation préalable du responsable du projet.

Coût estimé: voir l'annexe B.

### 7.3 Clause du Guide des CCUA

A9117C T1204 - demande directe du ministère client (2007-11-30)  
H1008C Paiement mensuel (2008-05-12)

### 7.4 Paiement des factures par carte de crédit

La carte de crédit \_\_\_\_\_ est acceptée.

OU

Les cartes de crédit \_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_ sont acceptées.

### 8. Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales. Les factures ne peuvent pas être soumises avant que les travaux identifiés sur la facture est terminée.

Chaque facture mensuelle doit être soutenue par:

- A). Numéro du contrat
- B). Un numéro de facture
- C). Une date de facture
- D). Nom et adresse de l'entrepreneur
- E). Titre du projet
- F). Nom du client et le numéro de FPS
- G). Date de service rendu
- H). Honoraires et frais de voyage réclamés
- I). Tests multiples sur le même jour et même endroit
- J). Heure de départ et de retour, lorsqu'ils demandent des taux kilométriques
- K). De et à point de destination lors de la réclamation taux par kilomètre
- L). Nombre de kilomètres réclamés
- M). Les rapports doivent accompagner la facture mensuelle
- N). La signature de l'entrepreneur

### 9. Clause du Guide des CCUA

A9068C Règlements concernant les emplacements du gouvernement (2010-01-11)

---

C0710C      Vérification du temps et du prix contractuel      (2007-11-30)

## **10. Assurance – exigences particulières**

L'entrepreneur doit se conformer aux exigences d'assurance prévues ci-dessous. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

### **10.1 Assurance de responsabilité civile commerciale**

1.L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2.La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.

c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.

d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.

e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.



f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.

g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.

h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).

i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.

m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

n. Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de

poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

## 10.2 Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.

2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :

- a.Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
- b.Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
- c.Garantie non-assurance des tiers;
- d.Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- e.Responsabilité à l'égard des dommages causés à des véhicules n'appartenant pas à l'assuré : Ontario : FMPO 27 ou 27B; Québec : FAQ n° 27; Autres provinces : SEF n° 27

## 11. Attestations

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

## 12. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Nouvelle-Écosse, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : L'ordre de priorité des documents qui figure ci-dessous est conforme aux politiques actuelles et aux avis juridiques. L'autorité contractante doit modifier la liste en fonction des documents qui s'appliquent et dresser la liste des annexes par ordre de priorité, le cas échéant. Lorsque plusieurs conditions générales supplémentaires s'appliquent au besoin, l'autorité contractante doit indiquer les conditions générales supplémentaires en ordre numérique croissant selon le numéro d'identification.

## 13. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010B (01/03/2014), Services professionnels (complexité moyenne);
- c) l'annexe A, Énoncé des travaux;
- d) l'annexe B, Base de paiement;
- e) l'annexe C, Exigences de sécurité Liste de vérification;
- f) l'annexe D, l'évaluation technique;
- g) l'annexe E, le code de conduite;
- h) L'analyse d'urine Ledger;
- i) la Directive du commissaire 566-11;
- j) Conditions Loi sur le système correctionnel et la;
- k) le système correctionnel et la mise en liberté sous condition; et
- l) L'offre de l'initiateur du \_\_\_\_\_

## **ANNEXE "A"** **ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

SERVICES DE PRÉLÈVEMENT D'ÉCHANTILLON D'URINE POUR ANALYSE au fur et à mesure du besoin auprès de délinquantes et de délinquants en surveillance communautaire dans la province de Nouvelle Écosse.

Cet énoncé de travail s'applique au Service correctionnel du Canada (SCC) dans la Municipalité régionale de Halifax.

### **BUREAU DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE DE HALIFAX, BUREAU DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE DE DARTMOUTH, CENTRE CORRECTIONNEL COMMUNAUTAIRE DE CARLTON ET LE CENTRE COMMUNAUTAIRE CORRECTIONNEL DE L'ANNEXE CARLTON**

#### **BUREAU DE LIBÉRATION CONDITIONNEL DU SECTEUR DE HALIFAX**

Les services sont requis pour les délinquants et les délinquantes.

La collecte se fait sur place au Bureau de libération conditionnelle de Halifax entre 09h00 et 14h00 du lundi au vendredi.

2131 rue Gottingen, Bureau 200  
Halifax NS, B3K 5Z7  
Téléphone: 902-426-3409  
Télécopieur: 902-426-8000

Maison Sir Sanford Fleming, Établissement résidentiel communautaire (ÉRC)

Les services sont requis pour les délinquants.

La collecte se fait sur place à la MSSF ÉRC pour les résidents de cette installation.

2549 rue Brunswick  
Halifax NS, B3K 2Z5  
Téléphone: 902-423-1219  
Télécopieur: 902-492-0704

ÉRC Maison Nehiley

---

Les services sont requis pour les délinquantes.

La collecte se fait sur place à l'ÉRC Maison Nehiley pour les résidentes de cette installation.

3170 Av Romans

Halifax NS, B3L 3W9

Téléphone: 902-454-5532

Télécopieur: 902-454-6476

#### **BUREAU DE LIBÉRATION CONDITIONNEL DU SECTEUR DE DARTMOUTH**

La collecte se fait sur place au Bureau de libération conditionnelle de Dartmouth entre 09h00 et 14h00 du lundi au vendredi.

45 Alderney Drive, Bureau 209

Dartmouth NS, B2Y 2N6

Téléphone: 902-426-4005

Télécopieur: 902-426-6381

ÉRC Maison Railton

Les services sont requis pour les délinquants.

La collecte se fait sur place à l'ÉRC Maison Railton pour les résidents de cette installation.

318 rue Windmill

Dartmouth NS, B3H 1H5

Téléphone: 902-465-2690

Télécopieur: 902-466-5270

#### **CENTRE CORRECTIONNEL COMMUNAUTAIRE DE CARLTON**

Les services sont requis pour les délinquants.

La collecte se fait sur place au CCC de Carlton.

5853 rue College

Halifax NS, B3H 1X5

Téléphone: 902-426-2601

Télécopieur: 902-426-5816

#### **CENTRE COMMUNAUTAIRE CORRECTIONNEL DE L'ANNEXE CARLTON**

Les services sont requis pour les délinquants.

La collecte se fait sur place au CCC de l'Annexe Carlton.

2044 rue Gottingen, 5e étage

Halifax NS, B3K 3A9

Téléphone: 902-426-2537

Télécopieur: 902-426-6576

#### **OBJET ET CONTEXTE:**

Le Service correctionnel du Canada (SCC) requiert des services de prélèvement d'échantillons d'urine pour analyse, auprès de délinquantes et de délinquants en surveillance communautaire, conformément à la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (LSCMSC). Les échantillons recueillis seront acheminés à un laboratoire où ils seront analysés afin de déterminer si les délinquants

ont pris de l'alcool ou des drogues. Le prélèvement d'échantillons pour analyse permet au SCC de surveiller les délinquants qui sont tenus de pratiquer l'abstinence.

## EXIGENCES:

L'entrepreneur fournira au Service correctionnel du Canada (SCC) des services de prélèvement d'échantillons d'urine pour analyse pendant la durée du contrat, selon les besoins et conformément à la Directive du commissaire n° 566-11, aux articles 55 à 57 de la LSCMSC ainsi qu'aux articles 60 à 62 et 65 à 72 (A et B) du Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, dont des copies sont jointes. Aux termes du présent contrat, le SCC ne peut garantir le nombre de délinquants qui seront dirigés vers l'entrepreneur pour prélèvement d'urine ni la fréquence des prélèvements.

Les contenants de prélèvement, les étiquettes, les formules et les matériels d'expédition seront fournis à l'entrepreneur gratuitement.

## SERVICES REQUIS:

1. Prélever des échantillons d'urine auprès des délinquants (hommes et femmes) qui sont dirigés vers l'entrepreneur afin de déterminer s'il y a eu consommation d'alcool ou de drogues.

**IMPORTANT:** *Le prélèvement doit être effectué par une personne du même sexe que le délinquant.*

2. Établir un calendrier de prélèvement des échantillons d'urine.
3. Le SCC ne mettra pas de bureau ou de service de réponse téléphonique à la disposition de l'entrepreneur. Ce dernier devra obtenir lui-même ces services s'il y a lieu.
4. Remplir et remettre les formules et documents pertinents du SCC concernant les procédures de dépistage des drogues, p. ex., la formule de chaîne de possession (SCC 1065). (Fournis par le SCC.)
5. Surveiller et inspecter l'endroit réservé au prélèvement des échantillons. Le prélèvement doit être fait sous observation directe, c'est-à-dire que les délinquants doivent fournir un échantillon d'urine sans obstruer la vue de l'échantillonneur, qui peut ainsi voir en tout temps le contenant et l'urine pénétrant dans le contenant.
6. Assurer le contrôle des échantillons prélevés et noter l'information nécessaire sur la pièce à l'appui. Un échantillon d'urine d'au moins 40 mL doit être fourni en une seule prise, conformément à l'article 9 de la Directive du commissaire 566 11 (ci-jointe).
7. L'entrepreneur doit prendre les rendez-vous nécessaires pour prélever les échantillons d'urine. S'il est incapable de rejoindre le client, il doit communiquer immédiatement ou au plus tard le prochain jour ouvrable avec l'agent de libération conditionnelle concerné.
8. L'entrepreneur doit informer le SCC par téléphone immédiatement ou au plus tard le prochain jour ouvrable si un délinquant ne se présente pas ou s'il refuse de fournir un échantillon ou en est incapable. Il doit ensuite envoyer un avis écrit par courriel ou par télécopieur à l'agent de

libération conditionnelle du client ou à l'agent principal de libération conditionnelle aux numéros suivants :

9. Si l'entrepreneur est incapable de rejoindre ou de localiser le délinquant afin de prendre rendez-vous pour un prélèvement après deux (2) tentatives ou appels, il en informe immédiatement l'agent de libération conditionnelle du client ou l'agent principal de libération conditionnelle. L'agent ou l'agent principal devra communiquer avec le client et lui donner, à notre convenance, un rendez-vous avec l'entrepreneur dans un délai de un (1) ou deux (2) jours ouvrables. Si le client ne se présente pas pour le prélèvement, une indemnité forfaitaire en cas d'absence est alors exigible.

**IMPORTANT: L'entrepreneur NE DOIT PAS demander l'indemnité forfaitaire en cas d'absence s'il est incapable de rejoindre ou de localiser le délinquant pour le prélèvement.**

10. L'entrepreneur doit envoyer les échantillons prélevés par messagerie. Le responsable de l'analyse paiera les frais d'expédition à l'avance. L'entrepreneur recevra un numéro à composer pour commander les bons d'expédition prépayés.
11. L'entrepreneur peut être tenu de se rendre dans le territoire du Bureau de libération conditionnelle de Halifax et de Dartmouth, selon le cas, pour prélever les échantillons d'urine, et il sera rémunéré conformément à la Base de paiement à l'annexe B des présentes.
12. Dans la mesure du possible, l'entrepreneur prélèvera des échantillons multiples au même emplacement la même journée.
13. Toute demande de recours à des sous-traitants sera assujettie à l'examen et à l'approbation de l'agent principal de libération conditionnelle, et les sous-traitants devront recevoir une autorisation de sécurité du SCC.
14. Si l'entrepreneur n'est pas disponible pour un prélèvement imprévu ou urgent, le coordonnateur du programme de prise d'échantillons d'urine peut recourir à un autre entrepreneur.

## RAPPORTS

L'entrepreneur doit fournir un rapport récapitulatif mensuel à joindre à sa facture mensuelle, qu'il doit remettre au Service correctionnel du Canada. Le format du rapport (Registre des analyses des urines) est ci-joint.

## ASSURANCE-RESPONSABILITÉ AUTOMOBILE:

L'entrepreneur doit souscrire, pendant la durée du contrat, une assurance suffisante en cas de perte, de dommages ou de blessures infligés à des tiers, à Sa Majesté ou aux employés de l'entrepreneur par suite de l'utilisation par ce dernier ou ses employés de véhicules pendant l'exercice de leurs fonctions en vertu du présent contrat. Sa Majesté ne peut être tenue responsable des pertes, dommages ou blessures causés par l'entrepreneur ou les employés de ce dernier.

## AUTORISATION DE SÉCURITÉ ET SOUS-TRAITANTS:

Toute demande de recours à des sous-traitants devra être examinée et approuvée par le chargé du projet et doivent recevoir une autorisation de sécurité du SCC. Les membres du personnel de l'entrepreneur, incluant les nouveaux employés et/ou personnel remplaçant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur.

**FERMETURE D'INSTALLATIONS DU GOUVERNEMENT:**

Le personnel de l'entrepreneur est à l'emploi de ce dernier et est rémunéré en fonction des services rendus. Lorsque des employés du fournisseur assurent des services dans des locaux du gouvernement conformément au présent contrat et que ces locaux deviennent inaccessibles en raison d'une évacuation ou de la fermeture d'installations du gouvernement, et qu'aucun travail ne peut alors être effectué, le Canada ne sera pas tenu de rémunérer l'entrepreneur pendant la période de fermeture.

**RELATIONS DE TRAVAIL:**

Le présent contrat prévoit la prestation d'un service, et l'entrepreneur a été sélectionné à titre d'entrepreneur indépendant à seule fin de fournir un service. L'entrepreneur lui-même ou un remplaçant éventuel n'est pas embauché en tant qu'employé, fonctionnaire ou représentant de la Couronne. L'entrepreneur (fournisseur) assume l'entière responsabilité du paiement des cotisations et retenues salariales requises, notamment pour le Régime de pensions du Canada, le Programme d'assurance-emploi, le Régime d'indemnisation des victimes d'accidents du travail et l'impôt sur le revenu.

**ANNEXE B  
BASE DE PAIEMENT****AVIS AU SOUMISSIONNAIRE :**

Il est loisible au soumissionnaire de formuler une proposition de prix concernant les exigences suivantes du Service correctionnel du Canada (SCC) :

Le territoire du bureau de libération conditionnelle du secteur de Halifax  
Le territoire du bureau de libération conditionnelle du secteur de Dartmouth  
Le Centre correctionnel communautaire de Carlton  
Le Centre correctionnel communautaire de l'Annexe Carlton

L'évaluation financière sera effectuée sur le tarif tout inclus (\$) pour chaque échantillon d'urine recueilli.

**SERVICES DE COLLECTE D'ÉCHANTILLON D'URINE sur demande et selon les besoins des délinquants et des délinquantes en surveillance communautaire dans la province de la Nouvelle-Écosse.**

Les frais raisonnables du Contractant correctement engagés lui seront versés pour la prestation du travail selon les modalités de paiement précisées ci-dessous. Les droits de douane sont compris mais la Taxe sur les produits et services ou la Taxe de vente harmonisée est en sus, le cas échéant.

**Bureau de libération conditionnelle bureau de Halifax de libération conditionnelle, et de Dartmouth et 2 CCC. Période initiale allant du 1er Octobre 2014 au 30 Septembre, 2015**

- 1) Les frais seront payable sur réception de factures après que chaque étape aura été franchie ou que les livrables auront été fournis et acceptés conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux.

2) Le Ministère versera à l'entrepreneur ce qui suit :

- a) Des honoraires globaux de \_\_\_\_ \$ (TVH en sus) par échantillon d'urine prélevé (auprès d'un homme ou d'une femme) pour un estimé de 1000 échantillons - sans garantie. Une indemnité forfaitaire représentant la moitié des honoraires globaux par échantillon sera versée si le client ne se présente pas à son rendez-vous sans préavis de vingt-quatre (24) heures, refuse de fournir un échantillon ou est incapable de le faire.

REMARQUE: L'indemnité forfaitaire n'est payable qu'une fois par jour pour la même personne.

- b) Dans la mesure du possible, l'entrepreneur prélèvera des échantillons multiples au même emplacement la même journée. Dans ce cas, le premier prélèvement sera défrayé au tarif de \_\_\_\_ \$ (TVH en sus), et les autres prélèvements feront l'objet de la moitié (½) du tarif établi, soit \_\_\_\_ \$ (TVH en sus) par échantillon recueilli.
- c) Les contenants de prélèvement, les étiquettes, les formules et les matériels d'expédition seront fournis à l'entrepreneur gratuitement.
- d) Des honoraires fixes de \_\_\_\_ \$ (habituellement des honoraires pour l'échantillon) pour chaque délinquant référé qui est incapable de fournir un échantillon dans la période d'attente de deux (2) heures conformément à la section " Prises des échantillons d'urine au Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition - Article 66 -Section 1 (d). Un honoraire supplémentaire pour l'attente, au montant de \_\_\_\_ \$ (devrait être 50% du frais d'échantillonnage) s'appliquera au temps d'attente au-delà de la première des deux heures de temps d'attente.

3) Frais de déplacement:

Un montant estimé de 500 \$ (TVH en sus) sera défrayé pour les frais de déplacement réels et raisonnables pour faire la collecte des échantillons dans le territoire du bureau de libération conditionnelle de Halifax/Dartmouth aux endroits autres que ceux indiqués à l'énoncé de travail. Les frais de déplacement ne seront pas versés pour faire la collecte aux installations précisées à l'Énoncé de travail. L'entrepreneur sera payé pour les frais de déplacement raisonnables et appropriés préalablement autorisés, reçus à l'appui, du personnel qui effectue directement les travaux, selon le taux par kilomètre en vigueur, sans allocation pour les frais généraux ou les profits. Les frais de déplacement et de repas ne doivent pas dépasser les taux établis dans la Directive du Conseil du Trésor sur les voyages en vigueur. Tous les montants versés peuvent faire l'objet d'une vérification.

- 4) Le paiement sera fait après réception de factures mensuelles décrivant les services et livrables demandés à l'annexe A, Énoncé des travaux.
- 5) Avant le paiement, les factures mensuelles devront être approuvées par un gestionnaire du SCC ou un représentant autorisé, à qui a été délégué le pouvoir de signature.
- 6) L'entrepreneur doit fournir des renseignements détaillés sur toutes ses dépenses. Les dépenses réelles doivent être étayées par des preuves de paiement (p. ex., reçus ou autres pièces justificatives). Les dépenses raisonnables seront également remboursées si le représentant désigné du Ministère les juge appropriées et justifiables, sous réserve des normes du Conseil du Trésor.



**Bureau de libération conditionnelle bureau de Halifax de libération conditionnelle, et de Dartmouth et 2 CCC. 1ère période d'extension du 1er Octobre 2015 au 30 Septembre, 2016.**

- 1) Les frais seront payable sur réception de factures après que chaque étape aura été franchie ou que les livrables auront été fournis et acceptés conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux.
- 2) Le Ministère versera à l'entrepreneur ce qui suit :

a) Des honoraires globaux de \_\_\_\_\$ (TVH en sus) par échantillon d'urine prélevé (auprès d'un homme ou d'une femme) pour un estimé de 1000 échantillons - sans garantie. Une indemnité forfaitaire représentant la moitié des honoraires globaux par échantillon sera versée si le client ne se présente pas à son rendez-vous sans préavis de vingt-quatre (24) heures, refuse de fournir un échantillon ou est incapable de le faire.

*REMARQUE: L'indemnité forfaitaire n'est payable qu'une fois par jour pour la même personne.*

- b) Dans la mesure du possible, l'entrepreneur prélèvera des échantillons multiples au même emplacement la même journée. Dans ce cas, le premier prélèvement sera défrayé au tarif de \_\_\_\_\$ (TVH en sus), et les autres prélèvements feront l'objet de la moitié (½) du tarif établi, soit \_\_\_\_\$ (TVH en sus) par échantillon recueilli.
- c) Les contenants de prélèvement, les étiquettes, les formules et les matériels d'expédition seront fournis à l'entrepreneur gratuitement.
- d) Des honoraires fixes de \_\_\_\_\$ (habituellement des honoraires pour l'échantillon) pour chaque délinquant référé qui est incapable de fournir un échantillon dans la période d'attente de deux (2) heures conformément à la section " Prises des échantillons d'urine " au Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition - Article 66 -Section 1 (d). Un honoraire supplémentaire pour l'attente, au montant de \_\_\_\_\$ (devrait être 50% du frais d'échantillonnage) s'appliquera au temps d'attente au-delà de la première des deux heures de temps d'attente.

- 3) Frais de déplacement:

Un montant estimé de 500 \$ (TVH en sus) sera défrayé pour les frais de déplacement réels et raisonnables pour faire la collecte des échantillons dans le territoire du bureau de libération conditionnelle de Halifax/Dartmouth aux endroits autres que ceux indiqués à l'énoncé de travail. Les frais de déplacement ne seront pas versés pour faire la collecte aux installations précisées à l'Énoncé de travail. L'entrepreneur sera payé pour les frais de déplacement raisonnables et appropriés préalablement autorisés, reçus à l'appui, du personnel qui effectue directement les travaux, selon le taux par kilomètre en vigueur, sans allocation pour les frais généraux ou les profits. Les frais de déplacement et de repas ne doivent pas dépasser les taux établis dans la Directive du Conseil du Trésor sur les voyages en vigueur. Tous les montants versés peuvent faire l'objet d'une vérification.

- 4) Le paiement sera fait après réception de factures mensuelles décrivant les services et livrables demandés à l'annexe A, Énoncé des travaux.
- 5) Avant le paiement, les factures mensuelles devront être approuvées par un gestionnaire du SCC ou un représentant autorisé, à qui a été délégué le pouvoir de signature.

- 6) L'entrepreneur doit fournir des renseignements détaillés sur toutes ses dépenses. Les dépenses réelles doivent être étayées par des preuves de paiement (p. ex., reçus ou autres pièces justificatives). Les dépenses raisonnables seront également remboursées si le représentant désigné du Ministère les juge appropriées et justifiables, sous réserve des normes du Conseil du Trésor.

**Bureau de libération conditionnelle bureau de Halifax de libération conditionnelle, et de Dartmouth et 2 CCC. 2e période d'extension du 1er Octobre 2016 au 30 Septembre, 2017.**

- 1) Les frais seront payable sur réception de factures après que chaque étape aura été franchie ou que les livrables auront été fournis et acceptés conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux.
- 2) Le Ministère versera à l'entrepreneur ce qui suit :

- a) Des honoraires globaux de \_\_\_\_ \$ (TVH en sus) par échantillon d'urine prélevé (auprès d'un homme ou d'une femme) pour un estimé de 1000 échantillons - sans garantie. Une indemnité forfaitaire représentant la moitié des honoraires globaux par échantillon sera versée si le client ne se présente pas à son rendez-vous sans préavis de vingt-quatre (24) heures, refuse de fournir un échantillon ou est incapable de le faire.

REMARQUE: L'indemnité forfaitaire n'est payable qu'une fois par jour pour la même personne.

- b) Dans la mesure du possible, l'entrepreneur prélèvera des échantillons multiples au même emplacement la même journée. Dans ce cas, le premier prélèvement sera défrayé au tarif de \_\_\_\_ \$ (TVH en sus), et les autres prélèvements feront l'objet de la moitié (½) du tarif établi, soit \_\_\_\_ \$ (TVH en sus) par échantillon recueilli.
- c) Les contenants de prélèvement, les étiquettes, les formules et les matériels d'expédition seront fournis à l'entrepreneur gratuitement.
- d) Des honoraires fixes de \_\_\_\_ \$ (habituellement des honoraires pour l'échantillon) pour chaque délinquant référé qui est incapable de fournir un échantillon dans la période d'attente de deux (2) heures conformément à la section " Prises des échantillons d'urine au Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition - Article 66 -Section 1 (d). Un honoraire supplémentaire pour l'attente, au montant de \_\_\_\_ \$ (devrait être 50% du frais d'échantillonnage) s'appliquera au temps d'attente au-delà de la première des deux heures de temps d'attente.

- 3) Frais de déplacement:

Un montant estimé de 500 \$ (TVH en sus) sera défrayé pour les frais de déplacement réels et raisonnables pour faire la collecte des échantillons dans le territoire du bureau de libération conditionnelle de Halifax/Dartmouth aux endroits autres que ceux indiqués à l'énoncé de travail. Les frais de déplacement ne seront pas versés pour faire la collecte aux installations précisées à l'Énoncé de travail. L'entrepreneur sera payé pour les frais de déplacement raisonnables et appropriés préalablement autorisés, reçus à l'appui, du personnel qui effectue directement les travaux, selon le taux par kilomètre en vigueur, sans allocation pour les frais généraux ou les profits. Les frais de déplacement et de repas ne doivent pas dépasser

les taux établis dans la  
montants versés peuvent

Directive du Conseil du Trésor sur les voyages en vigueur. Tous les  
faire l'objet d'une vérification.

- 4) Le paiement sera fait après réception de factures mensuelles décrivant les services et livrables demandés à l'annexe A, Énoncé des travaux.
- 5) Avant le paiement, les factures mensuelles devront être approuvées par un gestionnaire du SCC ou un représentant autorisé, à qui a été délégué le pouvoir de signature.
- 6) L'entrepreneur doit fournir des renseignements détaillés sur toutes ses dépenses. Les dépenses réelles doivent être étayées par des preuves de paiement (p. ex., reçus ou autres pièces justificatives). Les dépenses raisonnables seront également remboursées si le représentant désigné du Ministère les juge appropriées et justifiables, sous réserve des normes du Conseil du Trésor.

**ANNEXE "C "**  
**LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**  
(Voir document en annexe)

**ANNEXE " D "**  
**CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE**  
**EXIGENCES OBLIGATOIRES**

Les parties qui présentent des offres conviennent que pour être considérée valide une offre DOIT être conforme aux exigences obligatoires suivantes. Les propositions doivent être appuyées par suffisamment de détails, notamment lorsqu'une exigence obligatoire doit être étayée. Les propositions qui ne sont pas conformes à ces exigences obligatoires seront rejetées.

La proposition DOIT inclure les renseignements suivants dans le cadre de votre proposition (y compris les prix pour les années d'option) :

ATTENTION PROPOSANTS : INDIQUER LES NOS DES PAGES DE VOTRE PROPOSITION OÙ LA QUESTION EST TRAITÉE.

Le Contractant doit :		Numéro de la page	Conforme	Nonconforme	Observations
1	La proposition doit inclure une attestation " d'assurance automobile " exigée aux présentes.				

2	La proposition doit inclure une attestation à l'effet que le personnel proposé possède un permis de Conduire valide				
3	La proposition doit inclure :  (a) Un curriculum vitae du Contractant ; ET  (b) Un curriculum vitae des membres du personnel du Contractant qui sont en appui aux habiletés/à l'expertise qui sont/est offerte(s).				
4	La proposition doit inclure la preuve de la formation scolaire et des diplômes d'études.				

## ANNEXE "E"

### Consentir à un formulaire de vérification du casier judiciaire

Le soumissionnaire doit joindre à leur offre, à la date de clôture de l' appel d'offres :

( a ) une liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire ;

( b ) un dûment rempli et signé Formulaire de consentement à une vérification du casier judiciaire

Le défaut de fournir les renseignements suivants avec votre soumission rendra la soumission non recevable .

Complète Dénomination sociale du Fournisseur: \_\_\_\_\_

Fournisseur Adresse: \_\_\_\_\_

Fournisseur PBN : \_\_\_\_\_

Nombre de sollicitation : 21280-140034 / A

Officier contractant Signature Bloc:

Nancy Dunphy  
 officier d'approvisionnement  
 Acquisitions Région de l'Atlantique  
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
 5e étage , édifice public Dominion  
 1713 Bedford Row , Halifax , NS B3J 3C9  
 nancy.dunphy@pwgsc-tpsgc.gc.ca  
 Téléphone / Téléphone : (902) 496-5481  
 Télécopieur / Télécopieur : (902) 496-5016  
 Gouvernement du Canada / Gouvernement du Canada

Liste des administrateurs : S'il vous plaît fournir une liste de noms de toutes les personnes actuellement sur le conseil d'administration de l'entreprise ci-dessus et fournir une copie signée du formulaire TPSGC 229 - Consentement à une vérification du casier judiciaire pour chaque nom sur la liste .

Conseil d'administration : ( S'il vous plaît écrire lisiblement)

NOM	NOM	NOM	NOM

Fixez noms sur une feuille séparée si nécessaire.

Voir ci-joint le document PWGSC-TPSGC 229 Consentement à une vérification de casier judiciaire .

### **Pièce jointe 1**

#### **DIRECTIVE DU COMMISSAIRE**

#### **PRISE ET ANALYSE D'ÉCHANTILLONS D'URINE DANS LA COLLECTIVITÉ**

voir ci-joint

### **Pièce jointe 2**

#### ***Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition***

voir ci-joint

Solicitation No. - N° de l'invitation

21280-140034/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

HAL-3-71294

Buyer ID - Id de l'acheteur

hal220

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21280-14-0034

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

### **Pièce jointe 3**

***Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition***

voir ci-joint

### **Pièce jointe 4**

**REGISTRE DES ANALYSES D'URINE**

voir ci-joint



TABLE OF CONTENTS	Paragraph Paragraphe	TABLE DES MATIÈRES
Policy Objectives	1-3	Objectifs de la politique
Authority	4	Instrument habilitant
Definitions	5-11	Définitions
Responsibilities of the Director General, Security	12	Responsabilités du directeur général de la Sécurité
District Director's Responsibilities	13-14	Responsabilités du directeur de district
Collection of Samples	15-27	Prise des échantillons d'urine
Testing of Samples	28	Analyse des échantillons d'urine
Reporting of Test Results	29-31	Rapports des résultats d'analyses
Data Collection Procedures	32-33	Procédure de collecte de données
<b>ANNEX A</b>	<b>Pages</b>	<b>ANNEXE A</b>
Classes of Intoxicants	1-3	Catégories de substances intoxicantes
<b>ANNEX B</b>		<b>ANNEXE B</b>
Analysis of Diluted/Adulterated Samples	1	Analyse d'échantillons dilués ou altérés





**COMMISSIONER'S DIRECTIVE**  
**DIRECTIVE DU COMMISSAIRE**

Number - Numéro:	Date 2007-05-08
566-11	Page: 1 of/de 5

**URINALYSIS TESTING IN THE COMMUNITY**

**PRISE ET ANALYSE D'ÉCHANTILLONS  
D'URINE DANS LA COLLECTIVITÉ**

**POLICY OBJECTIVES**

1. To establish the procedures for the collection, storage, shipment, and testing of urine samples in the community.
2. To ensure that the Urinalysis Program is conducted in a fair and consistent manner.
3. To assist offenders in becoming law-abiding citizens by supporting and monitoring them in their discontinuance of substance abuse behaviour.

**AUTHORITY**

4. Commissioner's Directive 566 – Prevention of Security Incidents.

**DEFINITIONS**

5. Laboratory: A laboratory contracted by CSC to analyze samples is an authorized laboratory for the purposes of section 60 of the CCRR.
6. Cut-off level: concentration of a drug in the urine used to determine at which limit of quantitation the test will be considered positive or negative as per Annex A.
7. Direct observation: manner in which offenders shall supply a urine sample in open view, allowing the container, as well as the urine sample entering the container, to be seen at all times by the collector. Mirrors may be used to facilitate the continuous observation process.
8. Positive test results: a urine sample containing a concentration equal to or greater than the established cut-off levels listed in Annexes A and B.

**OBJECTIFS DE LA POLITIQUE**

1. Établir la marche à suivre pour la prise d'échantillons d'urine dans la collectivité ainsi que leur entreposage, expédition et analyse.
2. Faire en sorte que le programme de prise d'échantillons d'urine soit exécuté d'une manière équitable et uniforme.
3. Aider les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois en les appuyant et en suivant leur progrès tandis qu'ils tentent de renoncer à leur comportement toxicomane.

**INSTRUMENT HABILITANT**

4. Directive du commissaire n° 566 – Prévention des incidents de sécurité.

**DÉFINITIONS**

5. Laboratoire : un laboratoire dont le SCC a retenu les services par contrat pour faire l'analyse d'échantillons est un laboratoire autorisé aux fins de l'article 60 du RSCMLC.
6. Seuil de concentration : la concentration d'une drogue dans l'urine qui détermine si le résultat de l'analyse d'un échantillon d'urine est positif ou négatif à l'égard de cette drogue, selon l'annexe A.
7. Observation directe : la façon selon laquelle les délinquants doivent fournir un échantillon d'urine sans obstruer la vue de l'échantillonneur, qui peut ainsi voir en tout temps le contenant et l'urine pénétrant dans le contenant. Des miroirs peuvent être utilisés afin de faciliter le processus d'observation.
8. Résultats positifs : un échantillon d'urine contenant une concentration égale ou supérieure aux seuils de concentration établis et précisés aux annexes A et B.



9. Negative test results: a urine sample containing a concentration below the established cut-off levels listed in Annex A.
10. Urine sample: a quantity of urine of at least 40 ml, supplied at one time, sufficient to permit analysis by an authorized laboratory.
11. Diluted sample: the creatinine concentration in the urine sample is below the range of normal human urine.

#### **RESPONSIBILITIES OF THE DIRECTOR GENERAL, SECURITY**

12. The Director General, Security shall ensure the following:
  - a. that a national coordinator is identified; and
  - b. that the training needs for Urinalysis Program Coordinators and collectors are identified and to provide the appropriate support.

#### **DISTRICT DIRECTOR'S RESPONSIBILITIES**

13. The District Director shall be responsible for:
  - a. the implementation and maintenance of the Urinalysis Program;
  - b. designating a Urinalysis Program Coordinator and collectors; and
  - c. ensuring that the Urinalysis Program Coordinator and collectors are properly trained.
14. The Urinalysis Program Coordinator shall be anyone above the level of Parole Officer as determined by the District Director for the purpose of this policy.

9. Résultats négatif: un échantillon d'urine présentant une concentration inférieure aux seuils établis et précisés à l'annexe A.
10. Échantillon d'urine: un échantillon d'urine d'au moins 40 ml, fourni en une seule prise, suffisant pour en permettre l'analyse par un laboratoire autorisé.
11. Échantillon dilué: un échantillon d'urine présentant une concentration de créatinine sous le seuil normal chez l'être humain.

#### **RESPONSABILITÉS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SÉCURITÉ**

12. Le directeur général de la Sécurité doit s'assurer de ce qui suit :
  - a. un coordonnateur national est désigné;
  - b. les besoins de formation des coordonnateurs du programme de prise d'échantillons d'urine et des échantillonneurs sont déterminés et l'appui nécessaire est fourni.

#### **RESPONSABILITÉS DU DIRECTEUR DE DISTRICT**

13. Il incombe au directeur de district :
  - a. de mettre en œuvre et de maintenir le programme de prise d'échantillons d'urine;
  - b. de nommer un coordonnateur du programme de prise d'échantillons d'urine ainsi que des échantillonneurs;
  - c. de veiller à ce que le coordonnateur du programme de prise d'échantillons d'urine et les échantillonneurs aient reçu la formation voulue.
14. Aux fins de l'application de la présente politique, le coordonnateur du programme de prise d'échantillons d'urine sera une personne de niveau supérieur à celui de l'agent de libération conditionnelle, tel que déterminé par le directeur de district.





### COLLECTION OF SAMPLES

15. All demands for a sample shall be presented to the offender using Notification to Provide a Urine Sample form (CSC/SCC 1064-1, Community).
16. The Urinalysis Program Coordinator shall review any written objections related to the frequency of urine sample testing and shall provide within 72 hours, a written response which includes the reasoning for the decision.
17. The date and time of demands for samples shall be irregular. Offenders shall not be informed of the date and time when they will be required to provide a urine sample.
18. In the event it is not possible in the community to collect a urine sample without prior notification to the offender, he or she may be informed, no longer than 24 hours in advance, that a urine sample will be demanded.
19. The collection area shall be searched by the collector prior to the offender's arrival.
20. Access to the collection area shall be controlled while the urine collection is in progress.
21. The collector shall escort the offender to the collection area and may conduct a routine non-intrusive search or a routine frisk search of the offender.
22. The collector shall require that the offender remove any bulky clothing, such as a coat or loose fitting outer garments, in order to reduce the possibility of an attempt to alter or falsify the urine sample.
23. Collection and storage of samples shall be conducted according to laboratory procedures and in accordance with section 66 of the CCR. R.
24. The number of persons involved in handling samples shall be kept at a minimum.

### PRISE DES ÉCHANTILLONS D'URINE

15. Toute demande d'échantillon d'urine doit être présentée au délinquant au moyen du formulaire Avis de fournir un échantillon d'urine (CSC/SCC 1064-1, collectivité).
16. Le coordonnateur du programme de prise d'échantillons d'urine doit examiner toute objection formulée par écrit au sujet de la fréquence des prises d'échantillons d'urine et fournir au délinquant, dans les 72 heures, une réponse écrite qui expose les motifs de la décision.
17. Le date et l'heure des demandes d'échantillons d'urine doivent être irrégulières. Les délinquants ne doivent pas être informés de la date et de l'heure auxquelles on leur demandera de fournir un échantillon d'urine.
18. S'il n'est pas possible d'effectuer la prise d'un échantillon d'urine dans la collectivité sans en donner préavis au délinquant, ce préavis doit être donné au plus 24 heures avant la prise de l'échantillon d'urine.
19. L'aire réservée à la prise d'échantillons doit être fouillée par l'échantillonneur avant l'arrivée du délinquant.
20. L'accès à cette aire doit être contrôlé pendant la prise de l'échantillon d'urine.
21. L'échantillonneur doit escorter le délinquant à l'aire réservée à la prise d'échantillons et peut procéder à une fouille ordinaire – discrète ou par palpation – du délinquant.
22. L'échantillonneur doit demander au délinquant d'enlever tout vêtement épais, tel que manteau ou vêtement ample, afin de réduire les possibilités que ce dernier tente d'altérer ou de falsifier l'échantillon d'urine.
23. La prise et l'entreposage des échantillons doivent être effectués conformément à la procédure précisée par le laboratoire et à l'article 66 du RSCMLC.
24. Il faut restreindre au minimum le nombre de personnes appelées à manipuler les échantillons d'urine.



25. A completed copy of the Chain of Custody form (CSC/SCC 1065) shall be enclosed in a sealed, waterproof bag and inserted into the shipping container.
26. Each shipping container shall be sealed, signed and dated by the collector or the Urinalysis Program Coordinator across a tamper resistant tape affixed on the top of the shipping container. The tape shall overlap the top and go down on both sides.
27. The shipping container shall be transported to the laboratory by a designated governmental or private courier service. The container should be received by the laboratory within six (6) calendar days.

#### **TESTING OF SAMPLES**

28. The urinalysis results shall be transmitted by the laboratory to the specific responsibility centre, in accordance with the contractual requirements.

#### **REPORTING OF TEST RESULTS**

29. The test results for an offender shall be forwarded to the Parole Officer, and the Substance Abuse Program Coordinator.
30. If an offender disputes a positive test result and wishes to have a retest of the same sample, the offender must submit a written request within thirty (30) calendar days to the local Urinalysis Program Coordinator who shall contact the laboratory to process the request.
31. Payment for a retest is the responsibility of the offender and shall be paid in advance.

25. Un exemplaire dûment rempli du formulaire Chaîne de possession (CSC/SCC 1065) doit être inséré dans un sac scellé et imperméable, puis déposé dans le coffret d'expédition.
26. Chaque coffret d'expédition doit être scellé, signé et daté par l'échantillonneur ou par le coordonnateur du programme de prise d'échantillons d'urine directement sur le ruban inviolable apposé sur le coffret. Le ruban doit être apposé de façon à passer sur le couvercle et descendre de chaque côté du coffret.
27. Le coffret d'expédition doit être transporté au laboratoire par un service de messagerie gouvernemental ou privé désigné. Il devrait être reçu au laboratoire dans un délai de six (6) jours civils.

#### **ANALYSE DES ÉCHANTILLONS D'URINE**

28. Les résultats des analyses d'urine doivent être transmis par le laboratoire au centre de responsabilité intéressé, conformément aux stipulations contractuelles.

#### **RAPPORTS DES RÉSULTATS D'ANALYSES**

29. Les résultats des analyses doivent être acheminés à l'agent de libération conditionnelle du délinquant et au coordonnateur du programme pour toxicomanes.
30. Si un délinquant conteste le résultat positif d'une analyse et souhaite que le même échantillon fasse l'objet d'une nouvelle analyse, il dispose de trente (30) jours civils pour soumettre une demande écrite au coordonnateur local du programme de prise d'échantillons d'urine, qui communiquera avec le laboratoire afin de donner suite à la demande.
31. Les frais d'une seconde analyse incombent au délinquant, qui doit les payer d'avance.





#### **DATA COLLECTION PROCEDURES**

32. The Urinalysis Program Coordinator shall ensure that all relevant data related to the urinalysis testing are properly recorded in the Offender Management System (OMS) in a timely fashion.
33. All offender information related to the Urinalysis Program shall be classified "PROTECTED B".

Commissioner,

#### **PROCÉDURE DE COLLECTE DE DONNÉES**

32. Le coordonnateur du programme de prise d'échantillons d'urine doit s'assurer que toutes les données pertinentes sur le programme de prise d'échantillons d'urine sont consignées dans le Système de gestion des délinquants (SGD) comme il se doit et dans les meilleurs délais.
33. Tous les renseignements sur les délinquants se rapportant au programme de prise d'échantillons d'urine doivent être désignés « PROTÉGÉ B ».

Le Commissaire,

*Original signed by / Original signé par*

Keith Coulter



**CLASSES OF INTOXICANTS  
CATÉGORIES DE SUBSTANCES INTOXICANTES**

Class of intoxicants Catégorie de substances intoxicantes	Cut-off levels SCREENING TEST Seuils de concentration ANALYSE INITIALE (ng/ml)	Cut-off levels CONFIRMATION TEST Seuils de concentration ANALYSE DE CONFIRMATION (ng/ml)
<b>Group 1 / Groupe 1</b>		
Amphetamines/ Amphétamines  MDMA/MDMA	1000 (d-methamphetamine equivalent / équivalent d-méthamphétamine)	500 (amphetamine and/or methamphetamine + 200 amphetamine / amphétamine et/ou méthamphétamine + 200 amphétamine)
Benzodiazepines/Benzodiazépines  a) Oxazepam/Oxazépam Nordiazepam/Nordiazépam Temazepam/Temazépam b) Alprazolam Lorazepam/Lorazépam Triazolam c) Bromazepam/Bromazépam Flurazepam/Flurazépam Clonazepam/Clonazépam	100 (as oxazepam equivalent/ comme équivalent d'oxazépam)	50 <sup>1</sup>
Methadone/Méthadone	100 ng/mL (methadone metabolite EDDP/ métabolite de la méthadone EDDP)	100 ng/mL (methadone metabolite EDDP / métabolite de la méthadone EDDP)
Cocaine (as benzoylecgonine) / Cocaïne(comme la benzoylecgonine)	150 (benzoylecgonine)	150 (benzoylecgonine)
Opiates/Opiacés a) Morphine Codeine/Codéine (6-monacetyl morphine / 6-moniacétyl morphine  b) Hydrocodone Hydromorphone Oxycodone	300 (morphine equivalent / équivalent de la morphine)  300 (morphine equivalent / équivalent de la morphine)	300 (morphine and/or codeine / morphine et/ou codéine) 10 ng/ml – cut-off value for 6-monacetyl morphine / seuil de concentration pour 6-moniacétyl morphine  300 <sup>2</sup> (morphine equivalent / équivalent de la morphine)



1. If the confirmation for subgroup a) of Benzodiazepines is negative, the laboratory will sequentially proceed to confirm subgroup b) and then subgroup c) using the limit of quantitation for each drug.
2. If the confirmation for subgroup a) of Opiates is negative, the laboratory will proceed to confirm subgroup b) using a 300 ng/ml cut-off value.

1. Si la confirmation est négative pour le sous-groupe a) des Benzodiazépines, le laboratoire procédera de manière séquentielle à une analyse du sous-groupe b) puis du sous-groupe c) en utilisant le seuil de détection de chaque substance.
2. Si la confirmation est négative pour le sous-groupe a) des Opiacés, le laboratoire procédera à une analyse du sous-groupe b) en utilisant 300 ng/ml comme seuil de concentration.



**CLASSES OF INTOXICANTS  
CATÉGORIES DE SUBSTANCES INTOXICANTES**

Class of intoxicants Catégorie de substances intoxicantes	Cut-off levels SCREENING TEST Seuils de concentration ANALYSE INITIALE (ng/ml)	Cut-off levels CONFIRMATION TEST Seuils de concentration ANALYSE DE CONFIRMATION (ng/ml)
<b>Group 1 / Groupe 1 continued/suite</b>		
Phencyclidine	25	25
THC (cannabinoid/cannabina���)	50 (THC-COOH equivalent / ���ivalent du THC-COOH)	15 (THC-COOH)
<b>Group 2/Groupe 2</b> (samples tested on demand only / échantillons analys��s sur demande seulement)		
Alcohol/Alcool	20	20
LSD	0.5 pg/ml	2.5 pg/ml
Volatile Substances (mg/dl) / Substances volatiles (mg/dl)	LOQ/SD	LOQ/SD





**ANALYSIS OF DILUTED/ADULTERATED SAMPLES  
ANALYSE D'ÉCHANTILLONS DILUÉS OU ALTÉRÉS**

1. If the creatinine concentration in the urine sample is less than 20mg/dL and/or the specific gravity is less than or equal to 1.003, a comprehensive forensic toxicology drug screening of the urine specimen for Group 1 drugs will be completed.
1. Si la concentration de créatinine de l'échantillon d'urine est inférieure à 20 mg par dl, ou si sa densité spécifique est inférieure ou égale à 1,003, une analyse de toxicologie légale complète de l'échantillon d'urine sera effectuée pour les stupéfiants énumérés dans le groupe 1.
2. The confirmatory cut-off value for each substance are shown in the table below.
2. La valeur confirmatoire du seuil de concentration pour chaque stupéfiant est indiquée ci-après.

**Cut-Off Levels for Group 1 Substances**

**Screening – Confirmation LOQ\*  
(ng/ml)**

Amphetamine	100	100
Benzodiazepine	50	50
Cannabinoid (THC)	20	6
Cocaine	15	15
Methadone	100	100
Opiates	120	120
Phencyclidine	5	5

**Seuil de concentration pour les  
stupéfiants énumérés au groupe 1**

**Analyse initiale – Confirmation SD\*  
(ng/ml)**

Amphétamine	100	100
Benzodiazépine	50	50
Cannabinaçée	20	6
Cocaïne	15	15
Méthadone	100	100
Opiacés	120	120
Phencyclidine	5	5

\* The confirmation LOQ numbers are subject to change upon method revalidation.

\* Les chiffres de la confirmation des SD peuvent être modifiés lors de la revalidation des méthodes.



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

# Corrections and Conditional Release Act

# Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

S.C. 1992, c. 20

L.C. 1992, ch. 20

Current to March 4, 2014

À jour au 4 mars 2014

Last amended on March 27, 2013

Dernière modification le 27 mars 2013

Published by the Minister of Justice at the following address:  
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :  
<http://lois-laws.justice.gc.ca>

OFFICIAL STATUS  
OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published  
consolidation is  
evidence

**31.** (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies  
in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

NOTE

This consolidation is current to March 4, 2014. The last amendments came into force on March 27, 2013. Any amendments that were not in force as of March 4, 2014 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

CARACTÈRE OFFICIEL  
DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications  
comme élément  
de preuve

**31.** (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité  
— lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

NOTE

Cette codification est à jour au 4 mars 2014. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 27 mars 2013. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 4 mars 2014 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

## TABLE OF PROVISIONS

## TABLE ANALYTIQUE

Section		Page	Article		Page
	An Act respecting corrections and the conditional release and detention of offenders and to establish the office of Correctional Investigator			Loi régissant le système correctionnel, la mise en liberté sous condition et le maintien en incarcération, et portant création du bureau de l'enquêteur correctionnel	
	SHORT TITLE	1		TITRE ABRÉGÉ	1
1	Short title	1	1	Titre abrégé	1
	PART I			PARTIE I	
	INSTITUTIONAL AND COMMUNITY CORRECTIONS	1		SYSTÈME CORRECTIONNEL	1
	INTERPRETATION	1		DÉFINITIONS	1
2	Definitions	1	2	Définitions	1
2.1	Application to persons subject to long-term supervision order	5	2.1	Application aux personnes surveillées	5
	PURPOSE AND PRINCIPLES	5		OBJET ET PRINCIPES	5
3	Purpose of correctional system	5	3	But du système correctionnel	5
3.1	Paramount consideration	5	3.1	Critère prépondérant	5
4	Principles that guide Service	5	4	Principes de fonctionnement	5
	CORRECTIONAL SERVICE OF CANADA	6		SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA	6
5	Correctional Service of Canada	6	5	Maintien en existence	6
6	Commissioner	7	6	Commissaire	7
7	Penitentiaries	7	7	Pénitenciers	7
8	Lands constituting penitentiary	7	8	Certificat d'emplacement	7
9	Lawful custody	8	9	Détention légitime	8
10	Peace officer status	8	10	Statut d'agent de la paix	8
	RECEPTION OF INMATES	8		ÉCROU	8
11	General	8	11	Disposition générale	8
11.1	Recommitment to custody	8	11.1	Réincarcération	8
12	Fifteen day delay	8	12	Délai préalable	8
13	Medical certificate	8	13	Certificat médical	8
14	Confinement in provincial facility	9	14	Établissement provincial	9
15	Newfoundland	9	15	Terre-Neuve	9
	CORRECTIONAL PLANS	10		PLAN CORRECTIONNEL	10
15.1	Objectives for offender's behaviour	10	15.1	Objectifs quant au comportement	10
15.2	Incentive measures	10	15.2	Mesures incitatives	10
	EXCHANGE OF SERVICE AGREEMENTS	10		ACCORD D'ÉCHANGE DE SERVICES	10
16	Agreements with provinces	10	16	Accords avec les provinces	10
	ESCORTED TEMPORARY ABSENCES	11		PERMISSION DE SORTIR AVEC ESCORTE	11
17	Temporary absences may be authorized	11	17	Permission de sortir avec escorte	11

*Corrections and Conditional Release — March 4, 2014*

Section	Page	Article	Page
	WORK RELEASES		PLACEMENT À L'EXTÉRIEUR
18	Definition of "work release"	18	Définition de « placement à l'extérieur »
	INVESTIGATIONS		ENQUÊTES
19	General	19	Disposition générale
20	Special investigations	20	Enquête spéciale
21	Application of Inquiries Act	21	Loi sur les enquêtes
	COMPENSATION FOR DEATH OR DISABILITY		INDEMNITÉ DE DÉCÈS ET D'INVALIDITÉ
22	Minister may pay compensation	22	Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité
	INFORMATION		RENSEIGNEMENTS
23	Service to obtain certain information about offender	23	Obtention de renseignements
24	Accuracy, etc., of information	24	Exactitude des renseignements
25	Service to give information to parole boards, etc.	25	Communication de renseignements
26	Disclosure of information to victims	26	Communication de renseignements à la victime
27	Information to be given to offenders	27	Communication de renseignements au délinquant
	PLACEMENT AND TRANSFER OF INMATES		INCARCÉRATION ET TRANSFÈREMENT DES DÉTENUS
28	Criteria for selection of penitentiary	28	Incarcération : facteurs à prendre en compte
29	Transfers	29	Transfèrements
	SECURITY CLASSIFICATION		COTE DE SÉCURITÉ
30	Service to classify each inmate	30	Assignation
	ADMINISTRATIVE SEGREGATION		ISOLEMENT PRÉVENTIF
31	Purpose	31	Objet
32	Considerations governing release	32	Considérations
33	Case to be reviewed	33	Réexamen
34	Where institutional head must meet with inmate	34	Obligation du directeur
35	Idem	35	Idem
36	Visits to inmate	36	Visites par un professionnel de la santé
37	Inmate rights	37	Droits du détenu
	DISCIPLINE		RÉGIME DISCIPLINAIRE
38	Purpose of disciplinary system	38	Objet
39	System exclusive	39	Dispositions habilitantes
40	Disciplinary offences	40	Infractions disciplinaires
41	Informal resolution	41	Tentative de règlement informel
42	Notice of charge	42	Avis d'accusation
43	Hearing	43	Audition
44	Disciplinary sanctions	44	Sanctions disciplinaires

Section	Page	Article	Page
SUMMARY CONVICTION OFFENCES	25	INFRACTIONS PUNISSABLES PAR PROCÉDURE	
		SOMMAIRE	25
45 Summary conviction offences	25	45 Définition	25
SEARCH AND SEIZURE	25	FOUILLES ET SAISIES	25
<i>Interpretation</i>	25	<i>Définitions</i>	25
46 Definitions	25	46 Définitions	25
<i>Searches of Inmates</i>	26	<i>Fouille des détenus</i>	26
47 Routine non-intrusive or frisk searches	26	47 Fouilles discrètes ou par palpation	26
48 Routine strip search of inmates	27	48 Fouille à nu	27
49 Frisk search of inmate	27	49 Fouille par palpation	27
50 Staff member to inform institutional head	28	50 Obligation d’informer le directeur	28
51 Use of X-ray, “dry cell”	28	51 Radiographies et détention	28
52 Body cavity search	28	52 Examen des cavités corporelles	28
53 Exceptional power of search	28	53 Pouvoir exceptionnel	28
54 Urinalysis	29	54 Analyses d’urine	29
55 Urinalysis	29	55 Analyse d’urine	29
56 Information requirements	29	56 Avis au délinquant	29
57 Right to make representations	30	57 Droit de présenter des observations	30
57.1 Monitoring device	30	57.1 Dispositif de surveillance à distance	30
<i>Searches of Cells</i>	30	<i>Fouille de cellules</i>	30
58 Searches of cells	30	58 Fouille	30
<i>Searches of Visitors</i>	30	<i>Fouille des visiteurs</i>	30
59 Routine non-intrusive or frisk searches	30	59 Fouille sans motif précis	30
60 Frisk search	30	60 Fouille par palpation	30
<i>Searches of Vehicles</i>	32	<i>Fouille de véhicules</i>	32
61 Routine searches	32	61 Fouille sans motif précis	32
<i>Warnings to be Posted</i>	32	<i>Avertissements</i>	32
62 Warnings about searches	32	62 Avis relatifs aux fouilles	32
<i>Searches of Staff Members</i>	33	<i>Fouille des agents</i>	33
63 Routine non-intrusive or frisk searches	33	63 Fouille sans motif précis	33
64 Frisk search or strip search	33	64 Fouille pour motif précis	33
<i>Power to Seize</i>	33	<i>Saisie</i>	33
65 Power to seize	33	65 Pouvoirs de l’agent	33
<i>Searches in Community-based Residential Facilities</i>	34	<i>Fouilles dans les établissements résidentiels communautaires</i>	34
66 Frisk search, room search	34	66 Fouille par employé	34
<i>Reports Relating to Searches and Seizures</i>	34	<i>Rapports de fouilles et de saisies</i>	34
67 Reports to be submitted	34	67 Rapports	34

*Corrections and Conditional Release — March 4, 2014*

Section	Page	Article	Page
GENERAL — LIVING CONDITIONS	35	CONDITIONS DE DÉTENTION	35
68 Instruments of restraint	35	68 Moyens de contrainte	35
69 Cruel treatment, etc.	35	69 Cruauté	35
70 Living conditions, etc.	35	70 Conditions de vie	35
71 Contacts and visits	35	71 Rapports avec l'extérieur	35
72 Members of Parliament, judges	35	72 Parlementaires et juges	35
73 Assembly and association	36	73 Liberté d'association et de réunion	36
74 Inmate input into decisions	36	74 Participation aux décisions	36
75 Religion	36	75 Religion	36
PROGRAMS FOR OFFENDERS	36	PROGRAMMES POUR LES DÉLINQUANTS	36
76 Programs for offenders generally	36	76 Disposition générale	36
77 Programs for female offenders	36	77 Programmes à l'intention des femmes	36
78 Payments to offenders	36	78 Rétribution	36
ABORIGINAL OFFENDERS	37	AUTOCHTONES	37
79 Definitions	37	79 Définitions	37
80 Programs	37	80 Programmes	37
81 Agreements	37	81 Accords	37
82 Advisory committees	38	82 Comités consultatifs	38
83 Spiritual leaders and elders	38	83 Chefs spirituels et aînés	38
84 Release to aboriginal community	38	84 Libération dans une collectivité autochtone	38
84.1 Plans with respect to long-term supervision	38	84.1 Plan de surveillance de longue durée	38
HEALTH CARE	39	SERVICES DE SANTÉ	39
85 Definitions	39	85 Définitions	39
86 Obligations of Service	39	86 Obligation du Service	39
87 Service to consider health factors	39	87 État de santé du délinquant	39
88 When treatment permitted	39	88 Consentement et droit de refus	39
89 Force-feeding	40	89 Interdiction de nourrir de force	40
GRIEVANCE OR COMPLAINT PROCEDURE	40	GRIEFS OU PLAINTES	40
90 Grievance procedure	40	90 Procédure de règlement	40
91 Access to grievance procedure	41	91 Accès à la procédure de règlement des griefs	41
91.1 Frivolous complaints, etc.	41	91.1 Poursuites vexatoires	41
91.2 Regulations	41	91.2 Règlements	41
RELEASE OF INMATES	41	MISE EN LIBERTÉ DES DÉTENUS	41
92 General	41	92 Disposition générale	41
93 Timing of release from penitentiary	41	93 Moment de la libération	41
TEMPORARY ACCOMMODATION IN PENITENTIARY	42	HÉBERGEMENT TEMPORAIRE	42
94 Temporary stay in penitentiary	42	94 Durée	42
ANNUAL REPORT	42	RAPPORT ANNUEL	42
95 Annual report	42	95 Dépôt	42

*Système correctionnel et mise en liberté sous condition — 4 mars 2014*

Section	Page	Article	Page
	REGULATIONS		RÈGLEMENTS
96	Regulations	96	Règlements
	RULES		RÈGLES
97	Rules	97	Règles d'application
	COMMISSIONER'S DIRECTIVES		DIRECTIVES DU COMMISSAIRE
98	Commissioner's Directives	98	Nature
	PART II		PARTIE II
	CONDITIONAL RELEASE, DETENTION AND LONG-TERM SUPERVISION		MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION, MAINTIEN EN INCARCÉRATION ET SURVEILLANCE DE LONGUE DURÉE
			47
	INTERPRETATION		DÉFINITIONS
99	Definitions	99	Définitions
99.1	Application to persons subject to long- term supervision order	99.1	Application aux personnes surveillées
			50
99.2	Young persons	99.2	Adolescent
			50
	PURPOSE AND PRINCIPLES		OBJET ET PRINCIPES
			50
100	Purpose of conditional release	100	Objet
100.1	Paramount consideration	100.1	Critère prépondérant
			51
101	Principles guiding parole boards	101	Principes
			51
102	Criteria for granting parole	102	Critères
			51
	CONSTITUTION AND JURISDICTION OF BOARD		COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA
			52
103	Board continued	103	Maintien
104	Chairperson and Executive Vice- Chairperson	104	Président et premier vice-président
			52
105	Membership	105	Représentativité
			52
106	Substitute members	106	Absence ou empêchement
			53
107	Jurisdiction of Board	107	Compétence
			53
108	Jurisdiction where no provincial board	108	Compétence additionnelle
			54
109	Prohibition orders re vehicles, etc.	109	Annulation ou modification d'une ordonnance
			55
110	Clemency	110	Recours en grâce
			55
111	Dissemination of information	111	Échange de renseignements
			55
	CONSTITUTION AND JURISDICTION OF PROVINCIAL BOARDS		COMMISSIONS PROVINCIALES DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES
			55
112	Jurisdiction of boards	112	Compétence
			55
113	Incorporation by reference	113	Adoption par renvoi
			56
114	Change of province of residence	114	Transfert de compétence
			56
	UNESCORTED TEMPORARY ABSENCE		PERMISSION DE SORTIR SANS ESCORTE
			57
115	Minimum time to be served	115	Temps d'épreuve
			57
116	Conditions for authorization	116	Motifs de l'octroi
			58



*Corrections and Conditional Release — March 4, 2014*

Section		Page		Article	Page
117	Delegation to Commissioner	60	117	Délégation	60
118	Warrant for arrest and recommittal	60	118	Mandat d'arrêt et réincarcération	60
	ELIGIBILITY FOR PAROLE	61		ADMISSIBILITÉ À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE	61
119	Time when eligible for day parole	61	119	Temps d'épreuve pour la semi-liberté	61
119.1	Definition of sentence	63	119.1	Définition de peine	63
119.2	Youth sentence	63	119.2	Peine spécifique	63
120	Time when eligible for full parole	63	120	Temps d'épreuve pour la libération conditionnelle totale	63
120.1	Multiple sentences on same day	63	120.1	Peines imposées le même jour	63
120.2	Additional concurrent sentence	65	120.2	Peine supplémentaire concurrente	65
120.3	Maximum period	66	120.3	Maximum	66
121	Exceptional cases	67	121	Cas exceptionnels	67
	PAROLE REVIEWS	67		EXAMEN DES DOSSIERS DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE	67
122	Day parole review	67	122	Examen : semi-liberté	67
123	Full parole review	68	123	Examen : libération conditionnelle totale	68
124	Offenders unlawfully at large	70	124	Délinquant illégalement en liberté	70
	STATUTORY RELEASE	71		LIBÉRATION D'OFFICE	71
127	Entitlement	71	127	Droit du délinquant	71
127.1	Youth Criminal Justice Act	73	127.1	Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	73
	EFFECT OF PAROLE, STATUTORY RELEASE OR UNESCORTED TEMPORARY ABSENCE	73		CONSÉQUENCES DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE OU D'OFFICE ET PERMISSION DE SORTIR SANS ESCORTE	73
128	Continuation of sentence	73	128	Présomption	73
	DETENTION DURING PERIOD OF STATUTORY RELEASE	74		MAINTIEN EN INCARCÉRATION AU COURS DE LA PÉRIODE PRÉVUE POUR LA LIBÉRATION D'OFFICE	74
129	Review of cases by service	74	129	Examen de certains cas par le Service	74
130	Review by Board of cases referred	79	130	Examen par la Commission	79
131	Annual review of orders	82	131	Réexamen annuel	82
132	Relevant factors in detention reviews	83	132	Facteurs — cas général	83
	CONDITIONS OF RELEASE	86		CONDITIONS DE LA MISE EN LIBERTÉ	86
133	Definition of “releasing authority”	86	133	Définition d'« autorité compétente »	86
134	Instructions to released offenders	87	134	Instructions	87
	CONDITIONS FOR LONG-TERM SUPERVISION	88		CONDITIONS DE LA SURVEILLANCE DE LONGUE DURÉE	88
134.1	Conditions for long-term supervision	88	134.1	Conditions	88
134.2	Instructions to offenders subject to long- term supervision order	88	134.2	Instructions	88
	SUSPENSION, TERMINATION, REVOCATION AND INOPERATIVENESS OF PAROLE,	88		SUSPENSION, CESSATION, RÉVOCATION ET INEFFECTIVITÉ DE LA LIBÉRATION	88

*Système correctionnel et mise en liberté sous condition — 4 mars 2014*

Section		Page	Article		Page
	STATUTORY RELEASE OR LONG-TERM SUPERVISION			CONDITIONNELLE OU D'OFFICE OU DE LA SURVEILLANCE DE LONGUE DURÉE	
135	Suspension of parole or statutory release	88	135	Suspension	88
135.1	Suspension of long-term supervision	94	135.1	Suspension de la surveillance de longue durée	94
136	Warrant for apprehension and recommitment	96	136	Mandat d'arrêt en cas de cessation ou révocation	96
137	Execution of warrant	96	137	Mandat d'arrêt	96
137.1	Arrest without warrant — breach of conditions	97	137.1	Arrestation sans mandat : violation de conditions	97
138	Serving balance of sentence	97	138	Effet de la révocation	97
	MERGED SENTENCES	98		FUSION DE PEINES	98
139	Multiple sentences	98	139	Peines multiples	98
	REVIEW HEARINGS	98		AUDIENCES	98
140	Mandatory hearings	98	140	Audiences obligatoires	98
	DISCLOSURE OF INFORMATION	101		COMMUNICATION DE L'INFORMATION	101
141	Disclosure to offender	101	141	Délai de communication	101
142	Disclosure of information to victims	102	142	Communication de renseignements à la victime	102
	RECORDS OF REVIEWS AND DECISIONS	104		DOSSIERS	104
143	Records of proceedings	104	143	Procédures	104
144	Registry of decisions	104	144	Constitution du registre	104
	REVIEW AND EVIDENCE	105		RÉVISION JUDICIAIRE	105
145	Documents admissible	105	145	Preuve	105
	ORGANIZATION OF THE BOARD	105		ORGANISATION DE LA COMMISSION	105
	<i>Appeal Division</i>	105		<i>Section d'appel</i>	105
146	Constitution of Appeal Division	105	146	Constitution de la Section d'appel	105
	<i>Appeal to Appeal Division</i>	106		<i>Appel auprès de la Section d'appel</i>	106
147	Right of appeal	106	147	Droit d'appel	106
	<i>Head Office and Regions</i>	107		<i>Siège et bureaux régionaux</i>	107
148	Head office	107	148	Siège	107
149	Regional divisions	107	149	Sections régionales	107
150	Vice-Chairpersons	108	150	Vice-présidents	108
	<i>General</i>	108		<i>Dispositions générales</i>	108
151	Executive Committee	108	151	Bureau	108
152	Chief Executive Officer	108	152	Premier dirigeant	108
153	Remuneration of full-time and substitute members	109	153	Rémunération : membres à temps plein	109
154	Immunity of members	110	154	Immunité	110
154.1	Board members not to be witnesses	110	154.1	Non-assignation	110
155	Impartiality	110	155	Impartialité	110
155.1	Inquiries	110	155.1	Enquête	110

*Corrections and Conditional Release — March 4, 2014*

Section		Page	Article		Page
155.2	Report of inquiry	112	155.2	Rapport au ministre	112
	REGULATIONS	113		RÈGLEMENTS	113
156	Regulations	113	156	Règlements	113
	PART III			PARTIE III	
	CORRECTIONAL INVESTIGATOR	113		ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL	113
	INTERPRETATION	113		DÉFINITIONS	113
157	Definitions	113	157	Définitions	113
157.1	Application to persons subject to long-term supervision order	114	157.1	Application aux personnes surveillées	114
	CORRECTIONAL INVESTIGATOR	114		ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL	114
158	Appointment	114	158	Nomination de l'enquêteur	114
159	Eligibility	114	159	Conditions d'exercice	114
160	Tenure of office and removal	114	160	Durée du mandat, révocation ou suspension	114
161	Absence, incapacity or vacancy	114	161	Intérim de l'enquêteur correctionnel	114
162	Devotion to duties	115	162	Exclusivité	115
163	Salary and expenses	115	163	Traitement et frais	115
	MANAGEMENT	115		GESTION	115
164	Management	115	164	Gestion	115
	STAFF	115		PERSONNEL	115
165	Staff of the Correctional Investigator	115	165	Loi applicable au personnel	115
	OATH OF OFFICE	116		SERMENT PROFESSIONNEL	116
166	Oath of office	116	166	Obligation de prêter serment	116
	FUNCTION	116		ATTRIBUTIONS	116
167	Function	116	167	Attributions	116
168	Application to Federal Court	117	168	Demande à la Cour fédérale	117
	INFORMATION PROGRAM	117		PROGRAMME D'INFORMATION	117
169	Information program	117	169	Programme d'information	117
	INVESTIGATIONS	117		ENQUÊTES	117
170	Commencement	117	170	Début	117
171	Right to hold hearing	118	171	Pouvoir de tenir une audition	118
172	Right to require information and documents	118	172	Pouvoir d'exiger des documents et des renseignements	118
173	Right to examine under oath	119	173	Examen sous serment	119
174	Right to enter	119	174	Autorisation de pénétrer dans certains locaux	119
	FINDINGS, REPORTS AND RECOMMENDATIONS	119		CONCLUSIONS, RAPPORTS ET RECOMMANDATIONS	119
175	Decision not to investigate	119	175	Décision de ne pas enquêter	119
176	Complaint not substantiated	119	176	Conclusions sur une plainte non fondée	119

*Système correctionnel et mise en liberté sous condition — 4 mars 2014*

Section	Page	Article	Page
177	Informing of problem	119	177
178	Opinion re decision, recommendation, etc.	120	178
179	Recommendations	121	179
180	Notice and report to Minister	121	180
181	Complainant to be informed of result of investigation	121	181
	CONFIDENTIALITY	122	CONFIDENTIALITÉ
182	Confidentiality	122	182
183	Disclosure authorized	122	183
184	Letters to be unopened	123	184
	DELEGATION	123	DÉLÉGATION
185	Delegation by Correctional Investigator	123	185
	RELATIONSHIP WITH OTHER ACTS	124	CADRE LÉGISLATIF
186	Power to conduct investigations	124	186
	LEGAL PROCEEDINGS	124	PROCÉDURES
187	Acts not to be questioned or subject to review	124	187
188	Protection of Correctional Investigator	124	188
189	No summons	125	189
190	Libel or slander	125	190
	OFFENCE AND PUNISHMENT	125	INFRACTIONS ET PEINES
191	Offences	125	191
	ANNUAL AND SPECIAL REPORTS	126	RAPPORTS AU PARLEMENT
192	Annual reports	126	192
193	Urgent matters	126	193
194	Reporting of public hearings	126	194
195	Adverse comments	126	195
	CONFIDENCES OF THE QUEEN'S PRIVY COUNCIL	127	DOCUMENTS CONFIDENTIELS DU CONSEIL PRIVÉ
196	Confidences of the Queen's Privy Council for Canada	127	196
	REGULATIONS	128	RÈGLEMENTS
197	Regulations	128	197
	HER MAJESTY	128	SA MAJESTÉ
198	Binding on Her Majesty	128	198
	PART IV		PARTIE IV
	CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS, REPEAL AND	128	MODIFICATIONS CONNEXES ET CORRÉLATIVES, ABROGATIONS, DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ENTRÉE EN VIGUEUR

*Corrections and Conditional Release — March 4, 2014*

Section	Page	Article	Page
TRANSITIONAL PROVISIONS AND COMING INTO FORCE			
CRIMINAL CODE	128	CODE CRIMINEL	128
PRISONS AND REFORMATORIES ACT	128	LOI SUR LES PRISONS ET LES MAISONS DE CORRECTION	128
TRANSFER OF OFFENDERS ACT	128	LOI SUR LE TRANSFÈREMENT DES DÉLINQUANTS	128
DEPARTMENT OF THE SOLICITOR GENERAL ACT	128	LOI SUR LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL	128
REPEAL	128	ABROGATIONS	128
REFERENCES	128	MENTIONS	128
TRANSITIONAL PROVISIONS	128	DISPOSITIONS TRANSITOIRES	128
217 Commissioner remains in office	128	217 Maintien en poste	128
218 Federal-provincial agreements	128	218 Accords fédéro-provinciaux	128
219 Temporary absences	129	219 Permissions de sortir	129
220 Administrative segregation, discipline	129	220 Internement administratif	129
221 Definitions	129	221 Définitions	129
222 Members of former Board	129	222 Maintien en poste des commissaires	129
223 Reviews in progress	130	223 Examen des dossiers en instance	130
224 Parole and temporary absences	130	224 Libérations conditionnelles et permissions de sortir	130
225 Day parole eligibility of past offenders	130	225 Application future	130
226 Determination of eligibility date for parole	131	226 Détermination de la date d'admissibilité à la libération conditionnelle	131
227 Revocation of mandatory supervision	131	227 Révocation	131
227.1 Remission forfeited under Penitentiary Act	131	227.1 Déchéance prévue par la Loi sur les pénitenciers	131
230 Correctional Investigator	132	230 Enquêteur correctionnel	132
231 Staff of Correctional Investigator	132	231 Personnel de l'enquêteur correctionnel	132
REVIEW OF DETENTION PROVISIONS	132	EXAMEN DES DISPOSITIONS SUR LE MAINTIEN DE L'INCARCÉRATION	132
232 Review of detention provisions after three years	132	232 Examen après trois ans	132
REVIEW OF WHOLE ACT	133	EXAMEN DÉTAILLÉ DE LA LOI	133
233 Review of whole Act	133	233 Examen détaillé de la loi	133
COMING INTO FORCE	133	ENTRÉE EN VIGUEUR	133
*234 Coming into force	133	*234 Entrée en vigueur	133
SCHEDULE I	134	ANNEXE I	134
SCHEDULE II	138	ANNEXE II	138
RELATED PROVISIONS	139	DISPOSITIONS CONNEXES	139
AMENDMENTS NOT IN FORCE	142	MODIFICATIONS NON EN VIGUEUR	142



S.C. 1992, c. 20

L.C. 1992, ch. 20

An Act respecting corrections and the conditional release and detention of offenders and to establish the office of Correctional Investigator

Loi régissant le système correctionnel, la mise en liberté sous condition et le maintien en incarcération, et portant création du bureau de l'enquêteur correctionnel

[Assented to 18th June 1992]

[Sanctionnée le 18 juin 1992]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

#### SHORT TITLE

#### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Corrections and Conditional Release Act*.

1. *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

Titre abrégé

#### PART I

#### PARTIE I

#### INSTITUTIONAL AND COMMUNITY CORRECTIONS

#### SYSTÈME CORRECTIONNEL

#### INTERPRETATION

#### DÉFINITIONS

Definitions

2. (1) In this Part,

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

“Commissioner”  
« commissaire »

“Commissioner” means the Commissioner of Corrections appointed pursuant to subsection 6(1);

« agent » Employé du Service.

« agent »  
“staff member”

“contraband”  
« objets interdits »

“contraband” means

« commissaire » Le commissaire du Service nommé au titre du paragraphe 6(1).

« commissaire »  
“Commissioner”

(a) an intoxicant,  
(b) a weapon or a component thereof, ammunition for a weapon, and anything that is designed to kill, injure or disable a person or that is altered so as to be capable of killing, injuring or disabling a person, when possessed without prior authorization,

« commission provinciale » S'entend au sens de la partie II.

« commission provinciale »  
“provincial parole board”

(c) an explosive or a bomb or a component thereof,

« délinquant » Détenu ou personne qui se trouve à l'extérieur du pénitencier par suite d'une libération conditionnelle ou d'office, ou en vertu d'une entente visée au paragraphe 81(1) ou d'une ordonnance du tribunal.

« délinquant »  
“offender”

(d) currency over any applicable prescribed limit, when possessed without prior authorization, and

« détenu » Personne qui, selon le cas :

« détenu »  
“inmate”

a) se trouve dans un pénitencier par suite d'une condamnation, d'un ordre d'incarcération, d'un transfèrement ou encore d'une

	(e) any item not described in paragraphs (a) to (d) that could jeopardize the security of a penitentiary or the safety of persons, when that item is possessed without prior authorization;	condition imposée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada dans le cadre de la semi-liberté ou de la libération d'office;	
"day parole" « semi-liberté »	"day parole" has the same meaning as in Part II;	b) après avoir été condamnée ou transférée au pénitencier, en est provisoirement absente soit parce qu'elle bénéficie d'une permission de sortir ou d'un placement à l'extérieur en vertu de la présente loi, soit pour d'autres raisons — à l'exception de la libération conditionnelle ou d'office — mais sous la supervision d'un agent ou d'une personne autorisée par le Service.	
"inmate" « détenu »	"inmate" means  (a) a person who is in a penitentiary pursuant to  (i) a sentence, committal or transfer to penitentiary, or  (ii) a condition imposed by the Parole Board of Canada in connection with day parole or statutory release, or  (b) a person who, having been sentenced, committed or transferred to penitentiary,  (i) is temporarily outside penitentiary by reason of a temporary absence or work release authorized under this Act, or  (ii) is temporarily outside penitentiary for reasons other than a temporary absence, work release, parole or statutory release, but is under the direction or supervision of a staff member or of a person authorized by the Service;	« jour ouvrable » Jour normal d'ouverture des bureaux de l'administration publique fédérale dans la province en cause.  « libération conditionnelle » S'entend au sens de la partie II.  « libération d'office » S'entend au sens de la partie II.  « ministre » Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.  « objets interdits »  a) Substances intoxicantes;  b) armes ou leurs pièces, munitions ainsi que tous objets conçus pour tuer, blesser ou immobiliser ou modifiés ou assemblés à ces fins, dont la possession n'a pas été autorisée;  c) explosifs ou bombes, ou leurs pièces;  d) les montants d'argent, excédant les plafonds réglementaires, lorsqu'ils sont possédés sans autorisation;  e) toutes autres choses possédées sans autorisation et susceptibles de mettre en danger la sécurité d'une personne ou du pénitencier.	« jour ouvrable » "working day"  « libération conditionnelle » "parole"  « libération d'office » "statutory release"  « ministre » "Minister"  « objets interdits » "contraband"
"institutional head" Version anglaise seulement	"institutional head", in relation to a penitentiary, means the person who is normally in charge of the penitentiary;		
"intoxicant" « substance intoxicante »	"intoxicant" means a substance that, if taken into the body, has the potential to impair or alter judgment, behaviour or the capacity to recognize reality or meet the ordinary demands of life, but does not include caffeine, nicotine or any authorized medication used in accordance with directions given by a staff member or a registered health care professional;		
"long-term supervision" « surveillance de longue durée »	"long-term supervision" means long-term supervision ordered under subsection 753(4), 753.01(5) or (6) or 753.1(3) or subparagraph 759(3)(a)(i) of the <i>Criminal Code</i> ;		
"Minister" « ministre »	"Minister" means the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness;		
"offender" « délinquant »	"offender" means  (a) an inmate, or	« peine » ou « peine d'emprisonnement » S'entend notamment :  a) d'une peine d'emprisonnement infligée par une entité étrangère à un Canadien qui a été transféré au Canada sous le régime de la <i>Loi sur le transfert international des délinquants</i> ;  b) d'une peine spécifique infligée en vertu de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> , laquelle comprend la partie purgée sous garde et celle purgée sous	« peine » ou « peine d'emprisonnement » "sentence"



	(b) a person who, having been sentenced, committed or transferred to penitentiary, is outside penitentiary	surveillance au sein de la collectivité en application de l'alinéa 42(2)n) de cette loi ou en liberté sous condition en application des alinéas 42(2)o), q) ou r) de cette loi.	
	(i) by reason of parole or statutory release,	« pénitencier » Établissement — bâtiment et terrains — administré à titre permanent ou temporaire par le Service pour la prise en charge et la garde des détenus ainsi que tout autre lieu déclaré tel aux termes de l'article 7.	« pénitencier » "penitentiary"
	(ii) pursuant to an agreement referred to in subsection 81(1), or		
	(iii) pursuant to a court order;		
"parole" « libération conditionnelle »	"parole" has the same meaning as in Part II;	« permission de sortir sans escorte » S'entend au sens de la partie II.	« permission de sortir sans escorte » "unescorted temporary absence"
"penitentiary" « pénitencier »	"penitentiary" means		
	(a) a facility of any description, including all lands connected therewith, that is operated, permanently or temporarily, by the Service for the care and custody of inmates, and	« semi-liberté » S'entend au sens de la partie II.	« semi-liberté » "day parole"
	(b) any place declared to be a penitentiary pursuant to section 7;	« Service » Le Service correctionnel du Canada visé à l'article 5.	« Service » "Service"
	"prescribed" means prescribed by regulation;	« substance intoxicante » Toute substance qui, une fois introduite dans le corps humain, peut altérer le comportement, le jugement, le sens de la réalité ou l'aptitude à faire face aux exigences normales de la vie. Sont exclus la caféine et la nicotine, ainsi que tous médicaments dont la consommation est autorisée conformément aux instructions d'un agent ou d'un professionnel de la santé agréé.	« substance intoxicante » "intoxicant"
"provincial parole board" « commission provinciale »	"provincial parole board" has the same meaning as in Part II;		
"sentence" « peine » ou « peine d'emprisonnement »	"sentence" means a sentence of imprisonment and includes	« surveillance de longue durée » La surveillance de longue durée ordonnée en vertu des paragraphes 753(4), 753.01(5) ou (6) ou 753.1(3) ou du sous-alinéa 759(3)a)(i) du <i>Code criminel</i> .	« surveillance de longue durée » "long-term supervision"
	(a) a sentence imposed by a foreign entity on a Canadian offender who has been transferred to Canada under the <i>International Transfer of Offenders Act</i> , and	« victime » La personne qui a subi des dommages corporels ou moraux par suite de la perpétration d'une infraction ou, si cette personne est décédée, malade ou incapable :	« victime » "victim"
	(b) a youth sentence imposed under the <i>Youth Criminal Justice Act</i> consisting of a custodial portion and a portion to be served under supervision in the community subject to conditions under paragraph 42(2)(n) of that Act or under conditional supervision under paragraph 42(2)(o), (q) or (r) of that Act;	a) son époux ou la personne qui vit avec elle — ou qui vivait avec elle au moment de son décès — dans une relation conjugale depuis au moins un an;	
"Service" « Service »	"Service" means the Correctional Service of Canada described in section 5;	b) un parent ou une personne à sa charge;	
"staff member" « agent »	"staff member" means an employee of the Service;	c) la personne qui en a la garde, en droit ou en fait, ou aux soins de laquelle elle est confiée ou qui est chargée de son entretien;	
"statutory release" « libération d'office »	"statutory release" has the same meaning as in Part II;	d) la personne qui a la garde, en droit ou en fait, ou qui est chargée de l'entretien d'une personne à sa charge, ou aux soins de laquelle celle-ci est confiée.	
		« visiteur » Toute personne autre qu'un détenu ou qu'un agent.	« visiteur » "visitor"



“unescorted temporary absence”  
« permission de sortir sans escorte »

“unescorted temporary absence” has the same meaning as in Part II;

“victim”  
« victime »

“victim” means a person to whom harm was done or who suffered physical or emotional damage as a result of the commission of an offence and, if the person is dead, ill or otherwise incapacitated,

(a) the person’s spouse or an individual who is — or was at the time of the person’s death — cohabiting with them in a conjugal relationship, having so cohabited for a period of at least one year,

(b) a relative or dependant of the person,

(c) anyone who has in law or fact custody, or is responsible for the care or support, of the person, or

(d) anyone who has in law or fact custody, or is responsible for the care or support, of a dependant of the person;

“visitor”  
« visiteur »

“visitor” means any person other than an inmate or a staff member.

“working day”  
« jour ouvrable »

“working day” means a day on which offices of the federal public administration are generally open in the province in question.

Exercise of powers, etc.

(2) Except as otherwise provided by this Part or by regulations made under paragraph 96(b),

(a) powers, duties and functions that this Part assigns to the Commissioner may only be exercised or performed by the Commissioner or, where the Commissioner is absent or incapacitated or where the office is vacant, by the person acting in the place of the Commissioner; and

(b) powers, duties and functions that this Part assigns to the institutional head may only be exercised or performed by the institutional head or, where the institutional head is absent or incapacitated or where the office is vacant, by the person who, at the relevant time, is in charge of the penitentiary.

1992, c. 20, s. 2; 1995, c. 42, s. 1; 1997, c. 17, s. 11; 2000, c. 12, s. 88; 2002, c. 1, s. 171; 2004, c. 21, s. 39; 2005, c. 10, s. 34; 2008, c. 6, s. 56; 2012, c. 1, ss. 52, 160, 196.

(2) Sauf dans les cas visés à l’alinéa 96b) et sous réserve de la présente partie, les pouvoirs et fonctions conférés par celle-ci au commissaire et au directeur du pénitencier sont, en cas d’absence, d’empêchement ou de vacance de leur poste, respectivement exercés par le suppléant ou par la personne qui est alors responsable du pénitencier.

1992, ch. 20, art. 2; 1995, ch. 42, art. 1; 1997, ch. 17, art. 11; 2000, ch. 12, art. 88; 2002, ch. 1, art. 171; 2004, ch. 21, art. 39; 2005, ch. 10, art. 34; 2008, ch. 6, art. 56; 2012, ch. 1, art. 52, 160 et 196.

Délégation

Application to persons subject to long-term supervision order

**2.1** A person who is required to be supervised by a long-term supervision order is deemed to be an offender for the purposes of this Part, and sections 3, 4, 23 to 27, 55 and 56, subsections 57(2) and 66(3), sections 68, 69, 76, 77 and 79 to 82, paragraph 87(b) and sections 90 and 91 apply, with such modifications as the circumstances require, to the person and to the long-term supervision of that person.

1997, c. 17, s. 12.

#### PURPOSE AND PRINCIPLES

Purpose of correctional system

**3.** The purpose of the federal correctional system is to contribute to the maintenance of a just, peaceful and safe society by

(a) carrying out sentences imposed by courts through the safe and humane custody and supervision of offenders; and

(b) assisting the rehabilitation of offenders and their reintegration into the community as law-abiding citizens through the provision of programs in penitentiaries and in the community.

Paramount consideration

**3.1** The protection of society is the paramount consideration for the Service in the corrections process.

2012, c. 1, s. 54.

Principles that guide Service

**4.** The principles that guide the Service in achieving the purpose referred to in section 3 are as follows:

(a) the sentence is carried out having regard to all relevant available information, including the stated reasons and recommendations of the sentencing judge, the nature and gravity of the offence, the degree of responsibility of the offender, information from the trial or sentencing process, the release policies of and comments from the Parole Board of Canada and information obtained from victims, offenders and other components of the criminal justice system;

(b) the Service enhances its effectiveness and openness through the timely exchange of relevant information with victims, offenders and other components of the criminal justice system and through communication about its correctional policies and programs to victims, offenders and the public;

Application aux personnes surveillées

**2.1** La personne soumise à une ordonnance de surveillance de longue durée est assimilée à un délinquant pour l'application de la présente partie; les articles 3, 4, 23 à 27, 55 et 56, les paragraphes 57(2) et 66(3), les articles 68, 69, 76, 77, 79 à 82, 87, 90 et 91 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à cette personne et à la surveillance de celle-ci.

1997, ch. 17, art. 12.

#### OBJET ET PRINCIPES

But du système correctionnel

**3.** Le système correctionnel vise à contribuer au maintien d'une société juste, vivant en paix et en sécurité, d'une part, en assurant l'exécution des peines par des mesures de garde et de surveillance sécuritaires et humaines, et d'autre part, en aidant au moyen de programmes appropriés dans les pénitenciers ou dans la collectivité, à la réadaptation des délinquants et à leur réinsertion sociale à titre de citoyens respectueux des lois.

Critère prépondérant

**3.1** La protection de la société est le critère prépondérant appliqué par le Service dans le cadre du processus correctionnel.

2012, ch. 1, art. 54.

Principes de fonctionnement

**4.** Le Service est guidé, dans l'exécution du mandat visé à l'article 3, par les principes suivants:

a) l'exécution de la peine tient compte de toute information pertinente dont le Service dispose, notamment les motifs et recommandations donnés par le juge qui l'a prononcée, la nature et la gravité de l'infraction, le degré de responsabilité du délinquant, les renseignements obtenus au cours du procès ou de la détermination de la peine ou fournis par les victimes, les délinquants ou d'autres éléments du système de justice pénale, ainsi que les directives ou observations de la Commission des libérations conditionnelles du Canada en ce qui touche la libération;

b) il accroît son efficacité et sa transparence par l'échange, au moment opportun, de renseignements utiles avec les victimes, les délinquants et les autres éléments du système de justice pénale ainsi que par la communication de ses directives d'orientation généré-

(c) the Service uses measures that are consistent with the protection of society, staff members and offenders and that are limited to only what is necessary and proportionate to attain the purposes of this Act;

(d) offenders retain the rights of all members of society except those that are, as a consequence of the sentence, lawfully and necessarily removed or restricted;

(e) the Service facilitates the involvement of members of the public in matters relating to the operations of the Service;

(f) correctional decisions are made in a forthright and fair manner, with access by the offender to an effective grievance procedure;

(g) correctional policies, programs and practices respect gender, ethnic, cultural and linguistic differences and are responsive to the special needs of women, aboriginal peoples, persons requiring mental health care and other groups;

(h) offenders are expected to obey penitentiary rules and conditions governing temporary absences, work release, parole, statutory release and long-term supervision and to actively participate in meeting the objectives of their correctional plans, including by participating in programs designed to promote their rehabilitation and reintegration; and

(i) staff members are properly selected and trained and are given

(i) appropriate career development opportunities,

(ii) good working conditions, including a workplace environment that is free of practices that undermine a person's sense of personal dignity, and

(iii) opportunities to participate in the development of correctional policies and programs.

1992, c. 20, s. 4; 1995, c. 42, s. 2(F); 2012, c. 1, ss. 54, 160.

rale et programmes correctionnels tant aux victimes et aux délinquants qu'au public;

c) il prend les mesures qui, compte tenu de la protection de la société, des agents et des délinquants, ne vont pas au-delà de ce qui est nécessaire et proportionnel aux objectifs de la présente loi;

d) le délinquant continue à jouir des droits reconnus à tout citoyen, sauf de ceux dont la suppression ou la restriction légitime est une conséquence nécessaire de la peine qui lui est infligée;

e) il facilite la participation du public aux questions relatives à ses activités;

f) ses décisions doivent être claires et équitables, les délinquants ayant accès à des mécanismes efficaces de règlement de griefs;

g) ses directives d'orientation générale, programmes et pratiques respectent les différences ethniques, culturelles et linguistiques, ainsi qu'entre les sexes, et tiennent compte des besoins propres aux femmes, aux autochtones, aux personnes nécessitant des soins de santé mentale et à d'autres groupes;

h) il est attendu que les délinquants observent les règlements pénitentiaires et les conditions d'octroi des permissions de sortir, des placements à l'extérieur, des libérations conditionnelles ou d'office et des ordonnances de surveillance de longue durée et participent activement à la réalisation des objectifs énoncés dans leur plan correctionnel, notamment les programmes favorisant leur réadaptation et leur réinsertion sociale;

i) il veille au bon recrutement et à la bonne formation de ses agents, leur offre de bonnes conditions de travail dans un milieu exempt de pratiques portant atteinte à la dignité humaine, un plan de carrière avec la possibilité de se perfectionner ainsi que l'occasion de participer à l'élaboration des directives d'orientation générale et programmes correctionnels.

1992, ch. 20, art. 4; 1995, ch. 42, art. 2(F); 2012, ch. 1, art. 54 et 160.

#### CORRECTIONAL SERVICE OF CANADA

#### SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

Correctional  
Service of  
Canada

**5. There shall continue to be a correctional service in and for Canada, to be known as the**

**5. Est maintenu le Service correctionnel du Canada, auquel incombent les tâches suivantes :**

Maintien en  
existence

	<p>Correctional Service of Canada, which shall be responsible for</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) the care and custody of inmates;</li> <li>(b) the provision of programs that contribute to the rehabilitation of offenders and to their successful reintegration into the community;</li> <li>(c) the preparation of inmates for release;</li> <li>(d) parole, statutory release supervision and long-term supervision of offenders; and</li> <li>(e) maintaining a program of public education about the operations of the Service.</li> </ul> <p>1992, c. 20, s. 5; 1997, c. 17, s. 13.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) la prise en charge et la garde des détenus;</li> <li>b) la mise sur pied de programmes contribuant à la réadaptation des délinquants et à leur réinsertion sociale;</li> <li>c) la préparation des détenus à leur libération;</li> <li>d) la supervision à l'égard des mises en liberté conditionnelle ou d'office et la surveillance de longue durée de délinquants;</li> <li>e) la mise en œuvre d'un programme d'éducation publique sur ses activités.</li> </ul> <p>1992, ch. 20, art. 5; 1997, ch. 17, art. 13.</p>	
Commissioner	<p>6. (1) The Governor in Council may appoint a person to be known as the Commissioner of Corrections who, under the direction of the Minister, has the control and management of the Service and all matters connected with the Service.</p>	<p>6. (1) Le gouverneur en conseil nomme le commissaire; celui-ci a, sous la direction du ministre, toute autorité sur le Service et tout ce qui s'y rattache.</p>	Commissaire
National headquarters	<p>(2) The national headquarters of the Service and the offices of the Commissioner shall be in the National Capital Region described in the schedule to the <i>National Capital Act</i>.</p>	<p>(2) L'administration centrale du Service et les bureaux du commissaire sont situés dans la région de la capitale nationale au sens de l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i>.</p>	Siège
Regional headquarters	<p>(3) The Commissioner may establish regional headquarters of the Service.</p>	<p>(3) Le commissaire peut constituer des administrations régionales du Service.</p>	Administrations régionales
Penitentiaries	<p>7. (1) Subject to subsection (3), the Commissioner may, by order, declare any prison as defined in the <i>Prisons and Reformatories Act</i>, or any hospital, to be a penitentiary in respect of any person or class of persons.</p>	<p>7. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le commissaire peut, par ordre, en ce qui concerne certaines personnes ou catégories de personnes, constituer en pénitencier telle prison au sens de la <i>Loi sur les prisons et maisons de correction</i>, ou tel hôpital.</p>	Pénitenciers
Idem	<p>(2) Subject to subsection (3), the Governor in Council may, by order, declare any place to be a penitentiary.</p>	<p>(2) Sous réserve du paragraphe (3), le gouverneur en conseil peut, par décret, constituer en pénitencier quelque lieu que ce soit.</p>	Idem
Provincial approval	<p>(3) No prison, hospital or place administered or supervised under the authority of an Act of the legislature of a province may be declared a penitentiary under subsection (1) or (2) without the approval of an officer designated by the lieutenant governor of that province.</p>	<p>(3) Les prisons, hôpitaux ou autres lieux régis, en matière d'administration ou de surveillance, par une loi provinciale ne peuvent être constitués en pénitencier qu'avec l'approbation d'un fonctionnaire désigné par le lieutenant-gouverneur de la province.</p>	Approbation de la province
Lands constituting penitentiary	<p>8. In any proceedings before a court in Canada in which a question arises concerning the location or description of lands alleged to constitute a penitentiary, a certificate purporting to be signed by the Commissioner, setting out the location or description of those lands as constituting a penitentiary, is admissible in evidence and, in the absence of any evidence to</p>	<p>8. Dans toute instance au Canada où se pose la question de l'emplacement ou de la superficie de terrains constitués en pénitencier, le certificat en précisant le lieu et les limites et censé signé par le commissaire est admissible en preuve et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu.</p>	Certificat d'emplacement

the contrary, is proof that the lands as located or described in the certificate constitute a penitentiary.

Lawful custody

**9.** For greater certainty, a person who is an inmate by virtue of subparagraph (b)(ii) of the definition “inmate” in section 2 shall be deemed to be in the lawful custody of the Service.

Peace officer status

**10.** The Commissioner may in writing designate any staff member, either by name or by class, to be a peace officer, and a staff member so designated has all the powers, authority, protection and privileges that a peace officer has by law in respect of

(a) an offender subject to a warrant or to an order for long-term supervision; and

(b) any person, while the person is in a penitentiary.

1992, c. 20, s. 10; 1995, c. 42, s. 3; 1997, c. 17, s. 14.

**9.** Il est entendu que la personne visée au deuxième cas prévu à l’alinéa b) de la définition de « détenu » à l’article 2 est réputée être placée sous la garde légitime du Service.

Détention légitime

**10.** Le commissaire peut, par écrit, attribuer la qualité d’agent de la paix à tout agent ou catégorie d’agents. Le cas échéant, l’agent jouit de la protection prévue par la loi et a compétence :

a) d’une part, à l’égard des délinquants qui font l’objet d’un mandat ou d’une ordonnance de surveillance de longue durée;

b) d’autre part, dans les pénitenciers à l’égard de quiconque s’y trouve.

1992, ch. 20, art. 10; 1995, ch. 42, art. 3; 1997, ch. 17, art. 14.

Statut d’agent de la paix

#### RECEPTION OF INMATES

General

**11.** A person who is sentenced, committed or transferred to penitentiary may be received into any penitentiary, and any designation of a particular penitentiary in the warrant of committal is of no force or effect.

Recommitment to custody

**11.1** Where a person who is sentenced, committed or transferred to penitentiary is at large without lawful authority before the expiration of the sentence according to law and where no alternative means of arrest are available, the institutional head may, by warrant, authorize the apprehension and recommitment of the person to custody in a penitentiary.

1995, c. 42, s. 4.

Fifteen day delay

**12.** In order to better enable a person who has been sentenced to penitentiary or who is required by law to be transferred to penitentiary to file an appeal or attend to personal affairs, such a person shall not be received in penitentiary until the expiration of fifteen days after the day on which the person was sentenced, unless the person agrees to be transferred to a penitentiary before the expiration of those fifteen days.

Medical certificate

**13.** The institutional head may refuse to receive a person referred to in section 12 into the penitentiary if there is not a certificate signed

#### ÉCROU

**11.** La personne condamnée ou transférée au pénitencier peut être écrouée dans n’importe quel pénitencier, toute désignation d’un tel établissement ou lieu dans le mandat de dépôt étant sans effet.

Disposition générale

**11.1** Le directeur peut autoriser l’arrestation et la réincarcération de toute personne condamnée ou transférée au pénitencier et se trouvant, sans autorisation légale, à l’extérieur de celui-ci avant l’expiration légale de sa peine s’il n’existe aucune autre façon de procéder à son arrestation.

1995, ch. 42, art. 4.

Réincarcération

**12.** La personne condamnée ou transférée au pénitencier bénéficie, afin d’interjeter appel ou de vaquer à ses occupations, d’un délai de quinze jours suivant sa condamnation avant d’y être écrouée à moins qu’elle n’en décide autrement.

Délai préalable

**13.** Faute d’un certificat délivré par un professionnel de la santé agréé contenant l’information disponible sur l’état de santé de la per-

Certificat médical

	by a registered health care professional setting out available health information and stating whether or not the person appears to be suffering from a dangerous, infectious or contagious disease.	sonne visée à l'article 12 et précisant si elle semble ou non atteinte d'une maladie grave, contagieuse ou infectieuse, le directeur du pénitencier n'est pas tenu d'écrouer cette personne.	
Confinement in provincial facility	<b>14.</b> (1) A person who, by virtue of section 12 or 13, is not received into a penitentiary shall be confined in a provincial correctional facility.	<b>14.</b> (1) La personne qui, en application des articles 12 ou 13, n'est pas écrouée dans un pénitencier est gardée dans un établissement correctionnel provincial.	Établissement provincial
Idem	(2) The person in charge of the provincial correctional facility to whom a person referred to in subsection (1) is delivered shall, on being presented with  (a) the warrant of committal to penitentiary, or  (b) a copy of the warrant of committal certified by any judge of a superior or provincial court, by any justice of the peace, or by the clerk of the court in which the person was convicted,  confine the person in the provincial correctional facility until the person is transferred to penitentiary or released from custody in accordance with law.  1992, c. 20, s. 14; 1995, c. 42, s. 5.	(2) Sur présentation du mandat de dépôt ou d'une copie certifiée par un juge d'une cour supérieure ou provinciale ou par un juge de paix ou le greffier du tribunal ayant prononcé la condamnation, le responsable de l'établissement correctionnel provincial est tenu d'y incarcérer cette personne jusqu'à ce qu'elle soit formellement libérée ou transférée au pénitencier.  1992, ch. 20, art. 14; 1995, ch. 42, art. 5.	Idem
Newfoundland	<b>15.</b> (1) Notwithstanding any requirement in the <i>Criminal Code</i> or under the <i>Youth Criminal Justice Act</i> that a person be sentenced, committed or transferred to penitentiary, such a person in the Province of Newfoundland shall not be received in a penitentiary without the approval of an officer designated by the Lieutenant Governor of Newfoundland.	<b>15.</b> (1) Par dérogation au <i>Code criminel</i> et à la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> , la personne qui est condamnée au pénitencier par un tribunal de Terre-Neuve ou qui doit y être transférée ne peut être écrouée dans un pénitencier sans l'agrément du fonctionnaire désigné par le lieutenant-gouverneur de cette province.	Terre-Neuve
Idem	(2) A person who, pursuant to subsection (1), is not received in a penitentiary shall be confined in the provincial correctional facility in Newfoundland known as <i>Her Majesty's Penitentiary</i> , and is subject to all the statutes, regulations and rules applicable in that facility.	(2) La personne qui n'est pas écrouée dans un pénitencier est incarcérée dans l'établissement correctionnel de Terre-Neuve connu sous le nom de <i>Her Majesty's Penitentiary</i> et est assujettie aux lois, règlements et autres règles de droit qui le régissent.	Idem
Agreement re cost	(3) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with the Province of Newfoundland providing for the payment to the Province of the cost of maintaining persons who are confined pursuant to subsection (2).  1992, c. 20, s. 15; 2002, c. 1, s. 172.	(3) Le ministre peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure un accord avec la province de Terre-Neuve prévoyant le paiement à celle-ci des coûts d'entretien des personnes visées au paragraphe (2).  1992, ch. 20, art. 15; 2002, ch. 1, art. 172.	Accord



CORRECTIONAL PLANS

Objectives for offender's behaviour

**15.1** (1) The institutional head shall cause a correctional plan to be developed in consultation with the offender as soon as practicable after their reception in a penitentiary. The plan is to contain, among others, the following:

- (a) the level of intervention in respect of the offender's needs; and
- (b) objectives for
  - (i) the offender's behaviour, including
    - (A) to conduct themselves in a manner that demonstrates respect for other persons and property,
    - (B) to obey penitentiary rules and respect the conditions governing their conditional release, if any,
  - (ii) their participation in programs, and
  - (iii) the meeting of their court-ordered obligations, including restitution to victims or child support.

Maintenance of plan

(2) The plan is to be maintained in consultation with the offender in order to ensure that they receive the most effective programs at the appropriate time in their sentence to rehabilitate them and prepare them for reintegration into the community, on release, as a law-abiding citizen.

Progress towards meeting objectives

(3) In making decisions on program selection for — or the transfer or conditional release of — an inmate, the Service shall take into account the offender's progress towards meeting the objectives of their correctional plan.

2012, c. 1, s. 55.

Incentive measures

**15.2** The Commissioner may provide offenders with incentives to encourage them to make progress towards meeting the objectives of their correctional plans.

2012, c. 1, s. 55.

EXCHANGE OF SERVICE AGREEMENTS

Agreements with provinces

**16.** (1) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with the government of a province for

- (a) the confinement in provincial correctional facilities or hospitals in that province of

PLAN CORRECTIONNEL

Objectifs quant au comportement

**15.1** (1) Le directeur du pénitencier veille à ce qu'un plan correctionnel soit élaboré avec le délinquant le plus tôt possible après son admission au pénitencier. Le plan comprend notamment les éléments suivants :

- a) le niveau d'intervention à l'égard des besoins du délinquant;
- b) les objectifs du délinquant en ce qui a trait à :
  - (i) son comportement, notamment se comporter de manière respectueuse envers les autres et les biens et observer les règlements pénitenciers et les conditions d'octroi de sa libération conditionnelle, le cas échéant,
  - (ii) sa participation aux programmes,
  - (iii) l'exécution de ses obligations découlant d'ordonnances judiciaires, notamment à l'égard de la restitution aux victimes ou de leur dédommagement ou en matière d'aliments pour enfants.

Suivi

(2) Un suivi de ce plan est fait avec le délinquant afin de lui assurer les meilleurs programmes aux moments opportuns pendant l'exécution de sa peine dans le but de favoriser sa réhabilitation et de le préparer à sa réinsertion sociale à titre de citoyen respectueux des lois.

Progrès du délinquant

(3) Dans le choix d'un programme pour le délinquant ou dans la prise de la décision de le transférer ou de le mettre en liberté sous condition, le Service doit tenir compte des progrès accomplis par le délinquant en vue de l'atteinte des objectifs de son plan.

2012, ch. 1, art. 55.

Mesures incitatives

**15.2** Le commissaire peut établir des mesures incitatives pour encourager les délinquants à atteindre les objectifs de leur plan correctionnel.

2012, ch. 1, art. 55.

ACCORD D'ÉCHANGE DE SERVICES

Accords avec les provinces

**16.** (1) Le ministre peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure un accord avec le gouvernement d'une province en vue de l'incarcération soit dans les établissements correctionnels ou hôpitaux de la province, de per-

	<p>persons sentenced, committed or transferred to penitentiary; and</p> <p>(b) the confinement in penitentiary of persons sentenced or committed to imprisonment for less than two years for offences under any Act of Parliament or any regulations made thereunder.</p>	<p>sonnes condamnées ou transférées au pénitencier soit, dans un pénitencier, de personnes condamnées à un emprisonnement de moins de deux ans pour infraction à une loi fédérale ou à ses règlements.</p>	
Effect of confinement	<p>(2) Subject to subsection (3), a person who is confined in a penitentiary pursuant to an agreement entered into under paragraph (1)(b) is, despite section 743.1 of the <i>Criminal Code</i>, subject to all the statutes, regulations and rules applicable in the penitentiary in which the person is confined.</p>	<p>(2) Sous réserve du paragraphe (3), la personne incarcérée dans un pénitencier aux termes d'un tel accord est, malgré l'article 743.1 du <i>Code criminel</i>, assujettie aux lois, règlements et autres règles de droit régissant le pénitencier en question.</p>	Assujettissement aux lois et règlements
Release date	<p>(3) The release date of an offender who is transferred to penitentiary pursuant to an agreement entered into under paragraph (1)(b) shall be determined by crediting against the sentence</p> <p>(a) any remission, statutory or earned, standing to the offender's credit on the day of the transfer; and</p> <p>(b) the maximum remission that could have been earned on the balance of the sentence pursuant to the <i>Prisons and Reformatories Act</i>.</p> <p>1992, c. 20, s. 16; 1995, c. 22, s. 13, c. 42, s. 6; 2012, c. 1, s. 56.</p>	<p>(3) La date de libération du délinquant aux termes d'un tel accord est déterminée par soustraction de sa peine d'emprisonnement du nombre de jours correspondant à :</p> <p>a) la réduction de peine, légale ou méritée, dont il bénéficiait à la date du transfert;</p> <p>b) la réduction maximale de peine à laquelle il aurait eu droit sur la partie de la peine qui lui restait à subir en vertu de la <i>Loi sur les prisons et les maisons de correction</i>.</p> <p>1992, ch. 20, art. 16; 1995, ch. 22, art. 13, ch. 42, art. 6; 2012, ch. 1, art. 56.</p>	Cas particulier
Temporary absences may be authorized	<p>ESCORTED TEMPORARY ABSENCES</p> <p>17. (1) Where, in the opinion of the institutional head,</p> <p>(a) an inmate will not, by reoffending, present an undue risk to society during an absence authorized under this section,</p> <p>(b) it is desirable for the inmate to be absent from penitentiary, escorted by a staff member or other person authorized by the institutional head, for medical, administrative, community service, family contact, personal development for rehabilitative purposes, or compassionate reasons, including parental responsibilities,</p> <p>(c) the inmate's behaviour while under sentence does not preclude authorizing the absence, and</p> <p>(d) a structured plan for the absence has been prepared,</p>	<p>PERMISSION DE SORTIR AVEC ESCORTE</p> <p>17. (1) Sous réserve de l'article 746.1 du <i>Code criminel</i>, du paragraphe 140.3(2) de la <i>Loi sur la défense nationale</i> et du paragraphe 15(2) de la <i>Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre</i>, le directeur du pénitencier peut autoriser un délinquant à sortir si celui-ci est escorté d'une personne — agent ou autre — habilitée à cet effet par lui lorsque, à son avis :</p> <p>a) une récidive du délinquant pendant la sortie ne présentera pas un risque inacceptable pour la société;</p> <p>b) il l'estime souhaitable pour des raisons médicales, administratives, de compassion ou en vue d'un service à la collectivité, ou du perfectionnement personnel lié à la réadaptation du délinquant, ou pour lui permettre d'établir ou d'entretenir des rapports familiaux notamment en ce qui touche ses responsabilités parentales;</p>	Permission de sortir avec escorte



the absence may, subject to section 746.1 of the *Criminal Code*, subsection 140.3(2) of the *National Defence Act* and subsection 15(2) of the *Crimes Against Humanity and War Crimes Act*, be authorized by the institutional head

(e) for an unlimited period for medical reasons, or

(f) for reasons other than medical,

(i) for a period not exceeding five days, or

(ii) with the Commissioner's approval, for a period exceeding five days but not exceeding fifteen days.

Conditions

(2) The institutional head may impose, in relation to a temporary absence, any conditions that the institutional head considers reasonable and necessary in order to protect society.

Cancellation

(3) The institutional head may cancel a temporary absence either before or after its commencement.

Reasons to be given

(4) The institutional head shall give the inmate written reasons for the authorizing, refusal or cancellation of a temporary absence.

Travel time

(5) In addition to the period authorized for the purposes of a temporary absence, an inmate may be granted the time necessary to travel to and from the place where the absence is authorized to be spent.

Delegation to provincial hospital

(6) Where, pursuant to an agreement under paragraph 16(1)(a), an inmate has been admitted to a hospital operated by a provincial government in which the liberty of patients is normally subject to restrictions, the institutional head may confer on the person in charge of the hospital, for such period and subject to such conditions as the institutional head specifies, any of the institutional head's powers under this section in relation to that inmate.

1992, c. 20, s. 17; 1995, c. 22, s. 13, c. 42, s. 7(F); 1998, c. 35, s. 108; 2000, c. 24, s. 34.

c) la conduite du détenu pendant la détention ne justifie pas un refus;

d) un projet structuré de sortie a été établi.

La permission est accordée soit pour une période maximale de cinq jours ou, avec l'autorisation du commissaire, de quinze jours, soit pour une période indéterminée s'il s'agit de raisons médicales.

Conditions

(2) Le directeur peut assortir la permission des conditions qu'il juge raisonnables et nécessaires en ce qui touche la protection de la société.

Annulation de la permission

(3) Il peut annuler la permission même avant la sortie.

Motifs

(4) Le cas échéant, le directeur communautaire, par écrit, au détenu les motifs de l'autorisation, du refus ou de l'annulation de la permission.

Temps nécessaire aux déplacements

(5) La durée de validité de la permission ne comprend pas le temps que peut accorder le directeur pour les déplacements entre le lieu de détention et la destination du détenu.

Délégation au responsable d'un hôpital

(6) Le directeur peut, aux conditions et pour la durée qu'il estime indiquées, déléguer au responsable d'un hôpital sous administration provinciale où la liberté des personnes est normalement soumise à des restrictions l'un ou l'autre des pouvoirs que lui confère le présent article à l'égard des détenus admis dans l'hôpital aux termes d'un accord conclu conformément au paragraphe 16(1).

1992, ch. 20, art. 17; 1995, ch. 22, art. 13, ch. 42, art. 7(F); 1998, ch. 35, art. 108; 2000, ch. 24, art. 34.

#### WORK RELEASES

Definition of "work release"

**18. (1)** In this section, "work release" means a structured program of release of specified duration for work or community service outside the penitentiary, under the supervision of a staff member or other person or organization authorized by the institutional head.

#### PLACEMENT À L'EXTÉRIEUR

**18. (1)** Dans le présent article, «placement à l'extérieur» s'entend d'un programme structuré de libération pour une période déterminée permettant aux détenus d'être employés en dehors du pénitencier à des travaux ou des services à la collectivité, sous la surveillance

Définition de « placement à l'extérieur »

Work releases may be authorized	<p>(2) Where an inmate is eligible for unescorted temporary absences under Part II or pursuant to section 746.1 of the <i>Criminal Code</i>, subsection 140.3(2) of the <i>National Defence Act</i> or subsection 15(2) of the <i>Crimes Against Humanity and War Crimes Act</i>, and, in the opinion of the institutional head,</p> <p>(a) the inmate will not, by reoffending, present an undue risk to society during a work release,</p> <p>(b) it is desirable for the inmate to participate in a structured program of work or community service in the community,</p> <p>(c) the inmate’s behaviour while under sentence does not preclude authorizing the work release, and</p> <p>(d) a structured plan for the work release has been prepared,</p> <p>the institutional head may authorize a work release, for such duration as is fixed by the institutional head, subject to the approval of the Commissioner if the duration is to exceed sixty days.</p>	<p>d’une personne — agent ou autre — ou d’un organisme habilités à cet effet par le directeur.</p> <p>(2) Le directeur peut faire bénéficier le détenu qui est admissible à une permission de sortir sans escorte en application de la partie II, de l’article 746.1 du <i>Code criminel</i>, du paragraphe 140.3(2) de la <i>Loi sur la défense nationale</i> ou du paragraphe 15(2) de la <i>Loi sur les crimes contre l’humanité et les crimes de guerre</i> d’un placement à l’extérieur pour la période qu’il détermine — sous réserve de l’approbation du commissaire lorsqu’elle excède soixante jours — si, à son avis :</p> <p>a) une récidive du détenu pendant le placement ne présentera pas un risque inacceptable pour la société;</p> <p>b) il est souhaitable que le détenu participe à un programme structuré de travail ou de service à la collectivité à l’intérieur de celle-ci;</p> <p>c) sa conduite pendant la détention ne justifie pas un refus;</p> <p>d) un plan structuré de travail a été établi.</p>	Autorisation de placement à l’extérieur
Conditions	<p>(3) The institutional head may impose, in relation to a work release, any conditions that the institutional head considers reasonable and necessary in order to protect society.</p>	<p>(3) Le directeur peut assortir le placement des conditions qu’il juge raisonnables et nécessaires en ce qui touche la protection de la société.</p>	Conditions
Suspension or cancellation	<p>(4) The institutional head may suspend or cancel a work release either before or after its commencement.</p>	<p>(4) Il peut suspendre ou annuler le placement même avant la sortie.</p>	Suspension ou annulation du placement
Reasons to be given	<p>(5) The institutional head shall give the inmate written reasons for the authorizing, refusal, suspension or cancellation of a work release.</p>	<p>(5) Le cas échéant, le directeur communique, par écrit, au détenu les motifs de l’autorisation, du refus, de la suspension ou de l’annulation du placement.</p>	Motifs
Warrant	<p>(6) Where a work release is suspended or cancelled after its commencement, the institutional head may cause a warrant in writing to be issued authorizing the apprehension and recommitment to custody of the inmate.</p> <p>1992, c. 20, s. 18; 1995, c. 22, s. 13, c. 42, ss. 8, 71(F); 1998, c. 35, s. 109; 2000, c. 24, s. 35.</p>	<p>(6) S’il suspend ou annule le placement après la sortie, le directeur peut autoriser par mandat écrit l’arrestation et la réincarcération du détenu.</p> <p>1992, ch. 20, art. 18; 1995, ch. 22, art. 13, ch. 42, art. 8 et 71(F); 1998, ch. 35, art. 109; 2000, ch. 24, art. 35.</p>	Mandat

#### INVESTIGATIONS

General 19. (1) Where an inmate dies or suffers serious bodily injury, the Service shall, whether or not there is an investigation under section 20,

#### ENQUÊTES

19. (1) En cas de décès ou de blessure grave d'un détenu, le Service doit sans délai faire enquête — même si une autre est déjà en cours au

Disposition générale

	forthwith investigate the matter and report thereon to the Commissioner or to a person designated by the Commissioner.	titre de l'article 20 — et remettre un rapport au commissaire ou à son délégué.	
Copy to Correctional Investigator	(2) The Service shall give the Correctional Investigator, as defined in Part III, a copy of its report referred to in subsection (1).	(2) Le Service remet à l'enquêteur correctionnel une copie du rapport.	Rapport à l'enquêteur correctionnel
Special investigations	<b>20.</b> The Commissioner may appoint a person or persons to investigate and report on any matter relating to the operations of the Service.	<b>20.</b> Le commissaire peut charger des personnes de faire enquête et de lui remettre un rapport sur toute question concernant le fonctionnement du Service.	Enquête spéciale
Application of <i>Inquiries Act</i>	<b>21.</b> Sections 7 to 13 of the <i>Inquiries Act</i> apply in respect of investigations carried on under section 20  (a) as if the references to "commissioners" in those sections were references to the person or persons appointed under section 20; and  (b) with such other modifications as the circumstances require.	<b>21.</b> Les articles 7 à 13 de la <i>Loi sur les enquêtes</i> s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux enquêtes prévues par l'article 20, la mention, dans ces articles, des commissaires valant mention des personnes qui en sont chargées.	<i>Loi sur les enquêtes</i>
Minister may pay compensation	COMPENSATION FOR DEATH OR DISABILITY  <b>22.</b> The Minister or a person authorized by the Minister may, subject to and in accordance with the regulations, pay compensation in respect of the death or disability of  (a) an inmate, or  (b) a person on day parole  that is attributable to the participation of that inmate or person in an approved program.	INDEMNITÉ DE DÉCÈS ET D'INVALIDITÉ  <b>22.</b> Le ministre ou son délégué peut, conformément aux règlements, verser une indemnité au titre du décès ou de l'invalidité d'un détenu ou d'une personne en semi-liberté résultant de sa participation à un programme agréé.	Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité
Service to obtain certain information about offender	INFORMATION  <b>23.</b> (1) When a person is sentenced, committed or transferred to penitentiary, the Service shall take all reasonable steps to obtain, as soon as is practicable,  (a) relevant information about the offence; (b) relevant information about the person's personal history, including the person's social, economic, criminal and young-offender history; (c) any reasons and recommendations relating to the sentencing or committal that are given or made by  (i) the court that convicts, sentences or commits the person, and  (ii) any court that hears an appeal from the conviction, sentence or committal;	RENSEIGNEMENTS  <b>23.</b> (1) Le Service doit, dans les meilleurs délais après la condamnation ou le transfèrement d'une personne au pénitencier, prendre toutes mesures possibles pour obtenir :  a) les renseignements pertinents concernant l'infraction en cause;  b) les renseignements personnels pertinents, notamment les antécédents sociaux, économiques et criminels, y compris comme jeune contrevenant;  c) les motifs donnés par le tribunal ayant prononcé la condamnation, infligé la peine ou ordonné la détention — ou par le tribunal d'appel — en ce qui touche la peine ou la détention, ainsi que les recommandations afférentes en l'espèce;	Obtention de renseignements

	<p>(d) any reports relevant to the conviction, sentence or committal that are submitted to a court mentioned in subparagraph (c)(i) or (ii); and</p> <p>(e) any other information relevant to administering the sentence or committal, including existing information from the victim, the victim impact statement and the transcript of any comments made by the sentencing judge regarding parole eligibility.</p>	<p>d) les rapports remis au tribunal concernant la condamnation, la peine ou l'incarcération;</p> <p>e) tous autres renseignements concernant l'exécution de la peine ou de la détention, notamment les renseignements obtenus de la victime, la déclaration de la victime quant aux conséquences de l'infraction et la transcription des observations du juge qui a prononcé la peine relativement à l'admissibilité à la libération conditionnelle.</p>	
Access by offender	<p>(2) Where access to the information obtained by the Service pursuant to subsection (1) is requested by the offender in writing, the offender shall be provided with access in the prescribed manner to such information as would be disclosed under the <i>Privacy Act</i> and the <i>Access to Information Act</i>.</p>	<p>(2) Le délinquant qui demande par écrit que les renseignements visés au paragraphe (1) lui soient communiqués a accès, conformément au règlement, aux renseignements qui, en vertu de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> et de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>, lui seraient communiqués.</p>	Accès du délinquant aux renseignements
Disclosure to Service	<p>(3) No provision in the <i>Privacy Act</i> or the <i>Access to Information Act</i> shall operate so as to limit or prevent the Service from obtaining any information referred to in paragraphs (1)(a) to (e).</p>	<p>(3) Aucune disposition de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> ou de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> n'a pour effet d'empêcher ou de limiter l'obtention par le Service des renseignements visés aux alinéas (1)a) à e).</p>	Communication de renseignements au Service
Accuracy, etc., of information	<p><b>24.</b> (1) The Service shall take all reasonable steps to ensure that any information about an offender that it uses is as accurate, up to date and complete as possible.</p>	<p><b>24.</b> (1) Le Service est tenu de veiller, dans la mesure du possible, à ce que les renseignements qu'il utilise concernant les délinquants soient à jour, exacts et complets.</p>	Exactitude des renseignements
Correction of information	<p>(2) Where an offender who has been given access to information by the Service pursuant to subsection 23(2) believes that there is an error or omission therein,</p> <p>(a) the offender may request the Service to correct that information; and</p> <p>(b) where the request is refused, the Service shall attach to the information a notation indicating that the offender has requested a correction and setting out the correction requested.</p>	<p>(2) Le délinquant qui croit que les renseignements auxquels il a eu accès en vertu du paragraphe 23(2) sont erronés ou incomplets peut demander que le Service en effectue la correction; lorsque la demande est refusée, le Service doit faire mention des corrections qui ont été demandées mais non effectuées.</p>	Correction des renseignements
	1992, c. 20, s. 24; 1995, c. 42, s. 9(F).	1992, ch. 20, art. 24; 1995, ch. 42, art. 9(F).	
Service to give information to parole boards, etc.	<p><b>25.</b> (1) The Service shall give, at the appropriate times, to the Parole Board of Canada, provincial governments, provincial parole boards, police, and any body authorized by the Service to supervise offenders, all information under its control that is relevant to release decision-making or to the supervision or surveillance of offenders.</p>	<p><b>25.</b> (1) Aux moments opportuns, le Service est tenu de communiquer à la Commission des libérations conditionnelles du Canada, aux gouvernements provinciaux, aux commissions provinciales de libération conditionnelle, à la police et à tout organisme agréé par le Service en matière de surveillance de délinquants les renseignements pertinents dont il dispose soit pour prendre la décision de les mettre en liberté soit pour leur surveillance.</p>	Communication de renseignements

Police to be notified of releases

(2) Before the release of an inmate on an unescorted temporary absence, parole or statutory release, the Service shall notify all police forces that have jurisdiction at the destination of the inmate if that destination is known.

Service to give information to police in some cases

(3) Where the Service has reasonable grounds to believe that an inmate who is about to be released by reason of the expiration of the sentence will, on release, pose a threat to any person, the Service shall, prior to the release and on a timely basis, take all reasonable steps to give the police all information under its control that is relevant to that perceived threat.

1992, c. 20, s. 25; 1995, c. 42, s. 71(F); 2012, c. 1, s. 160.

Disclosure of information to victims

**26.** (1) At the request of a victim of an offence committed by an offender, the Commissioner

(a) shall disclose to the victim the following information about the offender:

- (i) the offender's name,
- (ii) the offence of which the offender was convicted and the court that convicted the offender,
- (iii) the date of commencement and length of the sentence that the offender is serving, and
- (iv) eligibility dates and review dates applicable to the offender under this Act in respect of temporary absences or parole; and

(b) may disclose to the victim any of the following information about the offender, where in the Commissioner's opinion the interest of the victim in such disclosure clearly outweighs any invasion of the offender's privacy that could result from the disclosure:

- (i) the offender's age,
- (ii) the name and location of the penitentiary in which the sentence is being served,
- (ii.1) if the offender is transferred, a summary of the reasons for the transfer and the name and location of the penitentiary in which the sentence is being served,
- (ii.2) if the offender is to be transferred to a minimum security institution as designated by Commissioner's Directive and it

(2) Le Service donne préavis des libérations conditionnelles ou d'office ou des permissions de sortir sans escorte à tous les services de police compétents au lieu où doivent se rendre les détenus en cause, s'il lui est connu.

(3) S'il a des motifs raisonnables de croire que le détenu en instance de libération du fait de l'expiration de sa peine constituera une menace pour une autre personne, le Service est tenu, en temps utile avant la libération du détenu, de communiquer à la police les renseignements qu'il détient à cet égard.

1992, ch. 20, art. 25; 1995, ch. 42, art. 71(F); 2012, ch. 1, art. 160.

**26.** (1) Sur demande de la victime, le commissaire :

a) communique à celle-ci les renseignements suivants :

- (i) le nom du délinquant,
- (ii) l'infraction dont il a été trouvé coupable et le tribunal qui l'a condamné,
- (iii) la date de début et la durée de la peine qu'il purge,
- (iv) les dates d'admissibilité et d'examen applicables aux permissions de sortir ou à la libération conditionnelle;

b) peut lui communiquer tout ou partie des renseignements suivants si, à son avis, l'intérêt de la victime justifierait nettement une éventuelle violation de la vie privée du délinquant :

- (i) l'âge du délinquant,
- (ii) le nom et l'emplacement du pénitencier où il est détenu,
- (ii.1) en cas de transfèrement dans un autre pénitencier, le nom et l'emplacement de celui-ci et un résumé des motifs du transfèrement,
- (ii.2) dans la mesure du possible, un préavis du transfèrement dans un établissement à sécurité minimale au sens des directives du commissaire, le nom et l'emplacement de l'établissement et un résumé des motifs du transfèrement,
- (ii.3) les programmes visant à répondre aux besoins et à contribuer à la réinsertion

Préavis à la police

Renseignements à communiquer à la police

Communication de renseignements à la victime

is possible to notify the victim before the transfer, a summary of the reasons for the transfer and the name and location of the institution in which the sentence is to be served,

(ii.3) the programs that were designed to address the needs of the offender and contribute to their successful reintegration into the community in which the offender is participating or has participated,

(ii.4) the serious disciplinary offences that the offender has committed,

(iii) the date, if any, on which the offender is to be released on temporary absence, work release, parole or statutory release,

(iv) the date of any hearing for the purposes of a review under section 130,

(v) any of the conditions attached to the offender's temporary absence, work release, parole or statutory release,

(vi) the destination of the offender on any temporary absence, work release, parole or statutory release, whether the offender will be in the vicinity of the victim while travelling to that destination and the reasons for any temporary absence, and

(vii) whether the offender is in custody and, if not, the reason why the offender is not in custody.

Idem

(2) Where a person has been transferred from a penitentiary to a provincial correctional facility, the Commissioner may, at the request of a victim of an offence committed by that person, disclose to the victim the name of the province in which the provincial correctional facility is located, if in the Commissioner's opinion the interest of the victim in such disclosure clearly outweighs any invasion of the person's privacy that could result from the disclosure.

Disclosure of information to other persons

(3) Subsection (1) also applies, with such modifications as the circumstances require, to a person who satisfies the Commissioner

(a) that harm was done to the person, or the person suffered physical or emotional damage, as a result of an act of an offender, whether or not the offender was prosecuted or convicted for that act; and

sociale des délinquants auxquels le délinquant participe ou a participé,

(ii.4) les infractions disciplinaires graves qu'il a commises,

(iii) la date de sa mise en liberté au titre d'une permission de sortir, d'un placement à l'extérieur, de la libération conditionnelle ou d'office,

(iv) la date de toute audience prévue à l'égard de l'examen visé à l'article 130,

(v) les conditions dont est assortie la permission de sortir, le placement à l'extérieur, la libération conditionnelle ou d'office,

(vi) sa destination lors de sa permission de sortir et les raisons de celle-ci, sa destination lors de son placement à l'extérieur, sa libération conditionnelle ou d'office et son éventuel rapprochement de la victime, selon son itinéraire,

(vii) s'il est sous garde et, le cas échéant, les raisons pour lesquelles il ne l'est pas.

Idem

(2) Dans le cas d'une personne transférée d'un pénitencier à un établissement correctionnel provincial, le commissaire peut, à la demande de la victime et toujours à la même condition qu'au paragraphe (1), lui communiquer le nom de la province où se trouve l'établissement en question.

(3) Le paragraphe (1) s'applique, avec les adaptations nécessaires, dans le cas de la personne qui convainc le commissaire :

a) qu'elle a subi un dommage corporel ou moral par suite de la conduite du délinquant qu'il ait été ou non poursuivi ou condamné pour celle-ci;

Communication de renseignements à d'autres personnes



	<p>(b) that a complaint was made to the police or the Crown attorney, or an information was laid under the <i>Criminal Code</i>, in respect of that act.</p>	<p>b) qu'une plainte a été déposée auprès de la police ou du procureur de la Couronne, ou que cette conduite a fait l'objet d'une dénonciation conformément au <i>Code criminel</i>.</p>	
Idem	<p>(4) Subsection (2) also applies, with such modifications as the circumstances require, to a person who satisfies the Commissioner</p> <p>(a) that harm was done to the person, or the person suffered physical or emotional damage, as a result of an act of a person referred to in subsection (2), whether or not the person referred to in subsection (2) was prosecuted or convicted for that act; and</p> <p>(b) that a complaint was made to the police or the Crown attorney, or an information was laid under the <i>Criminal Code</i>, in respect of that act.</p>	<p>(4) Le paragraphe (2) s'applique, avec les adaptations nécessaires, dans le cas d'une personne qui convainc le commissaire :</p> <p>a) qu'elle a subi un dommage corporel ou moral par suite de la conduite d'une personne visée au paragraphe (2), qu'elle ait été ou non poursuivie ou condamnée pour celle-ci;</p> <p>b) qu'une plainte a été déposée auprès de la police ou du procureur de la Couronne, ou que cette conduite a fait l'objet d'une dénonciation conformément au <i>Code criminel</i>.</p>	Idem
	1992, c. 20, s. 26; 2012, c. 1, s. 57.	1992, ch. 20, art. 26; 2012, ch. 1, art. 57.	
Information to be given to offenders	<p><b>27. (1)</b> Where an offender is entitled by this Part or the regulations to make representations in relation to a decision to be taken by the Service about the offender, the person or body that is to take the decision shall, subject to subsection (3), give the offender, a reasonable period before the decision is to be taken, all the information to be considered in the taking of the decision or a summary of that information.</p>	<p><b>27. (1)</b> Sous réserve du paragraphe (3), la personne ou l'organisme chargé de rendre, au nom du Service, une décision au sujet d'un délinquant doit, lorsque celui-ci a le droit en vertu de la présente partie ou des règlements de présenter des observations, lui communiquer, dans un délai raisonnable avant la prise de décision, tous les renseignements entrant en ligne de compte dans celle-ci, ou un sommaire de ceux-ci.</p>	Communication de renseignements au délinquant
Idem	<p>(2) Where an offender is entitled by this Part or the regulations to be given reasons for a decision taken by the Service about the offender, the person or body that takes the decision shall, subject to subsection (3), give the offender, forthwith after the decision is taken, all the information that was considered in the taking of the decision or a summary of that information.</p>	<p>(2) Sous réserve du paragraphe (3), cette personne ou cet organisme doit, dès que sa décision est rendue, faire connaître au délinquant qui y a droit au titre de la présente partie ou des règlements les renseignements pris en compte dans la décision, ou un sommaire de ceux-ci.</p>	Idem
Exceptions	<p>(3) Except in relation to decisions on disciplinary offences, where the Commissioner has reasonable grounds to believe that disclosure of information under subsection (1) or (2) would jeopardize</p> <p>(a) the safety of any person,</p> <p>(b) the security of a penitentiary, or</p> <p>(c) the conduct of any lawful investigation,</p> <p>the Commissioner may authorize the withholding from the offender of as much information as is strictly necessary in order to protect the interest identified in paragraph (a), (b) or (c).</p>	<p>(3) Sauf dans le cas des infractions disciplinaires, le commissaire peut autoriser, dans la mesure jugée strictement nécessaire toutefois, le refus de communiquer des renseignements au délinquant s'il a des motifs raisonnables de croire que cette communication mettrait en danger la sécurité d'une personne ou du pénitencier ou compromettrait la tenue d'une enquête licite.</p>	Exception

Right to  
interpreter

(4) An offender who does not have an adequate understanding of at least one of Canada's official languages is entitled to the assistance of an interpreter

(a) at any hearing provided for by this Part or the regulations; and

(b) for the purposes of understanding materials provided to the offender pursuant to this section.

1992, c. 20, s. 27; 1995, c. 42, s. 10(F).

#### PLACEMENT AND TRANSFER OF INMATES

Criteria for  
selection of  
penitentiary

**28.** If a person is or is to be confined in a penitentiary, the Service shall take all reasonable steps to ensure that the penitentiary in which they are confined is one that provides them with an environment that contains only the necessary restrictions, taking into account

(a) the degree and kind of custody and control necessary for

(i) the safety of the public,

(ii) the safety of that person and other persons in the penitentiary, and

(iii) the security of the penitentiary;

(b) accessibility to

(i) the person's home community and family,

(ii) a compatible cultural environment, and

(iii) a compatible linguistic environment; and

(c) the availability of appropriate programs and services and the person's willingness to participate in those programs.

1992, c. 20, s. 28; 2012, c. 1, s. 58.

Transfers

**29.** The Commissioner may authorize the transfer of a person who is sentenced, transferred or committed to a penitentiary to

(a) another penitentiary in accordance with the regulations made under paragraph 96(d), subject to section 28; or

(b) a provincial correctional facility or hospital in accordance with an agreement entered into under paragraph 16(1)(a) and any applicable regulations.

1992, c. 20, s. 29; 1995, c. 42, s. 11.

Droit à  
l'interprète

(4) Le délinquant qui ne comprend de façon satisfaisante aucune des deux langues officielles du Canada a droit à l'assistance d'un interprète pour toute audition prévue à la présente partie ou par ses règlements d'application et pour la compréhension des documents qui lui sont communiqués en vertu du présent article.

1992, ch. 20, art. 27; 1995, ch. 42, art. 10(F).

#### INCARCÉRATION ET TRANSFÈREMENT DES DÉTENUS

**28.** Le Service doit s'assurer, dans la mesure du possible, que le pénitencier dans lequel est incarcéré le détenu constitue un milieu où seules existent les restrictions nécessaires, compte tenu des éléments suivants :

a) le degré de garde et de surveillance nécessaire à la sécurité du public, à celle du pénitencier, des personnes qui s'y trouvent et du détenu;

b) la facilité d'accès à la collectivité à laquelle il appartient, à sa famille et à un milieu culturel et linguistique compatible;

c) l'existence de programmes et services qui lui conviennent et sa volonté d'y participer.

1992, ch. 20, art. 28; 2012, ch. 1, art. 58.

Incarcération :  
facteurs à  
prendre en  
compte

**29.** Le commissaire peut autoriser le transfèrement d'une personne condamnée ou transférée au pénitencier, soit à un autre pénitencier, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96d), mais sous réserve de l'article 28, soit à un établissement correctionnel provincial ou un hôpital dans le cadre d'un accord conclu au titre du paragraphe 16(1), conformément aux règlements applicables.

1992, ch. 20, art. 29; 1995, ch. 42, art. 11.

Transfèrments



SECURITY CLASSIFICATION		COTE DE SÉCURITÉ	
Service to classify each inmate	<b>30.</b> (1) The Service shall assign a security classification of maximum, medium or minimum to each inmate in accordance with the regulations made under paragraph 96(z.6).	<b>30.</b> (1) Le Service assigne une cote de sécurité selon les catégories dites maximale, moyenne et minimale à chaque détenu conformément aux règlements d'application de l'alinéa 96z.6).	Assignment
Service to give reasons	(2) The Service shall give each inmate reasons, in writing, for assigning a particular security classification or for changing that classification.	(2) Le Service doit donner, par écrit, à chaque détenu les motifs à l'appui de l'assignation d'une cote de sécurité ou du changement de celle-ci.	Motifs
Subclassification	(3) Within the maximum and medium security classifications, the Commissioner may assign an inmate to a subclassification in accordance with the regulations made under paragraph 96(z.6).	(3) Le commissaire peut, à l'intérieur des catégories de cote de sécurité dites maximale et moyenne, établir des sous-catégories conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96z.6).	Sous-catégories
Commissioner to give reasons	(4) The Commissioner or the staff member designated by the Commissioner shall give each inmate reasons, in writing, for assigning them to a subclassification or for changing that subclassification. 1992, c. 20, s. 30; 2012, c. 1, s. 59.	(4) Le commissaire ou l'agent désigné par lui doit donner à chaque détenu, par écrit, les motifs à l'appui de son classement dans une sous-catégorie ou de son transfert à une autre. 1992, ch. 20, art. 30; 2012, ch. 1, art. 59.	Motifs
ADMINISTRATIVE SEGREGATION		ISOLEMENT PRÉVENTIF	
Purpose	<b>31.</b> (1) The purpose of administrative segregation is to maintain the security of the penitentiary or the safety of any person by not allowing an inmate to associate with other inmates.	<b>31.</b> (1) L'isolement préventif a pour but d'assurer la sécurité d'une personne ou du pénitencier en empêchant un détenu d'entretenir des rapports avec d'autres détenus.	Objet
Duration	(2) The inmate is to be released from administrative segregation at the earliest appropriate time.	(2) Il est mis fin à l'isolement préventif le plus tôt possible.	Fin de l'isolement préventif
Grounds for confining inmate in administrative segregation	(3) The institutional head may order that an inmate be confined in administrative segregation if the institutional head is satisfied that there is no reasonable alternative to administrative segregation and he or she believes on reasonable grounds that  (a) the inmate has acted, has attempted to act or intends to act in a manner that jeopardizes the security of the penitentiary or the safety of any person and allowing the inmate to associate with other inmates would jeopardize the security of the penitentiary or the safety of any person;  (b) allowing the inmate to associate with other inmates would interfere with an investigation that could lead to a criminal charge or a charge under subsection 41(2) of a serious disciplinary offence; or	(3) Le directeur du pénitencier peut, s'il est convaincu qu'il n'existe aucune autre solution valable, ordonner l'isolement préventif d'un détenu lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire, selon le cas :  a) que celui-ci a agi, tenté d'agir ou a l'intention d'agir d'une manière compromettant la sécurité d'une personne ou du pénitencier et que son maintien parmi les autres détenus mettrait en danger cette sécurité;  b) que son maintien parmi les autres détenus nuirait au déroulement d'une enquête pouvant mener à une accusation soit d'infraction criminelle soit d'infraction disciplinaire grave visée au paragraphe 41(2);  c) que son maintien parmi les autres détenus mettrait en danger sa sécurité. 1992, ch. 20, art. 31; 2012, ch. 1, art. 60.	Motifs d'isolement préventif

	(c) allowing the inmate to associate with other inmates would jeopardize the inmate's safety.		
	1992, c. 20, s. 31; 2012, c. 1, s. 60.		
Considerations governing release	<p><b>32.</b> All recommendations to the institutional head referred to in paragraph 33(1)(c) and all decisions by the institutional head to release or not to release an inmate from administrative segregation shall be based on the considerations set out in section 31.</p>	<p><b>32.</b> Les recommandations faites aux termes du paragraphe 33(1) et les décisions que prend le directeur en matière d'isolement préventif sont fondées sur les principes ou critères énoncés à l'article 31.</p>	Considérations
Case to be reviewed	<p><b>33.</b> (1) Where an inmate is involuntarily confined in administrative segregation, a person or persons designated by the institutional head shall</p> <p>(a) conduct, at the prescribed time and in the prescribed manner, a hearing to review the inmate's case;</p> <p>(b) conduct, at prescribed times and in the prescribed manner, further regular hearings to review the inmate's case; and</p> <p>(c) recommend to the institutional head, after the hearing mentioned in paragraph (a) and after each hearing mentioned in paragraph (b), whether or not the inmate should be released from administrative segregation.</p>	<p><b>33.</b> (1) Lorsque l'isolement préventif est imposé au détenu, le directeur charge une ou plusieurs personnes de réexaminer périodiquement chaque cas, par une audition, selon les modalités réglementaires de temps et autres, et de lui faire après chaque réexamen des recommandations quant au maintien ou non du détenu en isolement préventif.</p>	Réexamen
Presence of inmate	<p>(2) A hearing mentioned in paragraph (1)(a) shall be conducted with the inmate present unless</p> <p>(a) the inmate is voluntarily absent;</p> <p>(b) the person or persons conducting the hearing believe on reasonable grounds that the inmate's presence would jeopardize the safety of any person present at the hearing; or</p> <p>(c) the inmate seriously disrupts the hearing.</p>	<p>(2) L'audition a lieu en présence du détenu, sauf dans les cas suivants :</p> <p>a) celui-ci décide de ne pas y assister;</p> <p>b) les personnes chargées de l'audition croient, pour des motifs raisonnables, que sa présence mettrait en danger la sécurité de quiconque y assiste;</p> <p>c) celui-ci en perturbe gravement le déroulement.</p>	Présence du détenu
	1992, c. 20, s. 33; 1995, c. 42, s. 12.	1992, ch. 20, art. 33; 1995, ch. 42, art. 12.	
Where institutional head must meet with inmate	<p><b>34.</b> Where the institutional head does not intend to accept a recommendation made under section 33 to release an inmate from administrative segregation, the institutional head shall, as soon as is practicable, meet with the inmate</p> <p>(a) to explain the reasons for not intending to accept the recommendation; and</p> <p>(b) to give the inmate an opportunity to make oral or written representations.</p>	<p><b>34.</b> Quand le directeur, contrairement à une recommandation faite aux termes du paragraphe 33(1), a l'intention de maintenir le détenu en isolement préventif, il doit, dès que possible, rencontrer celui-ci, lui exposer les motifs de son désaccord et lui donner l'occasion de lui présenter des observations, oralement ou par écrit.</p>	Obligation du directeur
Idem	<p><b>35.</b> Where an inmate requests to be placed in, or continue in, administrative segregation</p>	<p><b>35.</b> Il procède de même quand il n'a pas l'intention d'accéder à la demande du détenu</p>	Idem

	and the institutional head does not intend to grant the request, the institutional head shall, as soon as is practicable, meet with the inmate	d'être placé ou maintenu en isolement préventif.	
	(a) to explain the reasons for not intending to grant the request; and		
	(b) to give the inmate an opportunity to make oral or written representations.		
Visits to inmate	<b>36.</b> (1) An inmate in administrative segregation shall be visited at least once every day by a registered health care professional.	<b>36.</b> (1) Le détenu en isolement préventif reçoit au moins une fois par jour la visite d'un professionnel de la santé agréé.	Visites par un professionnel de la santé
Idem	(2) The institutional head shall visit the administrative segregation area at least once every day and meet with individual inmates on request.	(2) Le directeur visite l'aire d'isolement au moins une fois par jour et, sur demande, rencontre tout détenu qui s'y trouve.	Visites par le directeur
Inmate rights	<b>37.</b> An inmate in administrative segregation has the same rights and conditions of confinement as other inmates, except for those that  (a) can only be enjoyed in association with other inmates; or  (b) cannot be enjoyed due to  (i) limitations specific to the administrative segregation area, or  (ii) security requirements.  1992, c. 20, s. 37; 2012, c. 1, s. 61.	<b>37.</b> Le détenu en isolement préventif jouit, compte tenu des contraintes inhérentes à l'isolement et des impératifs de sécurité, des mêmes droits et conditions que ceux dont bénéficient les autres détenus du pénitencier.  1992, ch. 20, art. 37; 2012, ch. 1, art. 61.	Droits du détenu
<b>DISCIPLINE</b>			
Purpose of disciplinary system	<b>38.</b> The purpose of the disciplinary system established by sections 40 to 44 and the regulations is to encourage inmates to conduct themselves in a manner that promotes the good order of the penitentiary, through a process that contributes to the inmates' rehabilitation and successful reintegration into the community.	<b>38.</b> Le régime disciplinaire établi par les articles 40 à 44 et les règlements vise à encourager chez les détenus un comportement favorisant l'ordre et la bonne marche du pénitencier, tout en contribuant à leur réadaptation et à leur réinsertion sociale.	Objet
System exclusive	<b>39.</b> Inmates shall not be disciplined otherwise than in accordance with sections 40 to 44 and the regulations.	<b>39.</b> Seuls les articles 40 à 44 et les règlements sont à prendre en compte en matière de discipline.	Dispositions habilitantes
Disciplinary offences	<b>40.</b> An inmate commits a disciplinary offence who  (a) disobeys a justifiable order of a staff member;  (b) is, without authorization, in an area prohibited to inmates;  (c) wilfully or recklessly damages or destroys property that is not the inmate's;  (d) commits theft;  (e) is in possession of stolen property;	<b>40.</b> Est coupable d'une infraction disciplinaire le détenu qui :  a) désobéit à l'ordre légitime d'un agent;  b) se trouve, sans autorisation, dans un secteur dont l'accès lui est interdit;  c) détruit ou endommage de manière délibérée ou irresponsable le bien d'autrui;  d) commet un vol;  e) a en sa possession un bien volé;	Infractions disciplinaires

(*f*) is disrespectful toward a person in a manner that is likely to provoke them to be violent or toward a staff member in a manner that could undermine their authority or the authority of staff members in general;

(*g*) is abusive toward a person or intimidates them by threats that violence or other injury will be done to, or punishment inflicted on, them;

(*h*) fights with, assaults or threatens to assault another person;

(*i*) is in possession of, or deals in, contraband;

(*j*) without prior authorization, is in possession of, or deals in, an item that is not authorized by a Commissioner's Directive or by a written order of the institutional head;

(*k*) takes an intoxicant into the inmate's body;

(*l*) fails or refuses to provide a urine sample when demanded pursuant to section 54 or 55;

(*m*) creates or participates in

(i) a disturbance, or

(ii) any other activity

that is likely to jeopardize the security of the penitentiary;

(*n*) does anything for the purpose of escaping or assisting another inmate to escape;

(*o*) offers, gives or accepts a bribe or reward;

(*p*) without reasonable excuse, refuses to work or leaves work;

(*q*) engages in gambling;

(*r*) wilfully disobeys a written rule governing the conduct of inmates;

(*r.1*) knowingly makes a false claim for compensation from the Crown;

(*r.2*) throws a bodily substance towards another person; or

(*s*) attempts to do, or assists another person to do, anything referred to in paragraphs (*a*) to (*r*).

*f*) agit de manière irrespectueuse envers une personne au point de provoquer vraisemblablement chez elle une réaction violente ou envers un agent au point de compromettre son autorité ou celle des agents en général;

*g*) agit de manière outrageante envers une personne ou intimide celle-ci par des menaces de violence ou d'un autre mal, ou de quelque peine, à sa personne;

*h*) se livre ou menace de se livrer à des voies de fait ou prend part à un combat;

*i*) est en possession d'un objet interdit ou en fait le trafic;

*j*) sans autorisation préalable, a en sa possession un objet en violation des directives du commissaire ou de l'ordre écrit du directeur du pénitencier ou en fait le trafic;

*k*) introduit dans son corps une substance intoxicante;

*l*) refuse ou omet de fournir l'échantillon d'urine qui peut être exigé au titre des articles 54 ou 55;

*m*) crée des troubles ou toute autre situation susceptible de mettre en danger la sécurité du pénitencier, ou y participe;

*n*) commet un acte dans l'intention de s'évader ou de faciliter une évasion;

*o*) offre, donne ou accepte un pot-de-vin ou une récompense;

*p*) sans excuse valable, refuse de travailler ou s'absente de son travail;

*q*) se livre au jeu ou aux paris;

*r*) contrevient délibérément à une règle écrite régissant la conduite des détenus;

*r.1*) présente une réclamation pour dédommagement sachant qu'elle est fausse;

*r.2*) lance une substance corporelle vers une personne;

*s*) tente de commettre l'une des infractions mentionnées aux alinéas *a*) à *r*) ou participe à sa perpétration.

1992, ch. 20, art. 40; 2012, ch. 1, art. 62.

1992, c. 20, s. 40; 2012, c. 1, s. 62.

Informal resolution	<b>41.</b> (1) Where a staff member believes on reasonable grounds that an inmate has committed or is committing a disciplinary offence, the staff member shall take all reasonable steps to resolve the matter informally, where possible.	<b>41.</b> (1) L'agent qui croit, pour des motifs raisonnables, qu'un détenu commet ou a commis une infraction disciplinaire doit, si les circonstances le permettent, prendre toutes les mesures utiles afin de régler la question de façon informelle.	Tentative de règlement informel
Charge may be issued	(2) Where an informal resolution is not achieved, the institutional head may, depending on the seriousness of the alleged conduct and any aggravating or mitigating factors, issue a charge of a minor disciplinary offence or a serious disciplinary offence.	(2) À défaut de règlement informel, le directeur peut porter une accusation d'infraction disciplinaire mineure ou grave, selon la gravité de la faute et l'existence de circonstances atténuantes ou aggravantes.	Accusation
Notice of charge	<b>42.</b> An inmate charged with a disciplinary offence shall be given a written notice of the charge in accordance with the regulations, and the notice must state whether the charge is minor or serious.	<b>42.</b> Le détenu accusé se voit remettre, conformément aux règlements, un avis d'accusation qui mentionne s'il s'agit d'une infraction disciplinaire mineure ou grave.	Avis d'accusation
Hearing	<b>43.</b> (1) A charge of a disciplinary offence shall be dealt with in accordance with the prescribed procedure, including a hearing conducted in the prescribed manner.	<b>43.</b> (1) L'accusation d'infraction disciplinaire est instruite conformément à la procédure réglementaire et doit notamment faire l'objet d'une audition conforme aux règlements.	Audition
Presence of inmate	(2) A hearing mentioned in subsection (1) shall be conducted with the inmate present unless (a) the inmate is voluntarily absent; (b) the person conducting the hearing believes on reasonable grounds that the inmate's presence would jeopardize the safety of any person present at the hearing; or (c) the inmate seriously disrupts the hearing.	(2) L'audition a lieu en présence du détenu sauf dans les cas suivants : a) celui-ci décide de ne pas y assister; b) la personne chargée de l'audition croit, pour des motifs raisonnables, que sa présence mettrait en danger la sécurité de quiconque y assiste; c) celui-ci en perturbe gravement le déroulement.	Présence du détenu
Decision	(3) The person conducting the hearing shall not find the inmate guilty unless satisfied beyond a reasonable doubt, based on the evidence presented at the hearing, that the inmate committed the disciplinary offence in question.	(3) La personne chargée de l'audition ne peut prononcer la culpabilité que si elle est convaincue hors de tout doute raisonnable, sur la foi de la preuve présentée, que le détenu a bien commis l'infraction reprochée.	Déclaration de culpabilité
Disciplinary sanctions	<b>44.</b> (1) An inmate who is found guilty of a disciplinary offence is liable, in accordance with the regulations made under paragraphs 96(i) and (j), to one or more of the following: (a) a warning or reprimand; (b) a loss of privileges; (c) an order to make restitution, including in respect of any property that is damaged or destroyed as a result of the offence; (d) a fine; (e) performance of extra duties; and	<b>44.</b> (1) Le détenu déclaré coupable d'une infraction disciplinaire est, conformément aux règlements pris en vertu des alinéas 96 <i>i</i> ) et <i>j</i> ), passible d'une ou de plusieurs des peines suivantes : a) avertissement ou réprimande; b) perte de privilèges; c) ordre de restitution, notamment à l'égard de tout bien endommagé ou détruit du fait de la perpétration de l'infraction; d) amende; e) travaux supplémentaires;	Sanctions disciplinaires

	<p>(f) in the case of a serious disciplinary offence, segregation from other inmates — with or without restrictions on visits with family, friends and other persons from outside the penitentiary — for a maximum of 30 days.</p>	<p>f) isolement — avec ou sans restriction à l'égard des visites de la famille, des amis ou d'autres personnes de l'extérieur du pénitencier — pour un maximum de trente jours, dans le cas d'une infraction disciplinaire grave.</p>	
Collection of fine or restitution	<p>(2) A fine or restitution imposed pursuant to subsection (1) may be collected in the prescribed manner.</p> <p>1992, c. 20, s. 44; 2012, c. 1, s. 63.</p>	<p>(2) Le recouvrement de l'amende et la restitution s'effectuent selon les modalités réglementaires.</p> <p>1992, ch. 20, art. 44; 2012, ch. 1, art. 63.</p>	Amende ou restitution
	SUMMARY CONVICTION OFFENCES	INFRACTIONS PUNISSABLES PAR PROCÉDURE SOMMAIRE	
Summary conviction offences	<p><b>45.</b> Every person commits a summary conviction offence who</p> <p>(a) is in possession of contraband beyond the visitor control point in a penitentiary;</p> <p>(b) is in possession of anything referred to in paragraph (b) or (c) of the definition “contraband” in section 2 before the visitor control point at a penitentiary;</p> <p>(c) delivers contraband to, or receives contraband from, an inmate;</p> <p>(d) without prior authorization, delivers jewellery to, or receives jewellery from, an inmate; or</p> <p>(e) trespasses at a penitentiary.</p>	<p><b>45.</b> Commet une infraction punissable par procédure sommaire quiconque :</p> <p>a) est en possession d'un objet interdit au-delà du poste de vérification d'un pénitencier;</p> <p>b) est en possession, en deçà de ce poste de vérification, d'un des objets visés aux alinéas b) ou c) de la définition d'« objets interdits »;</p> <p>c) remet des objets interdits à un détenu ou les reçoit de celui-ci;</p> <p>d) sans autorisation préalable, remet des bijoux à un détenu ou en reçoit de celui-ci;</p> <p>e) se trouve dans un pénitencier sans y être autorisé.</p>	Définition
	SEARCH AND SEIZURE	FOUILLES ET SAISIES	
	<i>Interpretation</i>	<i>Définitions</i>	
Definitions	<p><b>46.</b> In sections 47 to 67,</p> <p>“body cavity” means the rectum or vagina;</p> <p>“body cavity search” means the physical probing of a body cavity, in the prescribed manner;</p> <p>“frisk search” means</p> <p>(a) a manual search, or a search by technical means, of the clothed body, in the prescribed manner, and</p> <p>(b) a search of</p> <p>(i) personal possessions, including clothing, that the person may be carrying, and</p> <p>(ii) any coat or jacket that the person has been requested to remove,</p>	<p><b>46.</b> Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 47 à 67.</p> <p>« cavité corporelle » Le rectum ou le vagin.</p> <p>« examen des cavités corporelles » Examen des cavités corporelles effectué selon les modalités réglementaires.</p> <p>« fouille à nu » Examen visuel du corps nu en la forme réglementaire, complété par l'inspection, faite, le cas échéant, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96I), des vêtements, des objets qui s'y trouvent et des autres effets que la personne a en sa possession.</p> <p>« fouille discrète » Fouille du corps vêtu effectuée, en la forme réglementaire, par des moyens techniques, et complétée de l'inspection, faite, le cas échéant, conformément aux règlements</p>	Définitions
“body cavity” « cavité corporelle »			« cavité corporelle » “body cavity”
“body cavity search” « examen des cavités corporelles »			« examen des cavités corporelles » “body cavity search”
“frisk search” « fouille par palpation »			« fouille à nu » “strip search”
			« fouille discrète » “non-intrusive search”

<p>“non-intrusive search” « fouille discrète »</p>	<p>in accordance with any applicable regulations made under paragraph 96(I);</p> <p>“non-intrusive search” means</p> <p>(a) a search of a non-intrusive nature of the clothed body by technical means, in the prescribed manner, and</p> <p>(b) a search of</p> <p>(i) personal possessions, including clothing, that the person may be carrying, and</p> <p>(ii) any coat or jacket that the person has been requested to remove,</p> <p>in accordance with any applicable regulations made under paragraph 96(I);</p>	<p>pris en vertu de l’alinéa 96I), de la veste ou du manteau que l’on a demandé à l’intéressé d’enlever et des autres effets qu’il a en sa possession.</p> <p>« fouille par palpation » Fouille du corps vêtu effectuée, en la forme réglementaire, soit à la main, soit par des moyens techniques, et complétée de l’inspection, faite, le cas échéant, conformément aux règlements pris en vertu de l’alinéa 96I), de la veste ou du manteau que l’on a demandé à l’intéressé d’enlever et des autres effets qu’il a en sa possession.</p> <p>« prise d’échantillon d’urine » Procédure réglementaire d’obtention, par le processus normal d’élimination, d’un échantillon d’urine aux fins d’analyse.</p>	<p>« fouille par palpation » “frisk search”</p>
<p>“strip search” « fouille à nu »</p>	<p>“strip search” means</p> <p>(a) a visual inspection of the naked body, in the prescribed manner, and</p> <p>(b) a search, in accordance with any applicable regulations made under paragraph 96(I), of all clothing, things in the clothing, and other personal possessions that the person may be carrying;</p>	<p>1992, ch. 20, art. 46; 1995, ch. 42, art. 13(F).</p>	
<p>“urinalysis” « prise d’échantillon d’urine »</p>	<p>“urinalysis” means a prescribed procedure by which a person provides a urine sample, by the normal excretory process, for analysis.</p> <p>1992, c. 20, s. 46; 1995, c. 42, s. 13(F).</p>		<p>« prise d’échantillon d’urine » “urinalysis”</p>

#### Searches of Inmates

<p>Routine non-intrusive or frisk searches</p>	<p><b>47. (1)</b> A staff member may conduct routine non-intrusive searches or routine frisk searches of inmates, without individualized suspicion, in the prescribed circumstances, which circumstances must be limited to what is reasonably required for security purposes.</p>
<p>Idem</p>	<p>(2) A person providing services of a prescribed class to the Service under a contract has the power to search that a staff member is authorized to conduct under subsection (1) if</p> <p>(a) the conducting of such searches is provided for in the contract but does not constitute the person’s principal services under the contract;</p> <p>(b) the searches are reasonably related to the person’s principal services under the contract; and</p>

#### Fouille des détenus

<p><b>47. (1)</b> Dans les cas prévus par règlement et justifiés par des raisons de sécurité, l’agent peut, sans soupçon précis, procéder à des fouilles discrètes ou par palpation sur des détenus.</p>	<p>Fouilles discrètes ou par palpation</p>
<p>(2) La personne qui, en exécution d’un contrat avec le Service, fournit des services d’une catégorie réglementaire peut exercer le pouvoir de fouille dont dispose un agent au titre du paragraphe (1) si les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) ce pouvoir est prévu par le contrat, tout en ne figurant pas parmi les services principaux à fournir;</p> <p>b) son exercice se justifie par la nature des services principaux;</p>	<p>Idem</p>



	<p>(c) the person has received the prescribed training to conduct such searches.</p> <p>1992, c. 20, s. 47; 1995, c. 42, s. 14(F).</p>	<p>c) la personne qui l'exerce a reçu la formation réglementaire.</p> <p>1992, ch. 20, art. 47; 1995, ch. 42, art. 14(F).</p>	
Routine strip search of inmates	<p><b>48.</b> A staff member of the same sex as the inmate may conduct a routine strip search of an inmate, without individualized suspicion,</p> <p>(a) in the prescribed circumstances, which circumstances must be limited to situations in which the inmate has been in a place where there was a likelihood of access to contraband that is capable of being hidden on or in the body; or</p> <p>(b) when the inmate is entering or leaving a segregation area.</p>	<p><b>48.</b> L'agent peut, sans soupçon précis, procéder à la fouille à nu d'un détenu de même sexe que lui soit dans les cas prévus par règlement où le détenu s'est trouvé dans un endroit où il aurait pu avoir accès à un objet interdit pouvant être dissimulé sur lui ou dans une des cavités de son corps, soit lorsqu'il arrive à une aire d'isolement préventif ou la quitte.</p>	Fouille à nu
Frisk search of inmate	<p><b>49.</b> (1) Where a staff member suspects on reasonable grounds that an inmate is carrying contraband or carrying evidence relating to a disciplinary or criminal offence, the staff member may conduct a frisk search of the inmate.</p>	<p><b>49.</b> (1) L'agent peut procéder à une fouille par palpation sur le détenu dont il a des motifs raisonnables de soupçonner qu'il a en sa possession un objet interdit ou un élément de preuve relatif à la perpétration d'une infraction criminelle ou disciplinaire.</p>	Fouille par palpation
Idem	<p>(2) A person providing services of a prescribed class to the Service under a contract has the powers of search of a staff member under subsection (1) if</p> <p>(a) the conducting of such searches is provided for in the contract but does not constitute the person's principal services under the contract;</p> <p>(b) the searches are reasonably related to the person's principal services under the contract; and</p> <p>(c) the person has received the prescribed training to conduct such searches.</p>	<p>(2) La personne qui en exécution d'un contrat avec le Service fournit des services d'une catégorie réglementaire peut exercer ce pouvoir de fouille si les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) ce pouvoir est prévu par le contrat, tout en ne figurant pas parmi les services principaux à fournir;</p> <p>b) son exercice se justifie par la nature des services principaux;</p> <p>c) la personne qui l'exerce a reçu la formation réglementaire.</p>	Idem
Strip search of inmate	<p>(3) Where a staff member</p> <p>(a) believes on reasonable grounds that an inmate is carrying contraband or carrying evidence relating to a disciplinary or criminal offence, and that a strip search is necessary to find the contraband or evidence, and</p> <p>(b) satisfies the institutional head that there are reasonable grounds to so believe,</p> <p>a staff member of the same sex as the inmate may conduct a strip search of the inmate.</p>	<p>(3) Peut être soumis à une fouille à nu par un agent du même sexe que lui, le détenu au sujet duquel un agent à la fois :</p> <p>a) a des motifs raisonnables de croire que celui-ci est en possession d'un objet interdit ou d'un élément de preuve relatif à la perpétration d'une infraction criminelle ou disciplinaire et que cette fouille est nécessaire pour le trouver;</p> <p>b) convainc le directeur de la réalité de ces motifs.</p>	Fouille à nu
Emergency search	<p>(4) Where a staff member</p> <p>(a) satisfies the requirements of paragraph (3)(a), and</p>	<p>(4) L'agent est toutefois dispensé des obligations énoncées au paragraphe (3) en ce qui concerne le sexe et la nécessité de convaincre</p>	Urgence



(b) believes on reasonable grounds that the delay that would be necessary in order to comply with paragraph (3)(b) or with the gender requirement of subsection (3) would result in danger to human life or safety or in loss or destruction of the evidence,

the staff member may conduct the strip search without complying with paragraph (3)(b) or the gender requirement of subsection (3).

Staff member to inform institutional head

**50.** Where a staff member believes on reasonable grounds that an inmate is carrying contraband in a body cavity, the staff member may not seize or attempt to seize that contraband, but shall inform the institutional head.

Use of X-ray, "dry cell"

**51.** Where the institutional head is satisfied that there are reasonable grounds to believe that an inmate has ingested contraband or is carrying contraband in a body cavity, the institutional head may authorize in writing one or both of the following:

(a) the use of an X-ray machine by a qualified X-ray technician to find the contraband, if the consent of the inmate and of a qualified medical practitioner is obtained; and

(b) the detention of the inmate in a cell without plumbing fixtures, with notice to the penitentiary's medical staff, on the expectation that the contraband will be expelled.

Body cavity search

**52.** Where the institutional head is satisfied that there are reasonable grounds to believe that an inmate is carrying contraband in a body cavity and that a body cavity search is necessary in order to find or seize the contraband, the institutional head may authorize in writing a body cavity search to be conducted by a qualified medical practitioner, if the inmate's consent is obtained.

Exceptional power of search

**53. (1)** Where the institutional head is satisfied that there are reasonable grounds to believe that

(a) there exists, because of contraband, a clear and substantial danger to human life or safety or to the security of the penitentiary, and

(b) a frisk search or strip search of all the inmates in the penitentiary or any part thereof is necessary in order to seize the contraband and avert the danger,

le directeur s'il a des motifs raisonnables de croire que le respect de ces exigences occasionnera soit un retard qui mettrait en danger la vie ou la sécurité de quiconque, soit la perte ou la destruction d'un élément de preuve.

**50.** L'agent qui a des motifs raisonnables de croire qu'un détenu a dissimulé un objet interdit dans une cavité corporelle ne peut saisir cet objet, mais doit en informer le directeur.

Obligation d'informer le directeur

**51.** Le directeur peut, s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'un détenu a dissimulé dans une cavité corporelle ou ingéré un objet interdit, autoriser par écrit l'une ou l'autre des mesures suivantes ou les deux à la fois :

Radiographies et détention

a) avec le consentement de l'intéressé et d'un médecin compétent, la prise de radiographies par un technicien compétent afin de déceler l'objet;

b) l'isolement en cellule nue — avec avis en ce sens au personnel médical — jusqu'à l'expulsion de l'objet.

**52.** S'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'un détenu dissimule dans une cavité corporelle un objet interdit et qu'un examen des cavités corporelles s'avère nécessaire afin de le déceler ou de le saisir, le directeur peut autoriser par écrit un médecin compétent à procéder à l'examen, avec le consentement du détenu.

Examen des cavités corporelles

**53. (1)** Le directeur peut, par écrit, autoriser la fouille par palpation ou à nu de tous les détenus de tout ou partie du pénitencier s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire, d'une part, que la présence d'un objet interdit menace sérieusement la vie ou la sécurité de quiconque, ou celle du pénitencier, d'autre part, que la fouille est nécessaire afin de saisir l'objet et d'enrayer la menace.

Pouvoir exceptionnel

the institutional head may authorize in writing such a search, subject to subsection (2).

Gender  
requirement

(2) A strip search authorized under subsection (1) shall be conducted in each case by a staff member of the same sex as the inmate.

Urinalysis

**54.** Subject to section 56 and subsection 57(1), a staff member may demand that an inmate submit to urinalysis

(a) where the staff member believes on reasonable grounds that the inmate has committed or is committing the disciplinary offence referred to in paragraph 40(k) and that a urine sample is necessary to provide evidence of the offence, and the staff member obtains the prior authorization of the institutional head;

(b) as part of a prescribed random selection urinalysis program, conducted without individualized grounds on a periodic basis and in accordance with any Commissioner's Directives that the regulations may provide for; or

(c) where urinalysis is a prescribed requirement for participation in

(i) a prescribed program or activity involving contact with the community, or

(ii) a prescribed substance abuse treatment program.

Urinalysis

**55.** Subject to section 56 and subsection 57(2), a staff member, or any other person so authorized by the Service, may demand that an offender submit to urinalysis

(a) at once, where the staff member or other authorized person has reasonable grounds to suspect that the offender has breached any condition of a temporary absence, work release, parole or statutory release that requires abstention from alcohol or drugs, in order to monitor the offender's compliance with that condition; or

(b) at regular intervals, in order to monitor the offender's compliance with any condition of a temporary absence, work release, parole or statutory release that requires abstention from alcohol or drugs.

1992, c. 20, s. 55; 1995, c. 42, s. 15.

Information  
requirements

**56.** Where a demand is made of an offender to submit to urinalysis pursuant to section 54 or 55, the person making the demand shall forth-

(2) La fouille à nu ne peut toutefois être effectuée que par un agent du même sexe que le détenu.

Exigence quant  
au sexe

**54.** L'agent peut obliger un détenu à lui fournir un échantillon d'urine dans l'un ou l'autre des cas suivants :

Analyses d'urine

a) il a obtenu l'autorisation du directeur et a des motifs raisonnables de croire que le détenu commet ou a commis l'infraction visée à l'alinéa 40(k) et qu'un échantillon d'urine est nécessaire afin d'en prouver la perpétration;

b) il le fait dans le cadre d'un programme réglementaire de contrôle au hasard, effectué sans soupçon précis, périodiquement et, selon le cas, conformément aux directives réglementaires du commissaire;

c) l'analyse d'urine est une condition — imposée par règlement — de participation à un programme ou une activité réglementaire de désintoxication ou impliquant des contacts avec la collectivité.

**55.** L'agent ou toute autre personne autorisée par le Service peut obliger un délinquant à lui fournir un échantillon d'urine :

Analyse d'urine

a) soit sur-le-champ lorsque la permission de sortir, le placement à l'extérieur ou la libération conditionnelle ou d'office sont assortis de conditions interdisant la consommation de drogues ou d'alcool et que l'agent ou la personne a des motifs raisonnables de soupçonner la contravention à une de ces conditions;

b) soit régulièrement lorsque la permission de sortir, le placement à l'extérieur ou la libération conditionnelle ou d'office sont assortis de conditions interdisant la consommation de drogues ou d'alcool.

1992, ch. 20, art. 55; 1995, ch. 42, art. 15.

**56.** La prise d'échantillon d'urine fait obligatoirement l'objet d'un avis à l'intéressé la

Avis au  
délinquant

	with inform the offender of the basis of the demand and the consequences of non-compliance.	justifiant et exposant les conséquences éventuelles d'un refus.	
Right to make representations	<b>57.</b> (1) An inmate who is required to submit to urinalysis pursuant to paragraph 54(a) shall be given an opportunity to make representations to the institutional head before submitting the urine sample.	<b>57.</b> (1) Lorsque la prise est faite au titre de l'alinéa 54a), l'intéressé doit, auparavant, avoir la possibilité de présenter ses observations au directeur.	Droit de présenter des observations
Idem	(2) An offender who is required to submit to urinalysis at regular intervals pursuant to section 55 shall be given reasonable opportunities to make representations to the prescribed official in relation to the length of the intervals.	(2) De même, dans les cas où il est tenu de fournir régulièrement un échantillon d'urine en application de l'article 55, il doit avoir la possibilité de présenter à la personne désignée par règlement des observations au sujet de l'espacement des prises.	Idem
Monitoring device	<b>57.1</b> (1) The Service may demand that an offender wear a monitoring device in order to monitor their compliance with a condition of a temporary absence, work release, parole, statutory release or long-term supervision that restricts their access to a person or a geographical area or requires them to be in a geographical area.	<b>57.1</b> (1) Le Service peut obliger un délinquant à porter un dispositif de surveillance à distance lorsque la permission de sortir, le placement extérieur, la libération conditionnelle ou d'office ou l'ordonnance de surveillance de longue durée est assorti de conditions interdisant au délinquant l'accès à une personne ou à un secteur géographique ou l'obligeant à demeurer dans un secteur géographique.	Dispositif de surveillance à distance
Representations	(2) An offender who is required to wear a monitoring device is to be given reasonable opportunities to make representations to the prescribed official in relation to the duration of the requirement.  2012, c. 1, s. 64.	(2) L'intéressé doit avoir la possibilité de présenter à la personne désignée par règlement des observations au sujet de la durée requise du port du dispositif.  2012, ch. 1, art. 64.	Droit de présenter des observations
<i>Searches of Cells</i>		<i>Fouille de cellules</i>	
Searches of cells	<b>58.</b> A staff member may, in the prescribed manner, conduct searches of cells and their contents in the prescribed circumstances, which circumstances must be limited to what is reasonably required for security purposes.	<b>58.</b> Dans les cas prévus par règlement et justifiés par des raisons de sécurité, l'agent peut, selon les modalités réglementaires, procéder à la fouille de cellules et de tout ce qui s'y trouve.	Fouille
<i>Searches of Visitors</i>		<i>Fouille des visiteurs</i>	
Routine non-intrusive or frisk searches	<b>59.</b> A staff member may conduct routine non-intrusive searches or routine frisk searches of visitors, without individualized suspicion, in the prescribed circumstances, which circumstances must be limited to what is reasonably required for security purposes.	<b>59.</b> Dans les cas prévus par règlement et justifiés par des raisons de sécurité, l'agent peut, sans soupçon précis, procéder à la fouille discrète ou par palpation des visiteurs.	Fouille sans motif précis
Frisk search	<b>60.</b> (1) A staff member may conduct a frisk search of a visitor where the staff member suspects on reasonable grounds that the visitor is carrying contraband or carrying other evidence relating to an offence under section 45.	<b>60.</b> (1) L'agent qui a des motifs raisonnables de soupçonner qu'un visiteur a en sa possession un objet interdit ou un élément de preuve relatif à la perpétration d'une infraction visée à l'article 45 peut le soumettre à une fouille par palpation.	Fouille par palpation

Strip search	<p>(2) Where a staff member</p> <p>(a) suspects on reasonable grounds that a visitor is carrying contraband or carrying other evidence relating to an offence under section 45 and believes that a strip search is necessary to find the contraband or evidence, and</p> <p>(b) satisfies the institutional head that there are reasonable grounds</p> <p style="padding-left: 40px;">(i) to suspect that the visitor is carrying contraband or carrying other evidence relating to an offence under section 45, and</p> <p style="padding-left: 40px;">(ii) to believe that a strip search is necessary to find the contraband or evidence,</p> <p>a staff member of the same sex as the visitor may, after giving the visitor the option of voluntarily leaving the penitentiary forthwith, conduct a strip search of the visitor.</p>	<p>(2) Après lui avoir donné la possibilité de quitter sans délai le pénitencier, l'agent peut soumettre tout visiteur du même sexe à une fouille à nu lorsque les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) il a des motifs raisonnables de soupçonner que celui-ci est en possession d'un objet interdit ou d'un élément de preuve relatif à la perpétration d'une infraction visée à l'article 45 et est d'avis que la fouille à nu est nécessaire pour le trouver;</p> <p>b) il convainc le directeur du pénitencier de la réalité de ces motifs raisonnables et de la nécessité de procéder à la fouille.</p>	Fouille à nu
Idem	<p>(3) Where a staff member believes on reasonable grounds that a visitor is carrying contraband or carrying other evidence relating to an offence under section 45 and that a strip search is necessary to find the contraband or evidence,</p> <p>(a) the staff member may detain the visitor in order to</p> <p style="padding-left: 40px;">(i) obtain the authorization of the institutional head to conduct a strip search, or</p> <p style="padding-left: 40px;">(ii) obtain the services of the police; and</p> <p>(b) where the staff member satisfies the institutional head that there are reasonable grounds to believe</p> <p style="padding-left: 40px;">(i) that the visitor is carrying contraband or carrying other evidence relating to an offence under section 45, and</p> <p style="padding-left: 40px;">(ii) that a strip search is necessary to find the contraband or evidence,</p> <p>the institutional head may authorize a staff member of the same sex as the visitor to conduct a strip search of the visitor.</p>	<p>(3) Lorsqu'un agent a des motifs raisonnables de croire qu'un visiteur est en possession d'un objet interdit ou d'un élément de preuve relatif à la perpétration d'une infraction visée à l'article 45 et qu'une fouille à nu s'avère nécessaire pour le trouver :</p> <p>a) l'agent peut détenir le visiteur afin soit d'obtenir l'autorisation du directeur de procéder à la fouille à nu, soit de recourir aux services de la police;</p> <p>b) le directeur peut, si l'agent le convainc de la réalité de ces motifs et de la nécessité de la fouille, autoriser un agent du même sexe que le visiteur à effectuer cette fouille.</p>	Idem
Rights of detained visitor	<p>(4) A visitor who is detained pursuant to subsection (3) shall</p> <p>(a) be informed promptly of the reasons for the detention; and</p> <p>(b) before being searched, be given a reasonable opportunity to retain and instruct</p>	<p>(4) Le visiteur ainsi détenu a le droit de connaître dans les plus brefs délais les motifs de sa détention et, avant la fouille, d'avoir la possibilité de recourir sans délai à l'assistance d'un avocat et d'être informé de ce droit.</p>	Droits du visiteur

counsel without delay and be informed of that right.

### *Searches of Vehicles*

Routine searches

**61.** (1) A staff member may, in the prescribed manner, conduct routine searches of vehicles at a penitentiary, without individualized suspicion, in the prescribed circumstances, which circumstances must be limited to what is reasonably required for security purposes.

Searches for contraband

(2) A staff member who believes on reasonable grounds that contraband is located in a vehicle at a penitentiary in circumstances constituting an offence under section 45 may, with prior authorization from the institutional head, search the vehicle.

Emergency searches

(3) Where a staff member believes on reasonable grounds that the delay that would be necessary in order to comply with the prior authorization requirement of subsection (2) would result in danger to human life or safety or the loss or destruction of the contraband, the staff member may search the vehicle without that prior authorization.

Exceptional power to search

(4) An institutional head may, in writing, authorize a staff member to search the vehicles at a penitentiary if the institutional head has reasonable grounds to believe that

(a) there is a clear and substantial danger to the security of the penitentiary or the life or safety of persons because evidence exists that there is contraband at the penitentiary or that a criminal offence is being planned or has been committed at the penitentiary; and

(b) it is necessary to search the vehicles in order to locate and seize the contraband or other evidence and to avert the danger.

1992, c. 20, s. 61; 2012, c. 1, s. 65.

### *Warnings to be Posted*

Warnings about searches

**62.** At each penitentiary, a conspicuous warning shall be posted at the entrance to the lands and at the visitor control point, stating that all visitors and vehicles at the penitentiary are subject to being searched in accordance with this Part and the regulations.

### *Fouille de véhicules*

Fouille sans motif précis

**61.** (1) Dans les cas prévus par règlement et justifiés par des raisons de sécurité, l'agent peut, sans soupçon précis et selon les modalités réglementaires, procéder à la fouille des véhicules qui se trouvent au pénitencier.

Fouille : objet interdit

(2) L'agent qui a des motifs raisonnables de croire qu'un objet interdit se trouve dans un véhicule, au pénitencier, dans des circonstances constituant une infraction prévue à l'article 45, peut, avec l'autorisation préalable du directeur, fouiller le véhicule.

Danger immédiat

(3) Dans les cas visés au paragraphe (2), l'agent peut, sans autorisation, fouiller le véhicule s'il a des motifs raisonnables de croire que le délai pour l'obtenir mettrait en danger la vie ou la sécurité de quiconque ou entraînerait la perte ou la destruction de l'objet interdit.

Pouvoir exceptionnel

(4) Le directeur peut, par écrit, autoriser un agent à procéder à la fouille des véhicules qui se trouvent au pénitencier, s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire :

a) d'une part, qu'en raison de la présence d'un objet interdit ou de tout élément de preuve relatif à la planification ou à la perpétration d'une infraction criminelle il existe une menace sérieuse à la vie ou à la sécurité de quiconque, ou à la sécurité du pénitencier;

b) d'autre part, que la fouille est nécessaire afin d'enrayer la menace et de saisir l'objet ou l'élément de preuve.

1992, ch. 20, art. 61; 2012, ch. 1, art. 65.

### *Avertissements*

Avis relatifs aux fouilles

**62.** Un avis doit être placé bien en vue à l'entrée des terrains du pénitencier et au poste de vérification avertissant les visiteurs qu'eux-mêmes et leurs véhicules peuvent faire l'objet d'une fouille conformément à la présente partie et à ses règlements d'application.

*Searches of Staff Members*

Routine non-intrusive or frisk searches

**63.** A staff member may conduct routine non-intrusive searches or routine frisk searches of other staff members, without individualized suspicion, in the prescribed circumstances, which circumstances must be limited to what is reasonably required for security purposes.

Frisk search or strip search

**64.** (1) Where a staff member believes on reasonable grounds that another staff member is carrying contraband or carrying evidence relating to a criminal offence and that a frisk search or strip search is necessary to find the contraband or evidence,

(a) the staff member may detain the other staff member in order to

(i) obtain the authorization of the institutional head to conduct a frisk search or strip search, or

(ii) obtain the services of the police; and

(b) where the staff member satisfies the institutional head that there are reasonable grounds to believe that the other staff member is carrying contraband or carrying evidence relating to a criminal offence and that a frisk search or strip search is necessary to find the contraband or evidence, the institutional head may

(i) authorize a staff member to conduct a frisk search of the other staff member, or

(ii) authorize a staff member of the same sex as the other staff member to conduct a strip search of that other staff member.

Rights of detained staff member

(2) A staff member who is detained pursuant to subsection (1) shall

(a) be informed promptly of the reasons for the detention; and

(b) before being searched, be given a reasonable opportunity to retain and instruct counsel without delay and be informed of that right.

*Power to Seize*

Power to seize

**65.** (1) Subject to section 50, a staff member may seize contraband, or evidence relating to a disciplinary or criminal offence, found in the course of a search conducted pursuant to sections 47 to 64, except a body cavity search or a search described in paragraph 51(a).

*Fouille des agents*

Fouille sans motif précis

**63.** Dans les cas prévus par règlement et justifiés par des raisons de sécurité, l'agent peut, sans soupçon précis, procéder à la fouille, discrète ou par palpation, d'autres agents.

Fouille pour motif précis

**64.** (1) Lorsqu'un agent a des motifs raisonnables de croire qu'un autre agent est en possession d'un objet interdit ou d'un élément de preuve relatif à la perpétration d'une infraction criminelle et qu'une fouille à nu ou par palpation s'avère nécessaire pour le trouver :

a) l'agent peut détenir cet autre agent afin soit d'obtenir l'autorisation du directeur de procéder à la fouille, soit de recourir aux services de la police;

b) le directeur peut, si l'agent le convainc de la réalité de ces motifs et de la nécessité de la fouille, autoriser un agent — du même sexe, dans le cas d'une fouille à nu — à y procéder.

(2) L'agent ainsi détenu a le droit de connaître dans les plus brefs délais les motifs de sa détention et, avant la fouille, d'avoir la possibilité de recourir sans délai à l'assistance d'un avocat et d'être informé de ce droit.

Droits de l'agent détenu

*Saisie*

Pouvoirs de l'agent

**65.** (1) L'agent peut saisir tout objet interdit ou tout élément de preuve relatif à la perpétration d'une infraction criminelle ou disciplinaire trouvés au cours d'une fouille effectuée en vertu des articles 47 à 64, à l'exception de ceux trouvés lors d'un examen des cavités corpo-



		relles ou décelés par radiographie en vertu de l'alinéa 51a).	
Idem	(2) A medical practitioner conducting a body cavity search may seize contraband or evidence relating to a disciplinary or criminal offence found in the course of that search.	(2) Le médecin peut saisir tout objet interdit ou tout élément de preuve relatif à la perpétration d'une infraction criminelle ou disciplinaire qu'il trouve au cours d'un examen des cavités corporelles.	Pouvoir du médecin
Idem	(3) A person conducting a search pursuant to subsection 47(2) or 49(2) may seize contraband found in the course of that search.	(3) La personne qui effectue une fouille en vertu du paragraphe 47(2) ou 49(2) peut saisir tout objet interdit trouvé au cours de cette fouille.	Pouvoir d'autres personnes
	<i>Searches in Community-based Residential Facilities</i>	<i>Fouilles dans les établissements résidentiels communautaires</i>	
Frisk search, room search	<b>66.</b> (1) An employee of a community-based residential facility who is so authorized by the Service may  (a) conduct a frisk search of an offender in that facility, and  (b) search an offender's room and its contents,  where the employee suspects on reasonable grounds that the offender is violating or has violated a condition of the offender's parole, statutory release or temporary absence and that such a search is necessary to confirm the suspected violation.	<b>66.</b> (1) L'employé d'un établissement résidentiel communautaire qui a des motifs raisonnables de soupçonner qu'un délinquant a soit un objet en sa possession en violation d'une condition de sa mise en liberté conditionnelle ou d'office ou de sa permission de sortir sans escorte, soit un élément de preuve relatif à la violation de cette condition, peut, s'il y est habilité par le Service, procéder, dans l'établissement, à la fouille par palpation du délinquant et à la fouille de sa chambre si ces mesures s'avèrent nécessaires pour prouver la violation de la condition.	Fouille par employé
Power to seize	(2) An employee who conducts a search pursuant to subsection (1) may seize any evidence of a violation of the offender's conditions of release found in the course of the search.	(2) Le cas échéant, l'employé peut saisir tout élément de preuve relatif à la violation de la condition.	Saisie
Definition of "community-based residential facility"	(3) In this section, "community-based residential facility" means a place that provides accommodation to offenders who are on parole, statutory release or temporary absence.  1992, c. 20, s. 66; 1995, c. 42, s. 71(F).	(3) Pour l'application du présent article, « établissement résidentiel communautaire » s'entend d'un lieu offrant l'hébergement à un délinquant bénéficiant d'une mise en liberté conditionnelle ou d'office ou d'une permission de sortir sans escorte.  1992, ch. 20, art. 66; 1995, ch. 42, art. 71(F).	Définition d'« établissement résidentiel communautaire »
	<i>Reports Relating to Searches and Seizures</i>	<i>Rapports de fouilles et de saisies</i>	
Reports to be submitted	<b>67.</b> Reports in respect of searches conducted pursuant to sections 47 to 66, and in respect of the seizure of items in the course of those searches, must be submitted where required by regulations made under paragraph 96(o) and in accordance with those regulations.  1992, c. 20, s. 67; 1995, c. 42, s. 16.	<b>67.</b> Les fouilles et examens visés aux articles 47 à 66 et les saisies faites à leur occasion font l'objet, lorsque requis par règlement d'application de l'alinéa 96o), d'un rapport remis, selon les modalités réglementaires, à l'autorité compétente.  1992, ch. 20, art. 67; 1995, ch. 42, art. 16.	Rapports

GENERAL — LIVING CONDITIONS		CONDITIONS DE DÉTENTION	
Instruments of restraint	<b>68.</b> No person shall apply an instrument of restraint to an offender as punishment.	<b>68.</b> Il est interdit d’user de moyens de contrainte à titre de sanction contre un délinquant.	Moyens de contrainte
Cruel treatment, etc.	<b>69.</b> No person shall administer, instigate, consent to or acquiesce in any cruel, inhumane or degrading treatment or punishment of an offender.	<b>69.</b> Il est interdit de faire subir un traitement inhumain, cruel ou dégradant à un délinquant, d’y consentir ou d’encourager un tel traitement.	Cruauté
Living conditions, etc.	<b>70.</b> The Service shall take all reasonable steps to ensure that penitentiaries, the penitentiary environment, the living and working conditions of inmates and the working conditions of staff members are safe, healthful and free of practices that undermine a person’s sense of personal dignity. 1992, c. 20, s. 70; 1995, c. 42, s. 17(F).	<b>70.</b> Le Service prend toutes mesures utiles pour que le milieu de vie et de travail des détenus et les conditions de travail des agents soient sains, sécuritaires et exempts de pratiques portant atteinte à la dignité humaine. 1992, ch. 20, art. 70; 1995, ch. 42, art. 17(F).	Conditions de vie
Contacts and visits	<b>71. (1)</b> In order to promote relationships between inmates and the community, an inmate is entitled to have reasonable contact, including visits and correspondence, with family, friends and other persons from outside the penitentiary, subject to such reasonable limits as are prescribed for protecting the security of the penitentiary or the safety of persons.	<b>71. (1)</b> Dans les limites raisonnables fixées par règlement pour assurer la sécurité de quiconque ou du pénitencier, le Service reconnaît à chaque détenu le droit, afin de favoriser ses rapports avec la collectivité, d’entretenir, dans la mesure du possible, des relations, notamment par des visites ou de la correspondance, avec sa famille, ses amis ou d’autres personnes de l’extérieur du pénitencier.	Rapports avec l’extérieur
Visitors’ permitted items	<b>(2)</b> At each penitentiary, a conspicuous notice shall be posted at the visitor control point, listing the items that a visitor may have in possession beyond the visitor control point.	<b>(2)</b> Dans chaque pénitencier, un avis donnant la liste des objets que les visiteurs peuvent garder avec eux au-delà du poste de vérification doit être placé bien en vue à ce poste.	Objets permis lors de visites
Where visitor has non-permitted item	<b>(3)</b> Where a visitor has in possession, beyond the visitor control point, an item not listed on the notice mentioned in subsection (2) without having previously obtained the permission of a staff member, a staff member may terminate or restrict the visit.	<b>(3)</b> L’agent peut mettre fin à une visite ou la restreindre lorsque le visiteur est en possession, sans son autorisation ou celle d’un autre agent, d’un objet ne figurant pas dans la liste.	Possession d’objets non énumérés
Members of Parliament, judges	<b>72.</b> Every member of the House of Commons, every Senator and every judge of a court in Canada has the right to  (a) enter any penitentiary, (b) visit any part of a penitentiary, and (c) visit any inmate, with the consent of the inmate,  subject to such reasonable limits as are prescribed for protecting the security of the penitentiary or the safety of persons. 1992, c. 20, s. 72; 1995, c. 42, s. 18(F).	<b>72.</b> Les sénateurs, les députés de la Chambre des communes et les juges des tribunaux canadiens ont accès, dans les limites raisonnables fixées par règlement pour assurer la sécurité de quiconque ou du pénitencier, à tous les secteurs d’un pénitencier et peuvent rendre visite à tout détenu qui y consent. 1992, ch. 20, art. 72; 1995, ch. 42, art. 18(F).	Parlementaires et juges



Assembly and association	<p><b>73.</b> Inmates are entitled to reasonable opportunities to assemble peacefully and associate with other inmates within the penitentiary, subject to such reasonable limits as are prescribed for protecting the security of the penitentiary or the safety of persons.</p>	<p><b>73.</b> Dans les limites raisonnables fixées par règlement pour assurer la sécurité de quiconque ou du pénitencier, les détenus doivent avoir, à l'intérieur du pénitencier, la possibilité de s'associer ou de participer à des réunions pacifiques.</p>	Liberté d'association et de réunion
Inmate input into decisions	<p><b>74.</b> The Service shall provide inmates with the opportunity to contribute to decisions of the Service affecting the inmate population as a whole, or affecting a group within the inmate population, except decisions relating to security matters.</p>	<p><b>74.</b> Le Service doit permettre aux détenus de participer à ses décisions concernant tout ou partie de la population carcérale, sauf pour les questions de sécurité.</p>	Participation aux décisions
Religion	<p><b>75.</b> An inmate is entitled to reasonable opportunities to freely and openly participate in, and express, religion or spirituality, subject to such reasonable limits as are prescribed for protecting the security of the penitentiary or the safety of persons.</p> <p>1992, c. 20, s. 75; 1995, c. 42, s. 19(F).</p>	<p><b>75.</b> Dans les limites raisonnables fixées par règlement pour assurer la sécurité de quiconque ou du pénitencier, tout détenu doit avoir la possibilité de pratiquer librement sa religion et d'exprimer sa spiritualité.</p> <p>1992, ch. 20, art. 75; 1995, ch. 42, art. 19(F).</p>	Religion
PROGRAMS FOR OFFENDERS			
Programs for offenders generally	<p><b>76.</b> The Service shall provide a range of programs designed to address the needs of offenders and contribute to their successful reintegration into the community.</p>	<p><b>76.</b> Le Service doit offrir une gamme de programmes visant à répondre aux besoins des délinquants et à contribuer à leur réinsertion sociale.</p>	Disposition générale
Programs for female offenders	<p><b>77.</b> Without limiting the generality of section 76, the Service shall</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) provide programs designed particularly to address the needs of female offenders; and</li> <li>(b) consult regularly about programs for female offenders with <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) appropriate women's groups, and</li> <li>(ii) other appropriate persons and groups with expertise on, and experience in working with, female offenders.</li> </ul> </li> </ul>	<p><b>77.</b> Le Service doit notamment, en ce qui concerne les délinquantes, leur offrir des programmes adaptés à leurs besoins spécifiques et consulter régulièrement, à cet égard, les organisations féminines compétentes ainsi que toute personne ou groupe ayant la compétence et l'expérience appropriées.</p>	Programmes à l'intention des femmes
Payments to offenders	<p><b>78.</b> (1) For the purpose of</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) encouraging offenders to participate in programs provided by the Service, or</li> <li>(b) providing financial assistance to offenders to facilitate their reintegration into the community,</li> </ul> <p>the Commissioner may authorize payments to offenders at rates approved by the Treasury Board.</p>	<p><b>78.</b> (1) Le commissaire peut autoriser la rétribution des délinquants, aux taux approuvés par le Conseil du Trésor, afin d'encourager leur participation aux programmes offerts par le Service ou de leur procurer une aide financière pour favoriser leur réinsertion sociale.</p>	Rétribution
Deductions	<p>(2) Where an offender receives a payment referred to in subsection (1) or income from a prescribed source, the Service may</p>	<p>(2) Dans le cas où un délinquant reçoit la rétribution mentionnée au paragraphe (1) ou tire</p>	Retenues

(a) make deductions from that payment or income in accordance with regulations made under paragraph 96(z.2) and any Commissioner's Directive; and

(b) require that the offender pay to Her Majesty in right of Canada, in accordance with regulations made pursuant to paragraph 96(z.2.1) and as set out in a Commissioner's Directive, an amount, not exceeding thirty per cent of the gross payment referred to in subsection (1) or gross income, for reimbursement of the costs of the offender's food and accommodation incurred while the offender was receiving that income or payment, or for reimbursement of the costs of work-related clothing provided to the offender by the Service.

1992, c. 20, s. 78; 1995, c. 42, s. 20.

#### ABORIGINAL OFFENDERS

Definitions	<b>79.</b> In sections 80 to 84,
"aboriginal" « <i>autochtone</i> »	"aboriginal" means Indian, Inuit or Métis;
"aboriginal community" « <i>collectivité autochtone</i> »	"aboriginal community" means a first nation, tribal council, band, community, organization or other group with a predominantly aboriginal leadership;
"correctional services" « <i>services correctionnels</i> »	"correctional services" means services or programs for offenders, including their care and custody.
Programs	<b>80.</b> Without limiting the generality of section 76, the Service shall provide programs designed particularly to address the needs of aboriginal offenders.
Agreements	<b>81.</b> (1) The Minister, or a person authorized by the Minister, may enter into an agreement with an aboriginal community for the provision of correctional services to aboriginal offenders and for payment by the Minister, or by a person authorized by the Minister, in respect of the provision of those services.
Scope of agreement	(2) Notwithstanding subsection (1), an agreement entered into under that subsection may provide for the provision of correctional services to a non-aboriginal offender.
Placement of offender	(3) In accordance with any agreement entered into under subsection (1), the Commis-

un revenu d'une source réglementaire, le Service peut :

a) effectuer des retenues en conformité avec les règlements d'application de l'alinéa 96z.2) et les directives du commissaire;

b) exiger du délinquant, conformément aux règlements d'application de l'alinéa 96z.2.1), qu'il verse à Sa Majesté du chef du Canada, selon ce qui est fixé par directive du commissaire, jusqu'à trente pour cent de ses rétribution et revenu bruts à titre de remboursement des frais engagés pour son hébergement et sa nourriture pendant la période où il reçoit la rétribution ou tire le revenu ainsi que pour les vêtements de travail que lui fournit le Service.

1992, ch. 20, art. 78; 1995, ch. 42, art. 20.

#### AUTOCHTONES

<b>79.</b> Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 80 à 84.	Définitions
« <i>autochtone</i> » Indien, Inuit ou Métis.	« <i>autochtone</i> » "aboriginal"
« <i>collectivité autochtone</i> » Une nation autochtone, un conseil de bande, un conseil tribal ou une bande ainsi qu'une collectivité, une organisation ou un autre groupe dont la majorité des dirigeants sont autochtones.	« <i>collectivité autochtone</i> » "aboriginal community"
« <i>services correctionnels</i> » Services ou programmes — y compris la prise en charge et la garde — destinés aux délinquants.	« <i>services correctionnels</i> » "correctional services"
<b>80.</b> Dans le cadre de l'obligation qui lui est imposée par l'article 76, le Service doit offrir des programmes adaptés aux besoins des délinquants autochtones.	Programmes
<b>81.</b> (1) Le ministre ou son délégué peut conclure avec une collectivité autochtone un accord prévoyant la prestation de services correctionnels aux délinquants autochtones et le paiement par lui de leurs coûts.	Accords
(2) L'accord peut aussi prévoir la prestation de services correctionnels à un délinquant autre qu'un autochtone.	Portée de l'accord
(3) En vertu de l'accord, le commissaire peut, avec le consentement des deux parties,	Transfert à la collectivité

	<p>sioner may transfer an offender to the care and custody of an aboriginal community, with the consent of the offender and of the aboriginal community.</p> <p>1992, c. 20, s. 81; 1995, c. 42, s. 21(F).</p>	<p>confier le soin et la garde d'un délinquant à une collectivité autochtone.</p> <p>1992, ch. 20, art. 81; 1995, ch. 42, art. 21(F).</p>	
Advisory committees	<p><b>82.</b> (1) The Service shall establish a National Aboriginal Advisory Committee, and may establish regional and local aboriginal advisory committees, which shall provide advice to the Service on the provision of correctional services to aboriginal offenders.</p>	<p><b>82.</b> (1) Le Service constitue un Comité consultatif autochtone national et peut constituer des comités consultatifs autochtones régionaux ou locaux chargés de le conseiller sur la prestation de services correctionnels aux délinquants autochtones.</p>	Comités consultatifs
Committees to consult	<p>(2) For the purpose of carrying out their function under subsection (1), all committees shall consult regularly with aboriginal communities and other appropriate persons with knowledge of aboriginal matters.</p>	<p>(2) À cette fin, les comités consultent régulièrement les collectivités autochtones et toute personne compétente sur les questions autochtones.</p>	Consultation par les comités
Spiritual leaders and elders	<p><b>83.</b> (1) For greater certainty, aboriginal spirituality and aboriginal spiritual leaders and elders have the same status as other religions and other religious leaders.</p>	<p><b>83.</b> (1) Il est entendu que la spiritualité autochtone et les chefs spirituels ou aînés autochtones sont respectivement traités à égalité de statut avec toute autre religion et chef religieux.</p>	Chefs spirituels et aînés
Idem	<p>(2) The Service shall take all reasonable steps to make available to aboriginal inmates the services of an aboriginal spiritual leader or elder after consultation with</p> <p>(a) the National Aboriginal Advisory Committee mentioned in section 82; and</p> <p>(b) the appropriate regional and local aboriginal advisory committees, if such committees have been established pursuant to that section.</p>	<p>(2) Le Service prend toutes mesures utiles pour offrir aux détenus les services d'un chef spirituel ou d'un aîné après consultation du Comité consultatif autochtone national et des comités régionaux et locaux concernés.</p>	Obligation du Service en la matière
Release to aboriginal community	<p><b>84.</b> If an inmate expresses an interest in being released into an aboriginal community, the Service shall, with the inmate's consent, give the aboriginal community</p> <p>(a) adequate notice of the inmate's parole review or their statutory release date, as the case may be; and</p> <p>(b) an opportunity to propose a plan for the inmate's release and integration into that community.</p> <p>1992, c. 20, s. 84; 2012, c. 1, s. 66.</p>	<p><b>84.</b> Avec le consentement du détenu qui exprime le souhait d'être libéré au sein d'une collectivité autochtone, le Service donne à celle-ci un préavis suffisant de l'examen en vue de la libération conditionnelle du détenu ou de la date de sa libération d'office, ainsi que la possibilité de soumettre un plan pour la libération du détenu et son intégration au sein de cette collectivité.</p> <p>1992, ch. 20, art. 84; 2012, ch. 1, art. 66.</p>	Libération dans une collectivité autochtone
Plans with respect to long-term supervision	<p><b>84.1</b> Where an offender who is required to be supervised by a long-term supervision order has expressed an interest in being supervised in an aboriginal community, the Service shall, if the offender consents, give the aboriginal community</p> <p>(a) adequate notice of the order; and</p>	<p><b>84.1</b> Avec le consentement du délinquant qui est soumis à une ordonnance de surveillance de longue durée et qui sollicite une surveillance au sein d'une collectivité autochtone, le Service donne à celle-ci un préavis suffisant de la demande, ainsi que la possibilité de soumettre un plan pour la surveillance du délin-</p>	Plan de surveillance de longue durée

(b) an opportunity to propose a plan for the offender's release on supervision, and integration, into the aboriginal community.

1997, c. 17, s. 15.

quant et son integration au sein de cette collectivite.

1997, ch. 17, art. 15.

#### HEALTH CARE

##### Definitions

"health care"  
« soins de  
santé »

"mental health  
care"  
« soins de santé  
mentale »

"treatment"  
Version anglaise  
seulement

##### Obligations of Service

##### Standards

##### Service to consider health factors

##### When treatment permitted

**85.** In sections 86 and 87,

"health care" means medical care, dental care and mental health care, provided by registered health care professionals;

"mental health care" means the care of a disorder of thought, mood, perception, orientation or memory that significantly impairs judgment, behaviour, the capacity to recognize reality or the ability to meet the ordinary demands of life;

"treatment" means health care treatment.

**86.** (1) The Service shall provide every inmate with

(a) essential health care; and

(b) reasonable access to non-essential mental health care that will contribute to the inmate's rehabilitation and successful reintegration into the community.

(2) The provision of health care under subsection (1) shall conform to professionally accepted standards.

**87.** The Service shall take into consideration an offender's state of health and health care needs

(a) in all decisions affecting the offender, including decisions relating to placement, transfer, administrative segregation and disciplinary matters; and

(b) in the preparation of the offender for release and the supervision of the offender.

**88.** (1) Except as provided by subsection (5),

(a) treatment shall not be given to an inmate, or continued once started, unless the inmate voluntarily gives an informed consent thereto; and

(b) an inmate has the right to refuse treatment or withdraw from treatment at any time.

#### SERVICES DE SANTÉ

##### Définitions

« soins de  
santé »  
"health care"

« soins de santé  
mentale »  
"mental health  
care"

##### Obligation du Service

##### Qualité des soins

##### État de santé du délinquant

##### Consentement et droit de refus

**85.** Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 86 et 87.

«soins de santé» Soins médicaux, dentaires et de santé mentale dispensés par des professionnels de la santé agréés.

«soins de santé mentale» Traitement des troubles de la pensée, de l'humeur, de la perception, de l'orientation ou de la mémoire qui altèrent considérablement le jugement, le comportement, le sens de la réalité ou l'aptitude à faire face aux exigences normales de la vie.

**86.** (1) Le Service veille à ce que chaque détenu reçoive les soins de santé essentiels et qu'il ait accès, dans la mesure du possible, aux soins qui peuvent faciliter sa réadaptation et sa réinsertion sociale.

(2) La prestation des soins de santé doit satisfaire aux normes professionnelles reconnues.

**87.** Les décisions concernant un délinquant, notamment en ce qui touche son placement, son transfèrement, son isolement préventif ou toute question disciplinaire, ainsi que les mesures préparatoires à sa mise en liberté et sa surveillance durant celle-ci, doivent tenir compte de son état de santé et des soins qu'il requiert.

**88.** (1) Sous réserve du paragraphe (5), l'administration de tout traitement est subordonnée au consentement libre et éclairé du détenu, lequel peut refuser de le suivre ou de le poursuivre.

Meaning of "informed consent"	<p>(2) For the purpose of paragraph (1)(a), an inmate's consent to treatment is informed consent only if the inmate has been advised of, and has the capacity to understand,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) the likelihood and degree of improvement, remission, control or cure as a result of the treatment;</li> <li>(b) any significant risk, and the degree thereof, associated with the treatment;</li> <li>(c) any reasonable alternatives to the treatment;</li> <li>(d) the likely effects of refusing the treatment; and</li> <li>(e) the inmate's right to refuse the treatment or withdraw from the treatment at any time.</li> </ul>	<p>(2) Pour l'application du paragraphe (1), il y a consentement éclairé lorsque le détenu a reçu les renseignements suivants et qu'il est en mesure de les comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les chances et le taux de succès du traitement ou les chances de rémission;</li> <li>b) les risques appréciables reliés au traitement et leur niveau;</li> <li>c) tout traitement de substitution convenable;</li> <li>d) les conséquences probables d'un refus de suivre le traitement;</li> <li>e) son droit de refuser en tout temps de suivre ou de poursuivre le traitement.</li> </ul>	Consentement éclairé
Special case	<p>(3) For the purpose of paragraph (1)(a), an inmate's consent to treatment shall not be considered involuntary merely because the treatment is a requirement for a temporary absence, work release or parole.</p>	<p>(3) Pour l'application du paragraphe (1), le consentement du détenu n'est pas vicié du seul fait que le traitement est une condition imposée à une permission de sortir, à un placement à l'extérieur ou à une libération conditionnelle.</p>	Cas particulier
Treatment demonstration programs	<p>(4) Treatment under a treatment demonstration program shall not be given to an inmate unless a committee that is independent of the Service and constituted as prescribed has</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) approved the treatment demonstration program as clinically sound and in conformity with accepted ethical standards; and</li> <li>(b) reviewed the inmate's consent to the treatment and determined that it was given in accordance with this section.</li> </ul>	<p>(4) Tout traitement expérimental est interdit sauf dans le cas où un comité constitué conformément aux règlements et n'ayant aucun lien avec le Service, d'une part, juge le programme d'expérimentation valable sur le plan médical et conforme aux normes d'éthique reconnues, d'autre part, s'assure auparavant du consentement libre et éclairé du détenu au traitement.</p>	Programme d'expérimentation
Where provincial law applies	<p>(5) Where an inmate does not have the capacity to understand all the matters described in paragraphs (2)(a) to (e), the giving of treatment to an inmate shall be governed by the applicable provincial law.</p>	<p>(5) Le traitement d'un détenu incapable de comprendre tous les renseignements mentionnés au paragraphe (2) est régi par les lois provinciales applicables.</p>	Lois provinciales
Force-feeding	<p><b>89.</b> The Service shall not direct the force-feeding, by any method, of an inmate who had the capacity to understand the consequences of fasting at the time the inmate made the decision to fast.</p>	<p><b>89.</b> Il est interdit au Service d'ordonner l'alimentation de force d'un détenu, par quelque méthode que ce soit, si celui-ci au moment où il décide de jeûner, en comprend les conséquences.</p>	Interdiction de nourrir de force
Grievance procedure	<p style="text-align: center;">GRIEVANCE OR COMPLAINT PROCEDURE</p> <p><b>90.</b> There shall be a procedure for fairly and expeditiously resolving offenders' grievances on matters within the jurisdiction of the Commissioner, and the procedure shall operate in accordance with the regulations made under paragraph 96(u).</p>	<p style="text-align: center;">GRIEFS OU PLAINTES</p> <p><b>90.</b> Est établie, conformément aux règlements d'application de l'alinéa 96u), une procédure de règlement juste et expéditif des griefs des délinquants sur des questions relevant du commissaire.</p>	Procédure de règlement

Access to grievance procedure	<p><b>91.</b> Every offender shall have complete access to the offender grievance procedure without negative consequences.</p> <p>1992, c. 20, s. 91; 1995, c. 42, s. 22(F).</p>	<p><b>91.</b> Tout délinquant doit, sans crainte de représailles, avoir libre accès à la procédure de règlement des griefs.</p> <p>1992, ch. 20, art. 91; 1995, ch. 42, art. 22(F).</p>	Accès à la procédure de règlement des griefs
Frivolous complaints, etc.	<p><b>91.1</b> (1) If the Commissioner is satisfied that an offender has persistently submitted complaints or grievances that are frivolous, vexatious or not made in good faith, the Commissioner may, in accordance with the prescribed procedures, prohibit an offender from submitting any further complaint or grievance except by leave of the Commissioner.</p>	<p><b>91.1</b> (1) Le commissaire peut, s'il est convaincu qu'un délinquant a de façon persistante présenté des plaintes ou des griefs mal fondés, vexatoires ou entachés de mauvaise foi, lui interdire, conformément aux procédures établies par règlement, de présenter une nouvelle plainte ou un nouveau grief, sauf avec son autorisation.</p>	Poursuites vexatoires
Review of prohibition	<p>(2) The Commissioner shall review each prohibition under subsection (1) annually and shall give the offender written reasons for his or her decision to maintain or lift it.</p> <p>2013, c. 3, s. 2.</p>	<p>(2) Le commissaire réexamine l'interdiction annuellement et communique, par écrit, au délinquant ses motifs pour confirmer ou lever l'interdiction.</p> <p>2013, ch. 3, art. 2.</p>	Réexamen de l'interdiction
Regulations	<p><b>91.2</b> The Governor in Council may make regulations respecting the complaints and grievances regime with respect to offenders who are subject to a prohibition under subsection 91.1(1).</p> <p>2013, c. 3, s. 2.</p>	<p><b>91.2</b> Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements concernant le régime des griefs et des plaintes qui s'applique aux délinquants assujettis à l'interdiction prévue au paragraphe 91.1(1).</p> <p>2013, ch. 3, art. 2.</p>	Règlements
<div>RELEASE OF INMATES</div> <div>MISE EN LIBERTÉ DES DÉTENUS</div>			
General	<p><b>92.</b> An inmate may be released from a penitentiary or from any other place designated by the Commissioner.</p>	<p><b>92.</b> Le détenu peut être libéré d'un pénitencier ou de tout autre lieu désigné par le commissaire.</p>	Disposition générale
Timing of release from penitentiary	<p><b>93.</b> (1) Except as provided by subsection (2), an inmate who is entitled to be released from penitentiary on a particular day by virtue of statutory release or the expiration of the sentence shall be released during normal business hours on the last working day before that day.</p>	<p><b>93.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), la libération d'un détenu soit d'office, soit à l'expiration de sa peine, s'effectue pendant les heures normales de travail du jour ouvrable qui précède celui où elle se ferait normalement.</p>	Moment de la libération
Earlier release in some cases	<p>(2) Where the institutional head is satisfied that an inmate's re-entry into the community will be facilitated by an earlier release than that provided for by subsection (1), the institutional head may release the inmate up to five days before the day on which the inmate is entitled to be released by virtue of statutory release or the expiration of the sentence.</p>	<p>(2) Le directeur peut libérer un détenu dans les cinq jours qui précèdent celui normalement prévu pour sa libération s'il est convaincu que cette mesure facilitera sa réinsertion sociale.</p>	Libération anticipée
When inmate deemed released	<p>(3) An inmate who is released pursuant to subsection (2) shall be deemed to have been released by virtue of statutory release or the expiration of the sentence, as the case may be, at the moment of actual release.</p> <p>(3.1) [Repealed, 2011, c. 11, s. 2]</p>	<p>(3) Le détenu mis en liberté aux termes du paragraphe (2) est réputé l'avoir été en vertu d'une libération d'office ou à l'expiration de sa peine, selon le cas, à la date où il est effectivement sorti du pénitencier.</p> <p>(3.1) [Abrogé, 2011, ch. 11, art. 2]</p>	Date présumée de la libération



Release on request	<p>(4) Where an inmate who is in penitentiary pursuant to subsection 94(1) requests to be released, the Service shall release the inmate as soon as reasonably possible, but is not required to release the inmate except during normal business hours on a working day.</p> <p>(5) [Repealed, 1995, c. 42, s. 23]</p> <p>1992, c. 20, s. 93; 1995, c. 42, s. 23; 2011, c. 11, s. 2; 2012, c. 1, s. 67(F).</p>	<p>(4) En cas de demande de mise en liberté par un détenu qui se trouve au pénitencier en vertu du paragraphe 94(1), le Service effectue la libération le plus tôt possible pendant les heures normales de travail des jours ouvrables.</p> <p>(5) [Abrogé, 1995, ch. 42, art. 23]</p> <p>1992, ch. 20, art. 93; 1995, ch. 42, art. 23; 2011, ch. 11, art. 2; 2012, ch. 1, art. 67(F).</p>	Demande de libération
	TEMPORARY ACCOMMODATION IN PENITENTIARY	HÉBERGEMENT TEMPORAIRE	
Temporary stay in penitentiary	<p><b>94.</b> (1) At the request of a person who has been or is entitled to be released from a penitentiary on parole or statutory release, the institutional head may allow them to stay temporarily in the penitentiary in order to assist their rehabilitation, but the temporary stay may not extend beyond the expiration of their sentence.</p>	<p><b>94.</b> (1) Le directeur peut, à la demande d'une personne mise en liberté conditionnelle ou d'office, ou qui a le droit d'être ainsi mise en liberté, l'héberger temporairement — au plus tard jusqu'à l'expiration légale de sa peine — au pénitencier afin de favoriser sa réadaptation.</p>	Durée
Person deemed an inmate	<p>(2) A person staying temporarily in a penitentiary pursuant to subsection (1) shall be deemed to be an inmate while in the penitentiary.</p>	<p>(2) La personne ainsi hébergée est réputée être un détenu pendant qu'elle se trouve au pénitencier.</p>	Statut de détenu
Continuation of parole or statutory release	<p>(3) Notwithstanding subsection (2), the parole or statutory release, as the case may be, of a person staying temporarily in a penitentiary pursuant to subsection (1) is deemed to be in force and subject to the provisions of this Act.</p> <p>1992, c. 20, s. 94; 1995, c. 42, s. 24; 2012, c. 1, s. 68.</p>	<p>(3) Par dérogation au paragraphe (2), la liberté conditionnelle ou d'office de la personne ainsi hébergée est réputée se continuer et demeurer régie par la présente loi.</p> <p>1992, ch. 20, art. 94; 1995, ch. 42, art. 24; 2012, ch. 1, art. 68.</p>	Continuation de la liberté conditionnelle ou d'office
	ANNUAL REPORT	RAPPORT ANNUEL	
Annual report	<p><b>95.</b> The Minister shall cause to be laid before each House of Parliament, not later than the fifth sitting day of that House after the 31st day of January next following the end of each fiscal year, a report showing the operations of the Service for that fiscal year.</p>	<p><b>95.</b> Au plus tard le cinquième jour de séance de chaque chambre du Parlement suivant le 31 janvier, le ministre fait déposer devant elle le rapport d'activité du Service pour l'exercice précédant cette date.</p>	Dépôt
	REGULATIONS	RÈGLEMENTS	
Regulations	<p><b>96.</b> The Governor in Council may make regulations</p> <p>(a) prescribing the duties of staff members;</p> <p>(b) for authorizing staff members or classes of staff members to exercise powers, perform duties or carry out functions that this Part assigns to the Commissioner or the institutional head;</p> <p>(c) respecting, for the purposes of section 22,</p>	<p><b>96.</b> Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements :</p> <p>a) fixant les fonctions des agents;</p> <p>b) en vue d'autoriser les agents ou toute catégorie d'agents à exercer des pouvoirs et fonctions attribués par la présente partie au commissaire ou au directeur du pénitencier;</p> <p>c) précisant, pour l'application de l'article 22 :</p> <p>(i) les circonstances où une indemnité peut être versée,</p>	Règlements

- (i) the circumstances in which compensation may be paid,
  - (ii) what constitutes a disability,
  - (iii) the manner of determining whether a person has a disability, and the extent of the disability,
  - (iv) what constitutes an approved program,
  - (v) to whom compensation may be paid, and
  - (vi) the compensation that may be paid, the time or times at which the compensation is to be paid, the terms and conditions in accordance with which the compensation is to be paid, and the manner of its payment;
- (d) respecting the placement of inmates pursuant to section 28 and their transfer pursuant to section 29;
- (e) providing for the matters referred to in section 70;
- (f) respecting allowances, clothing and other necessities to be given to inmates when leaving penitentiary either temporarily or permanently;
- (g) respecting the administrative segregation of inmates;
- (h) prescribing the contents of the notice to be given to an inmate under section 42, and the time when the notice is to be given to the inmate;
- (i) in connection with the disciplinary sanctions described in section 44,
- (i) prescribing the maximum of each of those sanctions, which maxima shall be higher for serious disciplinary offences than for minor ones,
  - (ii) prescribing factors and guidelines to be considered or applied in imposing those sanctions,
  - (iii) prescribing the scope of each of those sanctions, and
  - (iv) respecting the enforcement, suspension and cancellation of those sanctions;
- (ii) la nature d'une invalidité,
  - (iii) la méthode de détermination d'une invalidité et de son taux,
  - (iv) les programmes agréés,
  - (v) les personnes pouvant être indemnisées,
  - (vi) le montant de l'indemnité ainsi que les conditions et modalités de temps et autres de son versement;
- d) concernant l'incarcération des détenus conformément à l'article 28 et leur transfèrement conformément à l'article 29;
- e) régissant les questions visées à l'article 70;
- f) concernant les allocations, les vêtements ou objets de première nécessité à remettre aux détenus quittant, même temporairement, le pénitencier;
- g) concernant l'isolement préventif;
- h) précisant la teneur de l'avis visé à l'article 42 et son délai de transmission au détenu;
- i) concernant l'exécution, la suspension et l'annulation des sanctions disciplinaires prévues à l'article 44 et précisant :
- (i) le maximum de chaque peine, lequel doit être, pour les infractions disciplinaires mineures, inférieur à celui prévu pour les infractions disciplinaires graves,
  - (ii) les facteurs et les grands principes à prendre en compte pour la détermination des peines,
  - (iii) la portée de chaque peine;
- j) prévoyant la révision des décisions des personnes chargées d'instruire une accusation d'infraction disciplinaire;
- k) prévoyant la nomination, la rémunération ainsi que les indemnités de séjour et de déplacement à verser à toute personne, autre qu'un agent, chargée d'instruire une accusation d'infraction disciplinaire ou conformément aux règlements d'application de l'alinéa j), de réviser une décision;
- l) précisant la manière d'effectuer les inspections lors d'une fouille à nu, d'une fouille



(j) providing for a review of the decisions of the person or persons conducting a disciplinary hearing;

(k) providing for

(i) the appointment of persons other than staff members to conduct disciplinary hearings or to review decisions pursuant to regulations made under paragraph (j), and

(ii) the remuneration and travel and living expenses of persons referred to in subparagraph (i);

(l) prescribing the manner in which a search referred to in

(i) paragraph (b) of the definition “frisk search” in section 46,

(ii) paragraph (b) of the definition “non-intrusive search” in section 46, or

(iii) paragraph (b) of the definition “strip search” in section 46

shall be carried out;

(m) prescribing the procedures to be followed in conducting a urinalysis and the consequences of the results of a urinalysis;

(m.1) authorizing the Commissioner to, by Commissioner’s Directive, make rules regarding the consequences of tampering with or refusing to wear a monitoring device referred to in section 57.1;

(n) prescribing the effect that a visitor’s refusal to undergo a search can have on the visitor’s right to visit an inmate or remain at the penitentiary;

(o) respecting

(i) the submission of reports referred to in section 67, and

(ii) the return or forfeiture of items seized under section 65 or subsection 66(2) or otherwise in possession of the Service;

(p) authorizing the institutional head — or a staff member designated by him or her — to, in the prescribed circumstances, restrict or prohibit the entry into and removal from a penitentiary and the use by inmates of publications, video and audio materials, films and computer programs;

discrète ou par palpation, au sens de l’article 46;

m) précisant la procédure à suivre pour les analyses d’urine et les conséquences des résultats de ces analyses;

m.1) autorisant le commissaire à établir des règles, par directive, sur les conséquences d’un refus de porter le dispositif de surveillance à distance visé à l’article 57.1 ou de son altération;

n) précisant les conséquences — en ce qui touche son droit de visite ou sa présence au pénitencier — du refus d’un visiteur de se soumettre à une fouille;

o) précisant à qui les rapports visés à l’article 67 doivent être remis et concernant la restitution ou la confiscation d’objets saisis en vertu de l’article 65 ou du paragraphe 66(2), ou dont le Service a autrement obtenu la possession;

p) autorisant, dans les circonstances précitées, le directeur ou l’agent que celui-ci désigne à limiter ou à interdire l’introduction dans un pénitencier, l’usage par les détenus et la sortie d’un pénitencier de publications, de matériel vidéo et audio, de films et de programmes informatiques;

q) prévoyant le dépôt, dans des comptes en fiducie, de l’argent des détenus;

r) concernant le travail des détenus et les conditions afférentes;

s) concernant le secteur productif pénitentiaire et, notamment, autorisant le ministre à constituer des comités consultatifs à l’égard de ce secteur et à nommer les membres de ces comités, et fixant leur rémunération en conformité avec les taux prévus par le Conseil du Trésor et le remboursement des frais de déplacement et de séjour qu’ils ont engagés dans l’exécution de leurs fonctions hors du lieu de leur résidence habituelle selon des règles compatibles avec les directives du Conseil du Trésor;

t) concernant l’exercice d’activités commerciales par les détenus;

u) fixant la procédure de règlement des griefs des délinquants;

- (q) providing for inmates' moneys to be held in trust accounts;
- (r) respecting inmates' work and working conditions;
- (s) respecting penitentiary industry, including regulations authorizing the Minister to establish advisory boards and appoint members to them and regulations providing for the remuneration of those members at rates determined by the Treasury Board and for the reimbursement of any travel and living expenses that are consistent with directives of the Treasury Board and are incurred by those members in performing their duties while away from their ordinary place of residence;
- (t) respecting the conducting of businesses by inmates;
- (u) prescribing an offender grievance procedure;
- (v) for the organization, training, discipline, efficiency, administration and good management of the Service;
- (w) providing for inmates' access to
  - (i) legal counsel and legal reading materials,
  - (ii) non-legal reading materials, and
  - (iii) a commissioner for taking oaths and affidavits;
- (x) respecting inmates' attendance at judicial proceedings;
- (y) respecting the procedure to be followed on the death of an inmate, including the circumstances in which the Service may pay transportation, funeral, cremation or burial expenses for a deceased inmate;
- (z) prescribing the procedure governing the disposal of the effects of an escaped inmate;
- (z.1) for the delivery of the estate of a deceased inmate to the inmate's personal representative in accordance with the applicable provincial law;
- (z.1.1) prescribing the sources of income from which a deduction may be made pursuant to paragraph 78(2)(a) or in respect of which a payment may be required pursuant to paragraph 78(2)(b);
- v) concernant l'organisation, l'efficacité, l'administration et la bonne direction du Service — y compris la formation et la discipline;
- w) en vue d'assurer aux détenus l'accès à des textes juridiques ou non ainsi qu'auprès d'avocats et de commissaires aux serments;
- x) concernant la présence de détenus à des procédures judiciaires;
- y) concernant la procédure à suivre en cas de décès d'un détenu, notamment les circonstances dans lesquelles le Service peut payer le transport de la dépouille, les funérailles et l'enterrement ou l'incinération;
- z) fixant la procédure régissant la disposition des biens d'un évadé;
- z.1) concernant la remise — conformément aux lois provinciales applicables — des biens d'un détenu décédé;
- z.1.1) précisant les sources de revenu qui peuvent faire l'objet des retenues prévues à l'alinéa 78(2)a) et des versements prévus à l'alinéa 78(2)b);
- z.2) précisant l'objet des retenues visées à l'alinéa 78(2)a) et en fixant le plafond ou le montant, ou permettant au commissaire de fixer ces derniers par directive;
- z.2.1) prévoyant les modalités de recouvrement de la somme prévue à l'alinéa 78(2)b), notamment le transfert à Sa Majesté de l'argent déposé dans les comptes en fiducie créés conformément à l'alinéa 96q), et permettant au commissaire de prendre des directives pour en fixer le montant — en pourcentage ou autrement — et pour prévoir les circonstances dans lesquelles le versement n'en est pas exigé;
- z.3) prévoyant la rémunération ainsi que les indemnités de séjour et de déplacement à verser aux membres des comités prévus au paragraphe 82(1);
- z.4) en vue de la participation des membres de la collectivité aux activités du Service;
- z.5) fixant la procédure à suivre en cas d'usage de force par un agent;
- z.6) concernant l'assignation d'une cote de sécurité au détenu et le classement de celui-ci dans une sous-catégorie au titre de l'article

(z.2) prescribing the purposes for which deductions may be made pursuant to paragraph 78(2)(a) and prescribing the amount or maximum amount of any deduction, which regulations may authorize the Commissioner to fix the amount or maximum amount of any deduction by Commissioner's Directive;

(z.2.1) providing for the means of collecting the amount referred to in paragraph 78(2)(b), whether by transferring to Her Majesty moneys held in trust accounts established pursuant to paragraph 96(q) or otherwise, and authorizing the Commissioner to fix, by percentage or otherwise, that amount by Commissioner's Directive, and respecting the circumstances under which payment of that amount is not required;

(z.3) providing for remuneration and travel and living expenses of members of committees established pursuant to subsection 82(1);

(z.4) for the involvement of members of the community in the operation of the Service;

(z.5) prescribing procedures to be followed after the use of force by a staff member;

(z.6) respecting the assignment to inmates of security classifications and subclassifications under section 30 and setting out the factors to be considered in determining the security classification and subclassification;

(z.7) authorizing the institutional head — or a staff member designated by him or her — to, in the prescribed circumstances, monitor, intercept or prevent communications between an inmate and another person;

(z.8) respecting escorted temporary absences — including the circumstances in which the releasing authority may authorize an absence under section 17 — and work releases;

(z.9) respecting the manner and form of making requests to the Commissioner under section 26 and respecting how those requests are to be dealt with;

(z.10) imposing obligations or prohibitions on the Service for the purpose of giving effect to any provision of this Part;

(z.11) prescribing anything that by this Part is to be prescribed; and

30 ainsi que les critères de détermination de la cote et de la sous-catégorie;

z.7) autorisant, dans les circonstances précisées, le directeur ou l'agent que celui-ci désigne à intercepter, surveiller ou empêcher les communications entre un détenu et toute autre personne;

z.8) concernant les permissions de sortir avec escorte et les placements à l'extérieur — notamment les circonstances dans lesquelles le directeur peut accorder une permission de sortir au titre de l'article 17;

z.9) concernant les modalités d'une demande faite au commissaire conformément à l'article 26 et concernant la manière de traiter cette demande;

z.10) imposant des obligations ou des interdictions au Service pour l'application de toute disposition de la présente partie;

z.11) portant toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie;

z.12) portant toute autre mesure d'application de la présente partie.

1992, ch. 20, art. 96; 1995, ch. 42, art. 25 et 72(F); 2012, ch. 1, art. 69.

(z.12) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

1992, c. 20, s. 96; 1995, c. 42, ss. 25, 72(F); 2012, c. 1, s. 69.

#### RULES

Rules

**97.** Subject to this Part and the regulations, the Commissioner may make rules

- (a) for the management of the Service;
- (b) for the matters described in section 4; and
- (c) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part and the regulations.

#### RÈGLES

Règles d'application

**97.** Sous réserve de la présente partie et de ses règlements, le commissaire peut établir des règles concernant :

- a) la gestion du Service;
- b) les questions énumérées à l'article 4;
- c) toute autre mesure d'application de cette partie et des règlements.

#### COMMISSIONER'S DIRECTIVES

Commissioner's Directives

**98.** (1) The Commissioner may designate as Commissioner's Directives any or all rules made under section 97.

#### DIRECTIVES DU COMMISSAIRE

Nature

**98.** (1) Les règles établies en application de l'article 97 peuvent faire l'objet de directives du commissaire.

Accessibility

(2) The Commissioner's Directives shall be accessible to offenders, staff members and the public.

(2) Les directives doivent être accessibles et peuvent être consultées par les délinquants, les agents et le public.

Publicité

### PART II

#### CONDITIONAL RELEASE, DETENTION AND LONG-TERM SUPERVISION

### PARTIE II

#### MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION, MAINTIEN EN INCARCÉRATION ET SURVEILLANCE DE LONGUE DURÉE

#### INTERPRETATION

Definitions

**99.** (1) In this Part,

“Board”

« Commission »

“Board” means the Parole Board of Canada continued by section 103 and includes a provincial parole board where it exercises jurisdiction in respect of parole as provided by section 112 or in respect of which any other provision of this Part is, by virtue of section 113, rendered applicable;

**99.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« commissaire » S'entend au sens de la partie I.

« Commission » La Commission des libérations conditionnelles du Canada visée à l'article 103. Y sont assimilées les commissions provinciales en ce qui a trait à l'exercice de la compétence que leur attribue l'article 112 et aux dispositions qui leur ont été rendues applicables en vertu de l'article 113.

Définitions

« commissaire »  
“Commissioner”

« Commission »  
“Board”

“Commissioner”  
« commissaire »

“Commissioner” has the same meaning as in Part I;

“community-based residential facility”  
« établissement résidentiel communautaire »

“community-based residential facility” has the same meaning as in subsection 66(3);

« commission provinciale » La Commission ontarienne des libérations conditionnelles, la Commission québécoise des libérations conditionnelles, la commission de la libération conditionnelle de la Colombie-Britannique ainsi que tout autre organisme provincial, ayant compétence en matière de libération conditionnelle, institué par la législature ou le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province.

« commission provinciale »  
“provincial parole board”

“day parole”  
« semi-liberté »

“day parole” means the authority granted to an offender by the Board or a provincial parole board to be at large during the offender's sentence in order to prepare the offender for full parole or statutory release, the conditions of

	which require the offender to return to a penitentiary, community-based residential facility, provincial correctional facility or other location each night or at another specified interval;	« date de libération d'office » Date calculée en conformité avec l'article 127.	« date de libération d'office » "statutory release date"
"full parole" « libération conditionnelle totale »	"full parole" means the authority granted to an offender by the Board or a provincial parole board to be at large during the offender's sentence;	« délinquant »  a) Individu condamné — autre qu'un adolescent au sens de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> —, avant ou après l'entrée en vigueur du présent article, à une peine d'emprisonnement :  (i) soit en application d'une loi fédérale ou d'une loi provinciale dans la mesure applicable aux termes de la présente partie,  (ii) soit à titre de sanction d'un outrage au tribunal en matière civile ou pénale lorsque le délinquant n'est pas requis par une condition de sa sentence de retourner devant ce tribunal;  b) adolescent, au sens de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> , qui a fait l'objet d'une ordonnance, d'une détention ou d'un ordre visés aux articles 76, 89, 92 ou 93 de cette loi.	« délinquant » "offender"
"institutional head" Version anglaise seulement	"institutional head" has the same meaning as in Part I;		
"long-term supervision" « surveillance de longue durée »	"long-term supervision" has the same meaning as in Part I;		
"Minister" « ministre »	"Minister" has the same meaning as in Part I;		
"offender" « délinquant »	"offender" means  (a) a person, other than a young person within the meaning of the <i>Youth Criminal Justice Act</i> , who is under a sentence imposed before or after the coming into force of this section  (i) pursuant to an Act of Parliament or, to the extent that this Part applies, pursuant to a provincial Act, or  (ii) on conviction for criminal or civil contempt of court if the sentence does not include a requirement that the offender return to that court, or  (b) a young person within the meaning of the <i>Youth Criminal Justice Act</i> with respect to whom an order, committal or direction under section 76, 89, 92 or 93 of that Act has been made,  but does not include a person whose only sentence is a sentence being served intermittently pursuant to section 732 of the <i>Criminal Code</i> ;	La présente définition ne vise toutefois pas la personne qui, en application de l'article 732 du <i>Code criminel</i> , purge une peine de façon discontinue.	
"parole" « libération conditionnelle »	"parole" means full parole or day parole;	« dommage grave » Dommage corporel ou moral grave.	« dommage grave » "serious harm"
"parole supervisor" « surveillant de liberté conditionnelle »	"parole supervisor" has the meaning assigned by the definition "staff member" in subsection 2(1) or means a person entrusted by the Service with the guidance and supervision of an offender;	« établissement résidentiel communautaire » S'entend au sens du paragraphe 66(3).	« établissement résidentiel communautaire » "community-based residential facility"
"penitentiary" « pénitencier »	"penitentiary" has the same meaning as in Part I;	« jour ouvrable » S'entend au sens de la partie I.  « libération conditionnelle » Libération conditionnelle totale ou semi-liberté.  « libération conditionnelle totale » Régime accordé sous l'autorité de la Commission ou d'une commission provinciale et permettant au délinquant qui en bénéficie d'être en liberté pendant qu'il purge sa peine.  « libération d'office » Mise en liberté sous surveillance, en conformité avec l'article 127,	« jour ouvrable » "working day"  « libération conditionnelle » "parole"  « libération conditionnelle totale » "full parole"  « libération d'office » "statutory release"

“provincial parole board” « commission provinciale »	“provincial parole board” means the Ontario Board of Parole, la Commission québécoise des libérations conditionnelles, the Board of Parole for the Province of British Columbia or any other parole board established by the legislature or the lieutenant governor in council of a province;	avant l’expiration de la peine que purge le délinquant.	
		« ministre » S’entend au sens de la partie I.	« ministre » “Minister”
		« peine » ou « peine d’emprisonnement » S’entend au sens de la partie I.	« peine » ou « peine d’emprisonnement » “sentence”
“regulations” « règlement » ou « réglementaire »	“regulations” means regulations made by the Governor in Council pursuant to section 156;	« pénitencier » S’entend au sens de la partie I.	« pénitencier » “penitentiary”
“sentence” « peine » ou « peine d’emprisonnement »	“sentence” has the same meaning as in Part I;	« permission de sortir sans escorte » Mise en liberté d’une durée déterminée accordée en vertu de l’article 116.	« permission de sortir sans escorte » “unescorted temporary absence”
“serious harm” « dommage grave »	“serious harm” means severe physical injury or severe psychological damage;	« règlement » ou « réglementaire » Toute mesure d’application de la présente partie prise par le gouverneur en conseil en vertu de l’article 156.	« règlement » ou « réglementaire » “regulations”
“Service” « Service »	“Service” has the same meaning as in Part I;		
“statutory release” « libération d’office »	“statutory release” means release from imprisonment subject to supervision before the expiration of an offender’s sentence, to which an offender is entitled under section 127;	« semi-liberté » Régime de libération conditionnelle limitée accordé au délinquant, pendant qu’il purge sa peine, sous l’autorité de la Commission ou d’une commission provinciale en vue de le préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d’office et dans le cadre duquel le délinquant réintègre chaque soir — ou à tout autre intervalle précisé — l’établissement résidentiel communautaire, le pénitencier, l’établissement correctionnel provincial ou tout autre lieu précisé.	« semi-liberté » “day parole”
“statutory release date” « date de libération d’office »	“statutory release date” means the date determined in accordance with section 127;		
“unescorted temporary absence” « permission de sortir sans escorte »	“unescorted temporary absence” means an unescorted temporary absence from penitentiary authorized under section 116;	« Service » S’entend au sens de la partie I.	« Service » “Service”
“victim” « victime »	“victim” has the same meaning as in Part I;	« surveillance de longue durée » S’entend au sens de la partie I.	« surveillance de longue durée » “long-term supervision”
“working day” « jour ouvrable »	“working day” has the same meaning as in Part I.	« surveillant de liberté conditionnelle » S’entend d’un agent au sens du paragraphe 2(1) ou de toute personne chargée par le Service d’orienter et de surveiller le délinquant.	« surveillant de liberté conditionnelle » “parole supervisor”
		« victime » S’entend au sens de la partie I.	« victime » “victim”
References to expiration of sentence	(2) For the purposes of this Part, a reference to the expiration according to law of the sentence of an offender shall be read as a reference to the day on which the sentence expires, without taking into account  (a) any period during which the offender could be entitled to statutory release;  (b) in the case of a youth sentence imposed under the <i>Youth Criminal Justice Act</i> , the	(2) Pour l’application de la présente partie, la mention de l’expiration légale de la peine que purge un délinquant s’entend du jour d’expiration de la peine compte non tenu :  a) de la libération d’office à laquelle il pourrait avoir droit;  b) dans le cas d’une peine spécifique infligée en vertu de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> , de la partie	Mention de l’expiration légale de la peine



	<p>portion to be served under supervision in the community subject to conditions under paragraph 42(2)(n) of that Act or under conditional supervision under paragraph 42(2)(o), (q) or (r) of that Act; or</p> <p>(c) any remission that stands to the credit of the offender on November 1, 1992.</p>	<p>de la peine purgée sous surveillance au sein de la collectivité en application de l'alinéa 42(2)n) de cette loi ou en liberté sous condition en application des alinéas 42(2)o), q) ou r) de cette loi;</p> <p>c) des réductions de peine à son actif en date du 1<sup>er</sup> novembre 1992.</p>	
Exercise of powers, etc.	<p>(3) Except as otherwise provided by this Part or by the regulations,</p> <p>(a) powers, duties and functions assigned to the Commissioner by or pursuant to this Part may only be exercised or performed by the Commissioner or, where the Commissioner is absent or incapacitated or where the office is vacant, by the person acting in the place of the Commissioner; and</p> <p>(b) powers, duties and functions assigned to the institutional head by or pursuant to this Part may only be exercised or performed by the institutional head or, where the institutional head is absent or incapacitated or where the office is vacant, by the person who, at the relevant time, is in charge of the penitentiary.</p> <p>1992, c. 20, s. 99; 1995, c. 22, s. 13, c. 42, ss. 26, 69(E), 70(E), 71(F); 1997, c. 17, s. 17; 2002, c. 1, s. 173; 2003, c. 22, s. 155; 2012, c. 1, ss. 70, 160, 197.</p>	<p>(3) Sauf disposition contraire prévue par la présente partie ou par règlement, les pouvoirs et fonctions conférés par celle-ci ou sous son régime au commissaire et au directeur du pénitencier sont, en cas d'absence, d'empêchement ou de vacance de leur poste, respectivement exercés par le suppléant ou par la personne qui est alors responsable de l'établissement.</p> <p>1992, ch. 20, art. 99; 1995, ch. 22, art. 13, ch. 42, art. 26, 69(A), 70(A) et 71(F); 1997, ch. 17, art. 17; 2002, ch. 1, art. 173; 2003, ch. 22, art. 155; 2012, ch. 1, art. 70, 160 et 197.</p>	Délégation
Application to persons subject to long-term supervision order	<p><b>99.1</b> A person who is required to be supervised by a long-term supervision order is deemed to be an offender for the purposes of this Part, and sections 100, 101, 109 to 111 and 140 to 145 apply, with such modifications as the circumstances require, to the person and to the long-term supervision of that person.</p> <p>1997, c. 17, s. 18.</p>	<p><b>99.1</b> La personne soumise à une ordonnance de surveillance de longue durée est assimilée à un délinquant pour l'application de la présente partie; les articles 100, 101, 109 à 111 et 140 à 145 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à cette personne et à la surveillance de celle-ci.</p> <p>1997, ch. 17, art. 18.</p>	Application aux personnes surveillées
Young persons	<p><b>99.2</b> In this Part, a young person within the meaning of the <i>Youth Criminal Justice Act</i> with respect to whom a committal or direction under section 89, 92 or 93 of that Act has been made begins to serve his or her sentence on the day on which the sentence comes into force in accordance with subsection 42(12) of that Act.</p> <p>2002, c. 1, s. 174.</p>	<p><b>99.2</b> Pour l'application de la présente partie, le point de départ de la peine imposée à un adolescent — au sens de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> — soumis à une détention ou un ordre visés aux articles 89, 92 ou 93 de cette loi, est le jour où la peine devient exécutoire en conformité avec le paragraphe 42(12) de cette loi.</p> <p>2002, ch. 1, art. 174.</p>	Adolescent
	PURPOSE AND PRINCIPLES	OBJET ET PRINCIPES	
Purpose of conditional release	<p><b>100.</b> The purpose of conditional release is to contribute to the maintenance of a just, peaceful and safe society by means of decisions on the timing and conditions of release that will</p>	<p><b>100.</b> La mise en liberté sous condition vise à contribuer au maintien d'une société juste, paisible et sûre en favorisant, par la prise de décisions appropriées quant au moment et aux</p>	Objet

	best facilitate the rehabilitation of offenders and their reintegration into the community as law-abiding citizens.	conditions de leur mise en liberté, la réadaptation et la réinsertion sociale des délinquants en tant que citoyens respectueux des lois.	
Paramount consideration	<p><b>100.1</b> The protection of society is the paramount consideration for the Board and the provincial parole boards in the determination of all cases.</p> <p>2012, c. 1, s. 71.</p>	<p><b>100.1</b> Dans tous les cas, la protection de la société est le critère prépondérant appliqué par la Commission et les commissions provinciales.</p> <p>2012, ch. 1, art. 71.</p>	Critère prépondérant
Principles guiding parole boards	<p><b>101.</b> The principles that guide the Board and the provincial parole boards in achieving the purpose of conditional release are as follows:</p> <p>(a) parole boards take into consideration all relevant available information, including the stated reasons and recommendations of the sentencing judge, the nature and gravity of the offence, the degree of responsibility of the offender, information from the trial or sentencing process and information obtained from victims, offenders and other components of the criminal justice system, including assessments provided by correctional authorities;</p> <p>(b) parole boards enhance their effectiveness and openness through the timely exchange of relevant information with victims, offenders and other components of the criminal justice system and through communication about their policies and programs to victims, offenders and the general public;</p> <p>(c) parole boards make decisions that are consistent with the protection of society and that are limited to only what is necessary and proportionate to the purpose of conditional release;</p> <p>(d) parole boards adopt and are guided by appropriate policies and their members are provided with the training necessary to implement those policies; and</p> <p>(e) offenders are provided with relevant information, reasons for decisions and access to the review of decisions in order to ensure a fair and understandable conditional release process.</p> <p>1992, c. 20, s. 101; 2012, c. 1, s. 71.</p>	<p><b>101.</b> La Commission et les commissions provinciales sont guidées dans l'exécution de leur mandat par les principes suivants :</p> <p>a) elles doivent tenir compte de toute l'information pertinente dont elles disposent, notamment les motifs et les recommandations du juge qui a infligé la peine, la nature et la gravité de l'infraction, le degré de responsabilité du délinquant, les renseignements obtenus au cours du procès ou de la détermination de la peine et ceux qui ont été obtenus des victimes, des délinquants ou d'autres éléments du système de justice pénale, y compris les évaluations fournies par les autorités correctionnelles;</p> <p>b) elles accroissent leur efficacité et leur transparence par l'échange, au moment opportun, de renseignements utiles avec les victimes, les délinquants et les autres éléments du système de justice pénale et par la communication de leurs directives d'orientation générale et programmes tant aux victimes et aux délinquants qu'au grand public;</p> <p>c) elles prennent les décisions qui, compte tenu de la protection de la société, ne vont pas au-delà de ce qui est nécessaire et proportionnel aux objectifs de la mise en liberté sous condition;</p> <p>d) elles s'inspirent des directives d'orientation générale qui leur sont remises et leurs membres doivent recevoir la formation nécessaire à la mise en œuvre de ces directives;</p> <p>e) de manière à assurer l'équité et la clarté du processus, les autorités doivent donner aux délinquants les motifs des décisions, ainsi que tous autres renseignements pertinents, et la possibilité de les faire réviser.</p> <p>1992, ch. 20, art. 101; 2012, ch. 1, art. 71.</p>	Principes
Criteria for granting parole	<p><b>102.</b> The Board or a provincial parole board may grant parole to an offender if, in its opinion,</p>	<p><b>102.</b> La Commission et les commissions provinciales peuvent autoriser la libération conditionnelle si elles sont d'avis qu'une réci-</p>	Critères



(a) the offender will not, by reoffending, present an undue risk to society before the expiration according to law of the sentence the offender is serving; and

(b) the release of the offender will contribute to the protection of society by facilitating the reintegration of the offender into society as a law-abiding citizen.

1992, c. 20, s. 102; 1995, c. 42, s. 27(F).

#### CONSTITUTION AND JURISDICTION OF BOARD

Board continued

**103.** The National Parole Board is continued as the Parole Board of Canada and consists of not more than 60 full-time members and a number of part-time members all of whom are appointed by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, to hold office during good behaviour for periods not exceeding 10 years and three years, respectively.

1992, c. 20, s. 103; 1993, c. 34, s. 57(F); 2012, c. 1, s. 73.

Chairperson and Executive Vice-Chairperson

**104.** The Governor in Council shall designate one of the full-time members of the Board to be its Chairperson and, on the recommendation of the Minister, one of the full-time members to be its Executive Vice-Chairperson.

Membership

**105.** (1) Members appointed to the Board shall be sufficiently diverse in their backgrounds to be able to collectively represent community values and views in the work of the Board and to inform the community with respect to unescorted temporary absence, parole and statutory release.

Part-time members

(2) A part-time member of the Board has the same powers and duties as a full-time member of the Board.

Divisions

(3) Each member of the Board other than the Chairperson and the Executive Vice-Chairperson shall be assigned to a division of the Board specified in the instrument of appointment.

Idem

(4) All members of the Board are *ex officio* members of every division of the Board and may, with the approval of the Chairperson, sit on a panel of any division of the Board, subject to such conditions and during such periods as are approved by the Chairperson.

dive du délinquant avant l'expiration légale de la peine qu'il purge ne présentera pas un risque inacceptable pour la société et que cette libération contribuera à la protection de celle-ci en favorisant sa réinsertion sociale en tant que citoyen respectueux des lois.

1992, ch. 20, art. 102; 1995, ch. 42, art. 27(F).

#### COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA

Maintien

**103.** La Commission nationale des libérations conditionnelles est maintenue sous le nom de Commission des libérations conditionnelles du Canada. Elle est composée d'au plus soixante membres à temps plein et d'un certain nombre de membres à temps partiel, nommés dans les deux cas par le gouverneur en conseil à titre inamovible et sur recommandation du ministre pour un mandat maximal respectif de dix et trois ans.

1992, ch. 20, art. 103; 1993, ch. 34, art. 57(F); 2012, ch. 1, art. 73.

**104.** Le gouverneur en conseil désigne, parmi les membres à temps plein, le président et, sur la recommandation que lui fait le ministre, le premier vice-président.

Président et premier vice-président

Représentativité

**105.** (1) Les membres sont choisis parmi des groupes suffisamment diversifiés pour pouvoir représenter collectivement les valeurs et les points de vue de la collectivité et informer celle-ci en ce qui touche les libérations conditionnelles ou d'office et les permissions de sortir sans escorte.

(2) Les membres à temps partiel ont les mêmes attributions que ceux à temps plein.

Membres à temps partiel

(3) Les membres, autres que le président et le premier vice-président, sont affectés à la section de la Commission qui est mentionnée dans leur acte de nomination.

Sections

(4) Tous les membres de la Commission sont membres d'office des autres sections de la Commission et peuvent, à ce titre, faire partie de leurs comités selon les modalités et pour la durée que fixe le président.

Idem

Policies	(5) Members of the Board shall exercise their functions in accordance with policies adopted pursuant to subsection 151(2).	(5) Les membres exercent leurs fonctions conformément aux directives d'orientation générale établies en application du paragraphe 151(2).	Directives d'orientation générale
Quorum	(6) Subject to subsection 152(3), the review under this Part of any case within a particular class of cases shall be made by a panel that consists of at least the number of members of the Board specified in the regulations as the minimum number of members for cases of that class.  1992, c. 20, s. 105; 1995, c. 42, s. 71(F).	(6) Sous réserve du paragraphe 152(3), l'examen des cas est mené par un comité constitué du nombre minimal de membres fixé par règlement à l'égard de la catégorie afférente.  1992, ch. 20, art. 105; 1995, ch. 42, art. 71(F).	Nombre minimal de membres
Substitute members	<b>106.</b> (1) In the event that a full-time member of the Board is absent or unable to act, the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, may appoint a substitute member to act in the place of that member.	<b>106.</b> (1) En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre à temps plein, le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation que lui fait le ministre, nommer un suppléant.	Absence ou empêchement
Idem	(2) A substitute member appointed pursuant to subsection (1) has all the powers and duties of a full-time member of the Board, subject to any limitation on those powers and duties that the Chairperson directs.	(2) Les suppléants ont les attributions des titulaires sous réserve des restrictions imposées à cet égard par le président.	Attributions
Jurisdiction of Board	<b>107.</b> (1) Subject to this Act, the <i>Prisons and Reformatories Act</i> , the <i>International Transfer of Offenders Act</i> , the <i>National Defence Act</i> , the <i>Crimes Against Humanity and War Crimes Act</i> and the <i>Criminal Code</i> , the Board has exclusive jurisdiction and absolute discretion  (a) to grant parole to an offender;  (b) to terminate or to revoke the parole or statutory release of an offender, whether or not the offender is in custody under a warrant of apprehension issued as a result of the suspension of the parole or statutory release;  (c) to cancel a decision to grant parole to an offender, or to cancel the suspension, termination or revocation of the parole or statutory release of an offender;  (d) to review and to decide the case of an offender referred to it pursuant to section 129; and  (e) to authorize or to cancel a decision to authorize the unescorted temporary absence of an offender who is serving, in a penitentiary,  (i) a life sentence imposed as a minimum punishment or commuted from a sentence of death,	<b>107.</b> (1) Sous réserve de la présente loi, de la <i>Loi sur les prisons et les maisons de correction</i> , de la <i>Loi sur le transfèrement international des délinquants</i> , de la <i>Loi sur la défense nationale</i> , de la <i>Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre</i> et du <i>Code criminel</i> , la Commission a toute compétence et latitude pour :  a) accorder une libération conditionnelle;  b) mettre fin à la libération conditionnelle ou d'office, ou la révoquer que le délinquant soit ou non sous garde en exécution d'un mandat d'arrêt délivré à la suite de la suspension de sa libération conditionnelle ou d'office;  c) annuler l'octroi de la libération conditionnelle ou la suspension, la cessation ou la révocation de la libération conditionnelle ou d'office;  d) examiner les cas qui lui sont déférés en application de l'article 129 et rendre une décision à leur égard;  e) accorder une permission de sortir sans escorte, ou annuler la décision de l'accorder dans le cas du délinquant qui purge, dans un pénitencier, une peine d'emprisonnement, selon le cas :	Compétence

	<p>(ii) a sentence for an indeterminate period, or</p> <p>(iii) a sentence for an offence set out in Schedule I or II.</p>	<p>(i) à perpétuité comme peine minimale ou à la suite de commutation de la peine de mort,</p> <p>(ii) d'une durée indéterminée,</p> <p>(iii) pour une infraction mentionnée à l'annexe I ou II.</p>	
Offences under provincial Acts	<p>(2) The jurisdiction of the Board under subsection (1) extends to any offender sentenced to a sentence imposed under a provincial Act that is to be served in a penitentiary pursuant to section 743.1 of the <i>Criminal Code</i>, whether that sentence is to be served alone or concurrently with or consecutively to one or more other sentences imposed under an Act of Parliament or a provincial Act.</p> <p>1992, c. 20, s. 107; 1995, c. 22, s. 13, c. 42, ss. 28(E), 70(E), 71(F); 1998, c. 35, s. 110; 2000, c. 24, s. 36; 2004, c. 21, s. 40.</p>	<p>(2) La Commission est également compétente à l'égard des délinquants qui, en vertu de l'article 743.1 du <i>Code criminel</i>, sont condamnés à purger dans un pénitencier la peine qui leur a été infligée pour une infraction à une loi provinciale, que cette peine doive être purgée seule, en même temps qu'une autre peine infligée aux termes d'une loi fédérale ou provinciale, ou consécutivement à cette autre peine.</p> <p>1992, ch. 20, art. 107; 1995, ch. 22, art. 13, ch. 42, art. 28(A), 70(A) et 71(F); 1998, ch. 35, art. 110; 2000, ch. 24, art. 36; 2004, ch. 21, art. 40.</p>	Infractions aux lois provinciales
Jurisdiction where no provincial board	<p><b>108.</b> (1) Where a provincial parole board has not been established in a province, the Board has, in respect of offenders serving sentences in a provincial correctional facility in that province, the same jurisdiction and discretion that it has in respect of offenders under paragraphs 107(1)(a) to (c).</p>	<p><b>108.</b> (1) La Commission a également compétence, en ce qui touche les pouvoirs visés aux alinéas 107(1)a) à c), dans le cas des délinquants purgeant une peine dans un établissement correctionnel d'une province où il n'existe pas de commission provinciale.</p>	Compétence additionnelle
Offences under provincial Acts	<p>(2) Subject to subsection (3), the jurisdiction of the Board under subsection (1) extends to any offender sentenced to a sentence imposed under a provincial Act that is to be served concurrently with or consecutively to a sentence imposed under an Act of Parliament.</p>	<p>(2) La compétence que le présent article confère à la Commission vise aussi les délinquants condamnés, en application d'une loi provinciale, à purger une peine d'emprisonnement concurremment ou consécutivement à une peine infligée aux termes d'une loi fédérale.</p>	Infractions aux lois provinciales
Complementary legislation	<p>*(3) Subsection (2) does not apply in a province until a day fixed by order of the Governor in Council made after the enactment of a provincial Act authorizing the Board to exercise the jurisdiction referred to in that subsection.</p> <p>* Note: Subsection 108(2) applies in the Province of British Columbia as of April 19, 2007, <i>see</i> SI/2007-51.]</p>	<p>*(3) Le paragraphe (2) ne s'applique dans la province qu'à la date fixée par décret du gouverneur en conseil pris après l'adoption d'une loi provinciale autorisant la Commission à exercer la compétence que lui confère ce paragraphe.</p> <p>* [Note: Paragraphe 108(2) s'applique dans la province de la Colombie-Britannique à compter du 19 avril 2007, <i>voir</i> TR/2007-51.]</p>	Entrée en vigueur
Where subsection (3) does not apply	<p>(4) This section shall be read without reference to subsection (3) with respect to any province in which subsection 14(1) of the <i>Parole Act</i>, as that Act read immediately before the coming into force of this section, was in force immediately before the coming into force of this section.</p> <p>1992, c. 20, s. 108; 1995, c. 42, ss. 69(E), 70(E).</p>	<p>(4) Le présent article s'applique sans référence au paragraphe (3) à la province où le paragraphe 14(1) de la <i>Loi sur la libération conditionnelle</i> — dans sa version lors de l'entrée en vigueur du présent article — était en vigueur lors de l'entrée en vigueur du présent article.</p> <p>1992, ch. 20, art. 108; 1995, ch. 42, art. 69(A) et 70(A).</p>	Non-application du paragraphe (3)

Prohibition  
orders re  
vehicles, etc.

**109.** The Board may, on application, cancel or vary the unexpired portion of a prohibition order made under section 259 of the *Criminal Code* after a period of

- (a) ten years after the commencement of the order, in the case of a prohibition for life; or
- (b) five years after the commencement of the order, in the case of a prohibition for more than five years but less than life.

1992, c. 20, s. 109; 2006, c. 14, s. 8.

**109.** La Commission peut, sur demande, annuler ou modifier en cours d'exécution toute ordonnance d'interdiction rendue aux termes de l'article 259 du *Code criminel*, après une période :

- a) de dix ans à compter du début de l'interdiction, dans le cas où celle-ci est perpétuelle;
- b) de cinq ans à compter du début de l'interdiction, dans le cas où celle-ci est imposée pour une période de plus de cinq ans sans être perpétuelle.

1992, ch. 20, art. 109; 2006, ch. 14, art. 8.

Annulation ou  
modification  
d'une  
ordonnance

Clemency

**110.** The Board shall, when so directed by the Minister, make or cause to be made any investigation or inquiry desired by the Minister in connection with any request made to the Minister for the exercise of the royal prerogative of mercy.

**110.** La Commission procède ou fait procéder aux enquêtes dont la charge le ministre quant aux recours en grâce qui lui sont adressés.

Recours en  
grâce

Dissemination  
of information

**111.** The Board shall maintain

- (a) a program of exchange of information with the other components of the criminal justice system; and
- (b) a program to communicate its policies and programs to offenders, to victims of crime, to victims' groups, to other groups and organizations with a special interest in matters dealt with under this Part, and to the general public.

**111.** La Commission met en œuvre des programmes destinés à l'échange d'information avec les autres éléments du système de justice pénale et à la communication de ses directives d'orientation générale et de ses programmes aux délinquants, aux victimes d'actes criminels, au grand public ainsi qu'aux groupes et aux associations intéressés aux questions traitées dans le cadre de la présente partie.

Échange de  
renseignements

#### CONSTITUTION AND JURISDICTION OF PROVINCIAL BOARDS

#### COMMISSIONS PROVINCIALES DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

Jurisdiction of  
boards

**112.** (1) Subject to subsection (2), a provincial parole board for a province shall exercise jurisdiction in accordance with this Part in respect of the parole of offenders serving sentences in provincial correctional facilities in that province, other than

- (a) offenders sentenced to life imprisonment as a minimum punishment;
- (b) offenders whose sentence has been commuted to life imprisonment; or
- (c) offenders sentenced to detention for an indeterminate period.

**112.** (1) La commission provinciale a, conformément à la présente partie, compétence en matière de libération conditionnelle des délinquants purgeant une peine d'emprisonnement dans un établissement correctionnel provincial, à l'exception de ceux qui ont été condamnés à l'emprisonnement à perpétuité comme peine minimale, qui ont bénéficié d'une commutation de la peine de mort en emprisonnement à perpétuité ou qui purgent une peine d'emprisonnement pour une période indéterminée.

Compétence

Day parole  
jurisdiction

(2) A provincial parole board may, but is not required to, exercise its jurisdiction under this section in relation to day parole.

1992, c. 20, s. 112; 1995, c. 42, ss. 29(F), 69(E).

(2) La commission n'est toutefois pas tenue d'examiner les demandes de semi-liberté.

1992, ch. 20, art. 112; 1995, ch. 42, art. 29(F) et 69(A).

Semi-liberté

Incorporation by reference	<p><b>113.</b> (1) Where a provincial parole board has been established for a province, the lieutenant governor in council of the province may, by order, declare that all or any of the provisions of this Part that do not otherwise apply in respect of provincial parole boards shall apply in respect of that provincial parole board and offenders under its jurisdiction.</p>	<p><b>113.</b> (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, déclarer que les dispositions de la présente partie qui ne s'appliquent pas par ailleurs aux commissions provinciales s'appliquent, en tout ou en partie, à la commission provinciale qui a été instituée dans sa province et aux délinquants qui en relèvent.</p>	Adoption par renvoi
Provincial regulations	<p>(2) The lieutenant governor in council of a province may, in respect of the provincial parole board for the province and offenders under its jurisdiction, make regulations in the same manner and for the same purposes as the Governor in Council may make regulations pursuant to section 156 in respect of the Board and offenders under its jurisdiction.</p> <p>1992, c. 20, s. 113; 1995, c. 42, s. 30(F).</p>	<p>(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, à l'égard de la commission des libérations conditionnelles de sa province et des délinquants qui en relèvent, des règlements semblables, dans leurs modalités et leurs fins, à ceux que le gouverneur en conseil peut prendre en vertu de l'article 156 en ce qui concerne la Commission et les délinquants qui en relèvent.</p> <p>1992, ch. 20, art. 113; 1995, ch. 42, art. 30(F).</p>	Règlements
Change of province of residence	<p><b>114.</b> (1) Subject to any agreement entered into pursuant to this section, an offender who is released on parole in one province and moves to another province remains under the jurisdiction of the board that granted the parole.</p>	<p><b>114.</b> (1) Sous réserve des accords conclus aux termes du présent article, le délinquant qui s'établit dans une autre province continue à relever de la commission — nationale ou provinciale — qui lui a accordé la libération conditionnelle.</p>	Transfert de compétence
Federal-provincial agreements	<p>(2) The Minister, with the approval of the Governor in Council, may enter into an agreement with the government of a province for which a provincial parole board has been established for the transfer of jurisdiction in respect of offenders who move to the province after their release by the Board on parole from a provincial correctional facility in another province for which no provincial parole board has been established.</p>	<p>(2) Avec l'agrément du gouverneur en conseil, le ministre peut conclure avec le gouvernement d'une province dotée d'une commission provinciale des libérations conditionnelles un accord de transfert de compétence à l'égard des délinquants mis en liberté conditionnelle par la Commission pendant qu'ils se trouvaient dans un établissement correctionnel d'une province ne disposant pas d'une commission et qui s'établissent dans la province signataire.</p>	Accords fédéro-provinciaux
Idem	<p>(3) The government of a province for which a provincial parole board has been established may enter into an agreement with the Government of Canada for the transfer to the Board of jurisdiction in respect of offenders released on parole by the provincial parole board who move to a province for which no provincial parole board has been established.</p>	<p>(3) Le gouvernement d'une province dotée d'une commission provinciale des libérations conditionnelles peut conclure avec le gouvernement du Canada un accord de transfert de compétence à l'égard des délinquants mis en liberté conditionnelle par la commission provinciale et qui s'établissent dans une province ne disposant pas d'une commission.</p>	Idem
Interprovincial agreements	<p>(4) The governments of provinces may enter into agreements with one another for the transfer of jurisdiction in respect of offenders released on parole by one provincial parole board who move to the territorial jurisdiction of another provincial parole board.</p>	<p>(4) Les gouvernements des provinces dotées d'une commission des libérations conditionnelles peuvent conclure entre eux des accords de transfert de compétence à l'égard des délinquants qui obtiennent leur libération conditionnelle d'une commission provinciale et s'établissent dans une autre province signataire.</p>	Accords interprovinciaux

Statutory release

(5) Subsections (1) to (4) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of offenders released on statutory release.

#### UNESCORTED TEMPORARY ABSENCE

Minimum time to be served

**115.** (1) Subject to subsection (2), the portion of a sentence that must be served before an offender serving a sentence in a penitentiary may be released on an unescorted temporary absence is

(a) in the case of an offender serving a life sentence, other than an offender referred to in paragraph (a.1), the period required to be served by the offender to reach the offender's full parole eligibility date less three years;

(a.1) in the case of an offender described in subsection 746.1(3) of the *Criminal Code*, the longer of

(i) the period that expires when all but one fifth of the period of imprisonment the offender is to serve without eligibility for parole has been served, and

(ii) the period required to be served by the offender to reach the offender's full parole eligibility date, determined in accordance with subsection 120.2(2), less three years;

(b) in the case of an offender serving a sentence for an indeterminate period, other than an offender referred to in paragraph (b.1), the longer of

(i) the period required to be served by the offender to reach the offender's full parole eligibility date, determined in accordance with section 761 of the *Criminal Code*, less three years, and

(ii) the period required to be served by the offender to reach the offender's full parole eligibility date, determined in accordance with subsection 120.2(2), less three years;

(b.1) in the case of an offender serving a sentence for an indeterminate period as of the date on which this paragraph comes into force, the longer of

(i) three years, and

(ii) the period required to be served by the offender to reach the offender's full parole

(5) Le présent article s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux délinquants qui bénéficient d'une libération d'office.

Libération d'office

#### PERMISSION DE SORTIR SANS ESCORTE

Temps d'épreuve

**115.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), le temps d'épreuve que doit purger le délinquant dans un pénitencier pour l'obtention d'une permission de sortir sans escorte est :

a) dans le cas d'un délinquant — autre que celui visé à l'alinéa a.1) — purgeant une peine d'emprisonnement à perpétuité, la période qui se termine trois ans avant l'admissibilité à la libération conditionnelle totale;

a.1) dans le cas d'un délinquant visé au paragraphe 746.1(3) du *Code criminel*, la période qui se termine au dernier cinquième du délai préalable à l'admissibilité à la libération conditionnelle ou, si elle est supérieure, la période qui se termine trois ans avant l'admissibilité à la libération conditionnelle totale déterminée conformément au paragraphe 120.2(2);

b) dans le cas d'un délinquant — autre que celui visé à l'alinéa b.1) — purgeant une peine d'emprisonnement d'une durée indéterminée, la période qui se termine trois ans avant l'admissibilité à la libération conditionnelle totale déterminée conformément à l'article 761 du *Code criminel* ou, si elle est supérieure, la période qui se termine trois ans avant l'admissibilité à la libération conditionnelle totale déterminée conformément au paragraphe 120.2(2);

b.1) dans le cas d'un délinquant purgeant, à l'entrée en vigueur du présent alinéa, une peine d'emprisonnement d'une durée indéterminée, trois ans ou, si elle est supérieure, la période qui se termine trois ans avant l'admissibilité à la libération conditionnelle totale déterminée conformément au paragraphe 120.2(2);

c) dans les autres cas, la plus longue des périodes suivantes : six mois ou la moitié de la période précédant son admissibilité à la libération conditionnelle totale.



	eligibility date, determined in accordance with subsection 120.2(2), less three years; and		
	(c) in any other case, the longer of		
	(i) six months, and		
	(ii) one half of the period required to be served by the offender to reach their full parole eligibility date.		
Exceptions	(2) Subsection (1) does not apply to an offender whose life or health is in danger and for whom an unescorted temporary absence is required in order to administer emergency medical treatment.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans les cas où la vie ou la santé du délinquant est en danger et où il est urgent de lui accorder une permission de sortir sans escorte pour recevoir un traitement médical.	Exceptions
Maximum security	(3) Offenders who, pursuant to subsection 30(1) and the regulations made under paragraph 96(z.6), are classified as maximum security offenders are not eligible for an unescorted temporary absence.  1992, c. 20, s. 115; 1995, c. 42, ss. 31, 71(F); 1997, c. 17, s. 19; 2012, c. 1, s. 74.	(3) Les délinquants qui, en vertu du paragraphe 30(1) et des règlements d'application de l'alinéa 96z.6), font partie de la catégorie dite « à sécurité maximale » ne sont pas admissibles aux permissions de sortir sans escorte.  1992, ch. 20, art. 115; 1995, ch. 42, art. 31 et 71(F); 1997, ch. 17, art. 19; 2012, ch. 1, art. 74.	Sécurité maximale
Conditions for authorization	<b>116.</b> (1) The Board may authorize the unescorted temporary absence of an offender referred to in paragraph 107(1)(e) where, in the opinion of the Board,  (a) the offender will not, by reoffending, present an undue risk to society during the absence;  (b) it is desirable for the offender to be absent from penitentiary for medical, administrative, community service, family contact, personal development for rehabilitative purposes, or compassionate reasons, including parental responsibilities;  (c) the offender's behaviour while under sentence does not preclude authorizing the absence; and  (d) a structured plan for the absence has been prepared.	<b>116.</b> (1) La Commission peut autoriser le délinquant visé à l'alinéa 107(1)e) à sortir sans escorte lorsque, à son avis, les conditions suivantes sont remplies :  a) une récidive du délinquant pendant la sortie ne présentera pas un risque inacceptable pour la société;  b) elle l'estime souhaitable pour des raisons médicales, administratives, de compassion ou en vue d'un service à la collectivité, ou du perfectionnement personnel lié à la réadaptation du délinquant, ou pour lui permettre d'établir ou d'entretenir des rapports familiaux notamment en ce qui touche ses responsabilités parentales;  c) sa conduite pendant la détention ne justifie pas un refus;  d) un projet de sortie structuré a été établi.	Motifs de l'octroi
Idem	(2) The Commissioner or the institutional head may authorize the unescorted temporary absence of an offender, other than an offender referred to in paragraph 107(1)(e), where, in the opinion of the Commissioner or the institutional head, as the case may be, the criteria set out in paragraphs (1)(a) to (d) are met.	(2) Le commissaire ou le directeur du pénitencier peut accorder une permission de sortir sans escorte à tout délinquant, autre qu'un délinquant visé à l'alinéa 107(1)e), lorsque, à son avis, ces mêmes conditions sont remplies.	Idem
Medical reasons	(3) An unescorted temporary absence for medical reasons may be authorized for an unlimited period.	(3) Les permissions de sortir sans escorte pour raisons médicales peuvent être accordées pour une période illimitée.	Raisons médicales

Personal development or community service	(4) Subject to subsection (6), an unescorted temporary absence for reasons of community service or personal development may be authorized for a maximum of fifteen days, at the rate of not more than three times a year for an offender classified by the Service as a medium security offender and not more than four times a year for an offender classified as a minimum security offender.	(4) Les permissions de sortir sans escorte pour service à la collectivité ou pour perfectionnement personnel peuvent être accordées pour une période maximale de quinze jours au plus trois fois par an dans le cas des délinquants qui, en application d'une décision du Service font partie de la catégorie dite « à sécurité moyenne », et quatre fois par an dans le cas de ceux qui font partie de la catégorie dite « à sécurité minimale ».	Services à la collectivité et perfectionnement personnel
Intervals	(5) An unescorted temporary absence authorized for reasons referred to in subsection (4) must be followed by a period of custody of at least seven days before the next such absence.	(5) L'intervalle minimal de détention entre les sorties visées au paragraphe (4) est de sept jours.	Intervalle minimal
Exception	(6) An unescorted temporary absence for purposes of a specific personal development program may be authorized for a maximum of sixty days and may be renewed, for periods of up to sixty days each, for the purposes of the program.	(6) Lorsque le délinquant suit un programme particulier de perfectionnement personnel, la permission de sortir peut toutefois être accordée pour une période maximale de soixante jours et renouvelée pour des périodes additionnelles d'au plus soixante jours.	Exception
Absences for other reasons	(7) Unescorted temporary absences for reasons other than those referred to in subsection (3) or (4) may be authorized for a maximum total of forty-eight hours per month for an offender classified by the Service as a medium security offender, and for a maximum total of seventy-two hours per month for an offender classified as a minimum security offender.	(7) Pour des raisons autres que celles qui sont mentionnées aux paragraphes (3) ou (4), des permissions de sortir sans escorte peuvent être accordées pour une période maximale de quarante-huit heures par mois, dans le cas des délinquants qui font partie de la catégorie dite « à sécurité moyenne », et de soixante-douze heures par mois, s'ils font partie de celle dite « à sécurité minimale ».	Autres cas
Regulations	(8) The circumstances and manner in which, and the time at which, an application for an unescorted temporary absence must be made shall be prescribed by the regulations.	(8) Les demandes de permission de sortir sans escorte se font selon les modalités réglementaires de temps et autres.	Demandes de permission
Travel time	(9) In addition to the period authorized for the purposes of an unescorted temporary absence, an offender may be granted the time necessary to travel to and from the place where the absence is authorized to be spent.	(9) La durée de validité de la permission de sortir sans escorte ne comprend pas le temps qui peut être accordé pour les déplacements entre le lieu de détention et la destination du délinquant.	Temps de déplacement
Cancellation of absence	(10) The Board, the Commissioner or the institutional head, whichever authorized a particular unescorted temporary absence of an offender, may cancel that absence, either before or after its commencement,  (a) where the cancellation is considered necessary and reasonable to prevent a breach of a condition of the absence or where such a breach has occurred;  (b) where the grounds for granting the absence have changed or no longer exist; or	(10) L'autorité qui a accordé une permission de sortir sans escorte peut, soit avant, soit après la sortie du délinquant, l'annuler dans les cas suivants:  a) l'annulation paraît nécessaire et justifiée par suite de la violation d'une des conditions ou pour empêcher une telle violation;  b) les motifs de la décision d'accorder la permission ont changé ou n'existent plus;  c) on a procédé au réexamen du dossier à la lumière de renseignements qui ne pouvaient	Annulation de la sortie



(c) after a review of the offender's case based on information that could not reasonably have been provided when the absence was authorized.

1992, c. 20, s. 116; 1993, c. 34, s. 58(F); 1995, c. 42, ss. 32(F), 71(F).

Delegation to  
Commissioner

**117.** (1) The Board may confer on the Commissioner or the institutional head, for such period and subject to such conditions as it specifies, any of its powers under section 116 in respect of any class of offenders or class of absences.

Delegation to  
provincial  
hospital

(2) Where, pursuant to an agreement under paragraph 16(1)(a), an offender referred to in paragraph 107(1)(e) or subsection 116(2) has been admitted to a hospital operated by a provincial government in which the liberty of persons is normally subject to restrictions, the Board, the Commissioner or the institutional head, as the case may be, may confer on the person in charge of the hospital, for such period and subject to such conditions as they specify, any of their respective powers under section 116 in relation to that offender.

Suspension by  
institutional  
head

(3) Where the Board has not authorized the Commissioner or the institutional head under subsection (1) in respect of the offender or in respect of the absence, the institutional head of the penitentiary from which an unescorted temporary absence has been effected may suspend the absence if, in the opinion of the institutional head, the offender's retention in custody or recommitment to custody is justified in order to protect society, on the basis of information that could not reasonably have been provided to the Board when the absence was authorized.

Referral of  
suspension to  
Board

(4) An institutional head who suspends the unescorted temporary absence of an offender shall forthwith refer the offender's case to the Board, and the Board shall decide whether the absence should be cancelled.

1992, c. 20, s. 117; 1995, c. 42, s. 71(F).

Warrant for  
arrest and  
recommitment

**118.** A person who cancels an unescorted temporary absence pursuant to subsection 116(10) or pursuant to a delegation of power under subsection 117(1) or (2), or who suspends an unescorted temporary absence pursuant to subsection 117(3), shall cause a warrant in writing to be issued authorizing the

raisonnablement avoir été communiqués lors de l'octroi de la permission.

1992, ch. 20, art. 116; 1993, ch. 34, art. 58(F); 1995, ch. 42, art. 32(F) et 71(F).

Délégation

**117.** (1) La Commission peut déléguer au commissaire ou au directeur du pénitencier les pouvoirs que lui confère l'article 116; la délégation peut porter sur l'une ou l'autre des différentes catégories de délinquants ou sur l'un ou l'autre des différents types de permission de sortir et être assortie de modalités, notamment temporelles.

Délégation à  
l'établissement  
provincial

(2) La Commission, le commissaire ou le directeur peut, aux conditions et pour la durée qu'il précise, déléguer au responsable d'un hôpital sous administration provinciale où la liberté des personnes est normalement soumise à des restrictions l'un ou l'autre des pouvoirs que lui confère l'article 116 à l'égard des délinquants visés à l'alinéa 107(1)e) ou au paragraphe 116(2) et admis dans l'hôpital aux termes d'un accord conclu conformément au paragraphe 16(1).

Pouvoirs du  
directeur

(3) En l'absence de la délégation visée au paragraphe (1), le directeur où est incarcéré le délinquant alors qu'il a le droit de sortir sans escorte peut suspendre la permission s'il est convaincu qu'il est nécessaire de le garder en détention ou de le réincarcérer pour protéger la société, compte tenu de renseignements qui ne pouvaient raisonnablement avoir été communiqués à la Commission lorsque la permission a été accordée.

Renvoi à la  
Commission

(4) Le cas échéant, le directeur renvoie sans délai le dossier à la Commission pour qu'elle décide si la permission doit être annulée.

1992, ch. 20, art. 117; 1995, ch. 42, art. 71(F).

Mandat d'arrêt  
et réincarcération

**118.** Dans le cas du délinquant qui n'est pas sous garde dans un pénitencier ou dans un hôpital visé au paragraphe 117(2), la personne qui annule la permission de sortir sans escorte en application du paragraphe 116(10) ou 117(1) ou (2) ou qui la suspend en vertu du paragraphe

apprehension and recommitment to custody of the offender pursuant to section 137, where the offender is not in custody in a penitentiary or in a hospital referred to in subsection 117(2).

1992, c. 20, s. 118; 1995, c. 42, s. 71(F).

#### ELIGIBILITY FOR PAROLE

Time when  
eligible for day  
parole

**119.** (1) Subject to section 746.1 of the *Criminal Code*, subsection 140.3(2) of the *National Defence Act* and subsection 15(2) of the *Crimes Against Humanity and War Crimes Act*, the portion of a sentence that must be served before an offender may be released on day parole is

(a) one year, where the offender was, before October 15, 1977, sentenced to preventive detention;

(b) where the offender is an offender, other than an offender referred to in paragraph (b.1), who was sentenced to detention in a penitentiary for an indeterminate period, the longer of

(i) the period required to be served by the offender to reach the offender's full parole eligibility date, determined in accordance with section 761 of the *Criminal Code*, less three years, and

(ii) the period required to be served by the offender to reach the offender's full parole eligibility date, determined in accordance with subsection 120.2(2), less three years;

(b.1) where the offender was sentenced to detention in a penitentiary for an indeterminate period as of the date on which this paragraph comes into force, the longer of

(i) three years, and

(ii) the period required to be served by the offender to reach the offender's full parole eligibility date, determined in accordance with subsection 120.2(2), less three years;

(c) where the offender is serving a sentence of two years or more, other than a sentence referred to in paragraph (a) or (b), the greater of

(i) the portion ending six months before the date on which full parole may be granted, and

(ii) six months; or

117(3) doit autoriser par mandat écrit son arrestation et sa réincarcération.

1992, ch. 20, art. 118; 1995, ch. 42, art. 71(F).

#### ADMISSIBILITÉ À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

**119.** (1) Sous réserve de l'article 746.1 du *Code criminel*, du paragraphe 140.3(2) de la *Loi sur la défense nationale* et du paragraphe 15(2) de la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre*, le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la semi-liberté est :

Temps  
d'épreuve pour  
la semi-liberté

a) un an, en cas de condamnation à la détention préventive avant le 15 octobre 1977;

b) dans le cas d'un délinquant — autre que celui visé à l'alinéa b.1) — condamné à une peine de détention dans un pénitencier pour une période indéterminée, la période qui se termine trois ans avant l'admissibilité à la libération conditionnelle totale déterminée conformément à l'article 761 du *Code criminel* ou, si elle est supérieure, la période qui se termine trois ans avant l'admissibilité à la libération conditionnelle totale déterminée conformément au paragraphe 120.2(2);

b.1) dans le cas d'un délinquant condamné, avant la date d'entrée en vigueur du présent alinéa, à une peine de détention dans un pénitencier pour une période indéterminée, trois ans ou, si elle est supérieure, la période qui se termine trois ans avant l'admissibilité à la libération conditionnelle totale déterminée conformément au paragraphe 120.2(2);

c) dans le cas du délinquant qui purge une peine d'emprisonnement égale ou supérieure à deux ans, à l'exclusion des peines visées aux alinéas a) et b), six mois ou, si elle est plus longue, la période qui se termine six mois avant la date d'admissibilité à la libération conditionnelle totale;

d) dans le cas du délinquant qui purge une peine inférieure à deux ans, la moitié de la peine à purger avant cette même date.

(d) one half of the portion of the sentence that must be served before full parole may be granted, where the offender is serving a sentence of less than two years.

Time when eligible for day parole

(1.1) Notwithstanding section 746.1 of the *Criminal Code*, subsection 140.3(2) of the *National Defence Act* and subsection 15(2) of the *Crimes Against Humanity and War Crimes Act*, an offender described in subsection 746.1(1) or (2) of the *Criminal Code* or to whom those subsections apply pursuant to subsection 140.3(2) of the *National Defence Act* or subsection 15(2) of the *Crimes Against Humanity and War Crimes Act*, shall not, in the circumstances described in subsection 120.2(2) or (3), be released on day parole until three years before the day that is determined in accordance with subsection 120.2(2) or (3).

When eligible for day parole — young offender sentenced to life imprisonment

(1.2) Notwithstanding section 746.1 of the *Criminal Code*, subsection 140.3(2) of the *National Defence Act* and subsection 15(2) of the *Crimes Against Humanity and War Crimes Act*, in the circumstances described in subsection 120.2(2), the portion of the sentence of an offender described in subsection 746.1(3) of the *Criminal Code* or to whom that subsection applies pursuant to subsection 140.3(2) of the *National Defence Act* or subsection 15(2) of the *Crimes Against Humanity and War Crimes Act* that must be served before the offender may be released on day parole is the longer of

(a) the period that expires when all but one fifth of the period of imprisonment the offender is to serve without eligibility for parole has been served, and

(b) the portion of the sentence that must be served before full parole may be granted to the offender, determined in accordance with subsection 120.2(2), less three years.

Short sentences

(2) The Board is not required to review the case of an offender who applies for day parole if the offender is serving a sentence of less than six months.

1992, c. 20, s. 119; 1995, c. 22, ss. 13, 18, c. 42, ss. 33, 69(E); 1997, c. 17, s. 20; 1998, c. 35, s. 111; 2000, c. 24, s. 37.

(1.1) Par dérogation à l'article 746.1 du *Code criminel*, au paragraphe 140.3(2) de la *Loi sur la défense nationale* et au paragraphe 15(2) de la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre*, dans les cas visés aux paragraphes 120.2(2) ou (3), le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la semi-liberté est, dans le cas du délinquant visé aux paragraphes 746.1(1) ou (2) du *Code criminel* ou auquel l'une ou l'autre de ces dispositions s'appliquent aux termes du paragraphe 140.3(2) de la *Loi sur la défense nationale* ou du paragraphe 15(2) de la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre*, la période qui se termine trois ans avant la date déterminée conformément aux paragraphes 120.2(2) ou (3).

Temps d'épreuve pour la semi-liberté

(1.2) Par dérogation à l'article 746.1 du *Code criminel*, au paragraphe 140.3(2) de la *Loi sur la défense nationale* et au paragraphe 15(2) de la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre*, dans les cas visés au paragraphe 120.2(2), le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la semi-liberté est la période qui se termine, dans le cas d'un délinquant visé au paragraphe 746.1(3) du *Code criminel* ou auquel ce paragraphe s'applique aux termes du paragraphe 140.3(2) de la *Loi sur la défense nationale* ou du paragraphe 15(2) de la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre*, au dernier cinquième du délai préalable à l'admissibilité à la libération conditionnelle ou, si elle est supérieure, la période qui se termine trois ans avant l'admissibilité à la libération conditionnelle totale déterminée conformément au paragraphe 120.2(2).

Temps d'épreuve pour la semi-liberté — personne âgée de moins de dix-huit ans

(2) La Commission n'est pas tenue d'examiner les demandes de semi-liberté émanant des délinquants condamnés à une peine d'emprisonnement inférieure à six mois.

1992, ch. 20, art. 119; 1995, ch. 22, art. 13 et 18, ch. 42, art. 33 et 69(A); 1997, ch. 17, art. 20; 1998, ch. 35, art. 111; 2000, ch. 24, art. 37.

Courtes peines d'emprisonnement

Definition of "sentence"	<p><b>119.1</b> For the purposes of sections 119.2 to 120.3, and unless the context requires otherwise, "sentence" means a sentence that is not constituted under subsection 139(1).</p> <p>1997, c. 17, s. 21; 2011, c. 11, s. 3; 2012, c. 1, s. 75.</p>	<p><b>119.1</b> Pour l'application des articles 119.2 à 120.3, sauf indication contraire du contexte, «peine» s'entend de la peine qui n'est pas déterminée conformément au paragraphe 139(1).</p> <p>1997, ch. 17, art. 21; 2011, ch. 11, art. 3; 2012, ch. 1, art. 75.</p>	Définition de « peine »
Youth sentence	<p><b>119.2</b> For the purposes of sections 120 to 120.3, the eligibility for parole of a young person in respect of whom a youth sentence is imposed under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r) of the <i>Youth Criminal Justice Act</i> and who is transferred to a provincial correctional facility for adults or a penitentiary under section 89, 92 or 93 of that Act shall be determined on the basis of the total of the custody and supervision periods of the youth sentence.</p> <p>2012, c. 1, s. 75.</p>	<p><b>119.2</b> Pour l'application des articles 120 à 120.3, l'admissibilité à la libération conditionnelle de l'adolescent qui a reçu une des peines spécifiques prévues aux alinéas 42(2)n), o), q) ou r) de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> et est transféré dans un établissement correctionnel provincial pour adultes ou dans un pénitencier au titre des articles 89, 92 ou 93 de cette loi est déterminée en fonction de la somme des périodes de garde et de surveillance de la peine spécifique.</p> <p>2012, ch. 1, art. 75.</p>	Peine spécifique
Time when eligible for full parole	<p><b>120.</b> (1) Subject to sections 746.1 and 761 of the <i>Criminal Code</i> and to any order made under section 743.6 of that Act, to subsection 140.3(2) of the <i>National Defence Act</i> and to any order made under section 140.4 of that Act, and to subsection 15(2) of the <i>Crimes Against Humanity and War Crimes Act</i>, an offender is not eligible for full parole until the day on which the offender has served a period of ineligibility of the lesser of one third of the sentence and seven years.</p>	<p><b>120.</b> (1) Sous réserve des articles 746.1 et 761 du <i>Code criminel</i> et de toute ordonnance rendue en vertu de l'article 743.6 de cette loi, du paragraphe 140.3(2) de la <i>Loi sur la défense nationale</i> et de toute ordonnance rendue en vertu de l'article 140.4 de cette loi, et du paragraphe 15(2) de la <i>Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre</i>, le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la libération conditionnelle totale est d'un tiers de la peine à concurrence de sept ans.</p>	Temps d'épreuve pour la libération conditionnelle totale
Life sentence	<p>(2) Subject to any order made under section 743.6 of the <i>Criminal Code</i> or section 140.4 of the <i>National Defence Act</i>, an offender who is serving a life sentence, imposed otherwise than as a minimum punishment, is not eligible for full parole until the day on which the offender has served a period of ineligibility of seven years less any time spent in custody between the day on which the offender was arrested and taken into custody, in respect of the offence for which the sentence was imposed, and the day on which the sentence was imposed.</p> <p>1992, c. 20, s. 120; 1995, c. 22, s. 13, c. 42, s. 34; 1998, c. 35, s. 112; 2000, c. 24, s. 38.</p>	<p>(2) Dans le cas d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité et à condition que cette peine n'ait pas constitué un minimum en l'occurrence, le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la libération conditionnelle totale est, sous réserve de toute ordonnance rendue en vertu de l'article 743.6 du <i>Code criminel</i> ou en vertu de l'article 140.4 de la <i>Loi sur la défense nationale</i>, de sept ans moins le temps de détention compris entre le jour de l'arrestation et celui de la condamnation à cette peine.</p> <p>1992, ch. 20, art. 120; 1995, ch. 22, art. 13, ch. 42, art. 34; 1998, ch. 35, art. 112; 2000, ch. 24, art. 38.</p>	Cas particulier : perpétuité
Multiple sentences on same day	<p><b>120.1</b> (1) A person who is not serving a sentence and who receives more than one sentence on the same day is not eligible for full parole until the day on which they have served a period equal to the total of</p> <p>(a) the period of ineligibility in respect of any portion of the sentence constituted under subsection 139(1) that is subject to an order</p>	<p><b>120.1</b> (1) La personne qui est condamnée le même jour à plusieurs peines d'emprisonnement alors qu'elle n'en purgeait aucune n'est admissible à la libération conditionnelle totale qu'après avoir accompli le temps d'épreuve égal à la somme des périodes suivantes :</p> <p>a) le temps d'épreuve requis relativement à la partie de la peine, déterminée conformément</p>	Peines imposées le même jour

under section 743.6 of the *Criminal Code* or section 140.4 of the *National Defence Act*, and

(b) the period of ineligibility in respect of any other portion of that sentence.

One or more additional consecutive sentences

(2) If an offender who is serving a sentence, or is serving a sentence that was constituted under subsection 139(1), receives an additional sentence that is to be served consecutively to the sentence they are serving when the additional sentence is imposed — or receives, on the same day, two or more additional sentences to be served consecutively and the additional sentences are to be served consecutively to the sentence they are serving when the additional sentences are imposed — the offender is not eligible for full parole until the day on which they have served, from the day on which the additional sentence is or sentences are imposed, the total of the following periods:

(a) any remaining period of ineligibility in respect of the sentence they are serving when the additional sentence is or sentences are imposed, and

(b) the period of ineligibility in respect of the additional sentence or, in the case of two or more additional sentences, a period equal to the total of the periods of ineligibility in respect of all of the additional sentences.

Additional sentence to be served consecutively to portion of sentence

(3) Despite subsection (2), if an offender who is serving a sentence or a sentence that was constituted under subsection 139(1) receives an additional sentence or two or more sentences that are to be served consecutively to a portion of the sentence they are serving when the additional sentence is imposed — or receives, on the same day, two or more additional sentences including a sentence to be served concurrently with the sentence being served and one or more sentences to be served consecutively to the additional concurrent sentence — they are not eligible for full parole until the day on which they have served, from the day on which the additional sentence is or sentences are imposed, any remaining period of ineligibility to which they are subject and the longer of the following periods:

(a) one third of the period that equals the difference between the length of the sentence

ment au paragraphe 139(1), qui est visée par une ordonnance rendue en vertu de l'article 743.6 du *Code criminel* ou de l'article 140.4 de la *Loi sur la défense nationale*;

b) le temps d'épreuve requis relativement à toute autre partie de cette peine.

Peine supplémentaire consécutive

(2) Le délinquant dont la peine d'emprisonnement — peine simple ou peine déterminée conformément au paragraphe 139(1) — n'est pas expirée et qui est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire à purger consécutivement à l'autre ou qui est condamné le même jour à plusieurs peines d'emprisonnement supplémentaires à purger consécutivement à la peine non expirée n'est admissible à la libération conditionnelle totale qu'après avoir accompli, à compter du jour de la condamnation, le temps d'épreuve égal à la somme des périodes suivantes :

a) le reste du temps d'épreuve relatif à la peine qu'il purgeait au moment de la condamnation;

b) le temps d'épreuve relatif à la peine supplémentaire ou, en cas de condamnation à plusieurs peines supplémentaires, la période égale à la somme des temps d'épreuve relatifs à celles-ci.

Peine supplémentaire consécutive à une partie de la peine

(3) Par dérogation au paragraphe (2), le délinquant dont la peine d'emprisonnement — peine simple ou peine déterminée conformément au paragraphe 139(1) — n'est pas expirée et qui est condamné à une ou plusieurs peines d'emprisonnement supplémentaires à purger consécutivement à une partie de la peine non expirée ou qui est condamné le même jour à plusieurs peines d'emprisonnement supplémentaires dont une à purger concurrentement à la peine non expirée et une ou plusieurs peines à purger consécutivement à la peine supplémentaire concurrente n'est admissible à la libération conditionnelle totale qu'après avoir accompli, à compter du jour de la condamnation, le temps d'épreuve qui correspond à la période la plus longue résultant de la somme des périodes ci-après, d'une part, le reste du temps d'épreuve relatif à la peine qu'il purgeait au moment de la condamnation et, d'autre part :



that was constituted under subsection 139(1), including the additional sentence or sentences, and the length of the sentence that they are serving when the additional sentence is or sentences are imposed; or

(b) the period of ineligibility of the additional sentence that is or sentences that are ordered to be served consecutively.

1995, c. 42, s. 34; 1997, c. 17, s. 22(F); 2012, c. 1, s. 76.

Additional  
concurrent  
sentence

**120.2** (1) Subject to subsection (2), if an offender who is serving a sentence, or is serving a sentence that was constituted under subsection 139(1), receives an additional sentence that is to be served concurrently with the sentence they are serving when the additional sentence is imposed, they are not eligible for full parole until the day that is the later of

(a) the day on which they have served the period of ineligibility in respect of the sentence they are serving when the additional sentence is imposed, and

(b) the day on which they have served

(i) the period of ineligibility in respect of any portion, of the sentence that includes the additional sentence as provided by subsection 139(1), that is subject to an order under section 743.6 of the *Criminal Code* or section 140.4 of the *National Defence Act*, and

(ii) the period of ineligibility in respect of any other portion of that sentence.

One or more  
sentences in  
addition to life  
sentence

(2) If an offender who is serving a life sentence or a sentence for an indeterminate period receives a sentence for a determinate period — or receives, on the same day, two or more sentences for a determinate period — they are not eligible for full parole until the day on which they have served, from the day on which the additional sentence is or sentences are imposed, the total of the following periods:

(a) any remaining period of ineligibility to which they are subject, and

(b) the period of ineligibility in respect of the additional sentence or, in the case of two or more additional sentences, the period of ineligibility — determined in accordance with subsection (1) or section 120.1, as the

a) soit un tiers de la période équivalant à la différence entre la durée de la peine déterminée conformément au paragraphe 139(1) qui englobe la ou les peines supplémentaires et la durée de la peine non expirée;

b) soit le temps d'épreuve relatif à la ou aux peines supplémentaires à purger consécutivement.

1995, ch. 42, art. 34; 1997, ch. 17, art. 22(F); 2012, ch. 1, art. 76.

**120.2** (1) Sous réserve du paragraphe (2), le délinquant dont la peine d'emprisonnement — peine simple ou peine déterminée conformément au paragraphe 139(1) — n'est pas expirée et qui est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire à purger concurremment à l'autre n'est admissible à la libération conditionnelle totale qu'à la plus éloignée des dates suivantes :

a) la date à laquelle il a accompli le temps d'épreuve relatif à la peine qu'il purgeait au moment de la condamnation;

b) la date à laquelle il a accompli, d'une part, le temps d'épreuve requis relativement à la partie de la peine, déterminée conformément au paragraphe 139(1) et englobant la peine supplémentaire, qui est visée par une ordonnance rendue en vertu de l'article 743.6 du *Code criminel* ou de l'article 140.4 de la *Loi sur la défense nationale* et, d'autre part, le temps d'épreuve requis relativement à toute autre partie de cette peine.

Peine  
supplémentaire  
concurrente

(2) Le délinquant qui est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire pour une période déterminée, ou qui est condamné le même jour à plusieurs peines d'emprisonnement supplémentaires pour une période déterminée, alors qu'il purge une peine d'emprisonnement à perpétuité ou pour une période indéterminée n'est admissible à la libération conditionnelle totale qu'après avoir accompli, à compter du jour de la condamnation, le temps d'épreuve égal à la somme des périodes suivantes :

a) le reste du temps d'épreuve relatif à la peine qu'il purgeait au moment de la condamnation;

b) le temps d'épreuve relatif à la peine supplémentaire ou, en cas de condamnation à

Peine  
supplémentaire  
— peine  
d'emprisonne-  
ment à  
perpétuité

case may be — in respect of the additional sentences.

Reduction of period of ineligibility for parole

(3) If there has been a reduction — under section 745.6 of the *Criminal Code*, subsection 140.3(2) of the *National Defence Act* or subsection 15(2) of the *Crimes Against Humanity and War Crimes Act* — in the number of years of imprisonment without eligibility for parole of an offender referred to in subsection (2), the offender is not eligible for full parole until the day on which they have served, from the day on which the additional sentence is or sentences are imposed, the total of the following periods:

- (a) any remaining period of ineligibility to which they would have been subject after taking into account the reduction, and
- (b) the period of ineligibility in respect of the additional sentence or, in the case of two or more additional sentences, the period of ineligibility — determined in accordance with subsection (1) or section 120.1, as the case may be — in respect of the additional sentences.

1995, c. 22, s. 18, c. 42, s. 34; 1997, c. 17, s. 23(F); 1998, c. 35, s. 113; 2000, c. 24, s. 39; 2012, c. 1, s. 76.

Maximum period

**120.3** Subject to section 745 of the *Criminal Code*, subsection 140.3(1) of the *National Defence Act* and subsection 15(1) of the *Crimes Against Humanity and War Crimes Act*, the day on which an offender is eligible for full parole shall not be later than

- (a) in the case of a person who is not serving a sentence and receives more than one sentence on the same day, the day on which they have served 15 years from the day on which the sentences are imposed;
- (b) in the case of an offender who is serving a sentence — or is serving a sentence that was constituted under subsection 139(1) — and who receives an additional sentence that changes the day on which they are eligible for parole, the day on which they have served 15 years from the day on which the additional sentence is imposed; and
- (c) in the case of an offender who is serving a sentence — or is serving a sentence that was constituted under subsection 139(1) —

plusieurs peines supplémentaires, le temps d'épreuve relatif à celles-ci déterminé conformément au paragraphe (1) ou à l'article 120.1, selon le cas.

(3) En cas de réduction du temps d'épreuve relatif à la peine d'emprisonnement à perpétuité en vertu de l'article 745.6 du *Code criminel*, du paragraphe 140.3(2) de la *Loi sur la défense nationale* ou du paragraphe 15(2) de la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre*, le délinquant visé au paragraphe (2) n'est admissible à la libération conditionnelle totale qu'après avoir accompli, à compter du jour de la condamnation à la peine ou aux peines supplémentaires, le temps d'épreuve égal à la somme des périodes suivantes :

- a) le temps d'épreuve auquel il aurait été assujetti, compte tenu de la réduction, à la date de la condamnation;
- b) le temps d'épreuve relatif à la peine supplémentaire ou, en cas de condamnation à plusieurs peines supplémentaires, le temps d'épreuve relatif à celles-ci déterminé conformément au paragraphe (1) ou à l'article 120.1, selon le cas.

1995, ch. 22, art. 18, ch. 42, art. 34; 1997, ch. 17, art. 23(F); 1998, ch. 35, art. 113; 2000, ch. 24, art. 39; 2012, ch. 1, art. 76.

Nouveau calcul en cas de réduction du temps d'épreuve

**120.3** Sous réserve de l'article 745 du *Code criminel*, du paragraphe 140.3(1) de la *Loi sur la défense nationale* et du paragraphe 15(1) de la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre*, la limite maximale du temps d'épreuve requis pour la libération conditionnelle totale est :

- a) dans le cas où une personne est condamnée le même jour à plusieurs peines d'emprisonnement alors qu'elle n'en purgeait aucune, de quinze ans à compter de ce jour;
- b) dans le cas où le délinquant qui purge une peine d'emprisonnement — peine simple ou peine déterminée conformément au paragraphe 139(1) — est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire et que la condamnation change sa date d'admissibilité à la libération conditionnelle, de quinze ans à compter de la condamnation;
- c) dans le cas où le délinquant qui purge une peine d'emprisonnement — peine simple ou peine déterminée conformément au para-

Maximum

	<p>and who receives, on the same day, two or more additional sentences that change the day on which they are eligible for parole, the day on which they have served 15 years from the day on which the additional sentences are imposed.</p> <p>1995, c. 22, s. 18, c. 42, s. 34; 1998, c. 35, s. 114; 2000, c. 24, s. 40; 2012, c. 1, s. 76.</p>	<p>graphe 139(1) — est condamné le même jour à plusieurs peines d'emprisonnement supplémentaires et que la condamnation change sa date d'admissibilité à la libération conditionnelle, de quinze ans à compter de la condamnation.</p> <p>1995, ch. 22, art. 18, ch. 42, art. 34; 1998, ch. 35, art. 114; 2000, ch. 24, art. 40; 2012, ch. 1, art. 76.</p>	
Exceptional cases	<p><b>121.</b> (1) Subject to section 102 — and despite sections 119 to 120.3 of this Act, sections 746.1 and 761 of the <i>Criminal Code</i>, subsection 140.3(2) of the <i>National Defence Act</i> and subsection 15(2) of the <i>Crimes Against Humanity and War Crimes Act</i> and any order made under section 743.6 of the <i>Criminal Code</i> or section 140.4 of the <i>National Defence Act</i> — parole may be granted at any time to an offender</p> <p>(a) who is terminally ill;</p> <p>(b) whose physical or mental health is likely to suffer serious damage if the offender continues to be held in confinement;</p> <p>(c) for whom continued confinement would constitute an excessive hardship that was not reasonably foreseeable at the time the offender was sentenced; or</p> <p>(d) who is the subject of an order of surrender under the <i>Extradition Act</i> and who is to be detained until surrendered.</p>	<p><b>121.</b> (1) Sous réserve de l'article 102 mais par dérogation aux articles 119 à 120.3 de la présente loi, aux articles 746.1 et 761 du <i>Code criminel</i>, au paragraphe 140.3(2) de la <i>Loi sur la défense nationale</i> et au paragraphe 15(2) de la <i>Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre</i>, et même si le temps d'épreuve a été fixé par le tribunal en application de l'article 743.6 du <i>Code criminel</i> ou de l'article 140.4 de la <i>Loi sur la défense nationale</i>, le délinquant peut bénéficier de la libération conditionnelle dans les cas suivants :</p> <p>a) il est malade en phase terminale;</p> <p>b) sa santé physique ou mentale risque d'être gravement compromise si la détention se poursuit;</p> <p>c) l'incarcération constitue pour lui une contrainte excessive difficilement prévisible au moment de sa condamnation;</p> <p>d) il fait l'objet d'un arrêté d'extradition pris aux termes de la <i>Loi sur l'extradition</i> et est incarcéré jusqu'à son extradition.</p>	Cas exceptionnels
Exceptions	<p>(2) Paragraphs (1)(b) to (d) do not apply to an offender who is</p> <p>(a) serving a life sentence imposed as a minimum punishment or commuted from a sentence of death; or</p> <p>(b) serving, in a penitentiary, a sentence for an indeterminate period.</p> <p>1992, c. 20, s. 121; 1995, c. 22, s. 13, c. 42, s. 35; 1998, c. 35, s. 115; 1999, c. 18, s. 86; 2012, c. 1, s. 77.</p>	<p>(2) Les alinéas (1)b) à d) ne s'appliquent pas aux délinquants qui purgent :</p> <p>a) une peine d'emprisonnement à perpétuité infligée comme peine minimale;</p> <p>b) une peine de mort commuée en emprisonnement à perpétuité;</p> <p>c) une peine de détention dans un pénitencier pour une période indéterminée.</p> <p>1992, ch. 20, art. 121; 1995, ch. 22, art. 13, ch. 42, art. 35; 1998, ch. 35, art. 115; 1999, ch. 18, art. 86; 2012, ch. 1, art. 77.</p>	Exceptions
	<p>PAROLE REVIEWS</p>	<p>EXAMEN DES DOSSIERS DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE</p>	
Day parole review	<p><b>122.</b> (1) Subject to subsection 119(2), the Board shall, on application, at the time prescribed by the regulations, review, for the purpose of day parole, the case of every offender</p>	<p><b>122.</b> (1) Sur demande des intéressés, la Commission examine, au cours de la période prévue par règlement, les demandes de semi-liberté.</p>	Examen : semi-liberté



	other than an offender referred to in subsection (2).	
Special cases	(2) The Board may, on application, at the time prescribed by the regulations, review, for the purpose of day parole, the case of an offender who is serving a sentence of two years or more in a provincial correctional facility in a province in which no program of day parole has been established for that category of offender.	Cas spéciaux
Decision or adjournment	(3) With respect to a review commenced under this section, the Board shall decide whether to grant day parole, or may adjourn the review for a reason authorized by the regulations and for a reasonable period not exceeding the maximum period prescribed by the regulations.	Décision
No application for one year	(4) No application for day parole may be made until one year after the date of the Board's decision — or until any earlier time that the regulations prescribe or the Board determines — if, following a review, the Board does not grant day parole or cancels or terminates parole.	Demande : délai de présentation
Maximum duration	(5) Day parole may be granted to an offender for a period not exceeding six months, and may be continued for additional periods not exceeding six months each following reviews of the case by the Board.	Durée maximale
Withdrawal of application	(6) An offender may not withdraw an application for day parole within 14 days before the commencement of the review unless the withdrawal is necessary and it was not possible to withdraw it earlier due to circumstances beyond their control. 1992, c. 20, s. 122; 1995, c. 42, ss. 36(F), 69(E); 2012, c. 1, s. 78.	Retrait de la demande
Full parole review	<b>123.</b> (1) The Board shall, within the period prescribed by the regulations and for the purpose of deciding whether to grant full parole, review the case of every offender who is serving a sentence of two years or more and who is not within the jurisdiction of a provincial parole board.	Examen : libération conditionnelle totale
Waiver of review	(2) The Board is not required under subsection (1), (5) or (5.1) to review the case of an offender who has advised the Board in writing that they do not wish to be considered for full	Exceptions
	(2) Elle peut également le faire dans les mêmes conditions, dans le cas des délinquants qui purgent une peine de deux ans ou plus dans un établissement correctionnel provincial dans une province où aucun programme de semi-liberté visant cette catégorie de délinquants n'a été mis sur pied.	
	(3) Lors de l'examen, la Commission accorde ou refuse la semi-liberté, ou diffère sa décision pour l'un des motifs prévus par règlement; la durée de l'ajournement doit être la plus courte possible compte tenu du délai réglementaire.	
	(4) Si, au terme de tout examen, la Commission soit refuse d'accorder la semi-liberté du délinquant, soit annule ou met fin à sa libération conditionnelle, celui-ci doit, pour présenter une demande de semi-liberté, attendre l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date du refus, de l'annulation ou de la cessation ou du délai inférieur que fixent les règlements ou détermine la Commission.	
	(5) La semi-liberté est accordée pour une période maximale de six mois; elle peut être prolongée pour des périodes additionnelles d'au plus six mois chacune après réexamen du dossier.	
	(6) Le délinquant ne peut retirer sa demande dans les quatorze jours qui précèdent l'examen de son dossier, à moins qu'il ne soit nécessaire de la retirer et qu'il n'ait pas pu le faire avant en raison de circonstances indépendantes de sa volonté. 1992, ch. 20, art. 122; 1995, ch. 42, art. 36(F) et 69(A); 2012, ch. 1, art. 78.	
	<b>123.</b> (1) La Commission examine, au cours de la période prévue par règlement, le dossier des délinquants qui purgent une peine d'emprisonnement de deux ans ou plus et qui ne relèvent pas d'une commission provinciale, en vue de décider s'il y a lieu de leur accorder la libération conditionnelle totale.	
	(2) Malgré les paragraphes (1), (5) et (5.1), la Commission n'est pas tenue d'examiner le dossier du délinquant qui l'a avisée par écrit qu'il ne souhaite pas bénéficier de la libération	

	parole and who has not in writing revoked that advice.	conditionnelle totale et n'a pas révoqué cet avis par écrit.	
Review by Board	(3) The Board shall, on application within the period prescribed by the regulations, review, for the purpose of full parole, the case of every offender who is serving a sentence of less than two years in a penitentiary or provincial correctional facility in a province where no provincial parole board has been established.	(3) À leur demande, la Commission examine, aux fins de la libération conditionnelle totale et au cours de la période prévue par règlement, les dossiers des délinquants qui purgent une peine d'emprisonnement de moins de deux ans dans un pénitencier ou un établissement correctionnel provincial situé dans une province n'ayant pas institué de commission provinciale de libération conditionnelle.	Peines plus courtes
Short sentences	(3.1) The Board is not required to review the case of an offender who applies for full parole if the offender is serving a sentence of less than six months.	(3.1) La Commission n'est pas tenue d'examiner les demandes de libération conditionnelle totale émanant de délinquants condamnés à une peine d'emprisonnement inférieure à six mois.	Courtes peines
Decision or adjournment	(4) With respect to a review commenced under this section, the Board shall decide whether to grant full parole, or may grant day parole, or may adjourn the review for a reason authorized by the regulations and for a reasonable period not exceeding the maximum period prescribed by the regulations.	(4) Lors de l'examen, la Commission soit accorde ou refuse la libération conditionnelle totale, soit accorde la semi-liberté, soit diffère sa décision pour l'un des motifs prévus par règlement; la durée de l'ajournement doit être la plus courte possible, compte tenu du délai réglementaire.	Décision
Further review — Board does not grant parole	(5) If the Board decides not to grant parole following a review under subsection (1) or section 122 or if a review is not made by virtue of subsection (2), the Board shall conduct another review within two years after the later of the day on which the review took place or was scheduled to take place and thereafter within two years after that day until  (a) the offender is released on full parole or on statutory release;  (b) the offender's sentence expires; or  (c) less than four months remain to be served before the offender's statutory release date.	(5) En cas de refus de libération conditionnelle dans le cadre de l'examen visé au paragraphe (1) ou à l'article 122 ou encore en l'absence de tout examen pour les raisons exposées au paragraphe (2), la Commission procède au réexamen dans les deux ans qui suivent la date de la tenue de l'examen, ou la date fixée pour cet examen, selon la plus éloignée de ces dates, et ainsi de suite, au cours de chaque période de deux ans, jusqu'au premier en date des événements suivants :  a) la libération conditionnelle totale ou d'office;  b) l'expiration de la peine;  c) le délinquant a moins de quatre mois à purger avant sa libération d'office.	Réexamen
Further review — Board terminates or cancels parole	(5.1) If the Board cancels or terminates parole, it shall conduct another review within two years after the cancellation or termination and, after that date, within two years after the day on which each preceding review takes place until  (a) the offender is released on full parole or statutory release;  (b) the offender's sentence expires; or	(5.1) En cas d'annulation ou de cessation de la libération conditionnelle, la Commission procède au réexamen du cas dans les deux ans qui suivent la date d'annulation ou de cessation, et ainsi de suite, au cours de chaque période de deux ans, jusqu'au premier en date des événements suivants :  a) la libération conditionnelle totale ou d'office;  b) l'expiration de la peine;	Réexamen

	(c) less than four months remain to be served before the offender's statutory release date.	c) le délinquant a moins de quatre mois à purger avant sa libération d'office.	
No application for one year	(6) No application for full parole may be made until one year after the date of the Board's decision — or until any earlier time that the regulations prescribe or the Board determines — if, following a review, the Board does not grant full parole or cancels or terminates parole.	(6) Si, au terme de tout examen, la Commission soit refuse d'accorder la libération conditionnelle totale du délinquant, soit annule ou met fin à sa libération conditionnelle, celui-ci doit, pour présenter une demande de libération conditionnelle totale, attendre l'expiration d'un délai d'un an après la date de refus, d'annulation ou de cessation ou du délai inférieur que fixent les règlements ou détermine la Commission.	Demande : délai de présentation
Withdrawal of application	(7) An offender may not withdraw an application for full parole within 14 days before the commencement of the review unless the withdrawal is necessary and it was not possible to withdraw it earlier due to circumstances beyond their control.  1992, c. 20, s. 123; 1995, c. 42, ss. 37, 69(E); 2012, c. 1, s. 79.	(7) Le délinquant ne peut retirer sa demande dans les quatorze jours qui précèdent l'examen de son dossier, à moins qu'il ne soit nécessaire de la retirer et qu'il n'ait pas pu le faire avant en raison de circonstances indépendantes de sa volonté.  1992, ch. 20, art. 123; 1995, ch. 42, art. 37 et 69(A); 2012, ch. 1, art. 79.	Retrait
Offenders unlawfully at large	<b>124.</b> (1) The Board is not required to review the case of an offender who is unlawfully at large during the period prescribed by the regulations for a review under section 122 or 123 but it shall review the case as soon as possible after being informed of the offender's return to custody.	<b>124.</b> (1) La Commission n'est pas tenue d'examiner le dossier du délinquant qui se trouve illégalement en liberté au cours de la période prévue par les règlements pour l'un des examens visés aux articles 122 ou 123; elle doit cependant le faire dans les meilleurs délais possible après avoir été informée de sa réincarcération.	Délinquant illégalement en liberté
Timing of release	(2) Where an offender is granted parole but no date is fixed for the offender's release, the parole shall take effect, and the offender shall be released, forthwith after such period as is necessary to implement the decision to grant parole.	(2) Dans le cas où la Commission a accordé au délinquant une libération conditionnelle sans en fixer la date, celui-ci doit être mis en liberté dès l'expiration de la période nécessaire à la mise en œuvre de la décision.	Moment de la libération
Cancellation of parole	(3) If an offender has been granted parole under section 122 or 123, the Board may, after a review of the case based on information that could not reasonably have been provided to it at the time parole was granted, cancel the parole if the offender has not been released or terminate the parole if the offender has been released.	(3) Après réexamen du dossier à la lumière de renseignements nouveaux qui ne pouvaient raisonnablement avoir été portés à sa connaissance au moment où elle a accordé la libération conditionnelle, la Commission peut annuler sa décision avant la mise en liberté ou mettre fin à la libération conditionnelle si le délinquant est déjà en liberté.	Annulation de la libération conditionnelle
Review	(4) If the Board exercises its power under subsection (3), it shall, within the period prescribed by the regulations, review its decision and either confirm or cancel it.  1992, c. 20, s. 124; 1995, c. 42, s. 38; 2011, c. 11, s. 4; 2012, c. 1, s. 80, c. 19, s. 526.	(4) Si elle exerce les pouvoirs que lui confère le paragraphe (3), la Commission doit, au cours de la période prévue par règlement, réviser sa décision et la confirmer ou l'annuler.  1992, ch. 20, art. 124; 1995, ch. 42, art. 38; 2011, ch. 11, art. 4; 2012, ch. 1, art. 80, ch. 19, art. 526.	Révision
	<b>125.</b> [Repealed, 2011, c. 11, s. 5]	<b>125.</b> [Abrogé, 2011, ch. 11, art. 5]	

**126.** [Repealed, 2011, c. 11, s. 5]

**126.** [Abrogé, 2011, ch. 11, art. 5]

**126.1** [Repealed, 2011, c. 11, s. 5]

**126.1** [Abrogé, 2011, ch. 11, art. 5]

#### STATUTORY RELEASE

#### LIBÉRATION D'OFFICE

Entitlement

**127.** (1) Subject to any provision of this Act, an offender sentenced, committed or transferred to penitentiary is entitled to be released on the date determined in accordance with this section and to remain at large until the expiration of the sentence according to law.

**127.** (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'individu condamné ou transféré au pénitencier a le droit d'être mis en liberté à la date fixée conformément au présent article et de le demeurer jusqu'à l'expiration légale de sa peine.

Droit du délinquant

Sentence for past offences

(2) Subject to this section, the statutory release date of an offender sentenced before November 1, 1992 to imprisonment for one or more offences shall be determined by crediting against the sentence

(2) Sous réserve des autres dispositions du présent article, la date de libération d'office d'un individu condamné à une peine d'emprisonnement avant le 1<sup>er</sup> novembre 1992 est déterminée par soustraction de cette peine du nombre de jours correspondant à :

Date de libération d'office

(a) any remission, statutory or earned, standing to the offender's credit on that day; and

a) la réduction de peine, légale ou méritée, dont il bénéficie à cette date;

(b) the maximum remission that could have been earned on the balance of the sentence pursuant to the *Penitentiary Act* or the *Prisons and Reformatories Act*, as those Acts read immediately before that day.

b) la réduction maximale de peine à laquelle il aurait eu droit sur la partie de la peine qui lui restait à subir en vertu de la *Loi sur les pénitenciers* et de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*, dans leur version antérieure à cette date.

Sentence for future offences

(3) Subject to this section, the statutory release date of an offender sentenced on or after November 1, 1992 to imprisonment for one or more offences is the day on which the offender completes two thirds of the sentence.

(3) La date de libération d'office d'un individu condamné à une peine d'emprisonnement le 1<sup>er</sup> novembre 1992 ou par la suite est, sous réserve des autres dispositions du présent article, celle où il a purgé les deux tiers de sa peine.

Idem

Sentences for past and future offences

(4) Subject to this section, the statutory release date of an offender sentenced before November 1, 1992 to imprisonment for one or more offences and sentenced on or after November 1, 1992 to imprisonment for one or more offences is the later of the dates determined in accordance with subsections (2) and (3).

(4) Lorsque les condamnations sont survenues avant le 1<sup>er</sup> novembre 1992 et le 1<sup>er</sup> novembre 1992 ou par la suite, la libération d'office survient, sous réserve des autres dispositions du présent article, à la plus éloignée des dates respectivement prévues par les paragraphes (2) et (3).

Idem

If parole or statutory release revoked

(5) Subject to subsections 130(4) and (6), the statutory release date of an offender whose parole or statutory release is revoked is

(5) Sous réserve des paragraphes 130(4) et (6), la date de libération d'office du délinquant dont la libération conditionnelle ou d'office est révoquée est celle à laquelle il a purgé :

Droit à la libération d'office après la révocation

(a) the day on which they have served two thirds of the unexpired portion of the sentence after being recommitted to custody as a result of a suspension or revocation under section 135; or

a) soit les deux tiers de la partie de la peine qu'il lui restait à purger au moment de la réincarcération qui a suivi la suspension ou la révocation prévue à l'article 135;

(b) if an additional sentence is imposed after the offender is recommitted to custody as a result of a suspension or revocation under

b) soit, en cas de condamnation à une peine d'emprisonnement supplémentaire à la suite de la réincarcération qui a suivi la suspension

	<p>section 135, the day on which they have served two thirds of the portion of the sentence — including the additional sentence — that begins on the day on which they are recommitted and ends on the day on which the sentence expires.</p>	<p>ou la révocation prévue à l'article 135, les deux tiers de la partie de la peine qui commence à la date de réincarcération et se termine à la date d'expiration de la peine, compte tenu de la peine supplémentaire.</p>	
If additional sentence	<p>(5.1) If an offender receives an additional sentence for an offence under an Act of Parliament and their parole or statutory release is not revoked, their statutory release date is the day on which they have served, from the earlier of the day on which they are recommitted to custody as a result of the suspension of their parole or statutory release and the day on which they are recommitted to custody as a result of the additional sentence,</p> <p>(a) any time remaining before the statutory release date in respect of the sentence they are serving when the additional sentence is imposed; and</p> <p>(b) two thirds of the period that equals the difference between the length of the sentence that includes the additional sentence and the length of the sentence that they are serving when the additional sentence is imposed.</p>	<p>(5.1) La date de libération d'office du délinquant qui est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire pour infraction à une loi fédérale sans que la libération conditionnelle ou d'office soit révoquée est celle à laquelle il a accompli, à compter du jour de la réincarcération qui a suivi la suspension de la libération conditionnelle ou d'office ou du jour de la réincarcération résultant de la condamnation à la peine supplémentaire, le premier en date étant à retenir, le temps d'épreuve égal à la somme des périodes suivantes :</p> <p>a) la période d'emprisonnement qu'il lui restait à purger avant la date fixée pour sa libération d'office relativement à la peine qu'il purgeait au moment de la condamnation;</p> <p>b) les deux tiers de la période qui constitue la différence entre la durée de la peine globale qui comprend la peine supplémentaire et celle de la peine qu'il purgeait au moment de la condamnation.</p>	Peine supplémentaire
Failure to earn and forfeiture of remission	<p>(6) Where an offender receives a sentence to be served in a provincial correctional facility and fails to earn or forfeits any remission under the <i>Prisons and Reformatories Act</i> and is transferred to penitentiary, otherwise than pursuant to an agreement entered into under paragraph 16(1)(b), the offender is not entitled to be released until the day on which the offender has served</p> <p>(a) the period of imprisonment that the offender would have been required to serve under this section if the offender had not failed to earn or had not forfeited the remission; and</p> <p>(b) the period of imprisonment equal to the remission that the offender failed to earn or forfeited and that was not recredited under that Act.</p>	<p>(6) Lorsqu'un délinquant est condamné à purger une peine d'emprisonnement dans un établissement correctionnel provincial et est transféré au pénitencier — autrement qu'en vertu d'un accord visé au paragraphe 16(1) — et qu'une partie de la réduction de peine prévue à la <i>Loi sur les prisons et les maisons de correction</i>, ne lui est pas accordée ou est annulée, la date de libération du délinquant est celle à laquelle celui-ci a purgé, au total :</p> <p>a) la partie de la peine qu'il aurait dû purger en vertu du présent article s'il s'était vu accorder la réduction de peine ou que celle-ci n'avait pas été annulée;</p> <p>b) la période d'incarcération correspondant à la réduction de peine qui ne lui a pas été accordée ou a été annulée et ne lui a pas été réattribuée aux termes de cette loi.</p>	Absence de réduction de peine
Supervision after release	<p>(7) An offender sentenced, committed or transferred (otherwise than pursuant to an agreement entered into under subsection 16(1)) to penitentiary on or after August 1, 1970 who is released on statutory release is subject to su-</p>	<p>(7) Le délinquant qui, condamné ou transféré — autrement qu'en vertu de l'accord visé au paragraphe 16(1) — au pénitencier à compter du 1<sup>er</sup> août 1970, bénéficie de la libération d'office demeure sous surveillance aux termes de la</p>	Surveillance

pervision in accordance with this Act, but no other offender released under this section is subject to supervision.

1992, c. 20, s. 127; 1995, c. 42, s. 41; 1999, c. 31, s. 66(E); 2012, c. 1, s. 81.

*Youth Criminal Justice Act*

**127.1** Subject to this Act, a young person in respect of whom a youth sentence is imposed under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r) of the *Youth Criminal Justice Act* and who is transferred to a penitentiary under subsection 89(2), 92(2) or 93(2) of that Act is entitled to be released from the penitentiary by virtue of statutory release on the day on which the custodial portion of their youth sentence would have expired.

2012, c. 1, s. 82.

EFFECT OF PAROLE, STATUTORY RELEASE OR  
UNESCORTED TEMPORARY ABSENCE

Continuation of  
sentence

**128.** (1) An offender who is released on parole, statutory release or unescorted temporary absence continues, while entitled to be at large, to serve the sentence until its expiration according to law.

Freedom to be at  
large

(2) Except to the extent required by the conditions of any day parole, an offender who is released on parole, statutory release or unescorted temporary absence is entitled, subject to this Part, to remain at large in accordance with the conditions of the parole, statutory release or unescorted temporary absence and is not liable to be returned to custody by reason of the sentence unless the parole, statutory release or unescorted temporary absence is suspended, cancelled, terminated or revoked.

Sentence  
deemed to be  
completed

(3) Despite subsection (1), for the purposes of paragraph 50(b) of the *Immigration and Refugee Protection Act* and section 64 of the *Extradition Act*, the sentence of an offender who has been released on parole, statutory release or an unescorted temporary absence is deemed to be completed unless the parole or statutory release has been suspended, terminated or revoked, the unescorted temporary absence is suspended or cancelled or the offender has returned to Canada before the expiration of the sentence according to law.

présente loi; toutefois, les autres délinquants mis en liberté, au titre du présent article, ne sont en aucun cas assujettis à la surveillance.

1992, ch. 20, art. 127; 1995, ch. 42, art. 41; 1999, ch. 31, art. 66(A); 2012, ch. 1, art. 81.

**127.1** Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'adolescent qui a reçu une des peines spécifiques prévues aux alinéas 42(2)n), o), q) ou r) de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et est transféré dans un pénitencier au titre des paragraphes 89(2), 92(2) ou 93(2) de cette loi a le droit d'être mis en liberté d'office à la date à laquelle la période de garde de la peine spécifique aurait expiré.

2012, ch. 1, art. 82.

CONSÉQUENCES DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE  
OU D'OFFICE ET PERMISSION DE SORTIR SANS  
ESCORTE

*Loi sur le  
système de  
justice pénale  
pour les  
adolescents*

Présomption

**128.** (1) Le délinquant qui bénéficie d'une libération conditionnelle ou d'office ou d'une permission de sortir sans escorte continue, tant qu'il a le droit d'être en liberté, de purger sa peine d'emprisonnement jusqu'à l'expiration légale de celle-ci.

Mise en liberté

(2) Sauf dans la mesure permise par les modalités du régime de semi-liberté, il a le droit, sous réserve des autres dispositions de la présente partie, d'être en liberté aux conditions fixées et ne peut être réincarcéré au motif de la peine infligée à moins qu'il ne soit mis fin à la libération conditionnelle ou d'office ou à la permission de sortir ou que, le cas échéant, celle-ci ne soit suspendue, annulée ou révoquée.

Cas particulier

(3) Pour l'application de l'alinéa 50b) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et de l'article 64 de la *Loi sur l'extradition*, la peine d'emprisonnement du délinquant qui bénéficie d'une libération conditionnelle ou d'office ou d'une permission de sortir sans escorte est, par dérogation au paragraphe (1), réputée être purgée sauf s'il y a eu révocation, suspension ou cessation de la libération ou de la permission de sortir sans escorte ou si le délinquant est revenu au Canada avant son expiration légale.



Removal order	(4) Despite this Act, the <i>Prisons and Reformatories Act</i> and the <i>Criminal Code</i> , an offender against whom a removal order has been made under the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> is not eligible for day parole or an unescorted temporary absence until they are eligible for full parole.	(4) Malgré la présente loi, la <i>Loi sur les prisons et les maisons de correction</i> et le <i>Code criminel</i> , le délinquant qui est visé par une mesure de renvoi au titre de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> n'est admissible à la semi-liberté ou à la permission de sortir sans escorte qu'à compter de son admissibilité à la libération conditionnelle totale.	Mesure de renvoi
Parole inoperative where parole eligibility date in future	(5) If, before the full parole eligibility date, a removal order is made under the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> against an offender who has received day parole or an unescorted temporary absence, on the day that the removal order is made, the day parole or unescorted temporary absence becomes inoperative and the offender shall be reincarcerated.	(5) La libération conditionnelle du délinquant en semi-liberté ou en absence temporaire sans escorte devient ineffective s'il est visé, avant l'admissibilité à la libération conditionnelle totale, par une mesure de renvoi au titre de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> ; il doit alors être réincarcéré.	Réincarcération
Exception	(6) An offender referred to in subsection (4) is eligible for day parole or an unescorted temporary absence if the removal order is stayed under paragraph 50(a), 66(b) or 114(1)(b) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> .	(6) Toutefois, le paragraphe (4) ne s'applique pas si l'intéressé est visé par un sursis au titre des alinéas 50a) ou 66b) ou du paragraphe 114(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> .	Exception
Exception	(7) Where the removal order of an offender referred to in subsection (5) is stayed under paragraph 50(a), 66(b) or 114(1)(b) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> on a day prior to the full parole eligibility of the offender, the unescorted temporary absence or day parole of that offender is resumed as of the day of the stay.  1992, c. 20, s. 128; 1995, c. 42, ss. 42, 69(E), 71(F); 1999, c. 18, s. 87; 2001, c. 27, s. 242; 2012, c. 1, s. 83.	(7) La semi-liberté ou la permission de sortir sans escorte redevient effective à la date du sursis de la mesure de renvoi visant le délinquant pris, avant son admissibilité à la libération conditionnelle totale, au titre des alinéas 50a) ou 66b) ou du paragraphe 114(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> .  1992, ch. 20, art. 128; 1995, ch. 42, art. 42, 69(A) et 71(F); 1999, ch. 18, art. 87; 2001, ch. 27, art. 242; 2012, ch. 1, art. 83.	Exception
DETENTION DURING PERIOD OF STATUTORY RELEASE		MAINTIEN EN INCARCÉRATION AU COURS DE LA PÉRIODE PRÉVUE POUR LA LIBÉRATION D'OFFICE	
Review of cases by service	<b>129.</b> (1) Before the statutory release date of an offender who is serving a sentence of two years or more that includes a sentence imposed for an offence set out in Schedule I or II or an offence set out in Schedule I or II that is punishable under section 130 of the <i>National Defence Act</i> , the Commissioner shall cause the offender's case to be reviewed by the Service.	<b>129.</b> (1) Le commissaire fait étudier par le Service, préalablement à la date prévue pour la libération d'office, le cas de tout délinquant dont la peine d'emprisonnement d'au moins deux ans comprend une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe I ou II ou mentionnée à l'une ou l'autre de celles-ci et qui est punissable en vertu de l'article 130 de la <i>Loi sur la défense nationale</i> .	Examen de certains cas par le Service
Referral of cases to Board	(2) The Service shall, more than six months before the day on which an offender is entitled to be released on statutory release, refer the case to the Board — and provide the Board with any information that, in the Service's opinion, is relevant to the case — if the Service is of the opinion that	(2) Plus de six mois avant la date prévue pour la libération d'office, le Service renvoie le dossier à la Commission — et lui transmet tous les renseignements en sa possession qui, à son avis, sont pertinents — s'il estime que :  a) dans le cas du délinquant dont la peine d'emprisonnement comprend une peine infligée	Renvoi à la Commission



(a) in the case of an offender who is serving a sentence that includes a sentence for an offence set out in Schedule I, including an offence set out in Schedule I that is punishable under section 130 of the *National Defence Act*,

(i) the commission of the offence caused the death of or serious harm to another person and there are reasonable grounds to believe that the offender is likely to commit an offence causing death or serious harm to another person before the expiration of the offender's sentence according to law, or

(ii) the offence was a sexual offence involving a child and there are reasonable grounds to believe that the offender is likely to commit a sexual offence involving a child or an offence causing death or serious harm to another person before the expiration of the offender's sentence according to law; or

(b) in the case of an offender who is serving a sentence that includes a sentence for an offence set out in Schedule II, including an offence set out in Schedule II that is punishable under section 130 of the *National Defence Act*, there are reasonable grounds to believe that the offender is likely to commit a serious drug offence before the expiration of the offender's sentence according to law.

Referral of cases  
to Chairperson  
of Board

(3) If the Commissioner believes on reasonable grounds that an offender is likely, before the expiration of the sentence according to law, to commit an offence causing death or serious harm to another person, a sexual offence involving a child or a serious drug offence, the Commissioner shall refer the case to the Chairperson of the Board together with all the information in the possession of the Service that, in the Commissioner's opinion, is relevant to the case, as soon as practicable after forming that belief. The referral must be made more than six months before the offender's statutory release date unless

(a) the Commissioner formed that belief on the basis of the offender's behaviour or information obtained during those six months; or

gée pour toute infraction visée à l'annexe I, dont celle punissable en vertu de l'article 130 de la *Loi sur la défense nationale*:

(i) soit l'infraction a causé la mort ou un dommage grave à une autre personne et il existe des motifs raisonnables de croire que le délinquant commettra, avant l'expiration légale de sa peine, une telle infraction,

(ii) soit l'infraction est une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant et il existe des motifs raisonnables de croire que le délinquant commettra, avant l'expiration légale de sa peine, une telle infraction ou une infraction causant la mort ou un dommage grave à une autre personne;

b) dans le cas du délinquant dont la peine d'emprisonnement comprend une peine infligée pour toute infraction visée à l'annexe II, dont celle punissable en vertu de l'article 130 de la *Loi sur la défense nationale*, il existe des motifs raisonnables de croire que le délinquant commettra, avant l'expiration légale de sa peine, une infraction grave en matière de drogue.

(3) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un délinquant commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, soit une infraction causant la mort ou un dommage grave à une autre personne, soit une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant, soit une infraction grave en matière de drogue, le commissaire renvoie le dossier au président de la Commission — et lui transmet tous les renseignements qui sont en la possession du Service qui, à son avis, sont pertinents — le plus tôt possible après en être arrivé à cette conclusion et plus de six mois avant la date prévue pour la libération d'office; il peut cependant le faire six mois ou moins de six mois avant cette date dans les cas suivants:

a) sa conclusion se fonde sur la conduite du délinquant ou sur des renseignements obtenus pendant ces six mois;

Renvoi du  
dossier par le  
commissaire au  
président de la  
Commission

	<p>(b) as a result of a change in the statutory release date due to a recalculation, the statutory release date has passed or the offender is entitled to be released on statutory release during those six months.</p>	<p>b) en raison de tout changement résultant d'un nouveau calcul, la date prévue pour la libération d'office du délinquant est déjà passée ou tombe dans cette période de six mois.</p>	
Detention pending referral	<p>(3.1) Where paragraph (3)(b) applies and the statutory release date has passed, the Commissioner shall, within two working days after the recalculation under that paragraph, make a determination whether a referral is to be made to the Chairperson of the Board pursuant to subsection (3) and, where appropriate, shall make a referral, and the offender is not entitled to be released on statutory release pending the determination.</p>	<p>(3.1) Dans le cas visé à l'alinéa (3)b) et où la date de libération d'office est déjà passée, le commissaire en arrive à une conclusion — et, le cas échéant, défère le cas — dans les deux jours ouvrables suivant le nouveau calcul et le délinquant en cause ne peut être libéré d'office tant que le commissaire n'en est pas arrivé à une conclusion.</p>	Détention
Request for information by Board	<p>(4) At the request of the Board, the Service shall take all reasonable steps to provide the Board with any additional information that is relevant to a case referred pursuant to subsection (2) or (3).</p>	<p>(4) À la demande de la Commission, le Service fait le nécessaire pour lui transmettre tous renseignements supplémentaires utiles concernant les cas déferés aux termes du paragraphe (2) ou (3).</p>	Demande de renseignements par la Commission
Deadlines for review by Board	<p>(5) Where the case of an offender is referred to the Chairperson of the Board pursuant to subsection (3) during the six months preceding the statutory release date of the offender, or on or after that date, the Board shall</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) if the case is referred to the Chairperson more than four weeks before that date, review the case pursuant to subsection 130(1) before that date;</li> <li>(b) if the case is referred to the Chairperson during the four weeks preceding that date but more than three days before that date, <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) review the case pursuant to subsection 130(1) before that date, if possible, or</li> <li>(ii) make an interim review of the case before that date; or</li> </ul> </li> <li>(c) if the case is <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) referred to the Chairperson on the statutory release date or during the three days preceding that date, or</li> <li>(ii) referred to the Chairperson pursuant to paragraph (3)(b) after the statutory release date has passed,</li> </ul> </li> </ul> <p>make an interim review of the case during the three days following the day on which the case was so referred.</p>	<p>(5) En cas de renvoi au président à compter du sixième mois précédant la date prévue pour la libération d'office, la Commission procède de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) si le renvoi a lieu plus de quatre semaines avant cette date, elle effectue, avant celle-ci, l'examen visé au paragraphe 130(1);</li> <li>b) s'il survient dans les quatre semaines précédant cette date mais plus de trois jours avant celle-ci, elle procède, si possible, à l'examen visé au paragraphe 130(1); à défaut, elle effectue un examen provisoire avant cette date;</li> <li>c) s'il survient à cette date ou pendant les trois jours qui la précèdent, ou s'il intervient, en vertu de l'alinéa (3)b), après cette date, elle effectue un examen provisoire dans les trois jours suivant le jour où il a lieu.</li> </ul>	Renvoi dans les meilleurs délais

Interim review	(6) An interim review required by subsection (5) shall be made in the manner prescribed by the regulations.	(6) L'examen provisoire se fait selon les modalités réglementaires.	Examen provisoire
Decision to review	(7) On completion of an interim review pursuant to subsection (5), if the Board is of the opinion, on the basis of all the information provided, that a sufficient case is made for a review pursuant to subsection 130(1), the Board shall conduct a review of the case as soon as is practicable and not later than four weeks after the case was referred to the Chairperson of the Board.	(7) Après l'examen provisoire, la Commission doit, si elle estime d'après les renseignements fournis qu'il y a matière à examen plus approfondi, procéder à l'examen prévu au paragraphe 130(1) le plus tôt possible et au plus tard quatre semaines après le renvoi du cas au président.	Décision
Delegation to provincial authorities	(8) The Commissioner may delegate to the correctional authorities of a province the powers of the Service and of the Commissioner under this section in relation to offenders who are serving their sentences in a correctional facility in that province.	(8) Le commissaire peut déléguer aux autorités correctionnelles d'une province les pouvoirs que confère à lui-même et au service le présent article en ce qui touche les délinquants qui purgent leur peine dans un établissement correctionnel de cette province.	Délégation
Definitions	(9) In this section and sections 130 and 132,	(9) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 130 et 132.	Définitions
"serious drug offence" « infraction grave en matière de drogue »	"serious drug offence" means an offence set out in Schedule II;	« infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant »	« infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant »
"sexual offence involving a child" « infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant »	"sexual offence involving a child" means (a) an offence under any of the following provisions of the <i>Criminal Code</i> that was prosecuted by way of indictment, namely, (i) section 151 (sexual interference), (ii) section 152 (invitation to sexual touching), (iii) section 153 (sexual exploitation), (iv) subsection 160(3) (bestiality in presence of child or inciting child to commit bestiality), (iv.1) section 163.1 (child pornography), (v) section 170 (parent or guardian procuring sexual activity by child), (vi) section 171 (householder permitting sexual activity by child), (vii) section 172 (corrupting children), (vii.1) section 172.1 (luring a child), (viii) subsection 212(2) (living off the avails of prostitution by a child), and (ix) subsection 212(4) (obtaining sexual services of a child),	a) Infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du <i>Code criminel</i> et poursuivie par mise en accusation : (i) article 151 (contacts sexuels), (ii) article 152 (incitation à des contacts sexuels), (iii) article 153 (personnes en situation d'autorité), (iv) paragraphe 160(3) (bestialité en présence d'enfants ou incitation de ceux-ci), (iv.1) article 163.1 (pornographie juvénile), (v) article 170 (père, mère ou tuteur qui sert d'entremetteur), (vi) article 171 (maître de maison qui permet à des enfants des actes sexuels interdits), (vii) article 172 (corruption d'enfants), (vii.1) article 172.1 (leurre), (viii) paragraphe 212(2) (vivre des produits de la prostitution d'un enfant), (ix) paragraphe 212(4) (obtenir les services sexuels d'un enfant);	« sexual offence involving a child »

(b) an offence under any of the following provisions of the *Criminal Code* involving a person under the age of eighteen years that was prosecuted by way of indictment, namely,

- (i) section 155 (incest),
- (ii) section 159 (anal intercourse),
- (iii) subsections 160(1) and (2) (bestiality and compelling bestiality),
- (iv) section 271 (sexual assault),
- (v) section 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm), and
- (vi) section 273 (aggravated sexual assault),

(c) an offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read immediately before January 1, 1988, that was prosecuted by way of indictment, namely,

- (i) section 146 (sexual intercourse with a female under 14),
- (ii) section 151 (seduction of a female between 16 and 18), and
- (iii) section 167 (householder permitting defilement),

(d) an offence involving a person under the age of eighteen years under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read immediately before January 1, 1988, that was prosecuted by way of indictment, namely,

- (i) section 153 (sexual intercourse with step-daughter),
- (ii) section 155 (buggery or bestiality),
- (iii) section 157 (gross indecency), and
- (iv) section 166 (parent or guardian procuring defilement), or

(e) an offence involving a person under the age of eighteen years under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read immediately be-

b) infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, commise à l'égard d'une personne âgée de moins de dix-huit ans et poursuivie par mise en accusation :

- (i) article 155 (inceste),
- (ii) article 159 (relations sexuelles anales),
- (iii) paragraphes 160(1) et (2) (bestialité ou usage de la force),
- (iv) article 271 (agression sexuelle),
- (v) article 272 (agression sexuelle armée, menaces contre une tierce personne ou infliction de lésions corporelles),
- (vi) article 273 (agression sexuelle grave);

c) infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans leur version antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1988, et poursuivie par mise en accusation :

- (i) article 146 (rapports sexuels avec une personne du sexe féminin de moins de 14 ans),
- (ii) article 151 (séduction d'une personne du sexe féminin de 16 à 18 ans),
- (iii) article 167 (maître de maison qui permet le défloremment);

d) infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans leur version antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1988, commise à l'égard d'une personne âgée de moins de dix-huit ans et poursuivie par mise en accusation :

- (i) article 153 (rapports sexuels avec sa belle-fille),
- (ii) article 155 (sodomie ou bestialité),
- (iii) article 157 (grossière indécence),
- (iv) article 166 (père, mère ou tuteur qui cause le défloremment);

e) infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans leur version antérieure au 4 janvier 1983, commise à l'égard d'une personne

	<p>fore January 4, 1983, that was prosecuted by way of indictment, namely,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) section 144 (rape),</li> <li>(ii) section 145 (attempt to commit rape),</li> <li>(iii) section 149 (indecent assault on female), and</li> <li>(iv) section 156 (indecent assault on male).</li> </ul>	<p>âgée de moins de dix-huit ans et poursuivie par mise en accusation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) article 144 (viol),</li> <li>(ii) article 145 (tentative de viol),</li> <li>(iii) article 149 (attentat à la pudeur d'une personne du sexe féminin),</li> <li>(iv) article 156 (attentat à la pudeur d'une personne du sexe masculin).</li> </ul> <p>« infraction grave en matière de drogue » Toute infraction mentionnée à l'annexe II.</p>	
Determination of likelihood of offence	<p>(10) In determining whether an offender is likely to commit an offence causing death or serious harm to another person, a sexual offence involving a child or a serious drug offence, it is not necessary to determine whether the offender is likely to commit any particular offence.</p> <p>1992, c. 20, s. 129; 1995, c. 42, s. 44; 1998, c. 35, s. 117; 2012, c. 1, s. 84.</p>	<p>(10) Il n'est pas nécessaire, pour déterminer s'il existe des motifs raisonnables de croire que le délinquant commettra une infraction causant la mort ou un dommage grave à une autre personne, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant ou une infraction grave en matière de drogue, de préciser l'infraction.</p> <p>1992, ch. 20, art. 129; 1995, ch. 42, art. 44; 1998, ch. 35, art. 117; 2012, ch. 1, art. 84.</p>	« infraction grave en matière de drogue » "serious drug offence" Détermination
Review by Board of cases referred	<p><b>130.</b> (1) Where the case of an offender is referred to the Board by the Service pursuant to subsection 129(2) or referred to the Chairperson of the Board by the Commissioner pursuant to subsection 129(3) or (3.1), the Board shall, subject to subsections 129(5), (6) and (7), at the times and in the manner prescribed by the regulations,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) inform the offender of the referral and review, and</li> <li>(b) review the case,</li> </ul> <p>and the Board shall cause all such inquiries to be conducted in connection with the review as it considers necessary.</p>	<p><b>130.</b> (1) Sous réserve des paragraphes 129(5), (6) et (7), la Commission informe le détenu du renvoi et du prochain examen de son cas — déferé en application des paragraphes 129(2), (3) ou (3.1) — et procède, selon les modalités réglementaires, à cet examen ainsi qu'à toutes les enquêtes qu'elle juge nécessaires à cet égard.</p>	Examen par la Commission
Detention pending review	<p>(2) An offender referred to in subsection (1) is not entitled to be released on statutory release before the Board renders its decision under this section in relation to the offender.</p>	<p>(2) Le délinquant dont le cas est examiné aux termes du paragraphe (1) ne peut être libéré d'office tant que la Commission n'a pas rendu sa décision à son égard.</p>	Détention
Decision of Board	<p>(3) On completion of the review of the case of an offender referred to in subsection (1), the Board may order that the offender not be released from imprisonment before the expiration of the offender's sentence according to law, except as provided by subsection (5), where the Board is satisfied</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) in the case of an offender serving a sentence that includes a sentence for an offence</li> </ul>	<p>(3) Au terme de l'examen, la Commission peut, par ordonnance, interdire la mise en liberté du délinquant avant l'expiration légale de sa peine autrement qu'en conformité avec le paragraphe (5) si elle est convaincue :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) dans le cas où la peine d'emprisonnement comprend une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe I, ou qui y est mentionnée et qui est punissable en vertu de l'article</li> </ul>	Ordonnance de la Commission

set out in Schedule I, or for an offence set out in Schedule I that is punishable under section 130 of the *National Defence Act*, that the offender is likely, if released, to commit an offence causing the death of or serious harm to another person or a sexual offence involving a child before the expiration of the offender's sentence according to law,

(b) in the case of an offender serving a sentence that includes a sentence for an offence set out in Schedule II, or for an offence set out in Schedule II that is punishable under section 130 of the *National Defence Act*, that the offender is likely, if released, to commit a serious drug offence before the expiration of the offender's sentence according to law,

(c) in the case of an offender whose case was referred to the Chairperson of the Board pursuant to subsection 129(3) or (3.1), that the offender is likely, if released, to commit an offence causing the death of or serious harm to another person, a sexual offence involving a child or a serious drug offence before the expiration of the offender's sentence according to law.

When order takes effect

(3.1) An order made under subsection (3) takes effect on the day on which it is made.

Effect of order where additional sentence

(3.2) Where, before the expiration of a sentence in respect of which an order under subsection (3) has been made, an offender receives an additional sentence and the date of the expiration of the sentence that includes the additional sentence as provided by subsection 139(1) is later than the date of the expiration of the sentence that the offender was serving before the additional sentence was imposed,

(a) the Board shall review the order at the time and in the manner prescribed by the regulations where, as a result of the additional sentence, the statutory release date has already passed or is within nine months after the day on which the offender received the additional sentence; and

(b) the order is cancelled where, as a result of the additional sentence, the statutory release date is nine months or more after the day on which the offender received the additional sentence.

130 de la *Loi sur la défense nationale*, que le délinquant commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, soit une infraction causant la mort ou un dommage grave à une autre personne, soit une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant;

b) dans le cas où la peine comprend une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe II, ou qui y est mentionnée et qui est punissable en vertu de l'article 130 de la *Loi sur la défense nationale*, qu'il commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, une infraction désignée en matière de drogue;

c) en cas de renvoi au titre du paragraphe 129(3) ou (3.1), qu'il commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, l'une ou l'autre de ces infractions.

Prise d'effet de l'ordonnance

(3.1) L'ordonnance — rendue aux termes du paragraphe (3) — visant à interdire la mise en liberté du délinquant prend effet à la date de son prononcé.

Peine supplémentaire

(3.2) Si le délinquant assujéti à une ordonnance — rendue aux termes du paragraphe (3) — visant à interdire sa mise en liberté avant l'expiration légale de sa peine est condamné à une peine supplémentaire qui entraîne une augmentation de la durée de la peine d'emprisonnement prévue au paragraphe 139(1):

a) l'ordonnance fait l'objet d'un examen par la Commission selon les modalités réglementaires de temps et autres lorsque, en raison de la peine supplémentaire, la date de la libération d'office est déjà passée ou tombe dans la période de neuf mois qui suit;

b) l'ordonnance est annulée lorsque la date de la libération d'office est postérieure d'au moins neuf mois à celle de la condamnation.



Board's powers on review	<p>(3.3) The Board shall, on completing a review under paragraph (3.2)(a)</p> <p>(a) confirm the order to prevent the release of the offender until the expiration of the sentence in respect of which the order was made; or</p> <p>(b) amend the order to prevent the release of the offender until the expiration of the sentence that includes the additional sentence as provided by subsection 139(1).</p>	<p>(3.3) Au terme de l'examen prévu à l'alinéa (3.2)a), la Commission :</p> <p>a) soit confirme l'ordonnance et interdit la mise en liberté du délinquant avant l'expiration légale de la peine visée par l'ordonnance;</p> <p>b) soit modifie l'ordonnance et interdit la mise en liberté du délinquant avant l'expiration légale de sa peine déterminée conformément au paragraphe 139(1).</p>	Décision
Detention pending review	<p>(3.4) An offender in respect of whom an order, that is subject to review under paragraph (3.2)(a), has been made is not entitled to be released on statutory release before the Board renders its decision under subsection (3.3) in relation to the order.</p>	<p>(3.4) Le délinquant visé par une ordonnance qui fait l'objet de l'examen prévu à l'alinéa (3.2)a) ne peut être libéré d'office tant que la Commission n'a pas rendu de décision aux termes du paragraphe (3.3).</p>	Maintien en détention
Special order by Board	<p>(4) Where the Board is not satisfied as provided in subsection (3) but is satisfied that</p> <p>(a) at the time the case was referred to it, the offender was serving a sentence that included a sentence for an offence set out in Schedule I or II, or for an offence set out in Schedule I or II that is punishable under section 130 of the <i>National Defence Act</i>, and</p> <p>(b) in the case of an offence set out in Schedule I or an offence set out in Schedule I that is punishable under section 130 of the <i>National Defence Act</i>, the commission of the offence caused the death of, or serious harm to, another person or the offence was a sexual offence involving a child,</p> <p>it may order that if the statutory release is later revoked, the offender is not entitled to be released again on statutory release before the expiration of the offender's sentence according to law.</p>	<p>(4) Quand elle n'a pas cette conviction, la Commission peut ordonner qu'en cas de révocation la libération d'office ne puisse être renouvelée avant l'expiration légale de la peine que purge le délinquant si, par ailleurs, elle est convaincue, à la fois :</p> <p>a) qu'au moment où le dossier lui est déféré le délinquant purgeait une peine d'emprisonnement comprenant une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe I ou II, ou mentionnée à l'une ou l'autre de celles-ci et qui est punissable en vertu de l'article 130 de la <i>Loi sur la défense nationale</i>;</p> <p>b) que l'infraction — si elle relève de l'annexe I, ou y est mentionnée et est punissable en vertu de l'article 130 de la <i>Loi sur la défense nationale</i> — a causé la mort ou un dommage grave à une autre personne ou est une infraction d'ordre sexuel commise à l'égard d'un enfant.</p>	Ordonnance de la Commission
Temporary absence with escort	<p>(5) An offender who is in custody pursuant to an order made under subsection (3) or amended under paragraph (3.3)(b) is not eligible to be released from imprisonment, except on a temporary absence with escort under Part I for medical or administrative reasons.</p>	<p>(5) Seule la permission de sortir avec escorte pour raisons médicales ou administratives prévue par la partie I peut être accordée au délinquant dont la Commission a interdit, conformément au paragraphe (3) ou à l'alinéa (3.3)b), la mise en liberté avant l'expiration légale de sa peine.</p>	Sortie avec escorte
Where order for release revoked	<p>(6) Where an offender is ordered under subsection (3) or paragraph (3.3)(b) not to be released and is subsequently released pursuant to an order made under subparagraph 131(3)(a)(ii) or (iii) and the statutory release is later revoked, the offender is not entitled to be released again</p>	<p>(6) Lorsque le délinquant assujetti à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (3) ou de l'alinéa (3.3)b) — visant à interdire sa mise en liberté — bénéficie de la libération d'office aux termes de l'alinéa 131(3)a), celle-ci ne</p>	Non-renouvellement de la libération d'office



	on statutory release before the expiration of the offender's sentence according to law.	peut, en cas de révocation, être renouvelée avant l'expiration légale de sa peine.	
	(7) [Repealed, 1995, c. 42, s. 45] 1992, c. 20, s. 130; 1995, c. 42, s. 45; 1997, c. 17, s. 26(F); 1998, c. 35, s. 118; 2012, c. 1, s. 85.	(7) [Abrogé, 1995, ch. 42, art. 45] 1992, ch. 20, art. 130; 1995, ch. 42, art. 45; 1997, ch. 17, art. 26(F); 1998, ch. 35, art. 118; 2012, ch. 1, art. 85.	
Annual review of orders	<b>131.</b> (1) The Board shall review every order made under subsection 130(3) within one year after the date the order was made, and thereafter within one year after the date of each preceding review while the offender remains subject to the order.	<b>131.</b> (1) Dans l'année suivant la prise de toute ordonnance visée au paragraphe 130(3) et tous les ans par la suite, la Commission réexamine le cas des délinquants à l'égard desquels l'ordonnance est toujours en vigueur.	Réexamen annuel
Board to inquire	(2) The Board shall cause such inquiries to be conducted in connection with each review under subsection (1) as it considers necessary to determine whether there is sufficient new information concerning the offender to justify modifying the order or making a new order.	(2) Lors du réexamen, la Commission procède à toutes les enquêtes qu'elle juge nécessaires pour déterminer si de nouvelles informations au sujet du délinquant permettraient de modifier ou de prendre une autre ordonnance.	Enquêtes de la Commission
Board's powers on review	(3) The Board, on completing a review under subsection (1), shall (a) with respect to an order made under subsection 130(3) or paragraph 130(3.3)(b), (i) confirm the order, (ii) order the statutory release of the offender subject to the condition that the offender reside in a community-based residential facility, psychiatric facility or, subject to subsection (4), a penitentiary designated pursuant to subsection (5), where the offender has been detained for a period during statutory release and the Board is satisfied that the condition is reasonable and necessary in order to protect society and to facilitate the successful reintegration into society of the offender, or (iii) order the statutory release of the offender without such a residence requirement; or (b) with respect to an order made under subparagraph (3)(a)(ii), (i) confirm or modify the order, or (ii) order the statutory release of the offender without such a residence requirement.	(3) Au terme de chaque réexamen, la Commission, selon le cas :  a) soit reconduit l'interdiction de mise en liberté visée au paragraphe 130(3) ou à l'alinéa 130(3.3)b), soit ordonne la libération d'office en l'assortissant d'une assignation à résidence dans un établissement communautaire résidentiel, un établissement psychiatrique ou, sous réserve du paragraphe (4), un pénitencier désigné au titre du paragraphe (5), si elle est convaincue qu'une telle condition est raisonnable et nécessaire pour protéger la société et faciliter la réinsertion sociale du délinquant après son incarcération au cours de la période prévue pour la libération d'office, soit ordonne la libération d'office sans l'assortir d'une assignation à résidence;  b) confirme ou modifie l'ordonnance d'assignation à résidence imposée conformément à l'alinéa a) ou ordonne la libération d'office sans l'assortir d'une assignation à résidence.	Pouvoir de la Commission
Consent of Commissioner	(4) A condition under subparagraph (3)(a)(ii) that an offender reside in a penitentiary designated pursuant to subsection (5) is valid only if consented to in writing by the	(4) Toute assignation à résidence — dans un pénitencier désigné en application du paragraphe (5) — ordonnée par la Commission est subordonnée, pour devenir opérante, au consen-	Consentement du commissaire

	Commissioner or a person designated, by name or by position, by the Commissioner.	tement écrit du commissaire ou de la personne qu'il désigne nommément ou par indication de son poste.	
Designation	<p>(5) The Commissioner may designate penitentiaries for the purposes of orders made under subparagraph (3)(a)(ii).</p> <p>1992, c. 20, s. 131; 1995, c. 42, s. 46; 1997, c. 17, s. 27.</p>	<p>(5) Le commissaire peut désigner un pénitencier pour l'assignation à résidence prévue à l'alinéa (3)a).</p> <p>1992, ch. 20, art. 131; 1995, ch. 42, art. 46; 1997, ch. 17, art. 27.</p>	Désignation
Relevant factors in detention reviews	<p><b>132.</b> (1) For the purposes of the review and determination of the case of an offender pursuant to section 129, 130 or 131, the Service, the Commissioner or the Board, as the case may be, shall take into consideration any factor that is relevant in determining the likelihood of the commission of an offence causing the death of or serious harm to another person before the expiration of the offender's sentence according to law, including</p> <p>(a) a pattern of persistent violent behaviour established on the basis of any evidence, in particular,</p> <p>(i) the number of offences committed by the offender causing physical or psychological harm,</p> <p>(ii) the seriousness of the offence for which the sentence is being served,</p> <p>(iii) reliable information demonstrating that the offender has had difficulties controlling violent or sexual impulses to the point of endangering the safety of any other person,</p> <p>(iv) the use of a weapon in the commission of any offence by the offender,</p> <p>(v) explicit threats of violence made by the offender,</p> <p>(vi) behaviour of a brutal nature associated with the commission of any offence by the offender, and</p> <p>(vii) a substantial degree of indifference on the part of the offender as to the consequences to other persons of the offender's behaviour;</p> <p>(b) medical, psychiatric or psychological evidence of such likelihood owing to a physical or mental illness or disorder of the offender;</p> <p>(c) reliable information compelling the conclusion that the offender is planning to commit an offence causing the death of or seri-</p>	<p><b>132.</b> (1) Le Service et le commissaire, dans le cadre des examens et renvois prévus à l'article 129, ainsi que la Commission, pour décider de l'ordonnance à rendre en vertu de l'article 130 ou 131, prennent en compte tous les facteurs utiles pour évaluer le risque que le délinquant commette, avant l'expiration légale de sa peine, une infraction de nature à causer la mort ou un dommage grave à une autre personne, notamment :</p> <p>a) un comportement violent persistant, attesté par divers éléments, en particulier :</p> <p>(i) le nombre d'infractions antérieures ayant causé un dommage corporel ou moral,</p> <p>(ii) la gravité de l'infraction pour laquelle le délinquant purge une peine d'emprisonnement,</p> <p>(iii) l'existence de renseignements sûrs établissant que le délinquant a eu des difficultés à maîtriser ses impulsions violentes ou sexuelles au point de mettre en danger la sécurité d'autrui,</p> <p>(iv) l'utilisation d'armes lors de la perpétration des infractions,</p> <p>(v) les menaces explicites de recours à la violence,</p> <p>(vi) le degré de brutalité dans la perpétration des infractions,</p> <p>(vii) un degré élevé d'indifférence quant aux conséquences de ses actes sur autrui;</p> <p>b) les rapports de médecins, de psychiatres ou de psychologues indiquant que, par suite d'une maladie physique ou mentale ou de troubles mentaux, il présente un tel risque;</p> <p>c) l'existence de renseignements sûrs obligeant à conclure qu'il projette de commettre, avant l'expiration légale de sa peine, une infraction de nature à causer la mort ou un dommage grave à une autre personne;</p>	Facteurs — cas général

ous harm to another person before the expiration of the offender's sentence according to law; and

(d) the availability of supervision programs that would offer adequate protection to the public from the risk the offender might otherwise present until the expiration of the offender's sentence according to law.

Idem

(1.1) For the purposes of the review and determination of the case of an offender pursuant to section 129, 130 or 131, the Service, the Commissioner or the Board, as the case may be, shall take into consideration any factor that is relevant in determining the likelihood of the commission of a sexual offence involving a child before the expiration of the offender's sentence according to law, including

(a) a pattern of persistent sexual behaviour involving children established on the basis of any evidence, in particular,

(i) the number of sexual offences involving a child committed by the offender,

(ii) the seriousness of the offence for which the sentence is being served,

(iii) reliable information demonstrating that the offender has had difficulties controlling sexual impulses involving children,

(iv) behaviour of a sexual nature associated with the commission of any offence by the offender, and

(v) a substantial degree of indifference on the part of the offender as to the consequences to other persons of the offender's behaviour;

(b) reliable information about the offender's sexual preferences indicating that the offender is likely to commit a sexual offence involving a child before the expiration of the offender's sentence according to law;

(c) medical, psychiatric or psychological evidence of the likelihood of the offender committing such an offence owing to a physical or mental illness or disorder of the offender;

(d) reliable information compelling the conclusion that the offender is planning to commit such an offence; and

d) l'existence de programmes de surveillance de nature à protéger suffisamment le public contre le risque que présenterait le délinquant jusqu'à l'expiration légale de sa peine.

(1.1) Le Service et le commissaire, dans le cadre des examens et renvois prévus à l'article 129, ainsi que la Commission, pour décider de l'ordonnance à rendre en vertu de l'article 130 ou 131, prennent en compte tous les facteurs utiles pour évaluer le risque que le délinquant commette, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant, notamment :

a) un comportement persistant d'ordre sexuel à l'égard des enfants, attesté par divers éléments, en particulier :

(i) le nombre d'infractions d'ordre sexuel commises à l'égard d'enfants,

(ii) la gravité de l'infraction pour laquelle le délinquant purge une peine d'emprisonnement,

(iii) l'existence de renseignements sûrs établissant que le délinquant a eu des difficultés à maîtriser ses impulsions sexuelles à l'égard des enfants,

(iv) le comportement sexuel du délinquant lors de la perpétration des infractions,

(v) un degré élevé d'indifférence quant aux conséquences de ses actes sur autrui;

b) l'existence de renseignements sûrs indiquant que le délinquant a des tendances sexuelles qui le porteront probablement à commettre, avant l'expiration légale de sa peine, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant;

c) les rapports de médecins, de psychiatres ou de psychologues indiquant que, par suite d'une maladie physique ou mentale ou de troubles mentaux, il présente un tel risque;

d) l'existence de renseignements sûrs obligeant à conclure qu'il projette de commettre, avant l'expiration légale de sa peine, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant;

Facteurs —  
infraction  
d'ordre sexuel

Idem

(e) the availability of supervision programs that would offer adequate protection to the public from the risk the offender might otherwise present until the expiration of the offender's sentence according to law.

(2) For the purposes of the review and determination of the case of an offender pursuant to section 129, 130 or 131, the Service, the Commissioner or the Board, as the case may be, shall take into consideration any factor that is relevant in determining the likelihood of the commission of a serious drug offence before the expiration of the offender's sentence according to law, including

(a) a pattern of persistent involvement in drug-related crime established on the basis of any evidence, in particular,

- (i) the number of drug-related offences committed by the offender,
- (ii) the seriousness of the offence for which the sentence is being served,
- (iii) the type and quantity of drugs involved in any offence committed by the offender,
- (iv) reliable information demonstrating that the offender remains involved in drug-related activities, and
- (v) a substantial degree of indifference on the part of the offender as to the consequences to other persons of the offender's behaviour;

(b) medical, psychiatric or psychological evidence of such likelihood owing to a physical or mental illness or disorder of the offender;

(c) reliable information compelling the conclusion that the offender is planning to commit a serious drug offence before the expiration of the offender's sentence according to law; and

(d) the availability of supervision programs that would offer adequate protection to the public from the risk the offender might otherwise present until the expiration of the offender's sentence according to law.

1992, c. 20, s. 132; 1995, c. 42, s. 47.

e) l'existence de programmes de surveillance de nature à protéger suffisamment le public contre le risque que présenterait le délinquant jusqu'à l'expiration légale de sa peine.

(2) Le Service et le commissaire, dans le cadre des examens et renvois prévus à l'article 129, ainsi que la Commission, pour décider de l'ordonnance à rendre en vertu de l'article 130 ou 131, prennent en compte tous les facteurs utiles pour évaluer le risque que le délinquant commette, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, une infraction grave en matière de drogue, notamment :

a) une implication persistante dans des activités criminelles liées à la drogue, attestée par divers éléments, en particulier :

- (i) le nombre de condamnations infligées au délinquant en relation avec la drogue,
- (ii) la gravité de l'infraction pour laquelle il purge une peine d'emprisonnement,
- (iii) les type et quantité de drogue en cause dans la perpétration de l'infraction pour laquelle le délinquant purge une peine d'emprisonnement ou de toute autre infraction antérieure,
- (iv) l'existence de renseignements sûrs établissant que le délinquant est toujours impliqué dans des activités liées à la drogue,
- (v) un degré élevé d'indifférence quant aux conséquences de ses actes pour autrui;

b) les rapports de médecins, de psychiatres ou de psychologues indiquant que, par suite de maladie physique ou mentale ou de troubles mentaux, il présente un tel risque;

c) l'existence de renseignements sûrs obligeant à conclure que le délinquant projette de commettre, avant l'expiration légale de sa peine, une infraction grave en matière de drogue;

d) l'existence de programmes de surveillance qui protégeraient suffisamment le public contre le risque que présenterait le délinquant jusqu'à l'expiration légale de sa peine.

1992, ch. 20, art. 132; 1995, ch. 42, art. 47.

Facteurs —  
infraction liée à  
la drogue

	CONDITIONS OF RELEASE	CONDITIONS DE LA MISE EN LIBERTÉ	
Definition of "releasing authority"	<p><b>133.</b> (1) In this section, "releasing authority" means</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) the Board, in respect of <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) parole,</li> <li>(ii) statutory release, or</li> <li>(iii) unescorted temporary absences authorized by the Board under subsection 116(1);</li> </ul> </li> <li>(b) the Commissioner, in respect of unescorted temporary absences authorized by the Commissioner under subsection 116(2); or</li> <li>(c) the institutional head, in respect of unescorted temporary absences authorized by the institutional head under subsection 116(2).</li> </ul>	<p><b>133.</b> (1) Au présent article, « autorité compétente » s'entend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) de la Commission à l'égard de la libération conditionnelle ou d'office ou d'une permission de sortir sans escorte visée au paragraphe 116(1);</li> <li>b) du commissaire à l'égard d'une permission de sortir sans escorte visée au paragraphe 116(2);</li> <li>c) du directeur du pénitencier à l'égard d'une permission de sortir sans escorte visée au paragraphe 116(2).</li> </ul>	Définition d'« autorité compétente »
Conditions of release	(2) Subject to subsection (6), every offender released on parole, statutory release or unescorted temporary absence is subject to the conditions prescribed by the regulations.	(2) Sous réserve du paragraphe (6), les conditions prévues par règlement sont réputées avoir été imposées dans tous les cas de libération conditionnelle ou d'office ou de permission de sortir sans escorte.	Conditions automatiques
Conditions set by releasing authority	(3) The releasing authority may impose any conditions on the parole, statutory release or unescorted temporary absence of an offender that it considers reasonable and necessary in order to protect society and to facilitate the successful reintegration into society of the offender.	(3) L'autorité compétente peut imposer au délinquant qui bénéficie d'une libération conditionnelle ou d'office ou d'une permission de sortir sans escorte les conditions qu'elle juge raisonnables et nécessaires pour protéger la société et favoriser la réinsertion sociale du délinquant.	Conditions particulières
Residence requirement	(4) Where, in the opinion of the releasing authority, the circumstances of the case so justify, the releasing authority may require an offender, as a condition of parole or unescorted temporary absence, to reside in a community-based residential facility.	(4) Si elle estime que les circonstances le justifient, l'autorité compétente peut ordonner que le délinquant, à titre de condition de sa libération conditionnelle ou d'une permission de sortir sans escorte, demeure dans un établissement résidentiel communautaire.	Assignment à résidence
Residence requirement	(4.1) In order to facilitate the successful reintegration into society of an offender, the releasing authority may, as a condition of statutory release, require that the offender reside in a community-based residential facility or a psychiatric facility if the releasing authority is satisfied that, in the absence of such a condition, the offender will present an undue risk to society by committing, before the expiration of their sentence according to law, an offence set out in Schedule I or an offence under section 467.11, 467.12 or 467.13 of the <i>Criminal Code</i> .	(4.1) L'autorité compétente peut, pour faciliter la réinsertion sociale du délinquant, ordonner que celui-ci, à titre de condition de sa libération d'office, demeure dans un établissement résidentiel communautaire ou un établissement psychiatrique si elle est convaincue qu'à défaut de cette condition la perpétration par le délinquant de toute infraction visée à l'annexe I ou d'une infraction prévue aux articles 467.11, 467.12 ou 467.13 du <i>Code criminel</i> avant l'expiration légale de sa peine présentera un risque inacceptable pour la société.	Assignment à résidence

Definition of "community-based residential facility"	(4.2) In subsection (4.1), "community-based residential facility" includes a community correctional centre but does not include any other penitentiary.	(4.2) Pour l'application du paragraphe (4.1), un établissement résidentiel communautaire s'entend notamment d'un centre correctionnel communautaire, à l'exception cependant de tout autre pénitencier.	Définition de « établissement résidentiel communautaire »
Not necessary to determine particular offence	(4.3) For the purposes of subsection (4.1), the releasing authority is not required to determine whether the offender is likely to commit any particular offence.	(4.3) Il n'est pas nécessaire, pour l'application du paragraphe (4.1), que l'autorité compétente précise laquelle des infractions visées à l'annexe I commettra vraisemblablement le délinquant.	Non-nécessité de préciser l'infraction
Consent of commissioner	(4.4) A condition under subsection (4.1) that an offender reside in a community correctional centre is valid only if consented to in writing by the Commissioner or a person designated, by name or by position, by the Commissioner.	(4.4) Toute assignation à résidence dans un centre correctionnel communautaire ordonnée par l'autorité compétente est subordonnée, pour devenir opérante, au consentement écrit du commissaire ou de la personne qu'il désigne nommément ou par indication de son poste.	Consentement du commissaire
Duration of conditions	(5) A condition imposed pursuant to subsection (3), (4) or (4.1) is valid for such period as the releasing authority specifies.	(5) Les conditions particulières imposées par l'autorité compétente sont valables pendant la période qu'elle fixe.	Période de validité
Relief from conditions	<p>(6) The releasing authority may, in accordance with the regulations, before or after the release of an offender,</p> <p>(a) in respect of conditions referred to in subsection (2), relieve the offender from compliance with any such condition or vary the application to the offender of any such condition; or</p> <p>(b) in respect of conditions imposed under subsection (3), (4) or (4.1), remove or vary any such condition.</p> <p>1992, c. 20, s. 133; 1995, c. 42, ss. 48, 71(F); 1997, c. 17, s. 28; 2012, c. 1, s. 86.</p>	<p>(6) L'autorité compétente peut, conformément aux règlements, soustraire le délinquant, avant ou après sa mise en liberté, à l'application de l'une ou l'autre des conditions du présent article, modifier ou annuler l'une de celles-ci.</p> <p>1992, ch. 20, art. 133; 1995, ch. 42, art. 48 et 71(F); 1997, ch. 17, art. 28; 2012, ch. 1, art. 86.</p>	Dispense ou modification des conditions
Instructions to released offenders	<p><b>134.</b> (1) An offender who has been released on parole, statutory release or unescorted temporary absence shall comply with any instructions given by a member of the Board or a person designated, by name or by position, by the Chairperson of the Board or the Commissioner, or given by the institutional head or by the offender's parole supervisor, respecting any conditions of parole, statutory release or unescorted temporary absence in order to prevent a breach of any condition or to protect society.</p> <p>(2) [Repealed, 2012, c. 1, s. 87]</p> <p>1992, c. 20, s. 134; 1995, c. 42, s. 71(F); 1997, c. 17, s. 29; 2012, c. 1, s. 87.</p>	<p><b>134.</b> (1) Le délinquant qui bénéficie d'une libération conditionnelle ou d'office ou d'une permission de sortir sans escorte doit observer les consignes que lui donne son surveillant de liberté conditionnelle, un membre de la Commission, le directeur du pénitencier ou la personne que le président ou le commissaire désigne nommément ou par indication de son poste en vue de prévenir la violation des conditions imposées ou de protéger la société.</p> <p>(2) [Abrogé, 2012, ch. 1, art. 87]</p> <p>1992, ch. 20, art. 134; 1995, ch. 42, art. 71(F); 1997, ch. 17, art. 29; 2012, ch. 1, art. 87.</p>	Instructions



	CONDITIONS FOR LONG-TERM SUPERVISION	CONDITIONS DE LA SURVEILLANCE DE LONGUE DURÉE	
Conditions for long-term supervision	<b>134.1</b> (1) Subject to subsection (4), every offender who is required to be supervised by a long-term supervision order is subject to the conditions prescribed by subsection 161(1) of the <i>Corrections and Conditional Release Regulations</i> , with such modifications as the circumstances require.	<b>134.1</b> (1) Sous réserve du paragraphe (4), les conditions prévues par le paragraphe 161(1) du <i>Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au délinquant surveillé aux termes d'une ordonnance de surveillance de longue durée.	Conditions
Conditions set by Board	(2) The Board may establish conditions for the long-term supervision of the offender that it considers reasonable and necessary in order to protect society and to facilitate the successful reintegration into society of the offender.	(2) La Commission peut imposer au délinquant les conditions de surveillance qu'elle juge raisonnables et nécessaires pour protéger la société et favoriser la réinsertion sociale du délinquant.	Conditions imposées par la Commission
Duration of conditions	(3) A condition imposed under subsection (2) is valid for the period that the Board specifies.	(3) Les conditions imposées par la Commission en vertu du paragraphe (2) sont valables pendant la période qu'elle fixe.	Période de validité
Relief from conditions	(4) The Board may, in accordance with the regulations, at any time during the long-term supervision of an offender,  (a) in respect of conditions referred to in subsection (1), relieve the offender from compliance with any such condition or vary the application to the offender of any such condition; or  (b) in respect of conditions imposed under subsection (2), remove or vary any such condition.  1997, c. 17, s. 30.	(4) La Commission peut, conformément aux règlements, soustraire le délinquant, au cours de la période de surveillance, à l'application de l'une ou l'autre des conditions visées au paragraphe (1), ou modifier ou annuler l'une de celles visées au paragraphe (2).  1997, ch. 17, art. 30.	Dispense ou modification des conditions
Instructions to offenders subject to long-term supervision order	<b>134.2</b> (1) An offender who is supervised pursuant to a long-term supervision order shall comply with any instructions given by a member of the Board or a person designated, by name or by position, by the Chairperson of the Board or by the Commissioner, or given by the offender's parole supervisor, respecting any conditions of long-term supervision in order to prevent a breach of any condition or to protect society.  (2) [Repealed, 2012, c. 1, s. 88]  1997, c. 17, s. 30; 2012, c. 1, s. 88.	<b>134.2</b> (1) Le délinquant qui est surveillé aux termes d'une ordonnance de surveillance de longue durée doit observer les consignes que lui donne son surveillant de liberté conditionnelle, un membre de la Commission ou la personne que le président ou le commissaire désigne nommément ou par indication de son poste en vue de prévenir la violation des conditions imposées ou de protéger la société.  (2) [Abrogé, 2012, ch. 1, art. 88]  1997, ch. 17, art. 30; 2012, ch. 1, art. 88.	Instructions
	SUSPENSION, TERMINATION, REVOCATION AND INOPERATIVENESS OF PAROLE, STATUTORY RELEASE OR LONG-TERM SUPERVISION	SUSPENSION, CESSATION, RÉVOCATION ET INEFFECTIVITÉ DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE OU D'OFFICE OU DE LA SURVEILLANCE DE LONGUE DURÉE	
Suspension of parole or statutory release	<b>135.</b> (1) A member of the Board or a person, designated by name or by position, by the Chairperson of the Board or by the Commis-	<b>135.</b> (1) En cas d'inobservation des conditions de la libération conditionnelle ou d'office ou lorsqu'il est convaincu qu'il est raisonnable	Suspension



sioner, when an offender breaches a condition of parole or statutory release or when the member or person is satisfied that it is necessary and reasonable to suspend the parole or statutory release in order to prevent a breach of any condition thereof or to protect society, may, by warrant,

- (a) suspend the parole or statutory release;
- (b) authorize the apprehension of the offender; and
- (c) authorize the recommitment of the offender to custody until the suspension is cancelled, the parole or statutory release is terminated or revoked or the sentence of the offender has expired according to law.

Automatic suspension of parole or statutory release

(1.1) If an offender who is on parole or statutory release receives an additional sentence, other than a conditional sentence under section 742.1 of the *Criminal Code* that is being served in the community or an intermittent sentence under section 732 of that Act, for an offence under an Act of Parliament, their parole or statutory release, as the case may be, is suspended on the day on which the additional sentence is imposed.

Apprehension and recommitment

(1.2) If an offender's parole or statutory release is suspended under subsection (1.1), a member of the Board or a person designated, by name or position, by the Chairperson of the Board or the Commissioner may, by warrant, authorize the offender's apprehension and recommitment to custody until

- (a) the suspension is cancelled;
- (b) the parole or statutory release is terminated or revoked; or
- (c) the sentence expires according to law.

Transfer of offender

(2) A person designated under subsection (1) may, by warrant, order the transfer to a penitentiary of an offender who is recommitted to custody under subsection (1) or (1.2) or as a result of an additional sentence referred to in subsection (1.1) in a place other than a penitentiary.

et nécessaire de prendre cette mesure pour empêcher la violation de ces conditions ou pour protéger la société, un membre de la Commission ou la personne que le président ou le commissaire désigne nommément ou par indication de son poste peut, par mandat :

- a) suspendre la libération conditionnelle ou d'office;
- b) autoriser l'arrestation du délinquant;
- c) ordonner la réincarcération du délinquant jusqu'à ce que la suspension soit annulée ou que la libération soit révoquée ou qu'il y soit mis fin, ou encore jusqu'à l'expiration légale de la peine.

(1.1) Lorsqu'un délinquant en liberté conditionnelle ou d'office est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire pour une infraction à une loi fédérale, à l'exception de la peine discontinuée visée à l'article 732 du *Code criminel* ou de la peine purgée dans la collectivité conformément à l'ordonnance de sursis visée à l'article 742.1 de cette loi, sa libération conditionnelle ou d'office est suspendue à la date de la condamnation à la peine supplémentaire.

Suspension automatique de la libération conditionnelle ou d'office

(1.2) En cas de suspension de la libération conditionnelle ou d'office au titre du paragraphe (1.1), un membre de la Commission ou toute personne que le président ou le commissaire désigne nommément ou par indication de son poste peut, par mandat, autoriser l'arrestation du délinquant et ordonner sa réincarcération :

Arrestation et réincarcération

- a) soit jusqu'à ce que la suspension soit annulée;
- b) soit jusqu'à ce que la libération soit révoquée ou qu'il y soit mis fin;
- c) soit jusqu'à l'expiration légale de la peine.

(2) La personne désignée en vertu du paragraphe (1) peut, par mandat, ordonner le transfèrement du délinquant — réincarcéré aux termes des paragraphes (1) ou (1.2) ou à la suite de la condamnation à la peine supplémentaire mentionnée au paragraphe (1.1) — ailleurs que dans un pénitencier.

Transfèrement

Cancellation of suspension or referral

(3) Subject to subsection (3.1), the person who signs a warrant under subsection (1) or any other person designated under that subsection shall, immediately after the recommitment of the offender, review the offender's case and

(a) where the offender is serving a sentence of less than two years, cancel the suspension or refer the case to the Board together with an assessment of the case, within fourteen days after the recommitment or such shorter period as the Board directs; or

(b) in any other case, within thirty days after the recommitment or such shorter period as the Board directs, cancel the suspension or refer the case to the Board together with an assessment of the case stating the conditions, if any, under which the offender could in that person's opinion reasonably be returned to parole or statutory release.

Referral to Board — additional sentence

(3.1) If an offender's parole or statutory release is suspended under subsection (1.1), or if an offender whose parole or statutory release is suspended under subsection (1) receives an additional sentence referred to in subsection (1.1), the suspension may not be cancelled and the case is to be referred to the Board by a person designated by name or position by the Commissioner, together with an assessment of the case, within the applicable number of days set out in subsection (3).

Review by Board

(4) The Board shall, on the referral to it of the case of an offender serving a sentence of less than two years, review the case and, within the period prescribed by the regulations, either cancel the suspension or terminate or revoke the parole.

Review by Board — sentence of two years or more

(5) The Board shall, on the referral to it of the case of an offender who is serving a sentence of two years or more, review the case and — within the period prescribed by the regulations unless, at the offender's request, the review is adjourned by the Board or is postponed by a member of the Board or by a person designated by the Chairperson by name or position —

Examen de la suspension

(3) Sous réserve du paragraphe (3.1), la personne qui a signé le mandat visé au paragraphe (1), ou toute autre personne désignée aux termes de ce paragraphe, doit, dès que le délinquant mentionné dans le mandat est réincarcéré, examiner son dossier et :

a) dans le cas d'un délinquant qui purge une peine d'emprisonnement de moins de deux ans, dans les quatorze jours qui suivent si la Commission ne décide pas d'un délai plus court, annuler la suspension ou renvoyer le dossier devant la Commission, le renvoi étant accompagné d'une évaluation du cas;

b) dans les autres cas, dans les trente jours qui suivent, si la Commission ne décide pas d'un délai plus court, annuler la suspension ou renvoyer le dossier devant la Commission, le renvoi étant accompagné d'une évaluation du cas et, s'il y a lieu, d'une liste des conditions qui, à son avis, permettraient au délinquant de bénéficier de nouveau de la libération conditionnelle ou d'office.

Renvoi à la Commission en cas de nouvelle condamnation

(3.1) Dans le cas où la libération conditionnelle ou d'office d'un délinquant est suspendue au titre du paragraphe (1.1) ou dans le cas où le délinquant dont la libération conditionnelle ou d'office est suspendue au titre du paragraphe (1) est condamné à une peine supplémentaire visée au paragraphe (1.1), la suspension est maintenue et la personne que le commissaire désigne nommément ou par indication de son poste renvoie le dossier du délinquant à la Commission dans le délai applicable prévu au paragraphe (3), le renvoi étant accompagné d'une évaluation du cas.

Examen par la Commission

(4) Une fois saisie du dossier d'un délinquant qui purge une peine de moins de deux ans, la Commission examine le cas et, dans le délai réglementaire, soit annule la suspension, soit révoque la libération ou y met fin.

Examen par la Commission : peine d'au moins deux ans

(5) Une fois saisie du dossier du délinquant qui purge une peine de deux ans ou plus, la Commission examine le dossier et, au cours de la période prévue par règlement, sauf si, à la demande du délinquant, elle lui accorde un ajournement ou un membre de la Commission ou la personne que le président désigne nommément ou par indication de son poste reporte l'examen :

	<p>(a) if the Board is satisfied that the offender will, by reoffending before the expiration of their sentence according to law, present an undue risk to society,</p> <p>(i) terminate the parole or statutory release if the undue risk is due to circumstances beyond the offender's control, and</p> <p>(ii) revoke it in any other case;</p> <p>(b) if the Board is not satisfied as in paragraph (a), cancel the suspension; and</p> <p>(c) if the offender is no longer eligible for parole or entitled to be released on statutory release, cancel the suspension or terminate or revoke the parole or statutory release.</p>	<p>a) si elle est convaincue qu'une récidive de la part du délinquant avant l'expiration légale de la peine qu'il purge présentera un risque inacceptable pour la société :</p> <p>(i) elle met fin à la libération lorsque le risque dépend de facteurs qui sont indépendants de la volonté du délinquant,</p> <p>(ii) elle la révoque dans le cas contraire;</p> <p>b) si elle n'a pas cette conviction, elle annule la suspension;</p> <p>c) si le délinquant n'est plus admissible à la libération conditionnelle ou n'a plus droit à la libération d'office, elle annule la suspension ou révoque la libération ou y met fin.</p>	
Terms of cancellation	<p>(6) If in the Board's opinion it is necessary and reasonable to do so in order to protect society or to facilitate the reintegration of the offender into society, the Board, when it cancels a suspension of the parole or statutory release of an offender, may</p> <p>(a) reprimand the offender in order to warn the offender of the Board's dissatisfaction with the offender's behaviour since release;</p> <p>(b) alter the conditions of the parole or statutory release; and</p> <p>(c) order the cancellation not to take effect until the expiration of a specified period not exceeding thirty days after the date of the Board's decision, where the offender violated the conditions of parole or statutory release on the occasion of the suspension and on at least one previous occasion that led to a suspension of parole or statutory release during the offender's sentence.</p>	<p>(6) Dans le cas où elle annule une suspension, la Commission peut, si elle l'estime nécessaire et raisonnable afin de protéger la société ou de favoriser la réinsertion sociale du délinquant :</p> <p>a) l'avertir qu'elle n'est pas satisfaite de son comportement depuis sa libération;</p> <p>b) modifier les conditions de la libération;</p> <p>c) ordonner que l'annulation n'entre en vigueur qu'à l'expiration du délai maximal de trente jours qu'elle fixe à compter de la date de la décision, si la violation des conditions de la libération qui a donné lieu à la suspension constituait au moins la seconde violation entraînant une suspension au cours de la peine que purge le délinquant.</p>	Idem
Transmission of cancellation of suspension	<p>(6.1) Where a person referred to in subsection (3) or the Board cancels a suspension under this section, the person or the Board, as the case may be, shall forward a notification of the cancellation of the suspension or an electronically transmitted copy of the notification to the person in charge of the facility in which the offender is being held.</p>	<p>(6.1) La personne visée au paragraphe (3) ou la Commission, selon le cas, notifie l'annulation de la suspension, ou transmet électroniquement une copie de la notification, au responsable du lieu où le délinquant est sous garde.</p>	Transmission de la décision d'annulation de la suspension
If parole eligibility date in future	<p>(6.2) If the Board cancels a suspension of parole under subsection (5) and the day on which the offender is eligible for parole, determined in accordance with any of sections 119 to 120.3, is later than the day on which the parole suspension is cancelled, the day or full pa-</p>	<p>(6.2) Lorsque la Commission annule la suspension de la libération conditionnelle d'un délinquant au titre du paragraphe (5) et que la date d'admissibilité de celui-ci à la libération conditionnelle, déterminée conformément à l'un des articles 119 à 120.3, est postérieure à</p>	Ineffectivité

role is, subject to subsection (6.3), resumed on the day parole eligibility date or the full parole eligibility date, as the case may be.

celle de l'annulation, le délinquant est remis en semi-liberté ou en liberté conditionnelle totale, sous réserve du paragraphe (6.3), à la date de son admissibilité à la semi-liberté ou à la libération conditionnelle totale, selon le cas.

Cancellation of parole — parole eligibility date in future

(6.3) If an offender's parole is to resume under subsection (6.2), the Board may — before the parole resumes and after a review of the case based on information with which it could not reasonably have been provided at the time the parole suspension was cancelled — cancel the parole or, if the offender has been released, terminate the parole.

(6.3) Après réexamen du dossier à la lumière de renseignements nouveaux qui ne pouvaient raisonnablement avoir été portés à sa connaissance au moment où elle a annulé la suspension de la libération conditionnelle, la Commission peut, préalablement à la mise en liberté conditionnelle du délinquant au titre du paragraphe (6.2), annuler celle-ci ou y mettre fin si le délinquant est déjà en liberté.

Annulation de la libération conditionnelle

Review

(6.4) If the Board exercises its power under subsection (6.3), it shall, within the period prescribed by the regulations, review its decision and either confirm or cancel it.

(6.4) Si elle exerce les pouvoirs que lui confère le paragraphe (6.3), la Commission doit, au cours de la période prévue par règlement, réviser sa décision et la confirmer ou l'annuler.

Révision

Additional power of the Board

(7) Independently of subsections (1) to (6), where the Board is satisfied that the continued parole or statutory release of an offender would constitute an undue risk to society by reason of the offender reoffending before the expiration of the sentence according to law, the Board may, at any time,

(7) En outre, la Commission peut, à tout moment lorsqu'elle est convaincue qu'une récidive — avant l'expiration légale de la peine — durant la libération conditionnelle ou d'office du délinquant présentera un risque inacceptable pour la société :

Pouvoir additionnel de la Commission

(a) where the offender is no longer eligible for the parole or entitled to be released on statutory release, terminate or revoke the parole or statutory release; or

a) révoquer ou mettre fin à cette libération si le délinquant n'y est plus admissible ou n'y a plus droit;

(b) where the offender is still eligible for the parole or entitled to be released on statutory release,

b) s'il y est admissible ou y a droit, mettre fin à la libération lorsque le risque pour la société dépend de facteurs qui ne sont pas imputables au délinquant ou la révoquer, dans le cas contraire.

(i) terminate the parole or statutory release, where the undue risk to society is due to circumstances beyond the offender's control, or

(ii) revoke the parole or statutory release, where the undue risk to society is due to circumstances within the offender's control.

Power not affected by new sentence

(8) The Board may exercise its power under subsection (7) notwithstanding any new sentence to which the offender becomes subject after being released on parole or statutory release, whether or not the new sentence is in respect of an offence committed before or after the offender's release on parole or statutory release.

(8) La Commission dispose des pouvoirs que lui confère le paragraphe (7) même si le délinquant bénéficie d'une libération conditionnelle ou d'office et est condamné à une autre peine d'emprisonnement pour une infraction commise avant ou après cette mise en liberté.

Idem

Review by Board	(9) Where the Board exercises its power under subsection (7), it shall review its decision at times prescribed by the regulations, at which times it shall either confirm or cancel its decision.	(9) En cas de révision d'une décision rendue en vertu du paragraphe (7), la Commission doit, au cours de la période prévue par règlement, confirmer ou annuler celle-ci.	Révision
Non-application of subsection (1.1)	(9.1) Unless the lieutenant governor in council of a province in which there is a provincial parole board makes a declaration under subsection 113(1) that subsection (1.1) applies in respect of offenders under the jurisdiction of that provincial parole board, subsection (1.1) does not apply in respect of such offenders, other than an offender who  (a) is serving a sentence in a provincial correctional facility pursuant to an agreement entered into under paragraph 16(1)(a); or  (b) as a result of receiving an additional sentence referred to in subsection (1.1), is required, under section 743.1 of the <i>Criminal Code</i> , to serve the sentence in a penitentiary.	(9.1) Sauf déclaration contraire, au titre du paragraphe 113(1), du lieutenant-gouverneur en conseil d'une province où a été instituée une commission provinciale, le paragraphe (1.1) ne s'applique pas aux délinquants qui relèvent de cette dernière, à l'exception de ceux qui :  a) soit purgent une peine d'emprisonnement dans un établissement correctionnel de la province en vertu d'un accord visé au paragraphe 16(1);  b) soit, en raison de leur condamnation à une peine supplémentaire visée au paragraphe (1.1), sont tenus, aux termes de l'article 743.1 du <i>Code criminel</i> , de purger leur peine dans un pénitencier.	Non-application du paragraphe (1.1)
Parole inoperative	(9.2) If an offender to whom subsection (1.1) does not apply, and who is on parole that has not been revoked or terminated, receives an additional sentence that is to be served consecutively with the sentence the offender was serving when the additional sentence was imposed, the parole becomes inoperative and the offender shall be reincarcerated until the day on which the offender has served, from the day on which the additional sentence was imposed, the period of ineligibility in relation to the additional sentence. On that day, the parole is resumed, subject to the provisions of this Act, unless, before that day, the parole has been revoked or terminated.	(9.2) Lorsque la libération conditionnelle d'un délinquant auquel le paragraphe (1.1) ne s'applique pas n'a pas été révoquée ou qu'il n'y a pas été mis fin et que le délinquant est condamné à une peine d'emprisonnement supplémentaire — à purger à la suite de la peine en cours —, la libération conditionnelle devient ineffective et le délinquant est réincarcéré pour une période, déterminée à compter de la date de la condamnation à la peine supplémentaire, égale au temps d'épreuve relatif à cette peine. Le délinquant, à l'expiration de cette période et sous réserve de la présente loi, est remis en liberté conditionnelle, à moins que celle-ci n'ait été révoquée ou qu'il n'y ait été mis fin.	Libération conditionnelle ineffective
	(9.3) to (9.5) [Repealed, 2012, c. 1, s. 89]	(9.3) à (9.5) [Abrogés, 2012, ch. 1, art. 89]	
Continuation of sentence	(10) For the purposes of this Part, an offender who is in custody by virtue of this section continues to serve the offender's sentence.	(10) Pour l'application de la présente partie, le délinquant qui est réincarcéré est réputé purger sa peine.	Présomption
Time at large during suspension	(11) For the purposes of this Act, where a suspension of parole or statutory release is cancelled, the offender is deemed, during the period beginning on the day of the issuance of the suspension and ending on the day of the cancellation of the suspension, to have been serving the sentence to which the parole or statutory release applies.  1992, c. 20, s. 135; 1995, c. 22, s. 18, c. 42, ss. 50, 69(E), 70(E); 1997, c. 17, ss. 32(F), 32.1; 2012, c. 1, s. 89, c. 19, s. 529.	(11) En cas d'annulation de la suspension de la libération conditionnelle ou d'office, le délinquant est réputé, pour l'application de la présente loi, avoir purgé sa peine pendant la période commençant à la date de la suspension et se terminant à la date de l'annulation.  1992, ch. 20, art. 135; 1995, ch. 22, art. 18, ch. 42, art. 50, 69(A) et 70(A); 1997, ch. 17, art. 32(F) et 32.1; 2012, ch. 1, art. 89, ch. 19, art. 529.	Présomption

Suspension of  
long-term  
supervision

**135.1** (1) A member of the Board or a person designated, by name or by position, by the Chairperson of the Board or by the Commissioner, when an offender breaches a condition of a long-term supervision order or a condition referred to in section 134.1 or when the member or person is satisfied that it is necessary and reasonable to suspend the long-term supervision in order to prevent a breach of any condition of it or to protect society, may, by warrant,

- (a) suspend the long-term supervision;
- (b) authorize the apprehension of the offender; and
- (c) authorize the commitment of the offender to a community-based residential facility or a mental health facility or, where the member or person is satisfied that commitment to custody is necessary, to custody until the suspension is cancelled, new conditions for the long-term supervision have been established or the offender is charged with an offence under section 753.3 of the *Criminal Code*.

Limit on  
commitment

(2) The period of the commitment of the offender mentioned in paragraph (1)(c) must not exceed ninety days.

Where offender  
committed

(3) Where an offender is committed under paragraph (1)(c), the period of the commitment is included in the calculation of the period of long-term supervision ordered under a long-term supervision order, but if there is a period between the issuance of the warrant and the commitment to custody, that period is not included in that calculation.

Transfer of  
offender

(4) A person designated pursuant to subsection (1) may, by warrant, order the transfer to penitentiary of an offender who is committed under paragraph (1)(c) in a place other than a penitentiary.

Cancellation of  
suspension or  
referral

(5) The person who signs a warrant pursuant to subsection (1), or any other person designated pursuant to that subsection, shall, immediately after the commitment of the offender, review the offender's case and, as soon as possible but in any case no later than thirty days after the commitment, cancel the suspension or refer the case to the Board together with an assessment of the case.

Suspension de la  
surveillance de  
longue durée

**135.1** (1) En cas d'inobservation soit des conditions énoncées dans l'ordonnance de surveillance de longue durée, soit des conditions visées à l'article 134.1, ou lorsqu'il est convaincu qu'il est raisonnable et nécessaire de prendre cette mesure pour empêcher la violation de ces conditions ou pour protéger la société, un membre de la Commission ou la personne que le président ou le commissaire désigne nommément ou par indication de son poste peut, par mandat :

- a) suspendre la surveillance;
- b) autoriser l'arrestation du délinquant;
- c) ordonner l'internement de celui-ci dans un établissement résidentiel communautaire ou un établissement psychiatrique, ou son incarcération si elle est jugée nécessaire, jusqu'à ce que la suspension soit annulée, que de nouvelles conditions pour la surveillance soient fixées ou que le délinquant soit accusé de l'infraction visée à l'article 753.3 du *Code criminel*.

(2) La période maximale de l'internement ou de l'incarcération visés à l'alinéa (1)c) est de quatre-vingt-dix jours.

Période  
maximale

(3) Si un délinquant fait l'objet d'un internement ou d'une incarcération aux termes de l'alinéa (1)c), la période d'internement ou d'incarcération est comprise dans la période de surveillance prévue dans l'ordonnance de surveillance de longue durée à l'exclusion, le cas échéant, du délai écoulé entre la délivrance du mandat et l'incarcération ou l'internement.

Internement ou  
incarcération

(4) La personne désignée en vertu du paragraphe (1) peut, par mandat, ordonner le transfert dans un pénitencier du délinquant qui fait l'objet d'un internement aux termes de l'alinéa (1)c).

Transfèrement

(5) La personne qui a signé le mandat visé au paragraphe (1), ou toute autre personne désignée en vertu de ce paragraphe doit, dès l'internement ou l'incarcération du délinquant mentionné dans le mandat, examiner son cas et, dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les trente jours qui suivent, annuler la suspension ou renvoyer le dossier devant la Commission, le renvoi étant accompagné d'une évaluation du cas.

Annulation de la  
suspension ou  
renvoi



Review by  
Board

(6) The Board shall, on the referral to it of the case of an offender, review the case and, before the end of the period referred to in subsection (2),

(a) cancel the suspension, if the Board is satisfied that, in view of the offender's behaviour while being supervised, the resumption of long-term supervision would not constitute a substantial risk to society by reason of the offender reoffending before the expiration of the period of long-term supervision; or

(b) [Repealed, 2012, c. 1, s. 90]

(c) where the Board is satisfied that no appropriate program of supervision can be established that would adequately protect society from the risk of the offender reoffending, and that it appears that a breach has occurred, recommend that an information be laid charging the offender with an offence under section 753.3 of the *Criminal Code*.

Laying of  
information

(7) Where the Board recommends that an information be laid pursuant to paragraph (6)(c), the Service shall recommend to the Attorney General who has jurisdiction in the place in which the breach of the condition occurred that an information be laid charging the offender with an offence under section 753.3 of the *Criminal Code*.

Terms of  
cancellation

(8) If in the Board's opinion it is necessary and reasonable to do so in order to protect society or to facilitate the reintegration of the offender into society, the Board, when it cancels a suspension of the long-term supervision order of an offender, may

(a) reprimand the offender in order to warn the offender of the Board's dissatisfaction with the offender's behaviour while being supervised;

(b) alter the conditions of the long-term supervision; and

(c) order the cancellation not to take effect until the expiration of a specified period that ends on a date not later than the end of the ninety days referred to in subsection (2), in order to allow the offender to participate in a program that would help ensure that society is protected from the risk of the offender reoffending.

(6) Une fois saisie du dossier, la Commission examine le cas et, avant l'expiration de la période maximale prévue au paragraphe (2) :

a) soit annule la suspension si elle est d'avis, compte tenu de la conduite du délinquant durant la période de surveillance, que le risque de récidive avant l'expiration de cette période n'est pas élevé;

b) [Abrogé, 2012, ch. 1, art. 90]

c) soit, si elle est d'avis qu'aucun programme de surveillance ne peut adéquatement protéger la société contre le risque de récidive et que, selon toute apparence, les conditions de la surveillance n'ont pas été observées, recommande le dépôt d'une dénonciation imputant au délinquant l'infraction visée à l'article 753.3 du *Code criminel*.

Examen par la  
Commission

(7) Si la Commission recommande le dépôt d'une dénonciation, le Service recommande au procureur général du lieu où l'inobservation des conditions de surveillance a été constatée le dépôt d'une dénonciation imputant au délinquant l'infraction visée à l'article 753.3 du *Code criminel*.

Dépôt d'une  
dénonciation

(8) Dans le cas où elle annule la suspension d'une ordonnance de surveillance, la Commission peut, si elle l'estime nécessaire et raisonnable afin de protéger la société ou de favoriser la réinsertion sociale du délinquant :

a) avertir celui-ci qu'elle n'est pas satisfaite de son comportement pendant la période de surveillance;

b) modifier les conditions de la surveillance;

c) ordonner que l'annulation n'entre en vigueur qu'à l'expiration d'un délai qui se termine au plus tard à la fin des quatre-vingt-dix jours visés au paragraphe (2), pour permettre au délinquant de participer à un programme visant à assurer une meilleure protection de la société contre le risque de récidive du délinquant.

Annulation de la  
suspension



Transmission of  
cancellation of  
suspension

(9) Where a person referred to in subsection (4) or the Board cancels a suspension under this section, the person or the Board, as the case may be, shall forward a notification of the cancellation of the suspension or an electronically transmitted copy of the notification to the person in charge of the facility in which the offender is being held.

1997, c. 17, s. 33; 2012, c. 1, s. 90.

(9) La personne visée au paragraphe (4) ou la Commission, selon le cas, notifie l'annulation de la suspension, ou transmet électroniquement une copie de la notification, au responsable du lieu où le délinquant est sous garde.

1997, ch. 17, art. 33; 2012, ch. 1, art. 90.

Transmission de  
la décision  
d'annuler la  
suspension

Warrant for  
apprehension  
and  
recommitment

**136.** A member of the Board or a person designated, by name or position, by the Chairperson of the Board or the Commissioner may, by warrant, authorize an offender's apprehension and recommitment to custody if

(a) their parole is terminated or revoked or becomes inoperative under subsection 135(9.2); or

(b) their statutory release is terminated or revoked or they are no longer entitled to be released on statutory release as a result of a change to their statutory release date under subsection 127(5.1).

1992, c. 20, s. 136; 1995, c. 42, s. 51; 1997, c. 17, s. 33; 2012, c. 1, s. 91.

**136.** Tout membre de la Commission ou la personne que le président ou le commissaire désigne nommément ou par indication de son poste peut, par mandat, autoriser l'arrestation et la réincarcération du délinquant dans les cas suivants :

a) sa libération conditionnelle a pris fin, a été révoquée ou est devenue ineffective au titre du paragraphe 135(9.2);

b) sa libération d'office a pris fin ou a été révoquée ou il n'y a plus droit en raison d'un changement de date apporté au titre du paragraphe 127(5.1).

1992, ch. 20, art. 136; 1995, ch. 42, art. 51; 1997, ch. 17, art. 33; 2012, ch. 1, art. 91.

Mandat d'arrêt  
en cas de  
cessation ou  
révocation

Execution of  
warrant

**137.** (1) A warrant of apprehension issued under section 11.1, 18, 118, 135, 135.1 or 136 or by a provincial parole board, or an electronically transmitted copy of such a warrant, shall be executed by any peace officer to whom it is given in any place in Canada as if it had been originally issued or subsequently endorsed by a justice or other lawful authority having jurisdiction in that place.

**137.** (1) Le mandat délivré en vertu des articles 11.1, 18, 118, 135, 135.1 ou 136 ou par une commission provinciale ou encore une copie de ce mandat transmise par moyen électronique est exécuté par l'agent de la paix destinataire; il peut l'être sur tout le territoire canadien comme s'il avait été initialement délivré ou postérieurement visé par un juge de paix ou une autre autorité légitime du ressort où il est exécuté.

Mandat d'arrêt

Arrest without  
warrant

(2) A peace officer who believes on reasonable grounds that a warrant is in force under this Part or under the authority of a provincial parole board for the apprehension of a person may arrest the person without warrant and remand the person in custody.

(2) L'agent de la paix peut arrêter un délinquant sans mandat et le mettre sous garde s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un mandat d'arrêt a été délivré contre lui en vertu de la présente partie ou par une commission provinciale et est toujours en vigueur.

Arrestation sans  
mandat

Where arrest  
made

(3) Where a person has been arrested pursuant to subsection (2), the warrant of apprehension, or an electronically transmitted copy thereof, shall be executed within forty-eight hours after the arrest is made, failing which the person shall be released.

1992, c. 20, s. 137; 1995, c. 42, s. 52; 1997, c. 17, s. 34.

(3) Le mandat d'arrestation ou une copie de celui-ci transmise par moyen électronique est exécuté dans les quarante-huit heures suivant l'arrestation, à défaut de quoi le délinquant arrêté en vertu du paragraphe (2) doit être relâché.

1992, ch. 20, art. 137; 1995, ch. 42, art. 52; 1997, ch. 17, art. 34.

Délai  
d'exécution du  
mandat

Arrest without  
warrant —  
breach of  
conditions

**137.1** A peace officer may arrest without warrant an offender who has committed a breach of a condition of their parole, statutory release or unescorted temporary absence, or whom the peace officer finds committing such a breach, unless the peace officer

(a) believes on reasonable grounds that the public interest may be satisfied without arresting the person, having regard to all the circumstances including the need to

- (i) establish the identity of the person, or
- (ii) prevent the continuation or repetition of the breach; and

(b) does not believe on reasonable grounds that the person will fail to report to their parole supervisor in order to be dealt with according to law if the peace officer does not arrest the person.

2012, c. 1, s. 92.

Serving balance  
of sentence

**138.** (1) Where the parole or statutory release of an offender is terminated or revoked, the offender shall be recommitted to custody and shall serve the portion of the sentence that remained unexpired on the day on which the parole or statutory release was terminated or revoked.

Effect of  
termination on  
parole and  
statutory release

(2) An offender whose parole or statutory release has been terminated is

- (a) eligible for parole in accordance with section 120, 120.1, 120.2 or 120.3, as the case may be; and
- (b) entitled to be released on statutory release in accordance with section 127.

No forfeiture of  
remission

(3) An offender whose parole or statutory release has been terminated is not liable to forfeit

- (a) any remission with which the offender was credited pursuant to the *Prisons and Reformatories Act*; or
- (b) any credits under the *International Transfer of Offenders Act*.

Effect of  
revocation on  
parole

(4) An offender whose parole or statutory release has been revoked is eligible for parole in accordance with section 120, 120.1, 120.2 or 120.3, as the case may be.

Exception

(5) Notwithstanding sections 122 and 123, the Board is not required to conduct a review

**137.1** L'agent de la paix peut arrêter sans mandat le délinquant qui a violé ou qu'il trouve en train de violer une condition de sa libération conditionnelle ou d'office ou de sa permission de sortir sans escorte, sauf si :

a) d'une part, il a des motifs raisonnables de croire que l'intérêt public peut être sauvegardé sans arrêter le délinquant, eu égard aux circonstances, y compris la nécessité d'identifier le délinquant ou d'empêcher que la violation se poursuive ou se répète;

b) d'autre part, il n'a aucun motif raisonnable de croire que, s'il n'arrête pas le délinquant, celui-ci omettra de se présenter devant le surveillant de liberté conditionnelle pour être traité selon la loi.

2012, ch. 1, art. 92.

Arrestation sans  
mandat :  
violation de  
conditions

**138.** (1) Dès révocation ou cessation de sa libération conditionnelle ou d'office, le délinquant est réincarcéré et purge la peine qui restait à courir avant que sa libération ne soit révoquée ou qu'il n'y soit mis fin.

Effet de la  
révocation

(2) Lorsqu'il est mis fin à la libération conditionnelle ou d'office d'un délinquant, celui-ci est admissible à la libération conditionnelle conformément aux articles 120, 120.1, 120.2 ou 120.3 et a droit à la libération d'office conformément à l'article 127.

Effet de la  
cessation

(3) Lorsqu'il a été mis fin à la liberté conditionnelle ou d'office d'un délinquant, celui-ci continue de bénéficier de la remise de peine qu'il a méritée en vertu de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction* et des réductions de peines prévues par la *Loi sur le transfert international des délinquants*.

Remise de peine

(4) Le délinquant dont la libération conditionnelle ou d'office est révoquée est admissible à la libération conditionnelle conformément aux articles 120, 120.1, 120.2 ou 120.3.

Admissibilité à  
la libération  
conditionnelle  
en cas de  
révocation

(5) Malgré les articles 122 et 123, la Commission n'est pas tenue d'examiner, aux fins de

Exception

	for the purpose of parole of the case of an offender referred to in subsection (4) within one year after the date on which the offender's parole or statutory release is revoked.	la libération conditionnelle, le cas du délinquant visé au paragraphe (4) pendant l'année qui suit la révocation de la libération conditionnelle ou d'office de celui-ci.	
Effect of revocation on statutory release	<p>(6) Subject to subsections 130(4) and (6), an offender whose parole or statutory release has been revoked is entitled to be released on statutory release in accordance with subsection 127(5).</p> <p>1992, c. 20, s. 138; 1995, c. 42, ss. 53, 70(E); 2004, c. 21, s. 40; 2012, c. 1, s. 93.</p>	<p>(6) Sous réserve des paragraphes 130(4) et (6), le délinquant dont la libération conditionnelle ou d'office est révoquée a droit à la libération d'office conformément au paragraphe 127(5).</p> <p>1992, ch. 20, art. 138; 1995, ch. 42, art. 53 et 70(A); 2004, ch. 21, art. 40; 2012, ch. 1, art. 93.</p>	Droit à la libération d'office en cas de révocation
	MERGED SENTENCES	FUSION DE PEINES	
Multiple sentences	<p><b>139.</b> (1) For the purposes of the <i>Criminal Code</i>, the <i>Prisons and Reformatories Act</i>, the <i>International Transfer of Offenders Act</i> and this Act, a person who is subject to two or more sentences is deemed to have been sentenced to one sentence beginning on the first day of the first of those sentences to be served and ending on the last day of the last of them to be served.</p>	<p><b>139.</b> (1) Pour l'application du <i>Code criminel</i>, de la <i>Loi sur les prisons et les maisons de correction</i>, de la <i>Loi sur le transfèrement international des délinquants</i> et de la présente loi, le délinquant qui est assujéti à plusieurs peines d'emprisonnement est réputé n'avoir été condamné qu'à une seule peine commençant le jour du début de l'exécution de la première et se terminant à l'expiration de la dernière.</p>	Peines multiples
Interpretation	<p>(2) This section does not affect the time of commencement, pursuant to subsection 719(1) of the <i>Criminal Code</i>, of any sentences that are deemed under this section to constitute one sentence.</p> <p>1992, c. 20, s. 139; 1995, c. 22, s. 18, c. 42, s. 54; 2012, c. 1, s. 95.</p>	<p>(2) Le présent article n'a pas pour effet de modifier la date fixée par le paragraphe 719(1) du <i>Code criminel</i> pour le début de l'exécution de chacune des peines qui, aux termes du présent article, sont réputées n'en constituer qu'une.</p> <p>1992, ch. 20, art. 139; 1995, ch. 22, art. 18, ch. 42, art. 54; 2012, ch. 1, art. 95.</p>	Interprétation
	REVIEW HEARINGS	AUDIENCES	
Mandatory hearings	<p><b>140.</b> (1) The Board shall conduct the review of the case of an offender by way of a hearing, conducted in whichever of the two official languages of Canada is requested by the offender, unless the offender waives the right to a hearing in writing or refuses to attend the hearing, in the following classes of cases:</p> <p>(a) the first review for day parole pursuant to subsection 122(1), except in respect of an offender serving a sentence of less than two years;</p> <p>(b) the first review for full parole under subsection 123(1) and subsequent reviews under subsection 123(5) or (5.1);</p> <p>(c) a review conducted pursuant to section 129 or subsection 130(1) or 131(1);</p> <p>(d) a review following a cancellation of parole; and</p>	<p><b>140.</b> (1) La Commission tient une audience, dans la langue officielle du Canada que choisit le délinquant, dans les cas suivants, sauf si le délinquant a renoncé par écrit à son droit à une audience ou refuse d'être présent :</p> <p>a) le premier examen du cas qui suit la demande de semi-liberté présentée en vertu du paragraphe 122(1), sauf dans le cas d'une peine d'emprisonnement de moins de deux ans;</p> <p>b) l'examen prévu au paragraphe 123(1) et chaque réexamen prévu en vertu des paragraphes 123(5) et (5.1);</p> <p>c) les examens ou réexamens prévus à l'article 129 et aux paragraphes 130(1) et 131(1);</p> <p>d) les examens qui suivent l'annulation de la libération conditionnelle;</p>	Audiences obligatoires

	(e) any review of a class specified in the regulations.	e) les autres examens prévus par règlement.	
Discretionary hearing	(2) The Board may elect to conduct a review of the case of an offender by way of a hearing in any case not referred to in subsection (1).	(2) La Commission peut décider de tenir une audience dans les autres cas non visés au paragraphe (1).	Audiences discrétionnaires
Dispensing with hearing	(3) Notwithstanding subsection (1), in respect of any class of offenders specified in the regulations, the Board may conduct a review referred to in paragraph (1)(a) or (b) without a hearing in order to decide whether  (a) to grant parole, subject to the offender's acceptance in writing of the conditions of parole; or  (b) to hold a hearing before the rendering of a decision.	(3) La Commission peut procéder sans audience à l'examen visé à l'alinéa (1)a) ou b) du dossier d'un délinquant qui fait partie d'une catégorie réglementaire pour prendre les décisions suivantes :  a) accorder une libération conditionnelle, auquel cas la décision ne prend effet que si le délinquant accepte par écrit les conditions de la libération conditionnelle;  b) tenir une audience avant de rendre sa décision.	Exceptions
Attendance of observers	(4) Subject to subsection (5), the Board or a person designated, by name or by position, by the Chairperson of the Board shall, subject to such conditions as the Board or person considers appropriate and after taking into account the offender's views, permit a person who applies in writing therefor to attend as an observer at a hearing relating to an offender, unless the Board or person is satisfied that  (a) the hearing is likely to be disrupted or the ability of the Board to consider the matter before it is likely to be adversely affected by the presence of that person or of that person in conjunction with other persons who have applied to attend the hearing;  (b) the person's presence is likely to adversely affect those who have provided information to the Board, including victims, members of a victim's family or members of the offender's family;  (c) the person's presence is likely to adversely affect an appropriate balance between that person's or the public's interest in knowing and the public's interest in the effective reintegration of the offender into society; or  (d) the security and good order of the institution in which the hearing is to be held is likely to be adversely affected by the person's presence.	(4) Sous réserve du paragraphe (5), la Commission, ou la personne que le président désigne nommément ou par indication de son poste, doit, aux conditions qu'elle estime indiquées et après avoir pris en compte les observations du délinquant, permettre à la personne qui en fait la demande écrite d'être présente, à titre d'observateur, lors d'une audience, sauf si elle est convaincue que, selon le cas :  a) la présence de cette personne, seule ou en compagnie d'autres personnes qui ont demandé d'assister à la même audience, nuira au déroulement de l'audience ou l'empêchera de bien évaluer la question dont elle est saisie;  b) sa présence incommodera ceux qui ont fourni des renseignements à la Commission, notamment la victime, la famille de la victime ou celle du délinquant;  c) sa présence compromettra vraisemblablement l'équilibre souhaitable entre l'intérêt de l'observateur ou du public à la communication de l'information et l'intérêt du public à la réinsertion sociale du délinquant;  d) sa présence nuira à la sécurité ou au maintien de l'ordre de l'établissement où l'audience doit se tenir.	Observateurs
Exclusion of observers	(5) Where in the course of a hearing the Board concludes that any of the possible situa-	(5) La Commission peut décider de poursuivre l'audience en l'absence de tout observa-	Poursuite de l'audience à huis clos

	tions described in subsection (4) is likely to exist, it may decide to continue the hearing in the absence of observers or of a particular observer.	teur si, au cours de celle-ci, elle conclut que l'une des situations mentionnées au paragraphe (4) se présente.	
Access to information	(6) Where an observer has been present during a hearing, any information or documents discussed or referred to during the hearing shall not for that reason alone be considered to be publicly available for purposes of the <i>Access to Information Act</i> or the <i>Privacy Act</i> .	(6) Si un observateur est présent lors d'une audience, les renseignements et documents qui y sont étudiés ou communiqués ne sont pas réputés être des documents accessibles au public aux fins de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> et de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> .	Accès aux renseignements
Assistance to offender	(7) Where a review by the Board includes a hearing at which the offender is present, the Board shall permit the offender to be assisted by a person of the offender's choice unless the Board would not permit the presence of that person as an observer pursuant to subsection (4).	(7) Dans le cas d'une audience à laquelle assiste le délinquant, la Commission lui permet d'être assisté d'une personne de son choix, sauf si cette personne n'est pas admissible à titre d'observateur en raison de l'application du paragraphe (4).	Assistant du délinquant
Role of assistant	(8) A person referred to in subsection (7) is entitled  (a) to be present at the hearing at all times when the offender is present;  (b) to advise the offender throughout the hearing; and  (c) to address, on behalf of the offender, the members of the Board conducting the hearing at times they adjudge to be conducive to the effective conduct of the hearing.	(8) La personne qui assiste le délinquant a le droit :  a) d'être présente à l'audience lorsque le délinquant l'est lui-même;  b) de conseiller le délinquant au cours de l'audience;  c) de s'adresser aux commissaires au moment que ceux-ci choisissent en vue du bon déroulement de l'audience.	Droits de l'assistant
Right to interpreter	(9) An offender who does not have an adequate understanding of at least one of Canada's official languages is entitled to the assistance of an interpreter at the hearing and for the purpose of understanding materials provided to the offender pursuant to subsection 141(1) and paragraph 143(2)(b).	(9) Le délinquant qui ne comprend de façon satisfaisante aucune des deux langues officielles du Canada a droit à l'assistance d'un interprète pour l'audience et pour la compréhension des documents que lui transmet la Commission aux termes du paragraphe 141(1) ou de l'alinéa 143(2)b).	Droit à l'interprète
Presentation of statements	(10) If they are attending a hearing as an observer,  (a) a victim may present a statement describing the harm done to them or loss suffered by them as a result of the commission of the offence and the continuing impact of the commission of the offence — including any safety concerns — and commenting on the possible release of the offender; and  (b) a person referred to in subsection 142(3) may present a statement describing the harm done to them or loss suffered by them as a result, and the continuing impact, of any act	(10) Lors de l'audience à laquelle elles assistent à titre d'observateur :  a) d'une part, la victime peut présenter une déclaration à l'égard des pertes ou des dommages qui lui ont été causés par la perpétration de l'infraction et des effets que celle-ci a encore sur elle, notamment les préoccupations qu'elle a quant à sa sécurité, et à l'égard de l'éventuelle libération du délinquant;  b) d'autre part, la personne visée au paragraphe 142(3) peut présenter une déclaration à l'égard des pertes ou des dommages qui lui	Déclaration par la personne à l'audience

of the offender in respect of which a complaint was made to the police or Crown attorney or an information laid under the *Criminal Code* — including any safety concerns — and commenting on the possible release of the offender.

ont été causés par la conduite du délinquant — laquelle a donné lieu au dépôt d'une plainte auprès de la police ou du procureur de la Couronne ou a fait l'objet d'une dénonciation conformément au *Code criminel* — et des effets que cette conduite a encore sur elle, notamment les préoccupations qu'elle a quant à sa sécurité, et à l'égard de l'éventuelle libération du délinquant.

Presentation of statements in absence of person

(11) If a victim or a person referred to in subsection 142(3) is not attending a hearing, their statement may be presented at the hearing in a format that the Board considers appropriate.

(11) La déclaration de la victime ou de la personne visée au paragraphe 142(3), même si celle-ci n'assiste pas à l'audience, peut y être présentée sous toute forme jugée acceptable par la Commission.

Déclaration en l'absence de la personne

Communication of statement in writing

(12) A victim or a person referred to in subsection 142(3) shall, before the hearing, deliver to the Board a transcript of the statement that they plan to present under subsection (10) or (11).

(12) La victime et la personne visée au paragraphe 142(3) doivent, préalablement à l'audience, envoyer à la Commission la transcription de la déclaration qu'elles entendent présenter au titre des paragraphes (10) ou (11).

Communication préalable de la transcription

1992, c. 20, s. 140; 1995, c. 42, ss. 55, 69(E); 2011, c. 11, s. 6; 2012, c. 1, s. 96, c. 19, s. 527.

1992, ch. 20, art. 140; 1995, ch. 42, art. 55 et 69(A); 2011, ch. 11, art. 6; 2012, ch. 1, art. 96, ch. 19, art. 527.

#### DISCLOSURE OF INFORMATION

#### COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Disclosure to offender

**141.** (1) At least fifteen days before the day set for the review of the case of an offender, the Board shall provide or cause to be provided to the offender, in writing, in whichever of the two official languages of Canada is requested by the offender, the information that is to be considered in the review of the case or a summary of that information.

**141.** (1) Au moins quinze jours avant la date fixée pour l'examen de son cas, la Commission fait parvenir au délinquant, dans la langue officielle de son choix, les documents contenant l'information pertinente, ou un résumé de celle-ci.

Délai de communication

Idem

(2) Where information referred to in subsection (1) comes into the possession of the Board after the time prescribed in that subsection, that information or a summary of it shall be provided to the offender as soon as is practicable thereafter.

(2) La Commission fait parvenir le plus rapidement possible au délinquant l'information visée au paragraphe (1) qu'elle obtient dans les quinze jours qui précèdent l'examen, ou un résumé de celle-ci.

Idem

Waiver and postponement

(3) An offender may waive the right to be provided with the information or summary or to have it provided within the period referred to in subsection (1). If they waive the latter right and they receive information so late that it is not possible for them to prepare for the review, they are entitled to a postponement and a member of the Board or a person designated by name or position by the Chairperson of the Board shall, at the offender's request, postpone the review for the period that the member or person determines. If the Board receives information so late that it is not possible for it to prepare for the review, a member of the Board

(3) Le délinquant peut renoncer à son droit à l'information ou à un résumé de celle-ci ou renoncer au délai de transmission; toutefois, le délinquant qui a renoncé au délai a le droit de demander le report de l'examen à une date ultérieure, que fixe un membre de la Commission ou la personne que le président désigne nommément ou par indication de son poste, s'il reçoit des renseignements à un moment tellement proche de la date de l'examen qu'il lui serait impossible de s'y préparer; le membre ou la personne ainsi désignée peut aussi décider de reporter l'examen lorsque des renseignements

Renonciation et report de l'examen



or a person designated by name or position by the Chairperson of the Board may postpone the review for any reasonable period that the member or person determines.

Exceptions

(4) Where the Board has reasonable grounds to believe

- (a) that any information should not be disclosed on the grounds of public interest, or
- (b) that its disclosure would jeopardize
  - (i) the safety of any person,
  - (ii) the security of a correctional institution, or
  - (iii) the conduct of any lawful investigation,

the Board may withhold from the offender as much information as is strictly necessary in order to protect the interest identified in paragraph (a) or (b).

1992, c. 20, s. 141; 1995, c. 42, s. 56(F); 2012, c. 1, s. 97.

Disclosure of information to victims

**142.** (1) At the request of a victim of an offence committed by an offender, the Chairperson

(a) shall disclose to the victim the following information about the offender:

- (i) the offender's name,
- (ii) the offence of which the offender was convicted and the court that convicted the offender,
- (iii) the date of commencement and length of the sentence that the offender is serving, and
- (iv) eligibility dates and review dates applicable to the offender under this Part in respect of unescorted temporary absences or parole; and

(b) may disclose to the victim any of the following information about the offender, where in the Chairperson's opinion the interest of the victim in the disclosure clearly outweighs any invasion of the offender's privacy that could result from the disclosure, namely,

- (i) the offender's age,
- (ii) the location of the penitentiary in which the sentence is being served,

sont communiqués à la Commission en pareil cas.

Exceptions

(4) La Commission peut, dans la mesure jugée strictement nécessaire toutefois, refuser la communication de renseignements au délinquant si elle a des motifs raisonnables de croire que cette communication irait à l'encontre de l'intérêt public, mettrait en danger la sécurité d'une personne ou du pénitencier ou compromettrait la tenue d'une enquête licite.

1992, ch. 20, art. 141; 1995, ch. 42, art. 56(F); 2012, ch. 1, art. 97.

**142.** (1) Sur demande de la victime, le président :

a) communique à celle-ci les renseignements suivants :

- (i) le nom du délinquant,
- (ii) l'infraction dont il a été trouvé coupable et le tribunal qui l'a condamné,
- (iii) la date de début et la durée de la peine qu'il purge,
- (iv) les dates d'admissibilité et d'examen applicables aux permissions de sortir sans escorte ou à la libération conditionnelle;

b) peut lui communiquer, tout ou partie des renseignements suivants si, à son avis, l'intérêt de la victime justifierait nettement une éventuelle violation de la vie privée du délinquant :

- (i) l'âge du délinquant,
- (ii) l'emplacement du pénitencier où il est détenu,
- (iii) la date de ses permissions de sortir sans escorte, de ses permissions de sortir avec escorte approuvées par la Commission au titre du paragraphe 746.1(2) du *Code criminel*, de sa libération conditionnelle ou de sa libération d'office,

Communication de renseignements à la victime



- (iii) the date, if any, on which the offender is to be released on unescorted temporary absence, escorted temporary absence where the Board has approved the absence as required by subsection 746.1(2) of the *Criminal Code*, parole or statutory release,
- (iv) the date of any hearing for the purposes of a review under section 130,
- (v) any of the conditions attached to the offender's unescorted temporary absence, parole or statutory release and the reasons for any unescorted temporary absence,
- (vi) the destination of the offender when released on unescorted temporary absence, parole or statutory release, and whether the offender will be in the vicinity of the victim while travelling to that destination,
- (vii) whether the offender is in custody and, if not, the reason that the offender is not in custody,
- (viii) whether or not the offender has appealed a decision of the Board under section 147, and the outcome of that appeal, and
- (ix) the reason for a waiver of the right to a hearing under subsection 140(1) if the offender gives one.

- (iv) la date de toute audience prévue à l'égard de l'examen visé à l'article 130,
- (v) les conditions dont est assortie la permission de sortir sans escorte et les raisons de celle-ci, ainsi que les conditions de la libération conditionnelle ou d'office,
- (vi) sa destination lors de sa mise en liberté et son éventuel rapprochement de la victime, selon son itinéraire,
- (vii) s'il est sous garde et, le cas échéant, les raisons pour lesquelles il ne l'est pas,
- (viii) si le délinquant a interjeté appel en vertu de l'article 147 et, le cas échéant, la décision rendue au titre de celui-ci,
- (ix) si le délinquant a renoncé à son droit à une audience au titre du paragraphe 140(1), le motif de la renonciation, le cas échéant.

Idem

(2) Where an offender has been transferred from a penitentiary to a provincial correctional facility, the Chairperson of the Board may, at the request of a victim of an offence committed by the offender, disclose to the victim the name of the province in which the provincial facility is located if in the Chairperson's opinion the interest of the victim in such disclosure clearly outweighs any invasion of the offender's privacy that could result from the disclosure.

(2) Dans le cas d'un délinquant transféré d'un pénitencier vers un établissement correctionnel provincial, le président de la Commission peut, à la demande de la victime, lui communiquer le nom de la province où l'établissement est situé si, à son avis, l'intérêt de la victime, suite à la communication, l'emporte sur l'atteinte à la vie privée du délinquant.

Transfèrement dans un établissement provincial

Disclosure of information to other persons

(3) Subsections (1) and (2) also apply, with such modifications as the circumstances require, to a person who satisfies the Chairperson

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, dans le cas de la personne qui convainc le président :

Communication de renseignements à d'autres personnes

- (a) that harm was done to the person, or the person suffered physical or emotional damage, as a result of an act of an offender, whether or not the offender was prosecuted or convicted for that act; and
- (b) that a complaint was made to the police or the Crown attorney, or an information was

- a) qu'elle a subi un dommage corporel ou moral par suite de la conduite du délinquant, qu'il ait été ou non poursuivi ou condamné pour celle-ci;
- b) qu'une plainte a été déposée auprès de la police ou du procureur de la Couronne, ou que cette conduite a fait l'objet d'une dénonciation conformément au *Code criminel*.

laid under the *Criminal Code*, in respect of that act.

Regulations

(4) The manner and form of making requests to the Chairperson under subsection (1) or (2), and how those requests are to be dealt with, may be provided for by the regulations.

Designation by Chairperson

(5) In this section, “Chairperson” includes a person or class of persons designated, by name or by position, by the Chairperson.

1992, c. 20, s. 142; 1995, c. 22, s. 13, c. 42, ss. 57, 71(F), 72(F); 1997, c. 17, s. 35; 2012, c. 1, s. 98.

(4) Les modalités d’une demande faite au président conformément aux paragraphes (1) et (2) et la manière de traiter cette demande peuvent être prévues par règlement.

Règlement

(5) Pour l’application du présent article, « président » vise également toute personne, à titre individuel ou au titre de son appartenance à une catégorie déterminée, que le président désigne nommément ou par indication de son poste.

Désignation

1992, ch. 20, art. 142; 1995, ch. 22, art. 13, ch. 42, art. 57, 71(F) et 72(F); 1997, ch. 17, art. 35; 2012, ch. 1, art. 98.

#### RECORDS OF REVIEWS AND DECISIONS

Records of proceedings

**143.** (1) Where the Board conducts a review of the case of an offender by way of a hearing, it shall maintain a record of the proceedings for the period prescribed by the regulations.

Decisions to be recorded and communicated

(2) Where the Board renders a decision with respect to an offender following a review of the offender’s case, it shall

(a) record the decision and the reasons for the decision, and maintain a copy of the decision and reasons for the period prescribed by the regulations; and

(b) provide the offender with a copy of the decision and the reasons for the decision, in whichever of the two official languages of Canada is requested by the offender, within the period prescribed by the regulations.

Registry of decisions

**144.** (1) The Board shall maintain a registry of the decisions rendered by it under this Part or under paragraph 746.1(2)(c) or (3)(c) of the *Criminal Code* and its reasons for those decisions.

Access to registry

(2) A person who demonstrates an interest in a case may, on written application to the Board, have access to the contents of the registry relating to that case, other than information the disclosure of which could reasonably be expected

(a) to jeopardize the safety of any person;

(b) to reveal a source of information obtained in confidence; or

#### DOSSIERS

Procédures

**143.** (1) La Commission tient un dossier des procédures dont elle est saisie et le conserve pendant la période que fixent les règlements dans les cas où elle procède à l’examen du cas d’un délinquant par voie d’audience.

Communication des décisions

(2) Après avoir pris une décision à la suite de l’examen du cas, la Commission :

a) rend sa décision par écrit et inscrit ses motifs au dossier; elle conserve une copie de la décision motivée pendant la période que fixent les règlements;

b) remet au délinquant, avant l’expiration du délai réglementaire, une copie de la décision motivée dans la langue officielle du Canada que choisit le délinquant.

Constitution du registre

**144.** (1) La Commission constitue un registre des décisions qu’elle rend sous le régime de la présente partie ou des alinéas 746.1(2)(c) ou (3)(c) du *Code criminel* et des motifs s’y rapportant.

Accès au registre

(2) Sur demande écrite à la Commission, toute personne qui démontre qu’elle a un intérêt à l’égard d’un cas particulier peut avoir accès au registre pour y consulter les renseignements qui concernent ce cas, à la condition que ne lui soient pas communiqués de renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement :

a) de mettre en danger la sécurité d’une personne;

	(c) if released publicly, to adversely affect the reintegration of the offender into society.	b) de permettre de remonter à une source de renseignements obtenus de façon confidentielle;	
		c) de nuire, s'ils sont rendus publics, à la réinsertion sociale du délinquant.	
Idem	(3) Subject to any conditions prescribed by the regulations, any person may have access for research purposes to the contents of the registry, other than the name of any person, information that could be used to identify any person or information the disclosure of which could jeopardize any person's safety.	(3) Sous réserve des conditions fixées par règlement, les chercheurs peuvent consulter le registre, pourvu que soient retranchés des documents auxquels ils ont accès les noms des personnes concernées et les renseignements précis qui permettraient de les identifier ou dont la divulgation pourrait mettre en danger la sécurité d'une personne.	Idem
Idem	(4) Notwithstanding subsection (2), where any information contained in a decision in the registry has been considered in the course of a hearing held in the presence of observers, any person may, on application in writing, have access to that information in the registry.  1992, c. 20, s. 144; 2012, c. 1, s. 99.	(4) Par dérogation au paragraphe (2), toute personne qui en fait la demande écrite peut avoir accès aux renseignements que la Commission a étudiés lors d'une audience tenue en présence d'observateurs et qui sont compris dans sa décision versée au registre.  1992, ch. 20, art. 144; 2012, ch. 1, art. 99.	Accès aux documents rendus publics
	REVIEW AND EVIDENCE	RÉVISION JUDICIAIRE	
Documents admissible	<b>145.</b> A decision, order, warrant or certificate purporting to be signed by a member of the Board or a person designated by the Chairperson of the Board is admissible in any court and is evidence of its contents without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it.	<b>145.</b> Les actes — ordres, ordonnances, décisions, certificats ou mandats — qui doivent porter la signature d'un membre de la Commission ou d'une personne désignée par le président sont admissibles en preuve et font foi de leur contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.	Preuve
	ORGANIZATION OF THE BOARD	ORGANISATION DE LA COMMISSION	
	<i>Appeal Division</i>	<i>Section d'appel</i>	
Constitution of Appeal Division	<b>146.</b> (1) There shall be a division of the Board known as the Appeal Division, consisting of not more than six full-time members — one of whom shall be designated Vice-Chairperson, Appeal Division — and a number of part-time members designated in both cases by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, from among the members appointed under section 103.	<b>146.</b> (1) Est constituée la Section d'appel, composée d'au plus six membres à temps plein de la Commission — dont le vice-président — et d'un certain nombre de membres à temps partiel de celle-ci, choisis dans les deux cas par le gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre, parmi les membres nommés en vertu de l'article 103.	Constitution de la Section d'appel
Disqualification	(2) A member of the Appeal Division may not sit on an appeal from a decision in which the member participated.	(2) Un membre de la Section d'appel ne peut siéger en appel d'une décision qu'il a rendue.	Indépendance
Idem	(3) A member of a panel of the Appeal Division that orders a new review of a case pursuant to subsection 147(4) may not sit on the panel of the Board that reviews the case or on a panel of	(3) De même, le membre d'un comité de la Section d'appel qui ordonne un nouvel examen en vertu du paragraphe 147(4) ne peut faire partie d'un comité de la Commission qui pro-	Idem

the Appeal Division that subsequently reviews the case on an appeal.

1992, c. 20, s. 146; 2012, c. 1, s. 100.

*Appeal to Appeal Division*

Right of appeal

**147.** (1) An offender may appeal a decision of the Board to the Appeal Division on the ground that the Board, in making its decision,

- (a) failed to observe a principle of fundamental justice;
- (b) made an error of law;
- (c) breached or failed to apply a policy adopted pursuant to subsection 151(2);
- (d) based its decision on erroneous or incomplete information; or
- (e) acted without jurisdiction or beyond its jurisdiction, or failed to exercise its jurisdiction.

Decision of Vice-Chairperson

(2) The Vice-Chairperson, Appeal Division, may refuse to hear an appeal, without causing a full review of the case to be undertaken, where, in the opinion of the Vice-Chairperson,

- (a) the appeal is frivolous or vexatious;
- (b) the relief sought is beyond the jurisdiction of the Board;
- (c) the appeal is based on information or on a new parole or statutory release plan that was not before the Board when it rendered the decision appealed from; or
- (d) at the time the notice of appeal is received by the Appeal Division, the offender has ninety days or less to serve before being released from imprisonment.

Time and manner of appeal

(3) The time within which and the manner in which a decision of the Board may be appealed shall be as prescribed by the regulations.

Decision on appeal

(4) The Appeal Division, on the completion of a review of a decision appealed from, may

- (a) affirm the decision;
- (b) affirm the decision but order a further review of the case by the Board on a date earli-

cède au réexamen ni d'un comité de la Section d'appel qui par la suite est saisi du dossier en appel.

1992, ch. 20, art. 146; 2012, ch. 1, art. 100.

*Appel auprès de la Section d'appel*

Droit d'appel

**147.** (1) Le délinquant visé par une décision de la Commission peut interjeter appel auprès de la Section d'appel pour l'un ou plusieurs des motifs suivants :

- a) la Commission a violé un principe de justice fondamentale;
- b) elle a commis une erreur de droit en rendant sa décision;
- c) elle a contrevenu aux directives établies aux termes du paragraphe 151(2) ou ne les a pas appliquées;
- d) elle a fondé sa décision sur des renseignements erronés ou incomplets;
- e) elle a agi sans compétence, outrepassé celle-ci ou omis de l'exercer.

Décision du vice-président

(2) Le vice-président de la Section d'appel peut refuser d'entendre un appel sans qu'il y ait réexamen complet du dossier dans les cas suivants lorsque, à son avis :

- a) l'appel est mal fondé et vexatoire;
- b) le recours envisagé ou la décision demandée ne relève pas de la compétence de la Commission;
- c) l'appel est fondé sur des renseignements ou sur un nouveau projet de libération conditionnelle ou d'office qui n'existaient pas au moment où la décision visée par l'appel a été rendue;
- d) lors de la réception de l'avis d'appel par la Section d'appel, le délinquant a quatre-vingt-dix jours ou moins à purger.

Délais et modalités

(3) Les délais et les modalités d'appel sont fixés par règlement.

Décision

(4) Au terme de la révision, la Section d'appel peut rendre l'une des décisions suivantes :

- a) confirmer la décision visée par l'appel;
- b) confirmer la décision visée par l'appel, mais ordonner un réexamen du cas avant la

	<p>er than the date otherwise provided for the next review;</p> <p>(c) order a new review of the case by the Board and order the continuation of the decision pending the review; or</p> <p>(d) reverse, cancel or vary the decision.</p>	<p>date normalement prévue pour le prochain examen;</p> <p>c) ordonner un réexamen du cas et ordonner que la décision reste en vigueur malgré la tenue du nouvel examen;</p> <p>d) infirmer ou modifier la décision visée par l'appel.</p>	
Conditions of immediate release	<p>(5) The Appeal Division shall not render a decision under subsection (4) that results in the immediate release of an offender from imprisonment unless it is satisfied that</p> <p>(a) the decision appealed from cannot reasonably be supported in law, under the applicable policies of the Board, or on the basis of the information available to the Board in its review of the case; and</p> <p>(b) a delay in releasing the offender from imprisonment would be unfair.</p>	<p>(5) Si sa décision entraîne la libération immédiate du délinquant, la Section d'appel doit être convaincue, à la fois, que :</p> <p>a) la décision visée par l'appel ne pouvait raisonnablement être fondée en droit, en vertu d'une politique de la Commission ou sur les renseignements dont celle-ci disposait au moment de l'examen du cas;</p> <p>b) le retard apporté à la libération du délinquant serait inéquitable.</p>	Mise en liberté immédiate
	<i>Head Office and Regions</i>	<i>Siège et bureaux régionaux</i>	
Head office	<p><b>148.</b> (1) The head office of the Board shall be located in the National Capital Region as described in the schedule to the <i>National Capital Act</i>, but meetings of the Board or of the Executive Committee of the Board may be held at such times and places as the Chairperson of the Board directs.</p>	<p><b>148.</b> (1) Le siège de la Commission est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i>; la Commission, de même que son Bureau, peut toutefois tenir des réunions ailleurs au pays aux lieux et périodes choisis par le président.</p>	Siège
Regional offices	<p>(2) The Board shall maintain at least one regional office at a place determined by the Chairperson, after consultation with the Minister, in each of the following regions of Canada, namely, the Atlantic region, Quebec, Ontario, the Prairie region and the Pacific region.</p>	<p>(2) La Commission constitue au moins un bureau dans chacune des régions du Canada qui suivent au lieu que le président désigne, après avoir consulté le ministre : la région de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, les Prairies et la région du Pacifique.</p>	Constitution des bureaux régionaux
Regional divisions	<p><b>149.</b> (1) There shall be regional divisions of the Board consisting of the members assigned to them, who shall exercise such functions of the Board, under this or any other Act of Parliament, as are designated by the Chairperson of the Board for a region or, where there is more than one regional office in a region, for the portion of a region designated by the Chairperson.</p>	<p><b>149.</b> (1) Sont constituées des sections régionales de la Commission composées des membres qui y sont affectés pour exercer, parmi les attributions que les lois fédérales, notamment la présente, confèrent à la Commission, celles que précise le président dans une région du Canada ou, s'il y a plus d'un bureau régional dans une région, pour le secteur régional que détermine le président.</p>	Sections régionales
Residence	<p>(2) Full-time members of the Board assigned to a regional division pursuant to subsection 105(3) shall reside within reasonable commuting distance of the office of that division.</p>	<p>(2) Les membres à temps plein d'une section régionale doivent résider à une distance raisonnable du bureau de cette section.</p>	Résidence
Presumption	<p>(3) Any act or thing done or any decision rendered by a panel of the Board constituted</p>	<p>(3) Toute mesure prise par un comité constitué en vertu du paragraphe 105(6) est, pour</p>	Présomption

pursuant to subsection 105(6) is, for the purposes of this Part, an act or thing done or a decision rendered by the Board.

l'application de la présente partie, réputée l'être par la Commission.

Vice-Chairpersons

**150.** (1) A full-time member shall be designated by the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, to be Vice-Chairperson for each regional division of the Board.

**150.** (1) Le gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre, désigne un membre à temps plein à titre de vice-président pour chacune des sections régionales de la Commission.

Vice-présidents

Idem

(2) A Vice-Chairperson for a division is responsible to the Chairperson for the professional conduct, training, and quality of decision-making of Board members assigned to that division.

(2) Le vice-président rend compte au président de la conduite professionnelle des membres affectés à la section dont il a la charge, de leur formation et de la qualité de leurs décisions.

Idem

### General

### Dispositions générales

Executive Committee

**151.** (1) There shall be an Executive Committee of the Board consisting of the Chairperson, the Executive Vice-Chairperson, the Vice-Chairperson, Appeal Division, the regional Vice-Chairpersons and two other members of the Board designated by the Chairperson after consultation with the Minister.

**151.** (1) Est constitué le Bureau de la Commission, composé du président, du premier vice-président, des vice-présidents (section d'appel et sections régionales) et de deux autres membres que le président désigne après avoir consulté le ministre.

Bureau

Functions

(2) The Executive Committee  
(a) shall, after such consultation with Board members as it considers appropriate, adopt policies relating to reviews under this Part;  
(b) shall, where requested by the Chairperson, advise the Chairperson on any other matters concerning the functions of the Board or of the Chairperson under this or any other Act of Parliament; and  
(c) may direct that the number of members required to constitute a panel for the review of any class of cases shall be greater than the number fixed by the regulations.

(2) Après avoir consulté les membres de la Commission de la façon qu'il estime indiquée, le Bureau établit des directives régissant les examens, réexamens ou révisions prévus à la présente partie et, à sa demande, conseille le président en ce qui touche les attributions que la présente loi et toute autre loi fédérale confèrent à la Commission ou à celui-ci; le Bureau peut également ordonner que le nombre de membres d'un comité chargé de l'examen ou du réexamen d'une catégorie de cas ou de la révision d'une décision soit supérieur au nombre réglementaire.

Attributions du Bureau

Respect for diversity

(3) Policies adopted under paragraph (2)(a) must respect gender, ethnic, cultural and linguistic differences and be responsive to the special needs of women and aboriginal peoples, as well as to the needs of other groups of offenders with special requirements.

(3) Les directives établies en vertu du paragraphe (2) doivent respecter les différences ethniques, culturelles et linguistiques, ainsi qu'entre les sexes, et tenir compte des besoins propres aux femmes, aux autochtones et à d'autres groupes particuliers.

Directives égalitaires

Chair

(4) Meetings of the Executive Committee shall be chaired by the Chairperson.

(4) Le président préside les réunions du Bureau.

Réunions du Bureau

1992, c. 20, s. 151; 1995, c. 42, s. 58(F).

1992, ch. 20, art. 151; 1995, ch. 42, art. 58(F).

Chief Executive Officer

**152.** (1) The Chairperson of the Board is its chief executive officer and as such has supervision over and direction of the work and the staff of the Board, and the Chairperson shall chair general meetings of the Board.

**152.** (1) Le président est le premier dirigeant de la Commission; à ce titre, il en assure la direction, contrôle la gestion de son personnel et préside ses réunions.

Premier dirigeant



Withdrawal of member	(2) The Chairperson may direct that a member of the Board not participate in a review panel where, in the opinion of the Chairperson, the participation of the member in the review may result in a reasonable apprehension of bias.	(2) Le président peut ordonner à un membre de se retirer d'un comité chargé de l'examen ou du réexamen d'un cas ou de la révision d'une décision lorsque, de l'avis du président, sa participation pourrait vraisemblablement paraître entachée de partialité.	Retrait d'un membre d'un comité
Constitution of review panels	(3) The Chairperson may direct that the number of members required to constitute a panel for the review of any particular case shall be greater than the number fixed by the regulations.	(3) Le président peut ordonner que le nombre de membres qui forment un comité chargé de l'examen ou du réexamen d'un cas ou de la révision d'une décision soit supérieur au nombre réglementaire.	Augmentation du nombre de membres
Investigations	(4) The Chairperson may appoint a person or persons to investigate and report on any matter relating to the operations of the Board, and sections 7 to 13 of the <i>Inquiries Act</i> apply in respect of such investigations, with such modifications as the circumstances require, as if the references to "commissioners" in those sections were references to the person or persons so appointed.	(4) Le président peut nommer une ou plusieurs personnes chargées d'enquêter et de faire rapport sur toute question portant sur les activités de la Commission; les articles 7 à 13 de la <i>Loi sur les enquêtes</i> s'appliquent à ces personnes, avec les adaptations nécessaires, comme si les renvois aux commissaires étaient des renvois aux personnes que nomme le président.	Enquêtes
Delegation	(5) The Chairperson may authorize any full-time member of the Board to exercise any of the Chairperson's functions under this Part, in accordance with any conditions specified by the Chairperson, and a function so exercised shall be deemed to have been exercised by the Chairperson.	(5) Le président peut déléguer à un membre à temps plein l'exercice des attributions qui lui sont conférées sous le régime de la présente partie; dans ce cas, les attributions sont exercées selon les modalités que fixe le président et sont réputées l'être par celui-ci.	Délégation
Manner of exercising	(6) Where the Chairperson is authorized by this Part to designate a person to exercise a power, the Chairperson may specify the conditions under which that person may exercise the power.	(6) Lorsqu'en vertu d'une autre disposition de la présente partie, le président est habilité à charger une personne d'exercer un pouvoir donné, cette habilitation comporte aussi celle de déterminer les modalités d'exercice de ce pouvoir.	Détermination des modalités d'exercice
Absence, incapacity or vacancy	(7) In the event of the absence or incapacity of the Chairperson or a vacancy in the office of Chairperson, the Executive Vice-Chairperson may exercise all the powers of the Chairperson.	(7) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le premier vice-président.	Intérim du président
Idem	(8) In the event of the absence or incapacity of, or a vacancy in the offices of, the Chairperson and the Executive Vice-Chairperson, a full-time member of the Board designated by the Minister may exercise all the powers of the Chairperson.	(8) En cas d'absence ou d'empêchement à la fois du président et du premier vice-président ou de vacance simultanée de leur poste, la présidence est assumée par le membre à temps plein que désigne le ministre.	Idem
Remuneration of full-time and substitute members	<b>153.</b> (1) Each full-time and substitute member of the Board shall be paid such remuneration as is fixed by the Governor in Council, and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred while performing duties away from the administrative centre to which the member is assigned.	<b>153.</b> (1) Les membres à temps plein et les suppléants reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil et ont droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors du lieu où est situé le centre administratif où ils sont affectés.	Rémunération : membres à temps plein



Leave of absence from public service	(2) An employee in the public service appointed as a full-time member of the Board shall be given leave of absence without pay from the public service.	(2) Les membres à temps plein qui font partie de la fonction publique au moment de leur nomination sont mis en congé sans traitement par le secteur de la fonction publique dont ils font partie.	Fonctionnaires
Remuneration of part-time members	(3) Each part-time member of the Board shall be paid such remuneration as is fixed by the Governor in Council for each day that the member is serving as such, and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred while performing duties away from the member's ordinary place of residence.	(3) Les membres à temps partiel ont droit, pour chaque jour d'exercice de leurs fonctions, à la rémunération fixée par le gouverneur en conseil et ont droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu ordinaire de résidence.	Rémunération : membres à temps partiel
Pension	(4) The full-time members and employees of the Board shall be deemed to be employed in the public service for the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i> . 1992, c. 20, s. 153; 2003, c. 22, s. 225(E).	(4) Les membres à temps plein et le personnel de la Commission sont assimilés à des fonctionnaires pour l'application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> . 1992, ch. 20, art. 153; 2003, ch. 22, art. 225(A).	Pension
Immunity of members	<b>154.</b> No criminal or civil proceedings lie against a member of the Board for anything done or said in good faith in the exercise or purported exercise of the functions of a member of the Board under this or any other Act of Parliament.	<b>154.</b> Les membres bénéficient de l'immunité en matière civile ou pénale pour les actes accomplis et des énonciations faites de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs et fonctions qui leur sont conférés en vertu d'une loi fédérale, notamment de la présente.	Immunité
Board members not to be witnesses	<b>154.1</b> A member of the Board is not a competent or compellable witness in any civil proceedings in respect of any matter coming to their knowledge in the course of the exercise or purported exercise of their functions under this or any other Act of Parliament. 2012, c. 1, s. 101.	<b>154.1</b> En ce qui concerne les questions venues à leur connaissance dans l'exercice effectif ou censé tel des attributions que leur confère la présente loi ou toute autre loi fédérale, les membres n'ont pas qualité pour témoigner dans les affaires civiles ni ne peuvent y être contraints. 2012, ch. 1, art. 101.	Non-assignation
Impartiality	<b>155.</b> (1) A full-time member of the Board shall not hold any office or engage in any occupation incompatible with the exercise of the member's functions under this or any other Act of Parliament.	<b>155.</b> (1) Les membres à temps plein ne peuvent exercer une autre charge ni une autre occupation rémunérée qui soit incompatible avec l'exercice des attributions que leur confèrent les lois fédérales, notamment la présente.	Impartialité
Idem	(2) A member of the Board may not participate in a review of a case in circumstances where a reasonable apprehension of bias may result from the participation of that member.	(2) Les membres ne peuvent participer à l'examen ou le réexamen d'un cas ou la révision d'une décision lorsque leur participation pourrait paraître entachée de partialité.	Abstention
Inquiries	<b>155.1</b> (1) The Chairperson may recommend to the Minister that an inquiry be held to determine whether any member of the Board should be subject to any disciplinary or remedial measures for any reason set out in any of paragraphs 155.2(2)(a) to (d).	<b>155.1</b> (1) Le président peut recommander au ministre la tenue d'une enquête sur les cas de mesures disciplinaires ou correctives au sein de la Commission pour tout motif énoncé aux alinéas 155.2(2)a) à d).	Enquête
Judge to conduct inquiry	(2) If the Minister considers it appropriate that an inquiry under this section be held, a	(2) Si le ministre estime qu'une enquête s'impose, celle-ci est tenue par un juge, juge	Nomination de l'enquêteur

	judge, supernumerary judge or former judge of the Federal Court of Canada, the Federal Court of Appeal or the Federal Court, in this section and section 155.2 referred to as a “judge”, shall conduct the inquiry.	surnuméraire ou ancien juge de la Cour fédérale du Canada, de la Cour d’appel fédérale ou de la Cour fédérale.	
Powers	<p>(3) A judge conducting an inquiry under this section has all the powers, rights and privileges that are vested in a superior court and, without restricting the generality of the foregoing, has the power</p> <p>(a) to issue to any person a summons requiring the person to appear at the time and place mentioned in the summons to testify with respect to all matters within the person’s knowledge relative to the inquiry and to bring and produce any document, book or paper that the person has or controls relative to the inquiry; and</p> <p>(b) to administer oaths and examine any person on oath.</p>	<p>(3) L’enquêteur nommé conformément au paragraphe (2) a les attributions d’une cour supérieure. Il peut notamment :</p> <p>a) par citation adressée aux personnes ayant connaissance des faits se rapportant à l’affaire dont il est saisi, leur enjoindre de comparaître comme témoins aux date, heure et lieu indiqués et d’apporter et de produire tous documents, livres ou pièces, utiles à l’affaire, dont elles ont la possession ou la responsabilité;</p> <p>b) faire prêter serment et interroger sous serment.</p>	Pouvoirs d’enquête
Inquiry public	(4) Subject to subsections (5) and (6), an inquiry under this section shall be conducted in public.	(4) Sous réserve des paragraphes (5) et (6), l’enquête est publique.	Enquête publique
Confidentiality	<p>(5) A judge conducting an inquiry under this section may, on application, take any measures or make any order that the judge considers necessary to ensure the confidentiality of the inquiry where the judge is satisfied that, during the inquiry or as a result of the inquiry being conducted in public, as the case may be,</p> <p>(a) matters involving public security may be disclosed;</p> <p>(b) financial or personal or other matters may be disclosed of such a nature that the desirability of avoiding public disclosures of those matters in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that the inquiry be conducted in public; or</p> <p>(c) there is a reasonable likelihood that the life, liberty or security of a person would be endangered.</p>	<p>(5) L’enquêteur peut, sur demande en ce sens, prendre toute mesure ou rendre toute ordonnance pour assurer la confidentialité de l’enquête s’il est convaincu que, selon le cas :</p> <p>a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d’être divulguées;</p> <p>b) risquent d’être divulguées lors de l’enquête des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu’il vaut mieux éviter leur divulgation dans l’intérêt des personnes concernées ou dans l’intérêt public qu’adhérer au principe selon lequel l’enquête doit être publique;</p> <p>c) il y a une sérieuse possibilité que la vie, la liberté ou la sécurité d’une personne puisse être mise en danger par la publicité des débats.</p>	Confidentialité
Idem	(6) Where a judge conducting an inquiry under this section considers it appropriate to do so, the judge may take any measures or make any order that the judge considers necessary to ensure the confidentiality of any hearing held in respect of an application referred to in subsection (5).	(6) L’enquêteur peut, s’il l’estime indiqué, prendre toute mesure ou rendre toute ordonnance qu’il juge nécessaire pour assurer la confidentialité de la demande.	Idem

Rules of evidence	(7) A judge conducting an inquiry under this section is not bound by any legal or technical rules of evidence and, in any proceedings of the inquiry, the judge may receive and base a decision on evidence adduced in the proceedings and considered credible or trustworthy in the circumstances of the case.	(7) L'enquêteur n'est pas lié par les règles juridiques ou techniques de présentation de la preuve. Il peut recevoir les éléments qu'il juge crédibles ou dignes de foi en l'occurrence et fonder sur eux ses conclusions.	Règles de la preuve
Right to grant standing	(8) A judge conducting an inquiry under this section may grant standing to the hearing to any party where the judge determines such an order to be appropriate.	(8) L'enquêteur peut, par ordonnance, accorder à tout intervenant la qualité pour agir à l'enquête, s'il l'estime indiqué.	Intervention
Right to be heard	(9) Every person in respect of whom an inquiry under this section is conducted shall be given reasonable notice of the subject-matter of the inquiry and of the time and place of any hearing thereof and shall be given an opportunity, in person or by counsel, to be heard at the hearing, to cross-examine witnesses and to adduce evidence. 1995, c. 42, s. 59; 2002, c. 8, s. 132.	(9) Le membre en cause doit être informé, suffisamment à l'avance, de l'objet de l'enquête, ainsi que des date, heure et lieu de l'audition, et avoir la possibilité de se faire entendre, de contre-interroger les témoins et de présenter tous éléments de preuve utiles à sa décharge, personnellement ou par procureur. 1995, ch. 42, art. 59; 2002, ch. 8, art. 132.	Avis de l'audition
Report of inquiry	<b>155.2</b> (1) After an inquiry under section 155.1 has been completed, the judge who conducted the inquiry shall prepare a report of the conclusions of the inquiry and submit it to the Minister.	<b>155.2</b> (1) À l'issue de l'enquête, l'enquêteur présente au ministre un rapport sur ses conclusions.	Rapport au ministre
Recommendations	(2) Where an inquiry under section 155.1 has been held and, in the opinion of the judge who conducted the inquiry, the member of the Board in respect of whom the inquiry was held (a) has become incapacitated from the due execution of the member's office by reason of infirmity, (b) is guilty of misconduct, (c) has failed in the due execution of the member's office, or (d) has been placed, by conduct or otherwise, in a position that is incompatible with the due execution of the member's office, the judge may, in the report of the inquiry, recommend that the member be suspended without pay or be removed from office or may recommend that such disciplinary or remedial measure as the judge considers necessary be taken.	(2) L'enquêteur peut, dans son rapport, recommander la révocation, la suspension sans traitement ou toute mesure disciplinaire ou corrective s'il est d'avis que le membre en cause de la Commission est inapte à remplir utilement ses fonctions pour l'un ou l'autre des motifs suivants: a) invalidité; b) manquement à l'honneur ou à la dignité; c) manquement aux devoirs de sa charge; d) situation d'incompatibilité, qu'elle soit imputable au membre ou à toute autre cause.	Recommandations
Governor in Council may suspend or remove	(3) Where the Minister receives a report under subsection (1), the Minister shall send a copy of the report to the Governor in Council, who may suspend the member of the Board to whom the report relates without pay, remove	(3) Le ministre transmet le rapport au gouverneur en conseil qui peut, s'il l'estime indiqué, révoquer le membre en cause, le suspendre	Transmission du dossier au gouverneur en conseil

the member from office or take any other disciplinary or remedial measure.  
1995, c. 42, s. 59.

sans traitement ou prendre toute autre mesure disciplinaire ou corrective.  
1995, ch. 42, art. 59.

#### REGULATIONS

#### RÈGLEMENTS

**Regulations**      **156.** (1) The Governor in Council may make regulations providing for anything that by this Part is to be provided for by regulation and, generally, for carrying out the purposes and provisions of this Part.

**Règlements**      **156.** (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures d'ordre réglementaire prévues par la présente partie ou nécessaires à sa mise en œuvre.

**Application**      (2) Regulations may be made pursuant to subsection (1) that are applicable  
  
(a) in respect of offenders within the jurisdiction of a provincial parole board; and  
  
(b) in respect of a specified class, or specified classes, of offenders.

**Application**      (2) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) peuvent s'appliquer :  
  
a) aux délinquants qui relèvent de la compétence d'une commission provinciale;  
  
b) à une catégorie particulière ou à certaines catégories de délinquants.

**Regulations**      (3) The Governor in Council may, by regulation, amend Schedule I or II.

**Règlements**      (3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, modifier les annexes I ou II.

**Idem**      (4) The Governor in Council may make regulations respecting the method of determining  
  
(a) pursuant to sections 120 to 120.3, the period that an offender must serve before being eligible for parole;  
  
(b) pursuant to section 127, the period that an offender must serve before being entitled to statutory release; and  
  
(c) the manner in which subsection 139(1) applies in respect of sentences.  
1992, c. 20, s. 156; 1995, c. 42, s. 60.

**Idem**      (4) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir :  
  
a) le mode de calcul du temps d'épreuve prévu aux articles 120 à 120.3 pour l'admissibilité à la libération conditionnelle totale;  
  
b) le mode de calcul de la période d'emprisonnement que doit subir le délinquant avant d'avoir droit à la libération d'office conformément à l'article 127;  
  
c) les modalités d'application du paragraphe 139(1) dans le cas de peines multiples.  
1992, ch. 20, art. 156; 1995, ch. 42, art. 60.

### PART III CORRECTIONAL INVESTIGATOR

### PARTIE III ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL

#### INTERPRETATION

#### DÉFINITIONS

**Definitions**      **157.** In this Part,  
  
"Commissioner" "Commissioner" has the same meaning as in Part I;  
« commissaire »  
  
"Correctional Investigator" "Correctional Investigator" means the Correctional Investigator of Canada appointed pursuant to section 158;  
« enquêteur correctionnel »  
  
"long-term supervision" "long-term supervision" has the same meaning as in Part I;  
« surveillance de longue durée »  
  
"Minister" "Minister" has the same meaning as in Part I;  
« ministre »  
  
"offender" "offender" has the same meaning as in Part II;  
« délinquant »

**Définitions**      **157.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.  
  
« commissaire » S'entend au sens de la partie I.  
  
« commission provinciale » S'entend au sens de la partie II.  
  
« délinquant » S'entend au sens de la partie II.  
  
« enquêteur correctionnel » L'enquêteur correctionnel du Canada nommé en vertu de l'article 158.  
« commissaire »  
"Commissioner"  
« commission provinciale »  
"provincial parole board"  
« délinquant »  
"offender"  
« enquêteur correctionnel »  
"Correctional Investigator"

“parole” « libération conditionnelle »	“parole” has the same meaning as in Part II;	« libération conditionnelle » S’entend au sens de la partie II.	« libération conditionnelle » “parole”
“penitentiary” « pénitencier »	“penitentiary” has the same meaning as in Part I;	« libération d’office » S’entend au sens de la partie II.	« libération d’office » “statutory release”
“provincial parole board” « commission provinciale »	“provincial parole board” has the same meaning as in Part II.	« ministre » S’entend au sens de la partie I.	« ministre » “Minister”
“statutory release” « libération d’office »	“statutory release” has the same meaning as in Part II.  1992, c. 20, s. 157; 1997, c. 17, s. 36; 2005, c. 10, s. 17(F); 2012, c. 1, s. 102.	« pénitencier » S’entend au sens de la partie I.  « surveillance de longue durée » S’entend au sens de la partie I.  1992, ch. 20, art. 157; 1997, ch. 17, art. 36; 2005, ch. 10, art. 17(F); 2012, ch. 1, art. 102.	« pénitencier » “penitentiary”  « surveillance de longue durée » “long-term supervision”
Application to persons subject to long-term supervision order	<b>157.1</b> A person who is required to be supervised by a long-term supervision order is deemed to be an offender for the purposes of this Part.  1997, c. 17, s. 37.	<b>157.1</b> La personne soumise à une ordonnance de surveillance de longue durée est assimilée à un délinquant pour l’application de la présente partie.  1997, ch. 17, art. 37.	Application aux personnes surveillées
CORRECTIONAL INVESTIGATOR		ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL	
Appointment	<b>158.</b> The Governor in Council may appoint a person to be known as the Correctional Investigator of Canada.	<b>158.</b> Le gouverneur en conseil peut nommer une personne à titre d’enquêteur correctionnel du Canada.	Nomination de l’enquêteur
Eligibility	<b>159.</b> A person is eligible to be appointed as Correctional Investigator or to continue in that office only if the person is a Canadian citizen ordinarily resident in Canada or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> who is ordinarily resident in Canada.  1992, c. 20, s. 159; 2001, c. 27, s. 243.	<b>159.</b> Seul un citoyen canadien, ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés</i> , résidant habituellement au Canada peut être nommé enquêteur correctionnel ou occuper ce poste.  1992, ch. 20, art. 159; 2001, ch. 27, art. 243.	Conditions d’exercice
Tenure of office and removal	<b>160.</b> (1) The Correctional Investigator holds office during good behaviour for a term not exceeding five years, but may be suspended or removed for cause at any time by the Governor in Council.	<b>160.</b> (1) L’enquêteur correctionnel occupe son poste à titre inamovible pour un mandat maximal de cinq ans, sous réserve de révocation ou de suspension motivées par le gouverneur en conseil.	Durée du mandat, révocation ou suspension
Further terms	(2) The Correctional Investigator, on the expiration of a first or any subsequent term of office, is eligible to be re-appointed for a further term.	(2) Le mandat de l’enquêteur correctionnel est renouvelable.	Renouvellement du mandat
Absence, incapacity or vacancy	<b>161.</b> In the event of the absence or incapacity of the Correctional Investigator, or if the office of Correctional Investigator is vacant, the Governor in Council may appoint another qualified person to hold office instead of the Correctional Investigator during the absence, incapacity or vacancy, and that person shall, while holding that office, have the same function as and all of the powers and duties of the Correc-	<b>161.</b> En cas d’absence ou d’empêchement de l’enquêteur correctionnel ou de vacance de son poste, le gouverneur en conseil peut charger de l’intérim toute personne compétente, avec les pouvoirs et fonctions conférés au titulaire du poste par la présente partie, et fixer la rémunération et les frais auxquels cette personne a droit.	Intérim de l’enquêteur correctionnel

tional Investigator under this Part and be paid such salary or other remuneration and expenses as may be fixed by the Governor in Council.

Devotion to duties

**162.** The Correctional Investigator shall engage exclusively in the function and duties of the office of the Correctional Investigator and shall not hold any other office under Her Majesty in right of Canada or a province for reward or engage in any other employment for reward.

**162.** L'enquêteur correctionnel se consacre aux fonctions que lui confère la présente partie, à l'exclusion de toute autre charge rétribuée au service de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou de toute autre activité rétribuée.

Exclusivité

Salary and expenses

**163.** (1) The Correctional Investigator shall be paid such salary as may be fixed by the Governor in Council and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred in the performance of duties under this Part.

**163.** (1) L'enquêteur correctionnel reçoit le traitement fixé par le gouverneur en conseil et a droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'exercice des fonctions que lui confère la présente partie.

Traitement et frais

Pension benefits

(2) The provisions of the *Public Service Superannuation Act*, other than those relating to tenure of office, apply to the Correctional Investigator, except that a person appointed as Correctional Investigator from outside the public service, as defined in subsection 3(1) of the *Public Service Superannuation Act*, may, by notice in writing given to the President of the Treasury Board not more than sixty days after the date of appointment, elect to participate in the pension plan provided for in the *Diplomatic Service (Special) Superannuation Act*, in which case the provisions of that Act, other than those relating to tenure of office, apply to the Correctional Investigator from the date of appointment and the provisions of the *Public Service Superannuation Act* do not apply.

(2) Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* qui ne traitent pas d'occupation de poste s'appliquent à l'enquêteur correctionnel; toutefois, s'il est choisi en dehors de la fonction publique, au sens du paragraphe 3(1) de cette loi, il peut, par avis écrit adressé au président du Conseil du Trésor dans les soixante jours suivant sa date de nomination, choisir de cotiser au régime de pensions prévu par la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique*; dans ce cas, il est assujéti rétroactivement à la date de sa nomination aux dispositions de cette loi qui ne traitent pas d'occupation de poste.

Régime de pensions

Other benefits

(3) The Correctional Investigator is deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

(3) L'enquêteur correctionnel est assimilé à un agent de l'État pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*.

Autres avantages

1992, c. 20, s. 163; 2003, c. 22, ss. 224(E), 225(E).

1992, ch. 20, art. 163; 2003, ch. 22, art. 224(A) et 225(A).

#### MANAGEMENT

#### GESTION

Management

**164.** The Correctional Investigator has the control and management of all matters connected with the office of the Correctional Investigator.

**164.** L'enquêteur correctionnel est chargé de la gestion du bureau de l'enquêteur correctionnel et de tout ce qui s'y rattache.

Gestion

#### STAFF

#### PERSONNEL

Staff of the Correctional Investigator

**165.** (1) Such officers and employees as are necessary to enable the Correctional Investigator to perform the function and duties of the Correctional Investigator under this Part shall

**165.** (1) Le personnel nécessaire à l'exercice des pouvoirs et fonctions que la présente partie confère à l'enquêteur correctionnel est

Loi applicable au personnel



be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*.

Technical assistance

(2) The Correctional Investigator may engage on a temporary basis the services of persons having technical or specialized knowledge of any matter relating to the work of the Correctional Investigator to advise and assist the Correctional Investigator in the performance of the function and duties of the Correctional Investigator under this Part and, with the approval of the Treasury Board, may fix and pay the remuneration and expenses of those persons.

nommé conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Assistance

(2) L'enquêteur correctionnel peut retenir temporairement les services d'experts ou de spécialistes dont la compétence lui est utile dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente partie; il peut, avec l'approbation du Conseil du Trésor, fixer la rémunération et les indemnités auxquelles ils ont droit et les leur verser.

#### OATH OF OFFICE

Oath of office

**166.** The Correctional Investigator and every person appointed pursuant to section 161 or subsection 165(1) shall, before commencing the duties of office, take the following oath of office:

"I, (name), swear that I will faithfully and impartially to the best of my abilities perform the duties required of me as (Correctional Investigator, Acting Correctional Investigator or officer or employee of the Correctional Investigator). So help me God."

#### SERMENT PROFESSIONNEL

Obligation de prêter serment

**166.** Avant de prendre leurs fonctions, l'enquêteur correctionnel et les personnes visées à l'article 161 et au paragraphe 165(1) prêtent le serment suivant :

« Je, ....., jure que je remplirai avec fidélité, impartialité et dans toute la mesure de mes moyens les fonctions qui m'incombent en qualité (d'enquêteur correctionnel, d'enquêteur correctionnel intérimaire, d'employé du bureau de l'enquêteur correctionnel). Ainsi Dieu me soit en aide. »

#### FUNCTION

Function

**167.** (1) It is the function of the Correctional Investigator to conduct investigations into the problems of offenders related to decisions, recommendations, acts or omissions of the Commissioner or any person under the control and management of, or performing services for or on behalf of, the Commissioner that affect offenders either individually or as a group.

#### ATTRIBUTIONS

Attributions

**167.** (1) L'enquêteur correctionnel mène des enquêtes sur les problèmes des délinquants liés aux décisions, recommandations, actes ou omissions qui proviennent du commissaire ou d'une personne sous son autorité ou exerçant des fonctions en son nom qui affectent les délinquants individuellement ou en groupe.

Restrictions

(2) In performing the function referred to in subsection (1), the Correctional Investigator may not investigate

(a) any decision, recommendation, act or omission of

(i) the Parole Board of Canada in the exercise of its exclusive jurisdiction under this Act, or

(ii) any provincial parole board in the exercise of its exclusive jurisdiction;

(b) any problem of an offender related to the offender's confinement in a provincial correctional facility, whether or not the confinement is pursuant to an agreement between the federal government and the government

Restrictions

(2) Dans l'exercice de ses attributions, l'enquêteur correctionnel n'est pas habilité à enquêter sur :

a) une décision, une recommandation, un acte ou une omission qui provient soit de la Commission des libérations conditionnelles du Canada et résulte de l'exercice de la compétence exclusive que lui confère la présente loi soit d'une commission provinciale agissant dans l'exercice de sa compétence exclusive;

b) les problèmes d'un délinquant qui sont liés à son incarcération dans un établissement correctionnel provincial, que l'incarcération découle ou non d'une entente conclue



	of the province in which the provincial correctional facility is located; and	entre le gouvernement fédéral et celui de la province où la prison est située;	
	(c) any decision, recommendation, act or omission of an official of a province supervising, pursuant to an agreement between the federal government and the government of the province, an offender on temporary absence, parole, statutory release subject to supervision or mandatory supervision where the matter has been, is being or is going to be investigated by an ombudsman of that province.	c) une décision, une recommandation, un acte ou une omission d'un fonctionnaire provincial qui, au titre d'une entente conclue entre le gouvernement fédéral et celui de la province, surveille un délinquant qui bénéficie d'une permission de sortir, de la libération conditionnelle ou d'office ou de la liberté surveillée, si la question a déjà été, est ou doit être étudiée par le protecteur du citoyen de cette province.	
Exception	(3) Notwithstanding paragraph (2)(b), the Correctional Investigator may, in any province that has not appointed a provincial parole board, investigate the problems of offenders confined in provincial correctional facilities in that province related to the preparation of cases of parole by any person under the control and management of, or performing services for or on behalf of, the Commissioner.  1992, c. 20, s. 167; 2012, c. 1, s. 160.	(3) Par dérogation à l'alinéa (2)b), l'enquêteur correctionnel peut, dans toute province qui n'a pas institué une commission des libérations conditionnelles, enquêter sur les problèmes des délinquants incarcérés dans un établissement correctionnel provincial en ce qui touche la préparation de leur dossier en vue d'une libération conditionnelle, faite par une personne qui agit sous l'autorité du commissaire ou exerce des fonctions en son nom.  1992, ch. 20, art. 167; 2012, ch. 1, art. 160.	Exception
Application to Federal Court	<b>168.</b> Where any question arises as to whether the Correctional Investigator has jurisdiction to investigate any particular problem, the Correctional Investigator may apply to the Federal Court for a declaratory order determining the question.	<b>168.</b> L'enquêteur correctionnel peut demander à la Cour fédérale de rendre une ordonnance déclaratoire déterminant l'étendue de sa compétence à l'égard d'un sujet d'enquête en particulier.	Demande à la Cour fédérale
	INFORMATION PROGRAM	PROGRAMME D'INFORMATION	
Information program	<b>169.</b> The Correctional Investigator shall maintain a program of communicating information to offenders concerning  (a) the function of the Correctional Investigator;  (b) the circumstances under which an investigation may be commenced by the Correctional Investigator; and  (c) the independence of the Correctional Investigator.	<b>169.</b> L'enquêteur correctionnel met en œuvre un programme d'information des délinquants sur son rôle, les circonstances justifiant l'institution d'une enquête et le fait qu'il est indépendant.	Programme d'information
	INVESTIGATIONS	ENQUÊTES	
Commencement	<b>170.</b> (1) The Correctional Investigator may commence an investigation  (a) on the receipt of a complaint by or on behalf of an offender;  (b) at the request of the Minister; or	<b>170.</b> (1) L'enquêteur correctionnel peut instituer une enquête :  a) sur plainte émanant d'un délinquant ou présentée en son nom;  b) à la demande du ministre;	Début

	(c) on the initiative of the Correctional Investigator.	c) de sa propre initiative.	
Discretion	(2) The Correctional Investigator has full discretion as to  (a) whether an investigation should be conducted in relation to any particular complaint or request;  (b) how every investigation is to be carried out; and  (c) whether any investigation should be terminated before its completion.	(2) L'enquêteur correctionnel a toute compétence pour décider :  a) si une enquête doit être menée à l'égard d'une plainte ou d'une demande en particulier;  b) des moyens d'enquêtes;  c) de mettre fin à une enquête à tout moment.	Pouvoir
Right to hold hearing	<b>171.</b> (1) In the course of an investigation, the Correctional Investigator may hold any hearing and make such inquiries as the Correctional Investigator considers appropriate, but no person is entitled as of right to be heard by the Correctional Investigator.	<b>171.</b> (1) Dans le cadre d'une enquête, l'enquêteur correctionnel a toute compétence pour tenir une audition et prendre les mesures d'enquête qu'il estime indiquées; toutefois, nul n'a le droit d'exiger de comparaître devant lui.	Pouvoir de tenir une audition
Hearings to be <i>in camera</i>	(2) Every hearing held by the Correctional Investigator shall be <i>in camera</i> unless the Correctional Investigator decides otherwise.	(2) Les auditions de l'enquêteur correctionnel se tiennent à huis clos, sauf si celui-ci en décide autrement.	Auditions à huis clos
Right to require information and documents	<b>172.</b> (1) In the course of an investigation, the Correctional Investigator may require any person  (a) to furnish any information that, in the opinion of the Correctional Investigator, the person may be able to furnish in relation to the matter being investigated; and  (b) subject to subsection (2), to produce, for examination by the Correctional Investigator, any document, paper or thing that, in the opinion of the Correctional Investigator, relates to the matter being investigated and that may be in the possession or under the control of that person.	<b>172.</b> (1) Dans le cadre d'une enquête, l'enquêteur correctionnel peut demander à toute personne :  a) de lui fournir les renseignements qu'elle peut, selon lui, lui donner au sujet de l'enquête;  b) de produire, sous réserve du paragraphe (2), les documents ou les objets qui, selon lui, sont utiles à l'enquête et qui peuvent être en la possession de cette personne ou sous son contrôle.	Pouvoir d'exiger des documents et des renseignements
Return of document, etc.	(2) The Correctional Investigator shall return any document, paper or thing produced pursuant to paragraph (1)(b) to the person who produced it within ten days after a request therefor is made to the Correctional Investigator, but nothing in this subsection precludes the Correctional Investigator from again requiring its production in accordance with paragraph (1)(b).	(2) Les personnes qui produisent les documents ou les objets demandés en vertu de l'alinéa (1)b) peuvent exiger de l'enquêteur correctionnel qu'il les leur renvoie dans les dix jours suivant la requête qu'elles lui présentent à cette fin, mais rien n'empêche l'enquêteur correctionnel d'en réclamer une nouvelle production en conformité avec l'alinéa (1)b).	Renvoi des documents
Right to make copies	(3) The Correctional Investigator may make copies of any document, paper or thing produced pursuant to paragraph (1)(b).	(3) L'enquêteur correctionnel peut faire des copies de tout document ou objet produits en conformité avec l'alinéa (1)b).	Pouvoir de faire des copies

Right to examine under oath	<p><b>173.</b> (1) In the course of an investigation, the Correctional Investigator may summon and examine on oath</p> <p>(a) where the investigation is in relation to a complaint, the complainant, and</p> <p>(b) any person who, in the opinion of the Correctional Investigator, is able to furnish any information relating to the matter being investigated,</p> <p>and for that purpose may administer an oath.</p>	<p><b>173.</b> (1) Durant une enquête, l'enquêteur correctionnel peut assigner et interroger sous serment les personnes suivantes :</p> <p>a) le plaignant, dans le cas où l'enquête est fondée sur une plainte;</p> <p>b) toute personne qui, de l'avis de l'enquêteur, peut fournir des renseignements relatifs à l'enquête.</p> <p>Il est alors autorisé à faire prêter serment.</p>	Examen sous serment
Representation by counsel	<p>(2) Where a person is summoned pursuant to subsection (1), that person may be represented by counsel during the examination in respect of which the person is summoned.</p>	<p>(2) La personne qui est assignée, en vertu du paragraphe (1), peut être représentée par avocat durant l'interrogation.</p>	Représentation par avocat
Right to enter	<p><b>174.</b> For the purposes of this Part, the Correctional Investigator may, on satisfying any applicable security requirements, at any time enter any premises occupied by or under the control and management of the Commissioner and inspect the premises and carry out therein any investigation or inspection.</p>	<p><b>174.</b> Pour l'application de la présente partie, l'enquêteur correctionnel peut, à condition d'observer les règles de sécurité qui y sont applicables, visiter, en tout temps, les locaux qui sont sous l'autorité du commissaire ou qu'il occupe, et y faire les enquêtes ou les inspections qu'il juge indiquées.</p>	Autorisation de pénétrer dans certains locaux
	FINDINGS, REPORTS AND RECOMMENDATIONS	CONCLUSIONS, RAPPORTS ET RECOMMANDATIONS	
Decision not to investigate	<p><b>175.</b> Where the Correctional Investigator decides not to conduct an investigation in relation to a complaint or a request from the Minister or decides to terminate such an investigation before its completion, the Correctional Investigator shall inform the complainant or the Minister, as the case may be, of that decision and, if the Correctional Investigator considers it appropriate, the reasons therefor, providing the complainant with only such information as can be disclosed pursuant to the <i>Privacy Act</i> and the <i>Access to Information Act</i>.</p>	<p><b>175.</b> Dans le cas où l'enquêteur correctionnel décide de ne pas mener une enquête à l'égard d'une plainte ou d'une demande du ministre ou de terminer l'enquête avant son achèvement, il informe le plaignant ou le ministre, selon le cas, de cette décision et, s'il le juge indiqué, de ses motifs; il ne peut, toutefois, fournir au plaignant que les renseignements dont la communication peut être autorisée à la suite de demandes présentées aux termes de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> et de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>.</p>	Décision de ne pas enquêter
Complaint not substantiated	<p><b>176.</b> Where, after conducting an investigation in relation to a complaint, the Correctional Investigator concludes that the complaint has not been substantiated, the Correctional Investigator shall inform the complainant of that conclusion and, where the Correctional Investigator considers it appropriate, the reasons therefor, providing the complainant with only such information as can be disclosed pursuant to the <i>Privacy Act</i> and the <i>Access to Information Act</i>.</p>	<p><b>176.</b> Dans le cas où l'enquêteur correctionnel conclut, après avoir fait une enquête à l'égard d'une plainte, que celle-ci n'est pas fondée, il informe le plaignant de sa conclusion et, s'il le juge indiqué, de ses motifs; il ne peut, toutefois, lui fournir que les renseignements dont la communication peut être autorisée à la suite de demandes présentées aux termes de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> et de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>.</p>	Conclusions sur une plainte non fondée
Informing of problem	<p><b>177.</b> Where, after conducting an investigation, the Correctional Investigator determines that a problem referred to in section 167 exists</p>	<p><b>177.</b> Dans le cas où, après avoir fait une enquête, l'enquêteur correctionnel détermine qu'un des problèmes mentionnés à l'article 167</p>	Information sur l'existence d'un problème

in relation to one or more offenders, the Correctional Investigator shall inform

- (a) the Commissioner, or
- (b) where the problem arises out of the exercise of a power delegated by the Chairperson of the Parole Board of Canada to a person under the control and management of the Commissioner, the Commissioner and the Chairperson of the Parole Board of Canada

of the problem and the particulars thereof.

1992, c. 20, s. 177; 2012, c. 1, s. 160.

Opinion re  
decision,  
recommendation,  
etc.

**178.** (1) Where, after conducting an investigation, the Correctional Investigator is of the opinion that the decision, recommendation, act or omission to which a problem referred to in section 167 relates

- (a) appears to have been contrary to law or to an established policy,
- (b) was unreasonable, unjust, oppressive or improperly discriminatory, or was in accordance with a rule of law or a provision of any Act or a practice or policy that is or may be unreasonable, unjust, oppressive or improperly discriminatory, or
- (c) was based wholly or partly on a mistake of law or fact,

the Correctional Investigator shall indicate that opinion, and the reasons therefor, when informing the Commissioner, or the Commissioner and the Chairperson of the Parole Board of Canada, as the case may be, of the problem.

Opinion re  
exercise of  
discretionary  
power

(2) Where, after conducting an investigation, the Correctional Investigator is of the opinion that in the making of the decision or recommendation, or in the act or omission, to which a problem referred to in section 167 relates a discretionary power has been exercised

- (a) for an improper purpose,
- (b) on irrelevant grounds,
- (c) on the taking into account of irrelevant considerations, or
- (d) without reasons having been given,

the Correctional Investigator shall indicate that opinion, and the reasons therefor, when informing the Commissioner, or the Commissioner

existe à l'égard d'un ou de plusieurs délinquants, il en fournit un rapport détaillé aux personnes suivantes :

- a) le commissaire;
- b) le commissaire et le président de la Commission des libérations conditionnelles du Canada lorsque le problème provient de l'exercice d'un pouvoir délégué par celui-ci à une personne sous l'autorité de celui-là.

1992, ch. 20, art. 177; 2012, ch. 1, art. 160.

**178.** (1) L'enquêteur correctionnel ajoute son opinion motivée au rapport qu'il remet au commissaire, ou à celui-ci et au président de la Commission des libérations conditionnelles du Canada, lorsque le problème mentionné à l'article 167 provient d'une décision, d'une recommandation, d'un acte ou d'une omission qu'il estime :

Opinion

- a) apparemment contraires à la loi ou à une ligne de conduite établie;
- b) déraisonnables, injustes, oppressants, abusivement discriminatoires ou qui résultent de l'application d'une règle de droit, d'une disposition législative, d'une pratique ou d'une ligne de conduite qui est ou peut être déraisonnable, injuste, oppressante ou abusivement discriminatoire;
- c) fondés en tout ou en partie sur une erreur de droit ou de fait.

(2) L'enquêteur correctionnel ajoute son opinion motivée au rapport qu'il remet au commissaire, ou à celui-ci et au président de la Commission des libérations conditionnelles du Canada, lorsque le problème mentionné à l'article 167 provient d'une décision, d'une recommandation, d'un acte ou d'une omission et qu'il estime qu'un pouvoir discrétionnaire a été exercé à cette occasion, selon le cas :

Opinion sur  
l'exercice du  
pouvoir  
discrétionnaire

- a) à des fins irrégulières;
- b) pour des motifs non pertinents;
- c) compte tenu de considérations non pertinentes;
- d) sans fourniture de motifs.

1992, ch. 20, art. 178; 2012, ch. 1, art. 160.

and the Chairperson of the Parole Board of Canada, as the case may be, of the problem.

1992, c. 20, s. 178; 2012, c. 1, s. 160.

Recommendations

**179.** (1) When informing the Commissioner, or the Commissioner and the Chairperson of the Parole Board of Canada, as the case may be, of a problem, the Correctional Investigator may make any recommendation that the Correctional Investigator considers appropriate.

Recommendations in relation to decision, recommendation, etc.

(2) In making recommendations in relation to a decision, recommendation, act or omission referred to in subsection 167(1), the Correctional Investigator may, without restricting the generality of subsection (1), recommend that

- (a) reasons be given to explain why the decision or recommendation was made or the act or omission occurred;
- (b) the decision, recommendation, act or omission be referred to the appropriate authority for further consideration;
- (c) the decision or recommendation be cancelled or varied;
- (d) the act or omission be rectified; or
- (e) the law, practice or policy on which the decision, recommendation, act or omission was based be altered or reconsidered.

Recommendations not binding

(3) Neither the Commissioner nor the Chairperson of the Parole Board of Canada is bound to act on any finding or recommendation made under this section.

1992, c. 20, s. 179; 2012, c. 1, s. 160.

Notice and report to Minister

**180.** If, within a reasonable time after informing the Commissioner, or the Commissioner and the Chairperson of the Parole Board of Canada, as the case may be, of a problem, no action is taken that seems to the Correctional Investigator to be adequate and appropriate, the Correctional Investigator shall inform the Minister of that fact and provide the Minister with whatever information was originally provided to the Commissioner, or the Commissioner and the Chairperson of the Parole Board of Canada, as the case may be.

1992, c. 20, s. 180; 2012, c. 1, s. 160.

Complainant to be informed of result of investigation

**181.** Where an investigation is in relation to a complaint, the Correctional Investigator shall, in such manner and at such time as the Correc-

**179.** (1) À l'occasion du rapport qu'il remet au commissaire, ou à celui-ci et au président de la Commission des libérations conditionnelles du Canada, l'enquêteur correctionnel peut faire les recommandations qu'il estime indiquées.

Recommandations

(2) L'enquêteur correctionnel peut, dans les recommandations qu'il formule à l'égard d'une décision, d'une recommandation, d'un acte ou d'une omission visés au paragraphe 167(1), recommander notamment que :

Recommandations relatives à une décision, une recommandation, etc.

- a) la décision, la recommandation, l'acte ou l'omission soient motivés;
- b) la décision, la recommandation, l'acte ou l'omission soient référés à l'autorité compétente pour réexamen;
- c) la décision ou la recommandation soient annulées ou modifiées;
- d) l'acte ou l'omission soient corrigés;
- e) la loi, la pratique ou la ligne de conduite sur lesquelles sont fondés la décision, la recommandation, l'acte ou l'omission soient modifiées ou réexaminées.

(3) Le commissaire et le président de la Commission des libérations conditionnelles du Canada ne sont pas liés par les conclusions ou les recommandations formulées sous le régime du présent article.

Non-assujettissement aux recommandations

1992, ch. 20, art. 179; 2012, ch. 1, art. 160.

**180.** Si aucune action, qui semble à l'enquêteur correctionnel convenable et indiquée, n'est entreprise dans un délai raisonnable après la remise du rapport au commissaire, ou à celui-ci et au président de la Commission des libérations conditionnelles du Canada, l'enquêteur correctionnel informe le ministre de ce fait et lui fournit les renseignements donnés à l'origine au commissaire, ou à celui-ci et au président de la Commission.

Avis et rapport au ministre

1992, ch. 20, art. 180; 2012, ch. 1, art. 160.

**181.** Dans le cas où une enquête est fondée sur une plainte, l'enquêteur correctionnel informe le plaignant des résultats de son enquête,

Communication des résultats de l'enquête au plaignant

tional Investigator considers appropriate, inform the complainant of the results of the investigation, providing the complainant with only such information as can be disclosed pursuant to the *Privacy Act* and the *Access to Information Act*.

#### CONFIDENTIALITY

Confidentiality

**182.** Subject to this Part, the Correctional Investigator and every person acting on behalf or under the direction of the Correctional Investigator shall not disclose any information that comes to their knowledge in the exercise of their powers or the performance of their functions and duties under this Part.

Disclosure authorized

**183.** (1) Subject to subsection (2), the Correctional Investigator may disclose or may authorize any person acting on behalf or under the direction of the Correctional Investigator to disclose information

(a) that, in the opinion of the Correctional Investigator, is necessary to

(i) carry out an investigation, or

(ii) establish the grounds for findings and recommendations made under this Part; or

(b) in the course of a prosecution for an offence under this Part or a prosecution for an offence under section 131 (perjury) of the *Criminal Code* in respect of a statement made under this Part.

Exceptions

(2) The Correctional Investigator and every person acting on behalf or under the direction of the Correctional Investigator shall take every reasonable precaution to avoid the disclosure of, and shall not disclose, any information the disclosure of which could reasonably be expected

(a) to disclose information obtained or prepared in the course of lawful investigations pertaining to

(i) the detection, prevention or suppression of crime,

(ii) the enforcement of any law of Canada or a province, where the investigation is ongoing, or

(iii) activities suspected of constituting threats to the security of Canada within the

de la manière et au moment qu'il estime indiqués; il ne peut, toutefois, lui fournir que les renseignements dont la communication peut être autorisée à la suite de demandes présentées aux termes de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et de la *Loi sur l'accès à l'information*.

#### CONFIDENTIALITÉ

Obligation au secret

**182.** Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, l'enquêteur correctionnel et les personnes agissant en son nom ou sous son autorité sont tenus au secret en ce qui concerne les renseignements dont ils prennent connaissance dans l'exercice des attributions que leur confère la présente partie.

Communication autorisée

**183.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'enquêteur correctionnel peut communiquer, ou autoriser les personnes agissant en son nom ou sous son autorité à communiquer les renseignements :

a) qui, à son avis, sont nécessaires pour mener une enquête ou motiver les conclusions et les recommandations présentées en vertu de la présente loi;

b) dont la communication est nécessaire dans le cadre des procédures intentées pour infraction à la présente partie ou pour une infraction à l'article 131 (parjure) du *Code criminel* se rapportant à une déclaration faite en vertu de la présente partie.

Exceptions

(2) L'enquêteur correctionnel et les personnes qui agissent en son nom ou sous son autorité ne peuvent communiquer — et prennent toutes les précautions pour éviter que ne soient communiqués — des renseignements dont la communication risquerait vraisemblablement :

a) de donner lieu à la communication de renseignements — datant, lors de leur éventuelle communication, de moins de vingt ans — obtenus ou préparés dans le cadre d'enquêtes menées aux termes de la loi visant, selon le cas :

(i) à détecter, prévenir ou réprimer le crime,

(ii) à faire respecter les lois fédérales ou provinciales, s'il s'agit d'enquêtes en cours,



	<p>meaning of the <i>Canadian Security Intelligence Service Act</i>,</p> <p>if the information came into existence less than twenty years before the anticipated disclosure;</p> <p>(b) to be injurious to the conduct of any law-ful investigation;</p> <p>(c) in respect of any individual under sen-tence for an offence against any Act of Par-liament, to</p> <p>(i) lead to a serious disruption of that indi-vidual's institutional or conditional release program, or</p> <p>(ii) result in physical or other harm to that individual or any other person;</p> <p>(d) to disclose advice or recommendations developed by or for a government institution within the meaning of the <i>Access to Informa-tion Act</i> or a minister of the Crown; or</p> <p>(e) to disclose confidences of the Queen's Privy Council for Canada referred to in sec-tion 196.</p>	<p>(iii) des activités soupçonnées de consti-tuer des menaces envers la sécurité du Canada au sens de la <i>Loi sur le Service ca-nadien du renseignement de sécurité</i>;</p> <p>b) de nuire au bon déroulement de toute en-quête menée aux termes de la loi;</p> <p>c) de nuire au programme de l'établissement de détention ou au programme de mise en li-berté sous condition d'une personne qui purge une peine pour une infraction à une loi fédérale ou de causer des dommages corpo-rels à cette personne ou à un tiers;</p> <p>d) de donner lieu à la communication d'avis ou de recommandations d'un ministre ou d'une institution fédérale au sens de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>, ou préparés à leur intention;</p> <p>e) de donner lieu à la communication de do-cuments confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada visés à l'article 196.</p>	
Definition of "investigation"	<p>(3) For the purposes of paragraph (2)(b), "investigation" means an investigation that</p> <p>(a) pertains to the administration or enforce-ment of an Act of Parliament or of a province; or</p> <p>(b) is authorized by or pursuant to an Act of Parliament or of a province.</p>	<p>(3) Pour l'application de l'alinéa (2)b), « en-quête » s'entend de celle qui :</p> <p>a) soit se rapporte à l'application d'une loi fédérale ou provinciale;</p> <p>b) soit est autorisée sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale.</p>	Définition d' « enquête »
Letters to be unopened	<p><b>184.</b> Notwithstanding any provision in any Act or regulation, where</p> <p>(a) a letter written by an offender is ad-dressed to the Correctional Investigator, or</p> <p>(b) a letter written by the Correctional In-vestigator is addressed to an offender,</p> <p>the letter shall immediately be forwarded un-opened to the Correctional Investigator or to the offender, as the case may be, by the person in charge of the institution at which the offend-er is incarcerated.</p>	<p><b>184.</b> Par dérogation à toute disposition légis-lative ou réglementaire, le responsable de l'éta-blisement de détention où le délinquant est in-carcéré est tenu de transmettre immédiatement à son destinataire, sans l'ouvrir, la correspon-dance entre le délinquant et l'enquêteur correc-tionnel.</p>	Transmission de lettres cachetées
	DELEGATION	DÉLÉGATION	
Delegation by Correctional Investigator	<p><b>185.</b> (1) The Correctional Investigator may authorize any person to exercise or perform, subject to such restrictions or limitations as the Correctional Investigator may specify, the</p>	<p><b>185.</b> (1) L'enquêteur correctionnel peut, dans les limites qu'il fixe, déléguer ses attribu-tions, sauf:</p>	Délégation par l'enquêteur correctionnel



	function, powers and duties of the Correctional Investigator under this Part except	<p>a) le pouvoir même de délégation visé par le présent article;</p> <p>b) l'obligation ou l'autorisation de faire rapport au ministre sous le régime des articles 192 ou 193.</p>	
Delegation is revocable	<p>(a) the power to delegate under this section; and</p> <p>(b) the duty or power to make a report to the Minister under section 192 or 193.</p> <p>(2) Every delegation under this section is revocable at will and no delegation prevents the exercise or performance by the Correctional Investigator of the delegated function, powers and duties.</p>	<p>(2) Toute délégation en vertu du présent article est révocable à volonté et aucune délégation n'empêche l'exercice par l'enquêteur correctionnel des attributions déléguées.</p>	Caractère révocable de la délégation
Continuing effect of delegation	<p>(3) In the event that the Correctional Investigator who makes a delegation under this section ceases to hold office, the delegation continues in effect so long as the delegate continues in office or until revoked by a succeeding Correctional Investigator.</p>	<p>(3) Dans le cas où l'enquêteur correctionnel cesse d'être en fonctions après avoir délégué certaines de ses attributions en vertu du présent article, cette délégation continue d'avoir effet aussi longtemps que le délégué reste en fonctions ou jusqu'à ce qu'un nouvel enquêteur correctionnel la révoque.</p>	Effet continu de la délégation
	<b>RELATIONSHIP WITH OTHER ACTS</b>	<b>CADRE LÉGISLATIF</b>	
Power to conduct investigations	<p><b>186.</b> (1) The power of the Correctional Investigator to conduct investigations exists notwithstanding any provision in any Act to the effect that the matter being investigated is final and that no appeal lies in respect thereof or that the matter may not be challenged, reviewed, quashed or in any way called into question.</p>	<p><b>186.</b> (1) Les dispositions de toute loi qui établissent qu'une décision, une recommandation, un acte ou une omission visés par l'enquête sont définitifs, sans appel et ne peuvent être contestés, révisés, cassés ou remis en question ne limitent pas les pouvoirs de l'enquêteur correctionnel.</p>	Pouvoir de mener des enquêtes
Relationship with other Acts	<p>(2) The power of the Correctional Investigator to conduct investigations is in addition to the provisions of any other Act or rule of law under which</p> <p>(a) any remedy or right of appeal or objection is provided for any person, or</p> <p>(b) any procedure is provided for the inquiry into or investigation of any matter,</p> <p>and nothing in this Part limits or affects any such remedy, right of appeal, objection or procedure.</p>	<p>(2) Les dispositions de la présente partie s'ajoutent, sans les limiter ou les affecter, aux dispositions de toute autre loi ou règle de droit qui prévoient :</p> <p>a) un recours, un droit d'appel ou un droit d'objection pour toute personne;</p> <p>b) une procédure d'enquête.</p>	Cadre législatif
	<b>LEGAL PROCEEDINGS</b>	<b>PROCÉDURES</b>	
Acts not to be questioned or subject to review	<p><b>187.</b> Except on the ground of lack of jurisdiction, nothing done by the Correctional Investigator, including the making of any report or recommendation, is liable to be challenged, reviewed, quashed or called into question in any court.</p>	<p><b>187.</b> Sauf au motif d'une absence de compétence, aucune procédure de l'enquêteur correctionnel, y compris tout rapport ou recommandation, ne peut être contestée, révisée, cassée ou remise en question par un tribunal.</p>	Caractère spécial des procédures de l'enquêteur correctionnel
Protection of Correctional Investigator	<p><b>188.</b> No criminal or civil proceedings lie against the Correctional Investigator, or against</p>	<p><b>188.</b> L'enquêteur correctionnel et les personnes qui agissent en son nom ou sous son au-</p>	Immunité de l'enquêteur correctionnel

any person acting on behalf or under the direction of the Correctional Investigator, for anything done, reported or said in good faith in the course of the exercise or performance or purported exercise or performance of any function, power or duty of the Correctional Investigator.

No summons

**189.** The Correctional Investigator or any person acting on behalf or under the direction of the Correctional Investigator is not a competent or compellable witness in respect of any matter coming to the knowledge of the Correctional Investigator or that person in the course of the exercise or performance or purported exercise or performance of any function, power or duty of the Correctional Investigator, in any proceedings other than a prosecution for an offence under this Part or a prosecution for an offence under section 131 (perjury) of the *Criminal Code* in respect of a statement made under this Part.

Libel or slander

**190.** For the purposes of any law relating to libel or slander,

(a) anything said, any information furnished or any document, paper or thing produced in good faith in the course of an investigation by or on behalf of the Correctional Investigator under this Part is privileged; and

(b) any report made in good faith by the Correctional Investigator under this Part and any fair and accurate account of the report made in good faith in a newspaper or any other periodical publication or in a broadcast is privileged.

#### OFFENCE AND PUNISHMENT

Offences

**191.** Every person who

(a) without lawful justification or excuse, wilfully obstructs, hinders or resists the Correctional Investigator or any other person in the exercise or performance of the function, powers or duties of the Correctional Investigator,

(b) without lawful justification or excuse, refuses or wilfully fails to comply with any lawful requirement of the Correctional Investigator or any other person under this Part, or

(c) wilfully makes any false statement to or misleads or attempts to mislead the Correc-

torité bénéficient de l'immunité en matière civile ou criminelle pour les actes accomplis, les rapports ou comptes rendus établis et les paroles prononcées de bonne foi dans l'exercice effectif, ou censé tel, des pouvoirs et fonctions qui sont conférés à l'enquêteur correctionnel en vertu de la présente loi.

Non-assignation

**189.** En ce qui concerne les questions venues à leur connaissance dans l'exercice effectif, ou présenté comme tel des pouvoirs et fonctions qui leur sont conférés en vertu de la présente partie, l'enquêteur correctionnel et les personnes qui agissent en son nom ou sous son autorité n'ont qualité pour témoigner ou ne peuvent y être contraints que dans les procédures intentées pour infraction à la présente loi ou pour une infraction à l'article 131 du *Code criminel* (parjure) se rapportant à une déclaration faite en vertu de la présente partie.

**190.** Ne peuvent donner lieu à des poursuites pour diffamation verbale ou écrite :

Libelle ou diffamation

a) les paroles prononcées, les renseignements fournis ou les documents ou objets produits de bonne foi au cours d'une enquête menée par l'enquêteur correctionnel ou en son nom dans le cadre de la présente partie;

b) les rapports ou comptes rendus établis de bonne foi par l'enquêteur correctionnel dans le cadre de la présente partie, ainsi que la relation qui en est faite de bonne foi par la presse écrite ou audio-visuelle.

#### INFRACTIONS ET PEINES

Infractions

**191.** Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux mille dollars quiconque :

a) soit, sans justification ou excuse légitime, entrave l'action de l'enquêteur correctionnel, ou de toute autre personne agissant dans l'exercice des pouvoirs et fonctions de l'enquêteur correctionnel, ou leur résiste dans l'exercice de leurs pouvoirs et fonctions;

b) soit refuse ou omet volontairement, sans justification ou excuse légitime, de se conformer aux exigences que l'enquêteur correctionnel ou toute autre personne agis-

tional Investigator or any other person in the exercise or performance of the function, powers or duties of the Correctional Investigator

is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding two thousand dollars.

sant en vertu de la présente loi peuvent valablement formuler;

c) soit fait volontairement une fausse déclaration à l'enquêteur correctionnel ou à toute autre personne agissant dans l'exercice des pouvoirs et fonctions de l'enquêteur correctionnel, ou les induit ou tente de les induire en erreur.

#### ANNUAL AND SPECIAL REPORTS

Annual reports

**192.** The Correctional Investigator shall, within three months after the end of each fiscal year, submit to the Minister a report of the activities of the office of the Correctional Investigator during that year, and the Minister shall cause every such report to be laid before each House of Parliament on any of the first thirty days on which that House is sitting after the day on which the Minister receives it.

Urgent matters

**193.** The Correctional Investigator may, at any time, make a special report to the Minister referring to and commenting on any matter within the scope of the function, powers and duties of the Correctional Investigator where, in the opinion of the Correctional Investigator, the matter is of such urgency or importance that a report thereon should not be deferred until the time provided for the submission of the next annual report to the Minister under section 192, and the Minister shall cause every such special report to be laid before each House of Parliament on any of the first thirty days on which that House is sitting after the day on which the Minister receives it.

Reporting of public hearings

**194.** Where the Correctional Investigator decides to hold hearings in public in relation to any investigation, the Correctional Investigator shall indicate in relation to that investigation, in the report submitted under section 192, the reasons why the hearings were held in public.

Adverse comments

**195.** Where it appears to the Correctional Investigator that there may be sufficient grounds for including in a report under section 192 or 193 any comment or information that reflects or might reflect adversely on any person or organization, the Correctional Investigator shall give that person or organization a reasonable opportunity to make representations respecting the comment or information and shall include in the report a fair and accurate summary of those representations.

#### RAPPORTS AU PARLEMENT

Rapports annuels

**192.** L'enquêteur correctionnel présente au ministre, dans les trois premiers mois de chaque exercice, le rapport des activités de son bureau au cours de l'exercice précédent. Le ministre le fait déposer devant chaque chambre du Parlement dans les trente premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Questions urgentes

**193.** L'enquêteur correctionnel peut, à toute époque de l'année, présenter au ministre un rapport spécial sur toute question relevant de ses pouvoirs et fonctions et dont l'urgence ou l'importance sont telles, selon lui, qu'il serait contre-indiqué d'en différer le compte rendu jusqu'à l'époque normale du rapport annuel suivant; le ministre fait déposer le rapport spécial devant chaque chambre du Parlement dans les trente premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Motifs des auditions publiques

**194.** Dans le cas où l'enquêteur correctionnel décide de tenir des auditions publiques à l'égard d'une enquête, il indique dans le rapport prévu à l'article 192 qui traite de cette enquête les motifs de sa décision.

Commentaires défavorables

**195.** Lorsque l'enquêteur correctionnel est d'avis qu'il pourrait exister des motifs suffisants de mentionner dans son rapport prévu aux articles 192 ou 193 tout commentaire ou renseignement qui a ou pourrait avoir un effet défavorable sur toute personne ou tout organisme, il leur donne la possibilité de présenter leurs observations sur ces commentaires et en présente un résumé fidèle dans son rapport.

Confidences of the Queen's Privy Council for Canada

CONFIDENCES OF THE QUEEN'S PRIVY COUNCIL

**196.** (1) The powers of the Correctional Investigator under sections 172, 173 and 174 do not apply with respect to confidences of the Queen's Privy Council for Canada, including, without restricting the generality of the foregoing,

- (a) memoranda the purpose of which is to present proposals or recommendations to Council;
- (b) discussion papers the purpose of which is to present background explanations, analyses of problems or policy options to Council for consideration by Council in making decisions;
- (c) agenda of Council or records recording deliberations or decisions of Council;
- (d) records used for or reflecting communications or discussions between ministers of the Crown on matters relating to the making of government decisions or the formulation of government policy;
- (e) records the purpose of which is to brief ministers of the Crown in relation to matters that are before, or are proposed to be brought before, Council or that are the subject of communications or discussions referred to in paragraph (d);
- (f) draft legislation; and
- (g) records that contain information about the contents of any record within a class of records referred to in paragraphs (a) to (f).

Definition of "Council"

(2) For the purposes of subsection (1), "Council" means the Queen's Privy Council for Canada, committees of the Queen's Privy Council for Canada, Cabinet and committees of Cabinet.

Exception

(3) Subsection (1) does not apply with respect to

- (a) confidences of the Queen's Privy Council for Canada that have been in existence for more than twenty years; or
- (b) discussion papers described in paragraph (1)(b)
  - (i) if the decisions to which the discussion papers relate have been made public, or

DOCUMENTS CONFIDENTIELS DU CONSEIL PRIVÉ

**196.** (1) L'enquêteur correctionnel ne peut exercer les pouvoirs que les articles 172, 173 et 174 lui confèrent à l'égard des documents confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada, notamment des :

- a) notes destinées à soumettre des propositions ou recommandations au Conseil;
- b) documents de travail destinés à présenter des problèmes, des analyses ou des options politiques à l'examen du Conseil;
- c) ordres du jour du Conseil ou procès-verbaux de ses délibérations ou décisions;
- d) documents employés en vue ou faisant état de communications ou de discussions entre ministres sur des questions liées à la prise des décisions du gouvernement ou à la formulation de sa politique;
- e) documents d'information à l'usage des ministres sur des questions portées ou qu'il est prévu de porter devant le Conseil, ou sur des questions qui font l'objet des communications ou discussions visées à l'alinéa d);
- f) avant-projets de loi ou projets de règlement;
- g) documents contenant des renseignements relatifs à la teneur des documents visés aux alinéas a) à f).

Non-application de la présente loi aux documents confidentiels

(2) Pour l'application du paragraphe (1), «Conseil» s'entend du Conseil privé de la Reine pour le Canada, du Cabinet et de leurs comités respectifs.

Définition de « Conseil »

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas :

Exception

- a) aux documents confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada dont l'existence remonte à plus de vingt ans;
- b) aux documents de travail visés à l'alinéa (1)b), dans les cas où les décisions auxquelles ils se rapportent ont été rendues publiques ou, à défaut de publicité, ont été rendues quatre ans auparavant.

(ii) where the decisions have not been made public, if four years have passed since the decisions were made.

#### REGULATIONS

Regulations

**197.** The Governor in Council may make such regulations as the Governor in Council deems necessary for carrying out the purposes and provisions of this Part.

#### RÈGLEMENTS

Rèlements

**197.** Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures qu'il estime nécessaires à l'application de la présente loi.

#### HER MAJESTY

Binding on Her Majesty

**198.** This Part is binding on Her Majesty in right of Canada.

#### SA MAJESTÉ

Obligation de Sa Majesté

**198.** La présente partie lie Sa Majesté du chef du Canada.

#### PART IV

##### CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS, REPEAL AND TRANSITIONAL PROVISIONS AND COMING INTO FORCE

##### CRIMINAL CODE

**199. to 203.** [Amendments]

**204.** [Repealed, 1995, c. 42, s. 61]

##### PRISONS AND REFORMATORIES ACT

**205. to 207.** [Amendments]

##### TRANSFER OF OFFENDERS ACT

**208. to 211.** [Amendments]

##### DEPARTMENT OF THE SOLICITOR GENERAL ACT

**212.** [Amendment]

##### REPEAL

**213. and 214.** [Repeals]

##### REFERENCES

**215. and 216.** [Amendments]

##### TRANSITIONAL PROVISIONS

Commissioner remains in office

**217.** The person holding office as Commissioner of Corrections on the coming into force of section 214 continues in office as Commissioner and shall be deemed to have been appointed under Part I of this Act.

Federal-provincial agreements

**218.** (1) Any agreements made under the *Penitentiary Act* or the *Prisons and Reformatories Act* and in existence on the coming into force of section 214, to the extent that they are

#### PARTIE IV

##### MODIFICATIONS CONNEXES ET CORRÉLATIVES, ABROGATIONS, DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ENTRÉE EN VIGUEUR

##### CODE CRIMINEL

**199. à 203.** [Modifications]

**204.** [Abrogé, 1995, ch. 42, art. 61]

##### LOI SUR LES PRISONS ET LES MAISONS DE CORRECTION

**205. à 207.** [Modifications]

##### LOI SUR LE TRANSFÈREMENT DES DÉLINQUANTS

**208. à 211.** [Modifications]

##### LOI SUR LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

**212.** [Modification]

##### ABROGATIONS

**213. et 214.** [Abrogations]

##### MENTIONS

**215. et 216.** [Modifications]

##### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

**217.** Le commissaire aux services correctionnels en fonction à l'entrée en vigueur de l'article 214 est maintenu en poste et réputé avoir été nommé sous le régime de la partie I de la présente loi.

Maintien en poste

**218.** (1) Les accords conclus au titre de la *Loi sur les pénitenciers* ou de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction* toujours valides à l'entrée en vigueur de l'article 214 sont

Accords fédéro-provinciaux

	authorized to be entered into under subsection 15(3) or 16(1) of this Act, shall be deemed to have been entered into under that subsection.	réputés, dans la mesure où ils peuvent être conclus sous le régime des paragraphes 15(3) ou 16(1) de la présente loi, conclus sous le régime de ce paragraphe.	
Idem	(2) Any agreements made under the <i>Parole Act</i> and in existence on the coming into force of section 213, to the extent that they are authorized to be entered into under section 114 of this Act, shall be deemed to have been entered into under that section.	(2) Les accords conclus au titre de la <i>Loi sur la libération conditionnelle</i> toujours valides à l'entrée en vigueur de l'article 213 sont réputés, dans la mesure où ils peuvent l'être, avoir été conclus sous le régime de l'article 114 de la présente loi.	Idem
Temporary absences	<b>219.</b> Any temporary absence authorized under section 28 or 29 of the <i>Penitentiary Act</i> shall, on the coming into force of section 214, be dealt with as if it had been authorized under section 17 of this Act.	<b>219.</b> Les permissions de sortir autorisées sous le régime des articles 28 ou 29 de la <i>Loi sur les pénitenciers</i> sont, dès l'entrée en vigueur de l'article 214, régies comme si elles l'avaient été sous celui de l'article 17 de la présente loi.	Permissions de sortir
Administrative segregation, discipline	<b>220.</b> All matters relating to administrative segregation and disciplinary offences shall, on the coming into force of section 214, be dealt with in accordance with Part I of this Act.	<b>220.</b> Toute question relative à l'isolement préventif et aux infractions disciplinaires est, dès l'entrée en vigueur de l'article 214, régie sous le régime de la partie I de la présente loi.	Internement administratif
Definitions	<b>221.</b> In this section and sections 222 to 227,	<b>221.</b> Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article ainsi qu'aux articles 222 à 227.	Définitions
"commencement day" « entrée en vigueur »	"commencement day" means the day on which section 213 comes into force;		
"former Act" « loi antérieure »	"former Act" means the <i>Parole Act</i> as it read immediately before the commencement day;	« ancienne Commission » La Commission nationale des libérations conditionnelles constituée par l'article 3 de la loi antérieure.	« ancienne Commission » "former Board"
"former Board" « ancienne Commission »	"former Board" means the National Parole Board established by section 3 of the former Act.	« entrée en vigueur » Le jour de l'entrée en vigueur de l'article 213.	« entrée en vigueur » "commencement day"
		« loi antérieure » La <i>Loi sur la libération conditionnelle</i> dans sa version à l'entrée en vigueur.	« loi antérieure » "former Act"
Members of former Board	<b>222.</b> (1) A person who, immediately before the commencement day, was a full-time or temporary member of the former Board shall be deemed to have been appointed on the commencement day pursuant to section 103 to hold that office on the Board for a term equal to the remainder of the term for which the person was appointed.	<b>222.</b> (1) Les commissaires à temps plein et les commissaires temporaires de l'ancienne Commission en fonction à l'entrée en vigueur sont réputés avoir été nommés à la Commission en vertu de l'article 103 le jour de l'entrée en vigueur, pour un mandat égal à la durée qui restait à courir à ce moment de leur ancien mandat.	Maintien en poste des commissaires
Former Chairman and Vice-Chairman	(2) The persons who, immediately before the commencement day, were Chairman and Vice-Chairman of the former Board shall be deemed to have been designated on the commencement day pursuant to section 104 to hold the offices of Chairperson and Executive Vice-Chairperson, respectively.	(2) Les commissaires qui, à l'entrée en vigueur, avaient été respectivement désignés à titre de président et de vice-président de l'ancienne Commission sont réputés avoir été désignés en vertu de l'article 104 le jour de l'entrée en vigueur, à titre de président et de premier vice-président.	Maintien en poste du président et du vice-président
Continuation of community Board members	(3) The repeal of the former Act does not affect the designation of a person who, immedi-	(3) L'abrogation de la loi antérieure ne porte pas atteinte à la désignation des commissaires	Continuation du mandat des commissaires supplémentaires



	ately before the commencement day, was a person designated by the Minister pursuant to section 8 of the former Act, who may continue to conduct, as a regional community representative of the Board, the reviews of the classes of cases of offenders referred to in that section for the remainder of the term for which the person was designated.	supplémentaires nommés, à l'entrée en vigueur, par le ministre au titre de l'article 8 de cette loi; ils continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à l'expiration de la période pour laquelle ils avaient été désignés.	
Remuneration	(4) A person referred to in subsection (3) shall be paid such remuneration as is fixed by the Governor in Council for each day that the person is performing duties referred to in that subsection, and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred while performing those duties away from the person's ordinary place of residence.	(4) Les commissaires reçoivent la rémunération que fixe le gouverneur en conseil pour chaque jour où ils exercent leurs fonctions et sont indemnisés des frais de déplacement et de séjour entraînés par leur accomplissement hors du lieu de leur résidence habituelle.	Rémunération
Reviews in progress	<b>223.</b> A review of the case of an offender begun under the former Act shall be continued after the commencement day as if it had been begun under this Act.	<b>223.</b> L'examen des dossiers en instance se poursuit indépendamment de la loi antérieure sous le régime de la présente loi.	Examen des dossiers en instance
Parole and temporary absences	<b>224.</b> (1) Any parole granted or temporary absence authorized under the former Act shall, on and after the commencement day, be dealt with as if it had been granted or authorized under Part II of this Act.	<b>224.</b> (1) Il est donné suite, après l'entrée en vigueur, aux libérations conditionnelles et permissions de sortir accordées sous le régime de la loi antérieure comme si elles l'avaient été sous le régime de la partie II de la présente loi.	Libérations conditionnelles et permissions de sortir
Mandatory supervision	(2) Any person who is at large and subject to mandatory supervision under the former Act immediately before the commencement day shall be deemed, after that day, to be on statutory release under Part II of this Act.	(2) La personne qui, à l'entrée en vigueur, est en liberté surveillée sous le régime de la loi antérieure est réputée, à compter de cette date, avoir été libérée d'office sous le régime de la partie II de la présente loi.	Liberté surveillée
Day parole eligibility of past offenders	<b>225.</b> (1) Subject to subsection (1.1), paragraph 119(1)(c) does not apply in respect of an offender who is serving a sentence imposed before November 1, 1992, but the corresponding provisions of the former Act and the regulations made under that Act apply in respect thereof as if they were provisions of this Act.	<b>225.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), l'alinéa 119(1)c) ne s'applique pas aux peines d'emprisonnement prononcées avant le 1 <sup>er</sup> novembre 1992; les dispositions correspondantes de la loi antérieure et de ses règlements d'application s'y appliquent toutefois comme s'il s'agissait de dispositions de la présente loi.	Application future
Where additional sentence	(1.1) Paragraph 119(1)(c) applies in respect of an offender who is serving a sentence imposed before November 1, 1992 where the offender receives an additional sentence on or after that day and, as a result, the offender is deemed, pursuant to section 139, to have been sentenced to one sentence.  (2) [Repealed, 2011, c. 11, s. 7]  1992, c. 20, s. 225; 1995, c. 42, s. 62; 2011, c. 11, s. 7.	(1.1) L'alinéa 119(1)c) s'applique cependant aux peines d'emprisonnement prononcées avant le 1 <sup>er</sup> novembre 1992 si celles-ci sont suivies, à compter de cette date, d'une peine supplémentaire, toutes ces peines étant alors réputées n'en constituer qu'une seule aux termes de l'article 139.  (2) [Abrogé, 2011, ch. 11, art. 7]  1992, ch. 20, art. 225; 1995, ch. 42, art. 62; 2011, ch. 11, art. 7.	Cas particulier



Determination  
of eligibility  
date for parole

**226.** (1) Where an offender who was serving a sentence before the commencement day is sentenced, before that sentence expires and after the coming into force of section 743.6 of the *Criminal Code*, to another sentence for an offence referred to in that section that was prosecuted by way of indictment, and the court determines pursuant to that section that the offender shall serve one half of the sentence imposed by it, that offender may be released on full parole after having served a period of imprisonment equal to the lesser of one half or ten years of that other sentence and, in addition,

(a) where the two sentences are to be served concurrently, one third of any portion of the first sentence that is not served concurrently with the other sentence; or

(b) where the two sentences are to be served consecutively, the lesser of

(i) one third of the first sentence, and

(ii) the portion of the sentence that would have had to be served before full parole could have been granted in the event that the two sentences were to have been served concurrently.

Maximum  
period

(2) No offender referred to in subsection (1) is required to serve more than one half of the offender's sentence before becoming eligible to be released on full parole.

1992, c. 20, s. 226; 1995, c. 22, s. 13, c. 42, ss. 69(E), 70(E).

Revocation of  
mandatory  
supervision

**227.** Where a person was released before the commencement day subject to mandatory supervision following an order referred to in section 26.1 of the *Penitentiary Act* and the release subject to mandatory supervision is revoked under Part II of this Act, the offender is not entitled to be released thereafter on statutory release under that Part.

Remission  
forfeited under  
*Penitentiary Act*

**227.1** Any remission that was forfeited under subsection 25(6) of the *Penitentiary Act*, as that Act read immediately before November 1, 1992, is deemed, as of November 1, 1992, to be recredited and the offender continues to be subject to the order under subsection 21.4(4) of the *Parole Act*, as that Act read immediately before

Détermination  
de la date  
d'admissibilité à  
la libération  
conditionnelle

**226.** (1) Lorsque le délinquant qui purgeait une peine d'emprisonnement à l'entrée en vigueur de la présente loi est condamné, après l'entrée en vigueur de l'article 743.6 du *Code criminel* et avant d'avoir fini de purger la première peine, à une autre peine d'emprisonnement pour une infraction visée à cet article, punissable par mise en accusation, et que le tribunal détermine, en vertu de cet article, qu'il doit purger la moitié de la peine qu'il lui inflige avant d'être admissible à la libération conditionnelle, le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la libération conditionnelle totale est la somme, d'une part, de la moitié de cette peine — à concurrence de dix ans — et, d'autre part :

a) si les deux peines ne doivent pas être purgées consécutivement, le tiers de la partie de la première peine qui n'est pas purgée concurremment avec la seconde;

b) si les deux peines doivent être purgées consécutivement, la plus courte des périodes suivantes :

(i) le tiers de la première peine,

(ii) la partie de la peine qui aurait dû être purgée avant qu'il ne devienne admissible à la libération conditionnelle totale si les peines ne devaient pas être purgées consécutivement.

Période  
maximale

(2) Le temps d'épreuve ne peut en aucun cas excéder la moitié de son temps d'emprisonnement.

1992, ch. 20, art. 226; 1995, ch. 22, art. 13, ch. 42, art. 69(A) et 70(A).

Révocation

**227.** La personne qui a été mise en liberté surveillée, avant l'entrée en vigueur, à la suite d'une ordonnance visée à l'article 26.1 de la *Loi sur les pénitenciers*, n'a pas droit, en cas de révocation sous le régime de la partie II de la présente loi, à la libération d'office prévue à la même partie.

Déchéance  
prévue par la *Loi*  
sur les  
*pénitenciers*

**227.1** Dans le cas d'une ordonnance rendue aux termes du paragraphe 21.4(4) de la *Loi sur les libérations conditionnelles*, dans sa version antérieure au 1<sup>er</sup> novembre 1992, les réductions de peine qui avaient fait l'objet d'une déchéance aux termes du paragraphe 25(6) de la *Loi sur les pénitenciers*, dans sa version en vigueur avant le 1<sup>er</sup> novembre 1992, sont réputées

November 1, 1992, as if the order had been made under section 130 of this Act.

1995, c. 42, s. 63.

**228. and 229. [Amendments]**

Correctional Investigator

**230.** The person holding office as Correctional Investigator under the *Inquiries Act* immediately before the coming into force of this section continues in office as Correctional Investigator and shall be deemed to have been appointed under Part III of this Act for a term of one year beginning on the coming into force of this section.

Staff of Correctional Investigator

**231. (1)** A person whose services were engaged by the Correctional Investigator on a full-time basis pursuant to the *Inquiries Act* during any period immediately before the coming into force of this section shall be deemed to have been appointed in accordance with the *Public Service Employment Act* on the coming into force of this section, unless the person otherwise elects in writing within ninety days after the coming into force of this section.

Probation under *Public Service Employment Act*

(2) Notwithstanding subsection (1) of this section and section 28 of the *Public Service Employment Act*, a person who is deemed by subsection (1) of this section to have been appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*

(a) is not subject to probation under that Act if the person's services were engaged on a full-time basis by the Correctional Investigator during a period of at least one year immediately before the coming into force of this section; or

(b) is subject to probation under that Act for a period equal to one year minus the period during which the person's services were engaged on a full-time basis by the Correctional Investigator immediately before the coming into force of this section, where the latter period is less than one year.

REVIEW OF DETENTION PROVISIONS

Review of detention provisions after three years

**232. (1)** Three years after the coming into force of sections 129 to 132, a comprehensive review of the operation of those sections shall

réattribuées à cette date et le délinquant demeure assujéti à l'ordonnance comme si celle-ci avait été rendue aux termes de l'article 130 de la présente loi.

1995, ch. 42, art. 63.

**228. et 229. [Modifications]**

Enquêteur correctionnel

**230.** L'enquêteur correctionnel en fonction au titre de la *Loi sur les enquêtes* à l'entrée en vigueur du présent article est maintenu en poste et réputé avoir été nommé sous le régime de la partie III de la présente loi pour une période d'une année à l'entrée en vigueur du présent article.

Personnel de l'enquêteur correctionnel

**231. (1)** La personne dont les services ont été retenus par l'enquêteur correctionnel pour un poste à temps plein à titre contractuel en vertu de la *Loi sur les enquêtes* et qui est toujours en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent article est réputée avoir été nommée en application de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* à la date d'entrée en vigueur du présent article à moins qu'elle n'en donne avis contraire par écrit dans les quatre-vingt-dix jours suivant cette date.

(2) Malgré le paragraphe (1) et l'article 28 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, la personne qui est réputée avoir été nommée en application de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*:

*Loi sur l'emploi dans la fonction publique*

a) n'a pas à effectuer de stage si ses services ont été retenus par l'enquêteur correctionnel pour un poste à temps plein pendant une période d'au moins une année précédant l'entrée en vigueur du présent article et si elle est toujours en fonction à cette date;

b) est considérée comme stagiaire durant la période représentant la différence entre une année et la période précédant l'entrée en vigueur du présent article pendant laquelle ses services ont été retenus par l'enquêteur correctionnel pour un poste à temps plein, lorsque cette période est égale à moins d'une année.

EXAMEN DES DISPOSITIONS SUR LE MAINTIEN DE L'INCARCÉRATION

Examen après trois ans

**232. (1)** Trois ans après l'entrée en vigueur des articles 129 à 132, un examen complet de l'application de ces dispositions doit être fait

be undertaken by such committee of the House of Commons as may be designated or established by the House of Commons for that purpose.

Report to House of Commons

(2) The committee referred to in subsection (1) shall, within one year after a review is undertaken pursuant to that subsection or within such further time as the House of Commons may authorize, submit a report on the review to the House of Commons.

par le comité de la Chambre des communes que le Parlement désigne ou constitue à cette fin.

Rapport à la Chambre

(2) Dans l'année qui suit le début de l'examen ou dans le délai supérieur que la Chambre des communes lui accorde, le comité remet son rapport à la Chambre.

#### REVIEW OF WHOLE ACT

Review of whole Act

**233.** (1) Five years after the coming into force of this Act, a comprehensive review of the provisions and operation of this Act shall be undertaken by such committee of the House of Commons or of both Houses of Parliament as may be designated or established by Parliament for that purpose.

Report to Parliament

(2) The committee referred to in subsection (1) shall, within a year after a review is undertaken pursuant to that subsection or within such further time as Parliament may authorize, submit a report to Parliament including a statement of any changes the committee recommends.

#### EXAMEN DÉTAILLÉ DE LA LOI

Examen détaillé de la loi

**233.** (1) Cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente loi, un examen détaillé de celle-ci et des conséquences de son application doit être fait par le comité de la Chambre des communes ou des deux chambres du Parlement que le Parlement désigne ou constitue à cette fin.

(2) Dans l'année qui suit le début de l'examen ou dans le délai supérieur que le Parlement lui accorde, le comité présente à celui-ci son rapport, en l'assortissant éventuellement de ses recommandations quant aux modifications qu'il juge souhaitables.

#### COMING INTO FORCE

Coming into force

**\*234.** This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

\* [Note: Act, except section 204, in force November 1, 1992, *see* SI/92-197; section 204 repealed by 1995, c. 42, s. 61, in force January 24, 1996, *see* SI/96-10.]

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

**\*234.** La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

\* [Note: Loi, sauf article 204, en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1992, *voir* TR/92-197; article 204 abrogé par 1995, ch. 42, art. 61, en vigueur le 24 janvier 1996, *voir* TR/96-10.]

SCHEDULE I

(Subsections 107(1), 129(1) and (2), 130(3) and (4), 133(4.1) and 156(3))

1. An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, that was prosecuted by way of indictment:

- (a) sections 46 and 47 (high treason);
- (a.01) section 75 (piratical acts);
- (a.1) section 76 (hijacking);
- (a.2) section 77 (endangering safety of aircraft or airport);
- (a.3) section 78.1 (seizing control of ship or fixed platform);
- (a.4) paragraph 81(1)(a), (b) or (d) (use of explosives);
- (a.5) paragraph 81(2)(a) (causing injury with intent);
- (a.6) section 83.18 (participation in activity of terrorist group);
- (a.7) section 83.19 (facilitating terrorist activity);
- (a.8) section 83.2 (commission of offence for terrorist group);
- (a.9) section 83.21 (instructing to carry out activity for terrorist group);
- (a.91) section 83.22 (instructing to carry out terrorist activity);
- (b) subsection 85(1) (using firearm in commission of offence);
- (b.1) subsection 85(2) (using imitation firearm in commission of offence);
- (c) section 87 (pointing a firearm);
- (c.1) section 98 (breaking and entering to steal firearm);
- (c.2) section 98.1 (robbery to steal firearm);
- (d) section 144 (prison breach);
- (e) section 151 (sexual interference);
- (f) section 152 (invitation to sexual touching);
- (g) section 153 (sexual exploitation);
- (g.1) section 153.1 (sexual exploitation of person with disability);
- (h) section 155 (incest);
- (i) section 159 (anal intercourse);
- (j) section 160 (bestiality, compelling, in presence of or by child);
- (j.1) section 163.1 (child pornography);
- (k) section 170 (parent or guardian procuring sexual activity by child);
- (l) section 171 (householder permitting sexual activity by or in presence of child);
- (m) section 172 (corrupting children);
- (m.1) section 172.1 (luring a child);
- (n) subsection 212(2) (living off the avails of prostitution by a child);
- (n.1) subsection 212(2.1) (aggravated offence in relation to living on the avails of prostitution of a person under the age of 18 years);
- (o) subsection 212(4) (obtaining sexual services of a child);
- (o.1) section 220 (causing death by criminal negligence);

ANNEXE I

(paragraphe 107(1), 129(1) et (2), 130(3) et (4), 133(4.1) et (4.3) et 156(3))

1. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel* et poursuivie par mise en accusation :

- a) articles 46 et 47 (haute trahison);
- a.01) article 75 (piraterie);
- a.1) article 76 (détournement d'un aéronef);
- a.2) article 77 (atteinte à la sécurité des aéronefs ou des aéroports);
- a.3) article 78.1 (prise d'un navire ou d'une plate-forme fixe);
- a.4) alinéas 81(1)a, b) ou d) (usage d'explosifs);
- a.5) alinéa 81(2)a) (causer intentionnellement des blessures);
- a.6) article 83.18 (participation à une activité d'un groupe terroriste);
- a.7) article 83.19 (facilitation d'une activité terroriste);
- a.8) article 83.2 (infraction au profit d'un groupe terroriste);
- a.9) article 83.21 (charger une personne de se livrer à une activité pour un groupe terroriste);
- a.91) article 83.22 (charger une personne de se livrer à une activité terroriste);
- b) paragraphe 85(1) (usage d'une arme à feu lors de la perpétration d'une infraction);
- b.1) paragraphe 85(2) (usage d'une fausse arme à feu lors de la perpétration d'une infraction);
- c) article 87 (braquer une arme à feu);
- c.1) article 98 (introduction par effraction pour voler une arme à feu);
- c.2) article 98.1 (vol qualifié visant une arme à feu);
- d) article 144 (bris de prison);
- e) article 151 (contacts sexuels);
- f) article 152 (incitation à des contacts sexuels);
- g) article 153 (personnes en situation d'autorité);
- g.1) article 153.1 (personnes en situation d'autorité);
- h) article 155 (inceste);
- i) article 159 (relations sexuelles anales);
- j) article 160 (bestialité, usage de la force, en présence d'un enfant ou incitation de ceux-ci);
- j.1) article 163.1 (pornographie juvénile);
- k) article 170 (père, mère ou tuteur qui sert d'entremetteur);
- l) article 171 (maître de maison qui permet, à des enfants ou en leur présence, des actes sexuels interdits);
- m) article 172 (corruption d'enfants);
- m.1) article 172.1 (leurre);
- n) paragraphe 212(2) (vivre des produits de la prostitution d'un enfant);

(o.2) section 221 (causing bodily harm by criminal negligence);  
 (p) section 236 (manslaughter);  
 (q) section 239 (attempt to commit murder);  
 (r) section 244 (discharging firearm with intent);  
 (r.1) section 244.1 (causing bodily harm with intent — air gun or pistol);  
 (r.2) section 244.2 (discharging firearm — recklessness);  
 (r.3) section 245 (administering noxious thing);  
 (s) section 246 (overcoming resistance to commission of offence);  
 (s.01) section 247 (traps likely to cause bodily harm);  
 (s.02) section 248 (interfering with transportation facilities);  
 (s.1) subsections 249(3) and (4) (dangerous operation causing bodily harm and dangerous operation causing death);  
 (s.11) subsections 249.1(3) and (4) (flight causing bodily harm or death);  
 (s.12) section 249.2 (causing death by criminal negligence (street racing));  
 (s.13) section 249.3 (causing bodily harm by criminal negligence (street racing));  
 (s.14) section 249.4 (dangerous operation of motor vehicle while street racing);  
 (s.2) subsections 255(2) and (3) (impaired driving causing bodily harm and impaired driving causing death);  
 (s.3) section 264 (criminal harassment);  
 (s.4) section 264.1 (uttering threats);  
 (t) section 266 (assault);  
 (u) section 267 (assault with a weapon or causing bodily harm);  
 (v) section 268 (aggravated assault);  
 (w) section 269 (unlawfully causing bodily harm);  
 (w.1) section 269.1 (torture);  
 (x) section 270 (assaulting a peace officer);  
 (x.1) section 270.01 (assaulting peace officer with weapon or causing bodily harm);  
 (x.2) section 270.02 (aggravated assault of peace officer);  
 (y) section 271 (sexual assault);  
 (z) section 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm);  
 (z.1) section 273 (aggravated sexual assault);  
 (z.11) section 273.3 (removal of child from Canada);  
 (z.2) section 279 (kidnapping and forcible confinement);  
 (z.21) section 279.1 (hostage taking);  
 (z.3) sections 343 and 344 (robbery);  
 (z.301) section 346 (extortion);  
 (z.31) subsection 430(2) (mischief that causes actual danger to life);

n.1) paragraphe 212(2.1) (infraction grave — vivre des produits de la prostitution d'une personne âgée de moins de dix-huit ans);  
 o) paragraphe 212(4) (obtenir les services sexuels d'un enfant);  
 o.1) article 220 (le fait de causer la mort par négligence criminelle);  
 o.2) article 221 (causer des lésions corporelles par négligence criminelle);  
 p) article 236 (homicide involontaire coupable);  
 q) article 239 (tentative de meurtre);  
 r) article 244 (décharger une arme à feu avec une intention particulière);  
 r.1) article 244.1 (fait de causer intentionnellement des lésions corporelles — fusil ou pistolet à vent);  
 r.2) article 244.2 (décharger une arme à feu avec insouciance);  
 r.3) article 245 (fait d'administrer une substance délétère);  
 s) article 246 (fait de vaincre la résistance à la perpétration d'une infraction);  
 s.01) article 247 (trappes susceptibles de causer des lésions corporelles);  
 s.02) article 248 (fait de nuire aux moyens de transport);  
 s.1) paragraphes 249(3) et (4) (conduite dangereuse causant ainsi des lésions corporelles et conduite de façon dangereuse causant ainsi la mort);  
 s.11) paragraphes 249.1(3) et (4) (fuite causant des lésions corporelles ou la mort);  
 s.12) article 249.2 (causer la mort par négligence criminelle — course de rue);  
 s.13) article 249.3 (causer des lésions corporelles par négligence criminelle — course de rue);  
 s.14) article 249.4 (conduite dangereuse d'un véhicule à moteur — course de rue);  
 s.2) paragraphes 255(2) et (3) (capacité de conduite affaiblie);  
 s.3) article 264 (harcèlement criminel);  
 s.4) article 264.1 (proférer des menaces);  
 t) article 266 (voies de fait);  
 u) article 267 (agression armée ou infliction de lésions corporelles);  
 v) article 268 (voies de fait graves);  
 w) article 269 (infliction illégale de lésions corporelles);  
 w.1) article 269.1 (torture);  
 x) article 270 (voies de fait contre un agent de la paix);  
 x.1) article 270.01 (agression armée ou infliction de lésions corporelles — agent de la paix);  
 x.2) article 270.02 (voies de fait graves — agent de la paix);  
 y) article 271 (agression sexuelle);  
 z) article 272 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles);  
 z.1) article 273 (agression sexuelle grave);

- (z.32) section 431 (attack on premises, residence or transport of internationally protected person);
- (z.33) section 431.1 (attack on premises, accommodation or transport of United Nations or associated personnel);
- (z.34) subsection 431.2(2) (explosive or other lethal device);
- (z.4) section 433 (arson — disregard for human life);
- (z.5) section 434.1 (arson — own property);
- (z.6) section 436 (arson by negligence); and
- (z.7) paragraph 465(1)(a) (conspiracy to commit murder).

2. An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, as they read immediately before July 1, 1990, that was prosecuted by way of indictment:

- (a) section 433 (arson);
- (b) section 434 (setting fire to other substance); and
- (c) section 436 (setting fire by negligence).

3. An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read immediately before January 4, 1983, that was prosecuted by way of indictment:

- (a) section 144 (rape);
- (b) section 145 (attempt to commit rape);
- (c) section 149 (indecent assault on female);
- (d) section 156 (indecent assault on male);
- (e) section 245 (common assault); and
- (f) section 246 (assault with intent).

4. An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read immediately before January 1, 1988, that was prosecuted by way of indictment:

- (a) section 146 (sexual intercourse with a female under 14);
- (b) section 151 (seduction of a female between 16 and 18);
- (c) section 153 (sexual intercourse with step-daughter);
- (d) section 155 (buggery or bestiality);
- (e) section 157 (gross indecency);
- (f) section 166 (parent or guardian procuring defilement); and
- (g) section 167 (householder permitting defilement).

- z.11) article 273.3 (passage d'enfants à l'étranger);
- z.2) article 279 (enlèvement, séquestration);
- z.21) article 279.1 (prise d'otages);
- z.3) articles 343 et 344 (vol qualifié);
- z.301) article 346 (extorsion);
- z.31) paragraphe 430(2) (méfait qui cause un danger réel pour la vie des gens);
- z.32) article 431 (attaque contre les locaux officiels, le logement privé ou les moyens de transport d'une personne jouissant d'une protection internationale);
- z.33) article 431.1 (attaque contre les locaux officiels, le logement privé ou les moyens de transport du personnel des Nations Unies ou du personnel associé);
- z.34) paragraphe 431.2(2) (engin explosif ou autre engin meurtrier);
- z.4) article 433 (incendie criminel : danger pour la vie humaine);
- z.5) article 434.1 (incendie criminel : biens propres);
- z.6) article 436 (incendie criminel par négligence);
- z.7) alinéa 465(1)a) (complot en vue de commettre un meurtre).

2. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, dans leur version antérieure au 1<sup>er</sup> juillet 1990, et poursuivie par mise en accusation :

- a) article 433 (incendie criminel);
- b) article 434 (incendie : dommages matériels);
- c) article 436 (incendie par négligence).

3. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans leur version antérieure au 4 janvier 1983, et poursuivie par mise en accusation :

- a) article 144 (viol);
- b) article 145 (tentative de viol);
- c) article 149 (attentat à la pudeur d'une personne du sexe féminin);
- d) article 156 (attentat à la pudeur d'une personne du sexe masculin);
- e) article 245 (voies de fait ou attaque);
- f) article 246 (voies de fait avec intention).

4. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans leur version antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1988, et poursuivie par mise en accusation :

- a) article 146 (rapports sexuels avec une personne du sexe féminin de moins de 14 ans);
- b) article 151 (séduction d'une personne du sexe féminin de 16 à 18 ans);
- c) article 153 (rapports sexuels avec sa belle-fille);
- d) article 155 (sodomie ou bestialité);
- e) article 157 (grossière indécence);



5. The offence of breaking and entering a place and committing an indictable offence therein, as provided for by paragraph 348(1)(b) of the *Criminal Code*, where the indictable offence is an offence set out in sections 1 to 4 of this Schedule and its commission

- (a) is specified in the warrant of committal;
- (b) is specified in the Summons, Information or Indictment on which the conviction has been registered;
- (c) is found in the reasons for judgment of the trial judge; or
- (d) is found in a statement of facts admitted into evidence pursuant to section 655 of the *Criminal Code*.

5.1 If prosecuted by way of indictment, the offence of pointing a firearm, as provided for by subsection 86(1) of the *Criminal Code*, as it read immediately before December 1, 1998.

6. An offence under any of the following provisions of the *Crimes Against Humanity and War Crimes Act*:

- (a) section 4 (genocide, etc., committed in Canada);
- (b) section 5 (breach of responsibility committed in Canada by military commanders or other superiors);
- (c) section 6 (genocide, etc., committed outside Canada); and
- (d) section 7 (breach of responsibility committed outside Canada by military commanders or other superiors).

1992, c. 20, Sch. I; 1995, c. 39, s. 165, c. 42, ss. 64 to 67; 2000, c. 24, s. 41; 2001, c. 41, ss. 91 to 93; 2008, c. 6, s. 57; 2011, c. 11, s. 8; 2012, c. 1, ss. 103, 104.

f) article 166 (père, mère ou tuteur qui cause le défloremment);

g) article 167 (maître de maison qui permet le défloremment).

5. L'infraction prévue à l'alinéa 348(1)b) du *Code criminel* lorsqu'elle consiste à s'introduire en un endroit par effraction et à y commettre un acte criminel mentionné à l'un des articles 1 à 4 de la présente annexe et que la commission de celui-ci :

- a) soit est spécifiée dans le mandat de dépôt;
- b) soit est spécifiée dans la sommation, la dénonciation ou l'acte d'accusation qui a donné lieu à la condamnation;
- c) soit est mentionnée dans les motifs du jugement du juge au procès;
- d) soit est mentionnée dans une déclaration de faits admise en preuve conformément à l'article 655 du *Code criminel*.

5.1 L'infraction prévue au paragraphe 86(1) du *Code criminel*, dans sa version antérieure au 1<sup>er</sup> décembre 1998, et poursuivie par mise en accusation.

6. Une infraction visée par l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* :

- a) article 4 (génocide, crime contre l'humanité, etc., commis au Canada);
- b) article 5 (manquement à la responsabilité au Canada : chef militaire ou autre supérieur);
- c) article 6 (génocide, crime contre l'humanité, etc., commis à l'étranger);
- d) article 7 (manquement à la responsabilité à l'étranger : chef militaire ou autre supérieur).

1992, ch. 20, ann. I; 1995, ch. 39, art. 165, ch. 42, art. 64 à 67; 2000, ch. 24, art. 41; 2001, ch. 41, art. 91 à 93; 2008, ch. 6, art. 57; 2011, ch. 11, art. 8; 2012, ch. 1, art. 103 et 104.



## SCHEDULE II

(Subsections 107(1), 129(1), (2) and (9), 130(3) and (4) and 156(3))

1. An offence under any of the following provisions of the *Narcotic Control Act*, as it read immediately before the day on which section 64 of the *Controlled Drugs and Substances Act* came into force, that was prosecuted by way of indictment:

- (a) section 4 (trafficking);
- (b) section 5 (importing and exporting);
- (c) section 6 (cultivation);
- (d) section 19.1 (possession of property obtained by certain offences); and
- (e) section 19.2 (laundering proceeds of certain offences).

2. An offence under any of the following provisions of the *Food and Drugs Act*, as it read immediately before the day on which section 64 of the *Controlled Drugs and Substances Act* came into force, that was prosecuted by way of indictment:

- (a) section 39 (trafficking in controlled drugs);
- (b) section 44.2 (possession of property obtained by trafficking in controlled drugs);
- (c) section 44.3 (laundering proceeds of trafficking in controlled drugs);
- (d) section 48 (trafficking in restricted drugs);
- (e) section 50.2 (possession of property obtained by trafficking in restricted drugs); and
- (f) section 50.3 (laundering proceeds of trafficking in restricted drugs).

3. An offence under any of the following provisions of the *Controlled Drugs and Substances Act* that was prosecuted by way of indictment:

- (a) section 5 (trafficking);
- (b) section 6 (importing and exporting);
- (c) section 7 (production).
- (d) and (e) [Repealed, 2001, c. 32, s. 57]

4. The offence of conspiring, as provided by paragraph 465(1)(c) of the *Criminal Code*, to commit any of the offences referred to in items 1 to 3 of this schedule.

1992, c. 20, Sch. II; 1995, c. 42, s. 68; 1996, c. 19, s. 64; 2001, c. 32, s. 57; 2011, c. 11, s. 9.

## ANNEXE II

(paragraphes 107(1), 129(1), (2) et (9), 130(3) et (4) et 156(3))

1. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur les stupéfiants*, dans leur version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 64 de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, et poursuivie par mise en accusation :

- a) article 4 (trafic de stupéfiant);
- b) article 5 (importation et exportation);
- c) article 6 (culture);
- d) article 19.1 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);
- e) article 19.2 (recyclage des produits de la criminalité).

2. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur les aliments et drogues*, dans leur version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 64 de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, et poursuivie par mise en accusation :

- a) article 39 (trafic des drogues contrôlées);
- b) article 44.2 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);
- c) article 44.3 (recyclage des produits de la criminalité);
- d) article 48 (trafic des drogues d'usage restreint);
- e) article 50.2 (possession de biens obtenus par la perpétration d'une infraction);
- f) article 50.3 (recyclage des produits de la criminalité).

3. Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, et poursuivie par mise en accusation :

- a) article 5 (trafic);
- b) article 6 (importation et exportation);
- c) article 7 (production).
- d) et e) [Abrogés, 2001, ch. 32, art. 57]

4. L'infraction de complot prévue à l'alinéa 465(1)c) du *Code criminel*, en vue de commettre une des infractions mentionnées aux articles 1 à 3 de la présente annexe, et poursuivie par mise en accusation.

1992, ch. 20, ann. II; 1995, ch. 42, art. 68; 1996, ch. 19, art. 64; 2001, ch. 32, art. 57; 2011, ch. 11, art. 9.

**RELATED PROVISIONS**

**DISPOSITIONS CONNEXES**

	— 1995, c. 42, s. 88	— 1995, ch. 42, art. 88	
Full parole	<b>88.</b> Sections 120.1, 120.2 and 120.3 of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i> , as enacted by section 34 of this Act, only apply in respect of an offender who receives an additional sentence after the coming into force of those sections.	<b>88.</b> Les articles 120.1, 120.2 et 120.3 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , dans leur version édictée par l'article 34 de la présente loi, ne s'appliquent qu'aux délinquants condamnés à une peine supplémentaire après leur entrée en vigueur.	Liberté conditionnelle totale
	— 1995, c. 42, s. 90	— 1995, ch. 42, art. 90	
Detention	<b>90.</b> (1) Sections 129, 130 and 132 of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i> , as enacted by sections 44, 45 and 47, respectively, of this Act, apply to every offender sentenced in respect of an offence referred to in any of those provisions regardless of the day on which the offender was sentenced, committed or transferred to penitentiary.	<b>90.</b> (1) Les articles 129, 130 et 132 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , dans leur version édictée respectivement par les articles 44, 45 et 47 de la présente loi, s'appliquent aux délinquants condamnés à une peine pour une infraction qui y est mentionnée, indépendamment de la date de leur condamnation ou transfert au pénitencier.	Maintien en incarcération
Referral to Board	(2) The Service may, within thirty days after the coming into force of paragraphs 129(2)(a) and (b) of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i> , as enacted by subsection 44(2) of this Act, refer to the Board the case of an offender where the Service is of the opinion set out in subparagraph 129(2)(a)(ii) of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i> , as enacted by subsection 44(2) of this Act, even if the referral takes place later than six months before the day on which the offender is entitled to be released on statutory release.	(2) Le Service peut, dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur des alinéas 129(2)a) et b) de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , dans leur version édictée par le paragraphe 44(2) de la présente loi, déférer à la Commission le cas d'un délinquant visé au sous-alinéa 129(2)a)(ii) de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , dans sa version édictée par ce paragraphe, même si le renvoi a lieu moins de six mois avant la date prévue pour la libération d'office du délinquant.	Renvoi des cas
Idem	(3) The Commissioner may, within thirty days after the coming into force of subsection 129(3) of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i> , as enacted by subsection 44(3) of this Act, refer the case of an offender who is serving a sentence of two years or more to the Chairperson of the Board for review under that subsection later than six months before the day on which the offender is entitled to be released on statutory release, where the Commissioner believes on reasonable grounds that the offender is likely, before the expiration of the sentence according to law, to commit a sexual offence involving a child.	(3) Le Commissaire peut, dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur du paragraphe 129(3) de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , dans sa version édictée par le paragraphe 44(3) de la présente loi, déférer au président de la Commission le cas du délinquant condamné à une peine d'au moins deux ans dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant, même si le renvoi a lieu moins de six mois avant la date prévue pour la libération d'office du délinquant.	Idem
	— 1995, c. 42, s. 91	— 1995, ch. 42, art. 91	
Revocation of parole or statutory release	<b>91.</b> The revocation of parole or statutory release provided by subsection 135(9.1) of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i> , as enacted by subsection 50(7) of this Act, only applies where the additional sentence is imposed after the coming into force of subsection 135(9.1) of that Act.	<b>91.</b> La révocation de la libération conditionnelle ou d'office prévue au paragraphe 135(9.1) de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , dans sa version édictée par le paragraphe 50(7) de la présente loi, ne s'applique que dans le cas où la peine supplémentaire est infligée après l'entrée en vigueur de ce premier paragraphe.	Révocation de la libération conditionnelle ou d'office
	— 1995, c. 42, s. 92	— 1995, ch. 42, art. 92	
Interruption of parole or statutory release	<b>92.</b> (1) Where the sentence of an offender who is on parole or statutory release is interrupted pursuant to subsection 139(2) of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i> , as it read immediately before the coming into force of section 54 of this Act, that sentence is not resumed until the later sentence expires	<b>92.</b> (1) Dans le cas où la peine que purgeait un délinquant en liberté conditionnelle ou d'office a été interrompue conformément au paragraphe 139(2) de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , dans sa version antérieure à celle édictée par l'article 54 de la présente loi, l'in-	Interruption de la libération conditionnelle ou d'office

	or until the parole or statutory release is terminated or revoked.	terruption se poursuit jusqu'à la révocation ou la cessation de la libération conditionnelle ou d'office ou jusqu'à l'expiration de la peine.	
Idem	<p>(2) Where the sentence of an offender who is on parole or statutory release is interrupted pursuant to subsection 139(2) of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i>, as it read immediately before the coming into force of section 54 of this Act, and the parole or statutory release is terminated or revoked, the offender shall serve the total of</p> <p>(a) the unexpired portion of the sentence the offender was serving while on parole or statutory release, and</p> <p>(b) the unexpired portion of any later sentence.</p>	<p>(2) Dans le cas où la peine que purgeait un délinquant en liberté conditionnelle ou d'office a été interrompue conformément au paragraphe 139(2) de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>, dans sa version antérieure à celle édictée par l'article 54 de la présente loi, et que la libération conditionnelle ou d'office est par la suite révoquée ou qu'elle prend fin, le délinquant doit purger le reliquat, à la fois :</p> <p>a) de la peine qu'il purgeait pendant sa libération conditionnelle ou d'office;</p> <p>b) de toute nouvelle peine.</p>	Idem
	— 2001, c. 41, s. 94, as amended by 2011, c. 11, s. 13	— 2001, ch. 41, art. 94, modifié par 2011, ch. 11, art. 13	
Transitional provision	<p><b>94.</b> (1) The following provisions apply to an offender regardless of the day on which the offender was sentenced, committed or transferred to penitentiary:</p> <p>(a) [Repealed, 2011, c. 11, s. 13]</p> <p>(b) Schedule I to the Act as amended by sections 91 to 93.</p> <p>(2) [Repealed, 2011, c. 11, s. 13]</p>	<p><b>94.</b> (1) Les dispositions qui suivent s'appliquent, indépendamment de la date à laquelle le contrevenant a été condamné à une peine d'emprisonnement ou a été incarcéré ou transféré dans un pénitencier :</p> <p>a) [Abrogé, 2011, ch. 11, art. 13]</p> <p>b) l'annexe I de la même loi, dans sa version modifiée par les articles 91 à 93.</p> <p>(2) [Abrogé, 2011, ch. 11, art. 13]</p>	Disposition transitoire
	— 2011, c. 11, s. 10	— 2011, ch. 11, art. 10	
Application	<p><b>10.</b> (1) Subject to subsection (2), the accelerated parole review process set out in sections 125 to 126.1 of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i>, as those sections read on the day before the day on which section 5 comes into force, does not apply, as of that day, to offenders who were sentenced, committed or transferred to penitentiary, whether the sentencing, committal or transfer occurs before, on or after the day of that coming into force.</p>	<p><b>10.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), la procédure d'examen expéditif prévue par les articles 125 à 126.1 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>, dans leur version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 5, cesse de s'appliquer, à compter de cette date, à l'égard de tous les délinquants condamnés ou transférés au pénitencier, que la condamnation ou le transfert ait eu lieu à cette date ou avant ou après celle-ci.</p>	Application
Restriction	<p>(2) For greater certainty, the repeal of sections 125 to 126.1 of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i> does not affect the validity of a direction made under those sections before the day on which section 5 comes into force.</p>	<p>(2) Il demeure entendu que l'abrogation des articles 125 à 126.1 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> n'a aucun effet sur la validité des ordonnances rendues sous le régime de ces articles avant la date d'entrée en vigueur de l'article 5.</p>	Réserve
	— 2012, c. 1, s. 105	— 2012, ch. 1, art. 105	
Recalculation of statutory release date	<p><b>105.</b> Subsection 127(5.1) of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i>, as enacted by section 81, applies only in respect of an offender who is on parole or statutory release and who receives an additional sentence for an offence under an Act of Parliament on or after the day on which this section comes into force.</p>	<p><b>105.</b> Le paragraphe 127(5.1) de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>, édicté par l'article 81, ne s'applique qu'aux délinquants en liberté conditionnelle ou d'office qui sont condamnés à une peine d'emprisonnement supplémentaire pour infraction à une loi fédérale à la date d'entrée en vigueur du présent article ou par la suite.</p>	Nouveau calcul de la date de libération d'office

Detention	<p>— 2012, c. 1, s. 106</p> <p><b>106.</b> Subparagraph 129(2)(a)(ii) of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i> and subparagraphs (a)(iv.1) and (vii.1) of the definition “sexual offence involving a child” in subsection 129(9) of that Act, as enacted by section 84, apply in respect of an offender who is sentenced in respect of an offence referred to in any of those subparagraphs, even if they were sentenced, committed or transferred to a penitentiary before the day on which this section comes into force.</p>	<p>— 2012, ch. 1, art. 106</p> <p><b>106.</b> Le sous-alinéa 129(2)a)(ii) de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> et les sous-alinéas a)(iv.1) et (vii.1) de la définition de « infraction d’ordre sexuel à l’égard d’un enfant » au paragraphe 129(9) de cette loi, édictés par l’article 84, s’appliquent aux délinquants condamnés pour une infraction mentionnée à l’une de ces dispositions, même s’ils ont été condamnés ou transférés au pénitencier avant la date d’entrée en vigueur du présent article.</p>	Détention
Automatic suspension, cancellation or revocation	<p>— 2012, c. 1, s. 107</p> <p><b>107.</b> Subsections 135(1.1) to (3.1), (6.2) to (6.4), (9.1) and (9.2) of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i>, as enacted or amended by section 89, apply only in respect of an offender who receives an additional sentence on or after the day on which this section comes into force.</p>	<p>— 2012, ch. 1, art. 107</p> <p><b>107.</b> Les paragraphes 135(1.1) à (3.1), (6.2) à (6.4), (9.1) et (9.2) de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>, dans leur version édictée ou modifiée, selon le cas, par l’article 89, ne s’appliquent qu’aux délinquants condamnés à une peine d’emprisonnement supplémentaire à la date d’entrée en vigueur du présent article ou par la suite.</p>	Suspension automatique, cessation ou annulation
Hearings	<p>— 2012, c. 19, s. 528</p> <p><b>528.</b> Paragraph 140(1)(d) of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i>, as enacted by section 527, applies only in respect of a review of the case of an offender begun on or after the day on which this section comes into force.</p>	<p>— 2012, ch. 19, art. 528</p> <p><b>528.</b> L’alinéa 140(1)d) de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>, édicté par l’article 527, ne s’applique qu’à l’examen de cas de délinquants commencé à la date d’entrée en vigueur du présent article ou après cette date.</p>	Audiences

AMENDMENTS NOT IN FORCE

— 2013, c. 24, s. 126

2000, c. 24, s. 38

**126. Subsection 120(1) of the *Corrections and Conditional Release Act* is replaced by the following:**

Time when eligible for full parole

**120.** (1) Subject to sections 746.1 and 761 of the *Criminal Code* and to any order made under section 743.6 of that Act, to subsection 226.1(2) of the *National Defence Act* and to any order made under section 226.2 of that Act, and to subsection 15(2) of the *Crimes Against Humanity and War Crimes Act*, an offender is not eligible for full parole until the day on which the offender has served a period of ineligibility of the lesser of one third of the sentence and seven years.

— 2013, c. 24, s. 127

References

**127. The Act is amended by replacing every reference to section 140.3 of the *National Defence Act* with a reference to section 226.1 of the *National Defence Act* wherever it occurs in the following provisions:**

- (a) the portion of subsection 17(1) after paragraph (d) and before paragraph (e);
- (b) the portion of subsection 18(2) before paragraph (a);
- (c) the portion of subsection 119(1) before paragraph (a);
- (d) subsections 119(1.1) and (1.2);
- (e) subsection 120.2(3); and
- (f) section 120.3.

— 2013, c. 24, s. 128

References

**128. The Act is amended by replacing every reference to section 140.4 of the *National Defence Act* with a reference to section 226.2 of the *National Defence Act* wherever it occurs in the following provisions:**

- (a) subsection 120(2);
- (b) subparagraph 120.2(1)(b)(i); and
- (c) the portion of subsection 121(1) before paragraph (a).

— 2013, c. 24, ss. 133(1), (4), (9)

Bill C-10

**133. (1) Subsections (2) to (11) apply if Bill C-10, introduced in the 1st session of the 41st Parliament and entitled the *Safe Streets and Communities Act* (in this section referred to as the “other Act”), receives royal assent.**

**(4) On the first day on which both section 76 of the other Act and section 19 of this Act are in force, the reference to section 140.4 of the *National Defence Act* in paragraph 120.1(1)(a) of the *Corrections and Conditional Release Act* is re-**

MODIFICATIONS NON EN VIGUEUR

— 2013, ch. 24, art. 126

**126. Le paragraphe 120(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* est remplacé par ce qui suit :**

2000, ch. 24, art. 38

**120.** (1) Sous réserve des articles 746.1 et 761 du *Code criminel* et de toute ordonnance rendue en vertu de l'article 743.6 de cette loi, du paragraphe 226.1(2) de la *Loi sur la défense nationale* et de toute ordonnance rendue en vertu de l'article 226.2 de cette loi, et du paragraphe 15(2) de la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre*, le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la libération conditionnelle totale est d'un tiers de la peine à concurrence de sept ans.

Temps d'épreuve pour la libération conditionnelle totale

— 2013, ch. 24, art. 127

**127. Dans les passages ci-après de la même loi, la mention de l'article 140.3 de la *Loi sur la défense nationale* est remplacée par la mention de l'article 226.1 :**

Renvois

- a) le passage du paragraphe 17(1) précédant l'alinéa a);
- b) le passage du paragraphe 18(2) précédant l'alinéa a);
- c) le passage du paragraphe 119(1) précédant l'alinéa a);
- d) les paragraphes 119(1.1) et (1.2);
- e) le paragraphe 120.2(3);
- f) l'article 120.3.

— 2013, ch. 24, art. 128

**128. Dans les passages ci-après de la même loi, la mention de l'article 140.4 de la *Loi sur la défense nationale* est remplacée par la mention de l'article 226.2 :**

Renvois

- a) le paragraphe 120(2);
- b) l'alinéa 120.2(1)b);
- c) le passage du paragraphe 121(1) précédant l'alinéa a).

— 2013, ch. 24, par. 133(1), (4) et (9)

**133. (1) Les paragraphes (2) à (11) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-10, déposé au cours de la 1<sup>re</sup> session de la 41<sup>e</sup> législature et intitulé *Loi sur la sécurité des rues et des communautés* (appelé « autre loi » au présent article).**

Projet de loi C-10

**(4) Dès le premier jour où l'article 76 de l'autre loi et l'article 19 de la présente loi sont tous deux en vigueur, la mention de l'article 140.4 de la *Loi sur la défense nationale*, à l'alinéa 120.1(1)a) de la *Loi sur le système correctionnel et***

placed by a reference to section 226.2 of the *National Defence Act*.

(9) If subsection 77(1) of the other Act comes into force before section 19 of this Act, then, on the day on which that section 19 comes into force, the portion of subsection 121(1) of the *Corrections and Conditional Release Act* before paragraph (a) is amended by replacing the reference to section 140.3 of the *National Defence Act* with a reference to section 226.1 of the *National Defence Act*.

*la mise en liberté sous condition*, est remplacée par la mention de l'article 226.2.

(9) Si le paragraphe 77(1) de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 19 de la présente loi, à la date d'entrée en vigueur de cet article 19, la mention de l'article 140.3 de la *Loi sur la défense nationale*, dans le passage du paragraphe 121(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* précédant l'alinéa a), est remplacée par la mention de l'article 226.1.



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

# Corrections and Conditional Release Regulations

# Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

SOR/92-620

DORS/92-620

Current to March 4, 2014

À jour au 4 mars 2014

Last amended on October 9, 2013

Dernière modification le 9 octobre 2013

Published by the Minister of Justice at the following address:  
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :  
<http://lois-laws.justice.gc.ca>



OFFICIAL STATUS  
OF CONSOLIDATIONS

CARACTÈRE OFFICIEL  
DES CODIFICATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2009, prévoient ce qui suit :

Published  
consolidation is  
evidence

**31.** (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

**31.** (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Codifications  
comme élément  
de preuve

...

[...]

Inconsistencies  
in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

Incompatibilité  
— règlements

NOTE

This consolidation is current to March 4, 2014. The last amendments came into force on October 9, 2013. Any amendments that were not in force as of March 4, 2014 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

NOTE

Cette codification est à jour au 4 mars 2014. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 9 octobre 2013. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 4 mars 2014 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

## TABLE OF PROVISIONS

## TABLE ANALYTIQUE

Section		Page	Article		Page
	Regulations Respecting Corrections and the Conditional Release and Detention of Offenders			Règlement concernant le système correctionnel, la mise en liberté sous condition et le maintien en incarcération	
1	SHORT TITLE	1	1	TITRE ABRÉGÉ	1
2	INTERPRETATION	1	2	DÉFINITIONS	1
3	PART I		3	PARTIE I	
	CORRECTIONS	2		SYSTÈME CORRECTIONNEL	2
3	GENERAL	2	3	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	2
3	<i>Duties</i>	2	3	<i>Fonctions</i>	2
5	<i>Authorization</i>	3	5	<i>Autorisations</i>	3
7	<i>Citizen Advisory Committees</i>	4	7	<i>Comités consultatifs de citoyens</i>	4
8	INMATES' ATTENDANCE AT JUDICIAL PROCEEDINGS	5	8	PRÉSENCE DES DÉTENUS À DES PROCÉDURES JUDICIAIRES	5
9	ESCORTED TEMPORARY ABSENCES AND WORK RELEASES	5	9	PERMISSIONS DE SORTIR SOUS SURVEILLANCE ET PLACEMENTS À L'EXTÉRIEUR	5
11	PLACEMENT AND TRANSFERS	6	11	INCARCÉRATION ET TRANSFÈREMENT	6
17	SECURITY CLASSIFICATION	9	17	COTE DE SÉCURITÉ	9
19	ADMINISTRATIVE SEGREGATION	10	19	ISOLEMENT PRÉVENTIF	10
24	INMATE DISCIPLINE	11	24	RÉGIME DISCIPLINAIRE APPLICABLE AUX DÉTENUS	11
24	<i>Independent Chairpersons</i>	11	24	<i>Présidents indépendants</i>	11
25	<i>Notice of Disciplinary Charges</i>	12	25	<i>Avis d'accusation d'infraction disciplinaire</i>	12
26	<i>Number of Disciplinary Charges</i>	13	26	<i>Nombre d'accusations d'infraction disciplinaire</i>	13
27	<i>Hearings of Disciplinary Offences</i>	13	27	<i>Auditions disciplinaires</i>	13
34	<i>Sanctions</i>	15	34	<i>Peines</i>	15
42	CONTRABAND	18	42	OBJETS INTERDITS	18
43	SEARCH AND SEIZURE	18	43	FOUILLES ET SAISIES	18
43	<i>Manner of Carrying out Searches</i>	18	43	<i>Manière d'effectuer les fouilles</i>	18
47	<i>Searches of Inmates</i>	19	47	<i>Fouilles des détenus</i>	19
51	<i>Searches of Cells</i>	20	51	<i>Fouilles des cellules</i>	20
53	<i>Emergency Searches of Cells</i>	21	53	<i>Fouilles d'urgence des cellules</i>	21
54	<i>Searches of Visitors</i>	22	54	<i>Fouilles des visiteurs</i>	22
55	<i>Searches of Vehicles</i>	22	55	<i>Fouilles des véhicules</i>	22

Section		Page	Article		Page
56	<i>Searches of Staff Members</i>	23	56	<i>Fouilles des agents</i>	23
57	<i>Seizure</i>	23	57	<i>Saisies</i>	23
58	<i>Reports Relating to Searches and Seizures</i>	23	58	<i>Rapports de fouilles et de saisies</i>	23
59	<i>Return or Forfeiture of Items Seized</i>	25	59	<i>Restitution ou confiscation des objets saisis</i>	25
60	URINALYSIS TESTING	27	60	PRISES ET ANALYSES D'ÉCHANTILLONS D'URINE	27
60	<i>Interpretation</i>	27	60	<i>Définitions</i>	27
61	<i>Authorization</i>	28	61	<i>Autorisation</i>	28
62	<i>Requirement to Provide a Sample</i>	28	62	<i>Ordre de fournir un échantillon d'urine</i>	28
66	<i>Collection of Samples</i>	31	66	<i>Prises des échantillons d'urine</i>	31
67	<i>Testing of a Sample</i>	32	67	<i>Analyse des échantillons d'urine</i>	32
68	<i>Reporting of Test Results</i>	32	68	<i>Rapports des résultats d'analyses</i>	32
69	<i>Consequences of Positive Test Results</i>	32	69	<i>Conséquences des résultats positifs</i>	32
73	USE OF FORCE	33	73	USAGE DE LA FORCE	33
74	OFFENDER GRIEVANCE PROCEDURE	34	74	PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DE GRIEFS DES DÉLINQUANTS	34
83	LIVING CONDITIONS	37	83	CONDITIONS DE DÉTENTION	37
83	<i>Physical Conditions</i>	37	83	<i>Conditions matérielles</i>	37
84	<i>Inmates' Effects</i>	37	84	<i>Effets personnels des détenus</i>	37
86	<i>Interviews</i>	38	86	<i>Entretiens</i>	38
88	<i>Correspondence</i>	38	88	<i>Correspondance</i>	38
90	<i>Visits</i>	39	90	<i>Visites</i>	39
93	<i>Visits by Parliamentarians and Judges</i>	40	93	<i>Visites de parlementaires ou de juges</i>	40
94	<i>Intercepting Communications</i>	41	94	<i>Interception des communications</i>	41
96	<i>Publications, Video and Audio Materials, Films and Computer Programs</i>	42	96	<i>Publications, enregistrements vidéo et audio, films et programmes informatiques</i>	42
97	<i>Access to Legal Counsel and Legal and Non-Legal Materials</i>	43	97	<i>Accès aux avocats et aux publications juridiques et non juridiques</i>	43
98	<i>Inmate Assembly and Association</i>	44	98	<i>Liberté d'association et de réunion</i>	44
100	<i>Religion and Spirituality</i>	45	100	<i>Religion et vie spirituelle</i>	45
102	PROGRAMS FOR INMATES	45	102	PROGRAMMES POUR LES DÉTENUS	45
102	<i>Correctional Plans</i>	45	102	<i>Plans correctionnels</i>	45

Section		Page	Article		Page
103	<i>Exemption from Work</i>	46	103	<i>Exemption de travail</i>	46
104	<i>Inmate Pay</i>	46	104	<i>Rétribution des détenus</i>	46
104.1	<i>Deductions and Reimbursement for Food, Accommodation, Work-related Clothing and Access to Telephone Services</i>	47	104.1	<i>Retenues et remboursements concernant les frais d'hébergement, de nourriture, de vêtements de travail et d'accès aux services téléphoniques</i>	47
105	<i>CORCAN</i>	48	105	<i>CORCAN</i>	48
109	<i>Disposal of Vocational Training Program and Hobby Products</i>	50	109	<i>Disposition des produits de loisirs et de programmes de formation professionnelle</i>	50
111	INMATE TRUST FUND	50	111	FONDS DE FIDUCIE DES DÉTENUS	50
112	INMATE BUSINESSES	51	112	ACTIVITÉS COMMERCIALES DES DÉTENUS	51
114	ABORIGINAL OFFENDERS	51	114	DÉLINQUANTS AUTOCHTONES	51
115	TREATMENT DEMONSTRATION PROGRAMS	52	115	PROGRAMMES DE TRAITEMENT EXPÉRIMENTAL	52
116	DEATH OF AN INMATE	52	116	DÉCÈS DE DÉTENUS	52
120	ALLOWANCES ON RELEASE	53	120	ALLOCATIONS DE MISE EN LIBERTÉ	53
121	COMPENSATION FOR DEATH OR DISABILITY	54	121	INDEMNITÉS DE DÉCÈS ET D'INVALIDITÉ	54
121	<i>Interpretation</i>	54	121	<i>Définitions</i>	54
122	<i>Eligibility for Compensation</i>	57	122	<i>Personnes admissibles</i>	57
124	<i>Reporting Incidents and Time Limits</i>	58	124	<i>Rapports d'incidents et prescriptions</i>	58
126	<i>Claims for Compensation</i>	59	126	<i>Demandes d'indemnité</i>	59
127	<i>Determination of Entitlement to Compensation</i>	59	127	<i>Détermination du droit à l'indemnité</i>	59
128	<i>Compensation for a Disability</i>	60	128	<i>Indemnité d'invalidité</i>	60
131	<i>Compensation Payable on Death</i>	61	131	<i>Indemnité de décès</i>	61
133	<i>No Payment in Certain Cases</i>	62	133	<i>Exclusions</i>	62
138	<i>Conditions</i>	63	138	<i>Conditions</i>	63
139	<i>Refusal or Cessation of Payments</i>	64	139	<i>Refus ou cessation de versements</i>	64
140	<i>Other Actions Brought by Persons Who May Make a Claim for Compensation</i>	64	140	<i>Autres actions intentées par des personnes pouvant avoir droit à une indemnité</i>	64
142	<i>Appeal</i>	65	142	<i>Appels</i>	65
143	<i>General</i>	66	143	<i>Dispositions générales</i>	66
145	PART II		145	PARTIE II	
	CONDITIONAL RELEASE	66		MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION	66

Section	Page	Article	Page
145 APPLICATION	66	145 APPLICATION	66
146 AUTHORIZATION	66	146 AUTORISATIONS	66
147 NUMBER OF MEMBERS THAT CONSTITUTE A PANEL	66	147 QUORUM DES COMITÉS	66
155 UNESCORTED TEMPORARY ABSENCES	68	155 PERMISSIONS DE SORTIR SANS SURVEILLANCE	68
157 DAY PAROLE REVIEWS	70	157 EXAMENS DE DEMANDES DE SEMI-LIBERTÉ	70
158 FULL PAROLE REVIEWS	70	158 EXAMENS DE DEMANDES DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE	70
160 DETENTION DURING PERIOD OF STATUTORY RELEASE	71	160 MAINTIEN EN INCARCÉRATION DURANT LA PÉRIODE PRÉVUE POUR LA LIBÉRATION D'OFFICE	71
161 CONDITIONS OF RELEASE	72	161 CONDITIONS DE MISE EN LIBERTÉ	72
163 CANCELLATION, SUSPENSION, TERMINATION AND REVOCATION OF RELEASE	75	163 ANNULATION, SUSPENSION, CESSATION ET RÉVOCATION DE LA MISE EN LIBERTÉ	75
164 REVIEW BY WAY OF HEARING	75	164 EXAMENS PAR VOIE D'AUDIENCE	75
165 DISPENSING WITH A HEARING	76	165 DISPENSES D'AUDIENCE	76
166 RECORDS OF REVIEWS AND DECISIONS	76	166 DOSSIERS DES EXAMENS ET DES DÉCISIONS	76
167 ACCESS TO THE REGISTRY OF DECISIONS FOR RESEARCH PURPOSES	77	167 CONSULTATION DU REGISTRE PAR DES CHERCHEURS	77
168 APPEALS TO APPEAL DIVISION	77	168 APPELS À LA SECTION D'APPEL	77
SCHEDULE	78	ANNEXE	78

Registration  
SOR/92-620 October 29, 1992

CORRECTIONS AND CONDITIONAL RELEASE ACT

**Corrections and Conditional Release Regulations**

P.C. 1992-2223 October 29, 1992

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Solicitor General of Canada, pursuant to sections 96 and 156 of the *Corrections and Conditional Release Act*<sup>\*</sup>, is pleased hereby to revoke the *Penitentiary Service Regulations*, C.R.C., c. 1251, the *Parole Regulations*<sup>\*\*</sup>, made by Order in Council P.C. 1978-1528 of May 4, 1978<sup>\*\*\*</sup>, and the *Penitentiary Inmates Accident Compensation Regulations*, made by Order in Council P.C. 1982-1026 of April 1, 1982<sup>\*\*\*\*</sup>, and to make the annexed *Regulations respecting corrections and the conditional release and detention of offenders*, in substitution therefor, effective on the day the *Corrections and Conditional Release Act* comes into force.

Enregistrement  
DORS/92-620 Le 29 octobre 1992

LOI SUR LE SYSTÈME CORRECTIONNEL ET LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

**Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition**

C.P. 1992-2223 Le 29 octobre 1992

Sur recommandation du solliciteur général du Canada et en vertu des articles 96 et 156 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*<sup>\*</sup>, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil d'abroger le *Règlement sur le service des pénitenciers*, C.R.C., ch. 1251, le *Règlement sur la libération conditionnelle*<sup>\*\*</sup>, pris par le décret C.P. 1978-1528 du 4 mai 1978<sup>\*\*\*</sup>, ainsi que le *Règlement sur l'indemnisation des détenus de pénitenciers*, pris par le décret C.P. 1982-1026 du 1<sup>er</sup> avril 1982<sup>\*\*\*\*</sup>, et de prendre en remplacement le *Règlement concernant le système correctionnel la mise en liberté sous condition et le maintien en incarcération*, ci-après, qui entrera en vigueur à la même date que la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

<sup>\*</sup> S.C. 1992, c. 20

<sup>\*\*</sup> SOR/91-563, 1991 *Canada Gazette* Part II, p. 3309

<sup>\*\*\*</sup> SOR/78-428, 1978 *Canada Gazette* Part II, p. 2220

<sup>\*\*\*\*</sup> SOR/82-385, 1982 *Canada Gazette* Part II, p. 1465

<sup>\*</sup> L.C. 1992, ch. 20

<sup>\*\*</sup> DORS/91-563, *Gazette du Canada* Partie II, 1991, p. 3309

<sup>\*\*\*</sup> DORS/78-428, *Gazette du Canada* Partie II, 1978, p. 2220

<sup>\*\*\*\*</sup> DORS/82-385, *Gazette du Canada* Partie II, 1982, p. 1465

REGULATIONS RESPECTING CORRECTIONS  
AND THE CONDITIONAL RELEASE AND  
DETENTION OF OFFENDERS

SHORT TITLE

1. These Regulations may be cited as the *Corrections and Conditional Release Regulations*.

INTERPRETATION

2. In these Regulations,

“Act” means the *Corrections and Conditional Release Act*; (*Loi*)

“CORCAN” means the part of the Service that is responsible for penitentiary industry; (*CORCAN*)

“correctional plan” means a correctional plan developed in accordance with section 102; (*plan correctionnel*)

“independent chairperson” means a person appointed pursuant to section 24 to conduct hearings of serious disciplinary offences; (*président indépendant*)

“inmate grievance committee” means a committee that is established in a penitentiary for the purpose of reviewing inmates’ grievances and making recommendations with respect thereto to the institutional head and that consists of an equal number of inmates and staff members; (*comité d’examen des griefs des détenus*)

“net approved earnings”, in respect of an inmate, means the inmate’s income per pay period from pensions, institutional work, programs referred to in paragraph 78(1)(a) of the Act, authorized employment in the community and sales of hobby crafts, less any deductions made for the purposes of reimbursement pursuant to subsection 104(4); (*gains nets approuvés*)

“offender” means

(a) in Part I, an offender as defined in section 2 of the Act, and

(b) in Part II, an offender as defined in section 99 of the Act; (*délinquant*)

“outside review board” means a committee of members of the community, other than staff members or inmates,

RÈGLEMENT CONCERNANT LE SYSTÈME  
CORRECTIONNEL, LA MISE EN LIBERTÉ  
SOUS CONDITION ET LE MAINTIEN EN  
INCARCÉRATION

TITRE ABRÉGÉ

1. *Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition.*

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s’appliquent au présent règlement.

«autorité compétente» S’entend au sens du paragraphe 133(1) de la Loi. (*releasing authority*)

«comité d’examen des griefs des détenus» Dans un pénitencier, comité composé d’un nombre égal de détenus et d’agents, dont la fonction est d’examiner les griefs des détenus et de faire des recommandations au directeur du pénitencier à leur sujet. (*inmate grievance committee*)

«comité externe d’examen des griefs» Comité composé de membres de la collectivité qui ne sont ni des agents ni des détenus, dont la fonction est d’examiner les griefs des détenus et de faire des recommandations à leur sujet à la personne chargée d’examiner les griefs. (*outside review board*)

«CORCAN» Partie du Service chargée du secteur productif pénitenciaire. (*CORCAN*)

«délinquant» S’entend :

a) dans la partie I, du délinquant au sens de l’article 2 de la Loi;

b) dans la partie II, du délinquant au sens de l’article 99 de la Loi. (*offender*)

«gains nets approuvés» Revenu, par période de paie, que le détenu tire de pensions, d’un travail dans le pénitencier, d’un programme visé à l’article 78 de la Loi, d’un emploi autorisé au sein de la collectivité ou de la vente d’articles d’artisanat, déduction faite des retenues effectuées aux fins du remboursement visé au paragraphe 104(4). (*net approved earnings*)

«jour ouvrable» S’entend au sens du paragraphe 93(5) de la Loi. (*working day*)



that is established for the purpose of reviewing inmates' grievances and making recommendations with respect thereto to the person who is reviewing the inmate's grievance; (*comité externe d'examen des griefs*)

"parole supervisor" has the same meaning as in subsection 134(2) of the Act; (*surveillant de liberté conditionnelle*)

"region" means one of the following regions, namely, the Atlantic region, Quebec, Ontario, the Prairie region and the Pacific region; (*région*)

"releasing authority" has the same meaning as in subsection 133(1) of the Act; (*autorité compétente*)

"unauthorized item" means an item that is not authorized by a Commissioner's Directives or by a written order of the institutional head and that an inmate possesses without prior authorization; (*objet non autorisé*)

"working day" has the same meaning as in subsection 93(5) of the Act. (*jour ouvrable*)

«Loi» La *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. (*Act*)

«objet non autorisé» Tout objet que le détenu a en sa possession sans autorisation préalable et en violation des Directives du commissaire ou d'un ordre écrit du directeur du pénitencier. (*unauthorized item*)

«plan correctionnel» Plan correctionnel élaboré selon l'article 102. (*correctional plan*)

«président indépendant» Personne nommée en application de l'article 24 pour procéder à l'audition des accusations d'infraction disciplinaire grave. (*independent chairperson*)

«région» Selon le cas : la région de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, la région des Prairies et la région du Pacifique. (*region*)

«surveillant de liberté conditionnelle» S'entend au sens du paragraphe 134(2) de la Loi. (*parole supervisor*)

## PART I

### CORRECTIONS

#### GENERAL

##### *Duties*

#### 3. Every staff member shall

(a) be familiar with the Act, these Regulations and every written policy directive that relates to the staff member's duties;

(b) perform the staff member's duties impartially and diligently and in accordance with the principles set out in the Act and in the *Mission of the Correctional Service of Canada*, published by the Service, as amended from time to time; and

(c) encourage and assist offenders to become law-abiding citizens.

4. An institutional head is responsible, under the direction of the Commissioner, for

## PARTIE I

### SYSTÈME CORRECTIONNEL

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### *Fonctions*

#### 3. L'agent doit :

a) bien connaître la Loi et le présent règlement ainsi que les directives écrites d'orientation générale qui concernent ses fonctions;

b) exercer ses fonctions avec impartialité et diligence, conformément aux principes énoncés dans la Loi et dans le document intitulé *Mission du Service correctionnel du Canada*, publié par le Service, compte tenu de ses modifications éventuelles;

c) inciter et aider les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois.

4. Sous l'autorité du commissaire, le directeur du pénitencier, est responsable de :

- (a) the care, custody and control of all inmates in the penitentiary;
- (b) the management, organization and security of the penitentiary; and
- (c) the direction and work environment of staff members.

*Authorization*

5. (1) A staff member who is designated by name or position for that purpose in Commissioner's Directives may exercise the powers, perform the duties or carry out the functions that are assigned to the Commissioner by any of the following provisions of the Act:

- (a) subsection 27(3);
- (b) section 29; and
- (c) subsection 81(3).

(2) A staff member who is assigned responsibility for liaison with victims in Commissioner's Directives may exercise the powers, perform the duties or carry out the functions that are assigned to the Commissioner by section 26 of the Act.

6. A staff member who is designated by name or position by an institutional head for that purpose in institutional standing orders that are readily accessible to the inmates may exercise the powers, perform the duties or carry out the functions that are assigned to the institutional head by any of the following provisions of the Act:

- (a) subsection 17(3);
- (b) subsection 18(4);
- (c) subsection 31(3);
- (d) section 35;
- (e) subsection 36(2);
- (f) subsection 41(2);
- (g) subsection 61(2); and
- (h) subsection 94(1).

- a) la prise en charge, la garde et la surveillance de tous les détenus du pénitencier;
- b) la gestion, l'organisation et la sécurité du pénitencier;
- c) la direction des agents et leur milieu de travail.

*Autorisations*

5. (1) L'agent désigné à cette fin par directive du commissaire, soit expressément, soit en fonction du poste que l'agent occupe, peut exercer les pouvoirs et fonctions attribués au commissaire en vertu des dispositions suivantes de la Loi :

- a) le paragraphe 27(3);
- b) l'article 29;
- c) le paragraphe 81(3).

(2) L'agent désigné par directive du commissaire pour agir comme agent de liaison avec les victimes peut exercer les pouvoirs et fonctions attribués au commissaire en vertu de l'article 26 de la Loi.

6. L'agent désigné à cette fin par le directeur du pénitencier, soit expressément, soit en fonction du poste que l'agent occupe, dans des ordres permanents du pénitencier facilement accessibles aux détenus, peut exercer les pouvoirs et fonctions attribués au directeur en vertu des dispositions suivantes de la Loi :

- a) le paragraphe 17(3);
- b) le paragraphe 18(4);
- c) le paragraphe 31(3);
- d) l'article 35;
- e) le paragraphe 36(2);
- f) le paragraphe 41(2);
- g) le paragraphe 61(2);
- h) le paragraphe 94(1).

*Citizen Advisory Committees*

7. (1) An institutional head or a person responsible for a parole office may, in accordance with this section, set up a Citizen Advisory Committee that consists of members of the community in which the penitentiary or parole office is situated to promote and facilitate the involvement of members of the community in the operation of the Service.

(2) An institutional head or a person responsible for a parole office shall ensure that the Citizen Advisory Committee is representative of the community in which the penitentiary or parole office, as the case may be, is situated.

(3) No staff member or offender may be appointed to a Citizen Advisory Committee.

(4) A Citizen Advisory Committee

(a) may advise an institutional head or a person responsible for a parole office on any matter within the institutional head's or person's jurisdiction; and

(b) shall make itself available for discussions and consultations with the public, offenders, staff members and Service management.

(5) The institutional head or a person responsible for a parole office shall ensure that the members of the Citizen Advisory Committee that relates to the penitentiary or parole office have reasonable access, for the purpose of carrying out the functions of the Committee, to

(a) every part of the penitentiary or parole office;

(b) every staff member of the penitentiary or parole office;

(c) any offender in the penitentiary or under the supervision of the parole office; and

(d) any hearing, conducted under this Part or Part I of the Act, respecting an offender in the penitentiary or under the supervision of the parole office, if the offender consents to the access.

*Comités consultatifs de citoyens*

7. (1) Afin d'encourager et de faciliter la participation des membres de la collectivité aux activités du Service, le directeur du pénitencier ou le responsable du bureau de libérations conditionnelles peut constituer, conformément au présent article, un comité consultatif de citoyens composé de membres de la collectivité où se trouve le pénitencier ou le bureau.

(2) Le directeur du pénitencier ou le responsable du bureau de libérations conditionnelles doit veiller à ce que le comité consultatif de citoyens soit représentatif de la collectivité où se trouve le pénitencier ou le bureau.

(3) Ni agent ni délinquant ne peuvent être nommés membres du comité consultatif de citoyens.

(4) Le comité consultatif de citoyens :

a) peut donner des avis au directeur du pénitencier ou au responsable du bureau de libérations conditionnelles au sujet de toute question relevant de la compétence du directeur ou du responsable;

b) doit être disponible pour des discussions et des consultations auxquelles participent le public, des délinquants, des agents et la direction du Service.

(5) Afin de permettre au comité consultatif de citoyens en cause de remplir son mandat, le directeur du pénitencier ou le responsable du bureau de libérations conditionnelles doit veiller à ce que les membres du comité aient accès, dans des limites raisonnables :

a) à tout le pénitencier ou à tout le bureau;

b) à tout agent du pénitencier ou du bureau;

c) à tout délinquant qui se trouve au pénitencier ou sous la supervision du bureau;

d) à toute audition tenue en application de la partie I de la Loi ou de la présente partie au sujet d'un délinquant qui se trouve au pénitencier ou qui est sous la supervision du bureau, si le délinquant y consent.

INMATES' ATTENDANCE AT JUDICIAL PROCEEDINGS

8. (1) Where an inmate is an applicant for a reduction in the inmate's number of years of imprisonment without eligibility for parole, pursuant to section 745 of the *Criminal Code*, the Commissioner shall ensure that the inmate is produced in court for the purpose of attending the hearing of the application, where

- (a) the court requires that the inmate be present at the hearing; or
- (b) the inmate requests to be present at the hearing.

(2) The Commissioner or a staff member designated by the Commissioner may authorize the transfer of an inmate to another penitentiary or to a provincial correctional facility where the transfer is necessary to facilitate the inmate's attendance at a judicial proceeding.

ESCORTED TEMPORARY ABSENCES AND WORK RELEASES

9. For the purposes of paragraph 17(1)(b) of the Act, the institutional head may authorize an escorted temporary absence of an inmate

- (a) for medical reasons to allow the inmate to undergo medical examination or treatment that cannot reasonably be provided in the penitentiary;
- (b) for administrative reasons to allow the inmate to attend to essential personal affairs or legal matters or to matters related to the administration of the sentence that the inmate is serving;
- (c) for community service purposes to allow the inmate to undertake voluntary activity with a non-profit community institution, organization or agency, or for the benefit of the community as a whole;
- (d) for family contact purposes to assist the inmate in maintaining and strengthening family ties as a support to the inmate while in custody and as a potential community resource on the inmate's release;
- (e) for parental responsibility reasons to allow the inmate to attend to matters related to the maintenance of a parent-child relationship, including care, nurture,

PRÉSENCE DES DÉTENUÉS À DES PROCÉDURES JUDICIAIRES

8. (1) Lorsque le détenu demande, aux termes de l'article 745 du *Code criminel*, la réduction du délai préalable à sa libération conditionnelle, le commissaire doit veiller à ce que le détenu soit amené devant le tribunal pour être présent à l'audition de sa demande, dans l'un des cas suivants :

- a) le tribunal ordonne la présence du détenu à l'audition;
- b) le détenu demande d'être présent à l'audition.

(2) Le commissaire ou l'agent désigné par lui peut autoriser le transfèrement du détenu à un autre pénitencier ou à un établissement correctionnel provincial lorsque cette mesure s'impose pour faciliter la présence du détenu à une procédure judiciaire.

PERMISSIONS DE SORTIR SOUS SURVEILLANCE ET PLACEMENTS  
À L'EXTÉRIEUR

9. Pour l'application de l'alinéa 17(1)b) de la Loi, le directeur du pénitencier peut autoriser le détenu à sortir sous surveillance :

- a) pour des raisons médicales, afin de lui permettre de subir un examen ou un traitement médical qui ne peut raisonnablement être effectué au pénitencier;
- b) pour des raisons administratives, afin de lui permettre de vaquer à des affaires personnelles importantes ou juridiques, ou à des affaires concernant l'exécution de sa peine;
- c) à des fins de service à la collectivité, afin de lui permettre de faire du travail bénévole pour un établissement, un organisme ou une organisation communautaire à but non lucratif ou au profit de la collectivité toute entière;
- d) à des fins de rapports familiaux, afin de lui permettre d'établir ou d'entretenir des liens avec sa famille pour qu'elle l'encourage durant sa détention et, le cas échéant, le soutienne à sa mise en liberté;
- e) à des fins de responsabilités parentales, afin de lui permettre de s'occuper de questions concernant le

schooling and medical treatment, where such a relationship exists between the inmate and the child;

(f) for personal development for rehabilitative purposes to allow the inmate to participate in specific treatment activities with the goal of reducing the risk of the inmate re-offending, and to allow the inmate to participate in activities of a rehabilitative nature, including cultural and spiritual ceremonies unique to Aboriginal peoples, with the goal of assisting the reintegration of the inmate into the community as a law-abiding citizen; or

(g) for compassionate reasons to allow the inmate to attend to urgent matters affecting the members of the inmate's immediate family or other persons with whom the inmate has a close personal relationship.

**10.** (1) The power of the Commissioner under paragraph 17(1)(f) of the Act to approve non-medical escorted temporary absences for a period exceeding five days but not exceeding fifteen days may be exercised by the head of the region.

(2) The power of the Commissioner under subsection 18(2) of the Act to approve a work release where the duration of the work release is to exceed 60 days may be exercised by the head of the region.

#### PLACEMENT AND TRANSFERS

**11.** An institutional head shall ensure that an inmate is informed in writing of the reasons for the placement of the inmate in a particular penitentiary and that the inmate is given an opportunity to make representations with respect thereto,

(a) where the penitentiary placement process takes place in a provincial correctional facility, within two weeks after the initial placement of the inmate in a penitentiary; or

(b) where the penitentiary placement process takes place in a penitentiary, before the transfer of the in-

maintien de la relation parent-enfant, y compris les soins, l'éducation, l'instruction et les soins de santé de l'enfant, lorsqu'il existe une telle relation entre le détenu et l'enfant;

f) pour du perfectionnement personnel lié à sa réadaptation, afin de lui permettre de participer à des activités liées à un traitement particulier dans le but de réduire le risque de récidive ou afin de lui permettre de participer à des activités de réadaptation, y compris les cérémonies culturelles ou spirituelles propres aux autochtones, dans le but de favoriser sa réinsertion sociale à titre de citoyen respectueux des lois;

g) pour des raisons humanitaires, afin de lui permettre de s'occuper d'affaires urgentes concernant des membres de sa famille immédiate ou d'autres personnes avec lesquelles il a une relation personnelle étroite.

**10.** (1) Le responsable de la région peut exercer le pouvoir que le paragraphe 17(1) de la Loi confère au commissaire pour ce qui est d'accorder une permission de sortir sous surveillance pour une période de plus de cinq jours, jusqu'à concurrence de quinze jours, pour des raisons autres que médicales.

(2) Le responsable de la région peut exercer le pouvoir que le paragraphe 18(2) de la Loi confère au commissaire pour ce qui est d'autoriser le placement à l'extérieur pour une période de plus de 60 jours.

#### INCARCÉRATION ET TRANSFÈREMENT

**11.** Le directeur du pénitencier doit veiller à ce que le détenu soit informé par écrit des motifs de sélection du pénitencier où il est incarcéré et qu'il ait la possibilité de présenter ses observations à ce sujet dans l'un des délais suivants :

a) si le processus de placement pénitenciaire a lieu dans un établissement correctionnel provincial, dans les deux semaines qui suivent son incarcération initiale dans le pénitencier;

b) si le processus de placement pénitenciaire a lieu dans un pénitencier, avant son transfèrement au pénitencier.

mate to the assigned penitentiary but after the initial reception process.

**12.** Before the transfer of an inmate pursuant to section 29 of the Act, other than a transfer at the request of the inmate, an institutional head or a staff member designated by the institutional head shall

- (a) give the inmate written notice of the proposed transfer, including the reasons for the proposed transfer and the proposed destination;
- (b) after giving the inmate a reasonable opportunity to prepare representations with respect to the proposed transfer, meet with the inmate to explain the reasons for the proposed transfer and give the inmate an opportunity to make representations with respect to the proposed transfer in person or, if the inmate prefers, in writing;
- (c) forward the inmate's representations to the Commissioner or to a staff member designated in accordance with paragraph 5(1)(b); and
- (d) give the inmate written notice of the final decision respecting the transfer, and the reasons for the decision,
  - (i) at least two days before the transfer if the final decision is to transfer the inmate, unless the inmate consents to a shorter period; and
  - (ii) within five working days after the decision if the final decision is not to transfer the inmate.

**13.** (1) Section 12 does not apply where the Commissioner or a staff member designated in accordance with paragraph 5(1)(b) determines that it is necessary to immediately transfer an inmate for the security of the penitentiary or the safety of the inmate or any other person.

(2) Where the Commissioner or a staff member designated in accordance with paragraph 5(1)(b) determines that it is necessary to immediately transfer an inmate for the reasons set out in subsection (1), the institutional head of the penitentiary to which the inmate is transferred or a staff member designated by that institutional head shall

tencier désigné, mais après la période de réception initiale.

**12.** Sauf dans le cas du transfèrement demandé par le détenu, le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui doit, avant le transfèrement du détenu en application de l'article 29 de la Loi :

- a) l'aviser par écrit du transfèrement projeté, des motifs de cette mesure et de la destination;
- b) après lui avoir donné la possibilité de préparer ses observations à ce sujet, le rencontrer pour lui expliquer les motifs du transfèrement projeté et lui donner la possibilité de présenter ses observations à ce sujet, en personne ou par écrit, au choix du détenu;
- c) transmettre les observations du détenu au commissaire ou à l'agent désigné selon l'alinéa 5(1)b);
- d) l'aviser par écrit de la décision définitive prise au sujet du transfèrement et des motifs de celle-ci :
  - (i) au moins deux jours avant le transfèrement, sauf s'il consent à un délai plus bref lorsque la décision définitive est de le transférer,
  - (ii) dans les cinq jours ouvrables suivant la décision, lorsque la décision définitive est de ne pas le transférer.

**13.** (1) L'article 12 ne s'applique pas lorsque le commissaire ou l'agent désigné selon l'alinéa 5(1)b) conclut que le transfèrement immédiat du détenu s'impose pour assurer la sécurité du pénitencier ou celle du détenu ou de toute autre personne.

(2) Lorsque le commissaire ou l'agent désigné selon l'alinéa 5(1)b) conclut que le transfèrement immédiat du détenu s'impose pour les motifs visés au paragraphe (1), le directeur du pénitencier où le détenu est transféré ou l'agent nommé par ce directeur doit :

- a) rencontrer le détenu dans les deux jours ouvrables suivant le transfèrement afin de lui expliquer les mo-

(a) meet with the inmate not more than two working days after the transfer to explain the reasons for the transfer and give the inmate an opportunity to make representations with respect to the transfer in person or, if the inmate prefers, in writing;

(b) forward the inmate's representations to the Commissioner or to a staff member designated in accordance with paragraph 5(1)(b); and

(c) give the inmate, within five working days after the final decision, written notice of the final decision respecting the transfer and the reasons for the decision.

**14.** Where an inmate is transferred pursuant to section 29 of the Act for assessment purposes and after the assessment a recommendation is made to keep the inmate in the penitentiary in which the assessment was made, the institutional head of that penitentiary or a staff member designated by the institutional head shall

(a) give the inmate written notice of the recommendation, including the reasons for the recommendation;

(b) after giving the inmate a reasonable opportunity to prepare representations with respect to the recommendation, meet with the inmate to explain the reasons for the recommendation and give the inmate an opportunity to make representations with respect to the recommendation in person or, if the inmate prefers, in writing;

(c) forward the inmate's representations to the Commissioner or to a staff member designated in accordance with paragraph 5(1)(b); and

(d) give the inmate written notice of the final decision respecting the recommendation and the reasons for the decision, within two working days after the final decision.

**15.** Where an inmate submits a request for a transfer referred to in section 29 of the Act, the Commissioner or a staff member designated in accordance with paragraph 5(1)(b) shall consider the request and give the inmate written notice of the decision, within 60 days after the submission of the request, including the reasons for the decision if the decision is to deny the request.

tifs de cette mesure et de lui donner la possibilité de présenter ses observations à ce sujet, en personne ou par écrit, au choix du détenu;

b) transmettre les observations du détenu au commissaire ou à l'agent désigné selon l'alinéa 5(1)b);

c) aviser par écrit le détenu de la décision définitive et des motifs de celle-ci dans les cinq jours ouvrables suivant la décision.

**14.** Lorsque, conformément à l'article 29 de la Loi, le détenu est transféré à des fins d'évaluation et que, à la suite de l'évaluation, il est recommandé de le garder au pénitencier où l'évaluation a été faite, le directeur de ce pénitencier ou l'agent désigné par lui doit :

a) aviser par écrit le détenu de la recommandation et des motifs de celle-ci;

b) après lui avoir donné la possibilité, dans des limites raisonnables, de préparer ses observations à ce sujet, rencontrer le détenu pour lui expliquer les motifs de la recommandation et lui donner la possibilité de présenter ses observations à ce sujet, en personne ou par écrit, au choix du détenu;

c) transmettre les observations du détenu au commissaire ou à l'agent désigné selon l'alinéa 5(1)b);

d) aviser par écrit le détenu de la décision définitive prise au sujet de la recommandation et des motifs de celle-ci dans les deux jours ouvrables suivant cette décision.

**15.** Lorsque le détenu présente une demande de transfert visé à l'article 29 de la Loi, le commissaire ou l'agent désigné selon l'alinéa 5(1)b) doit, dans les 60 jours suivant la présentation de la demande, examiner celle-ci et aviser par écrit le détenu de sa décision et, s'il la refuse, indiquer les motifs de son refus.



**16.** Every transfer of an inmate made pursuant to section 29 of the Act shall be effected by a warrant to transfer signed by the Commissioner or by a staff member designated in accordance with paragraph 5(1)(b).

#### SECURITY CLASSIFICATION

**17.** The Service shall take the following factors into consideration in determining the security classification to be assigned to an inmate pursuant to section 30 of the Act:

- (a) the seriousness of the offence committed by the inmate;
- (b) any outstanding charges against the inmate;
- (c) the inmate's performance and behaviour while under sentence;
- (d) the inmate's social, criminal and, if available, young-offender history and any dangerous offender designation under the *Criminal Code*;
- (e) any physical or mental illness or disorder suffered by the inmate;
- (f) the inmate's potential for violent behaviour; and
- (g) the inmate's continued involvement in criminal activities.

SOR/2008-198, s. 1.

**18.** For the purposes of section 30 of the Act, an inmate shall be classified as

- (a) maximum security where the inmate is assessed by the Service as
  - (i) presenting a high probability of escape and a high risk to the safety of the public in the event of escape, or
  - (ii) requiring a high degree of supervision and control within the penitentiary;
- (b) medium security where the inmate is assessed by the Service as
  - (i) presenting a low to moderate probability of escape and a moderate risk to the safety of the public in the event of escape, or

**16.** Tout transfèrement fait en application de l'article 29 de la Loi s'effectue au moyen d'un mandat de transfèrement signé par le commissaire ou par l'agent désigné selon l'alinéa 5(1)b).

#### COTE DE SÉCURITÉ

**17.** Le Service détermine la cote de sécurité à assigner à chaque détenu conformément à l'article 30 de la Loi en tenant compte des facteurs suivants :

- a) la gravité de l'infraction commise par le détenu;
- b) toute accusation en instance contre lui;
- c) son rendement et sa conduite pendant qu'il purge sa peine;
- d) ses antécédents sociaux et criminels, y compris ses antécédents comme jeune contrevenant s'ils sont disponibles et le fait qu'il a été déclaré délinquant dangereux en application du *Code criminel*;
- e) toute maladie physique ou mentale ou tout trouble mental dont il souffre;
- f) sa propension à la violence;
- g) son implication continue dans des activités criminelles.

DORS/2008-198, art. 1.

**18.** Pour l'application de l'article 30 de la Loi, le détenu reçoit, selon le cas :

- a) la cote de sécurité maximale, si l'évaluation du Service montre que le détenu :
  - (i) soit présente un risque élevé d'évasion et, en cas d'évasion, constituerait une grande menace pour la sécurité du public,
  - (ii) soit exige un degré élevé de surveillance et de contrôle à l'intérieur du pénitencier;
- b) la cote de sécurité moyenne, si l'évaluation du Service montre que le détenu :
  - (i) soit présente un risque d'évasion de faible à moyen et, en cas d'évasion, constituerait une menace moyenne pour la sécurité du public,

- (ii) requiring a moderate degree of supervision and control within the penitentiary; and
- (c) minimum security where the inmate is assessed by the Service as
  - (i) presenting a low probability of escape and a low risk to the safety of the public in the event of escape, and
  - (ii) requiring a low degree of supervision and control within the penitentiary.

ADMINISTRATIVE SEGREGATION

**19.** Where an inmate is involuntarily confined in administrative segregation, the institutional head or a staff member designated in accordance with paragraph 6(1)(c) shall give the inmate notice in writing of the reasons for the segregation within one working day after the inmate's confinement.

**20.** Where an inmate is involuntarily confined in administrative segregation by a staff member designated in accordance with paragraph 6(1)(c), the institutional head shall review the order within one working day after the confinement and shall confirm the confinement or order that the inmate be returned to the general inmate population.

**21.** (1) Where an inmate is involuntarily confined in administrative segregation, the institutional head shall ensure that the person or persons referred to in section 33 of the Act who have been designated by the institutional head, which person or persons shall be known as a Segregation Review Board, are informed of the involuntary confinement.

(2) A Segregation Review Board referred to in subsection (1) shall conduct a hearing

- (a) within five working days after the inmate's confinement in administrative segregation; and
- (b) at least once every 30 days thereafter that the inmate remains in administrative segregation.

- (ii) soit exige un degré moyen de surveillance et de contrôle à l'intérieur du pénitencier;
- c) la cote de sécurité minimale, si l'évaluation du Service montre que le détenu :
  - (i) soit présente un faible risque d'évasion et, en cas d'évasion, constituerait une faible menace pour la sécurité du public,
  - (ii) soit exige un faible degré de surveillance et de contrôle à l'intérieur du pénitencier.

ISOLEMENT PRÉVENTIF

**19.** Lorsque l'isolement préventif est imposé au détenu, le directeur du pénitencier ou l'agent désigné selon l'alinéa 6(1)c) doit aviser par écrit le détenu des motifs de cette mesure au cours du jour ouvrable suivant l'isolement.

**20.** Lorsque l'isolement préventif est imposé au détenu par l'agent désigné conformément à l'alinéa 6(1)c), le directeur du pénitencier doit, au cours du jour ouvrable suivant l'isolement, examiner l'ordre d'isolement et confirmer l'isolement ou ordonner que le détenu soit retourné parmi les autres détenus.

**21.** (1) Lorsque l'isolement préventif est imposé au détenu, le directeur du pénitencier doit veiller à ce que la ou les personnes visées à l'article 33 de la Loi, qu'il a chargées de réexaminer les cas d'isolement préventif en tant que comité de réexamen des cas d'isolement, soient informées de l'isolement préventif du détenu.

(2) Le comité de réexamen des cas d'isolement visé au paragraphe (1) doit tenir une audition :

- a) dans les cinq jours ouvrables suivant l'isolement préventif du détenu;
- b) par la suite, au moins une fois tous les 30 jours tant qu'est maintenu l'isolement préventif du détenu.

(3) The institutional head shall ensure that an inmate who is the subject of a Segregation Review Board hearing pursuant to subsection (2)

(a) is given, at least three working days before the hearing, notice in writing of the hearing and the information that the Board will be considering at the hearing;

(b) is given an opportunity to be present and to make representations at the hearing; and

(c) is advised in writing of the Board's recommendation to the institutional head and the reasons for the recommendation.

**22.** Where an inmate is confined in administrative segregation, the head of the region or a staff member in the regional headquarters who is designated by the head of the region shall review the inmate's case at least once every 60 days that the inmate remains in administrative segregation to determine whether, based on the considerations set out in section 31 of the Act, the administrative segregation of the inmate continues to be justified.

**23.** Where an inmate is voluntarily confined in administrative segregation by a staff member designated in accordance with paragraph 6(1)(c), the institutional head shall review the order within one working day after the confinement and shall confirm the confinement or order that the inmate be returned to the general inmate population.

#### INMATE DISCIPLINE

##### *Independent Chairpersons*

**24. (1)** The Minister shall appoint

(a) a person, other than a staff member or an offender, who has knowledge of the administrative decision-making process to be an independent chairperson for the purpose of conducting hearings of serious disciplinary offences; and

(b) a senior independent chairperson for each region from among the independent chairpersons of that region.

(3) Le directeur du pénitencier doit veiller à ce que le détenu qui fait l'objet d'une audition du comité de réexamen des cas d'isolement conformément au paragraphe (2):

a) reçoive, au moins trois jours ouvrables avant l'audition, un avis écrit de l'audition et les renseignements que le comité entend examiner à l'audition;

b) ait la possibilité d'assister à l'audition et d'y présenter ses observations;

c) soit avisé par écrit de la recommandation faite par le comité au directeur du pénitencier et des motifs de celle-ci.

**22.** Lorsque le détenu est mis en isolement préventif, le responsable de la région ou l'agent de l'administration régionale désigné par lui doit examiner son cas au moins une fois tous les 60 jours pendant qu'il est en isolement préventif pour décider, selon les motifs énoncés à l'article 31 de la Loi, si le maintien de cette mesure est justifié.

**23.** Lorsque le détenu a été mis en isolement préventif à sa propre demande par l'agent désigné selon l'alinéa 6(1)c), le directeur du pénitencier doit, au cours du jour ouvrable suivant l'isolement, examiner l'ordre d'isolement et confirmer l'isolement ou ordonner que le détenu soit retourné parmi les autres détenus.

#### RÉGIME DISCIPLINAIRE APPLICABLE AUX DÉTENUS

##### *Présidents indépendants*

**24. (1)** Le ministre doit nommer :

a) à titre de président indépendant chargé de procéder à l'audition des accusations d'infraction disciplinaire grave, une personne qui connaît le processus de prise de décisions administratives et qui n'est pas un agent ou un délinquant;

b) pour chaque région, un premier président indépendant choisi parmi les présidents indépendants de la région.

(2) A senior independent chairperson shall

(a) advise and, in conjunction with the Service, train the independent chairpersons in the senior independent chairperson's region;

(b) promote the principle among the independent chairpersons in the senior independent chairperson's region that similar sanctions should be imposed for similar disciplinary offences committed in similar circumstances; and

(c) exchange information with the senior independent chairpersons of other regions.

(3) A person appointed pursuant to subsection (1) shall hold office during good behaviour for a period of not more than five years, which period may be renewed by the Minister.

(4) An independent chairperson shall be remunerated at a rate determined by the Treasury Board and given travel and living expenses in accordance with the Treasury Board Travel Directive for travel and living expenses related to

(a) conducting a hearing of a disciplinary offence;

(b) participating in an information session;

(c) participating in an orientation and training session;

(d) participating in a consultation session with staff members or inmates; and

(e) performing related duties at the request of the Service.

#### *Notice of Disciplinary Charges*

**25.** (1) Notice of a charge of a disciplinary offence shall

(a) describe the conduct that is the subject of the charge, including the time, date and place of the alleged disciplinary offence, and contain a summary of the evidence to be presented in support of the charge at the hearing; and

(b) state the time, date and place of the hearing.

(2) Le premier président régional doit :

a) conseiller les présidents indépendants de sa région et, de concert avec le Service, voir à leur formation;

b) promouvoir auprès des présidents indépendants de sa région le principe que pour des infractions disciplinaires semblables commises dans des circonstances semblables doivent être infligées des peines semblables;

c) procéder à des échanges de renseignements avec les autres premiers présidents régionaux.

(3) Les personnes nommées conformément au paragraphe (1) occupent leur poste à titre inamovible pour un mandat qui ne dépasse pas cinq ans et qui peut être reconduit par le ministre.

(4) Les présidents indépendants sont rémunérés aux taux fixés par le Conseil du Trésor et reçoivent des indemnités de séjour et de déplacement, selon les taux prévus dans la Directive du Conseil du Trésor sur les voyages, pour les dépenses liées à :

a) la tenue d'une audition disciplinaire;

b) leur participation à des séances d'information;

c) leur participation à des séances d'initiation et de formation;

d) leur participation à des séances de consultation avec des agents ou des détenus;

e) l'accomplissement de tâches connexes à la demande du Service.

#### *Avis d'accusation d'infraction disciplinaire*

**25.** (1) L'avis d'accusation d'infraction disciplinaire doit contenir les renseignements suivants :

a) un énoncé de la conduite qui fait l'objet de l'accusation, y compris la date, l'heure et le lieu de l'infraction disciplinaire reprochée, et un résumé des éléments de preuve à l'appui de l'accusation qui seront présentés à l'audition;

b) les date, heure et lieu de l'audition.

(2) A notice referred to in subsection (1) shall be issued and delivered to the inmate who is the subject of the charge, by a staff member as soon as practicable.

*Number of Disciplinary Charges*

**26.** Where the conduct of an inmate involves a single action, simultaneous actions or a chain of uninterrupted actions, the conduct shall not give rise to more than one disciplinary charge unless the offences that are the subject of the charges are substantially different.

*Hearings of Disciplinary Offences*

**27.** (1) Subject to subsections 30(2) and (3), a hearing of a minor disciplinary offence shall be conducted by the institutional head or a staff member designated by the institutional head.

(2) A hearing of a serious disciplinary offence shall be conducted by an independent chairperson, except in extraordinary circumstances where the independent chairperson or another independent chairperson is not available within a reasonable period of time, in which case the institutional head may conduct the hearing.

**28.** A hearing of a disciplinary offence shall take place as soon as practicable but in any event not less than three working days after the inmate receives written notice of the disciplinary charge, unless the inmate consents to a shorter period.

**29.** Where an inmate who is charged with a disciplinary offence is placed in administrative segregation as a result of the conduct that gave rise to the disciplinary charge, that inmate's hearing shall be given priority over any other hearings of disciplinary offences.

**30.** (1) Where the conduct of an inmate that involves a single action, simultaneous actions or a chain of uninterrupted actions gives rise to more than one disciplinary charge, all of the charges shall be heard together.

(2) Where, pursuant to subsection (1), charges of minor and serious disciplinary offences are to be heard to-

(2) L'agent doit établir l'avis d'accusation disciplinaire visé au paragraphe (1) et le remettre au détenu aussitôt que possible.

*Nombre d'accusations d'infraction disciplinaire*

**26.** Qu'il soit reproché au détenu un seul acte, des actes simultanés ou une série d'actes continus, la conduite de celui-ci ne doit pas faire l'objet de plus d'une accusation d'infraction disciplinaire, à moins que les infractions reprochées ne soient essentiellement différentes.

*Auditions disciplinaires*

**27.** (1) Sous réserve des paragraphes 30(2) et (3), l'audition relative à une infraction disciplinaire mineure doit être tenue par le directeur du pénitencier ou par l'agent qu'il a désigné.

(2) L'audition relative à une infraction disciplinaire grave doit être tenue par un président indépendant sauf que, dans les cas exceptionnels où le président indépendant ne peut tenir l'audition et ne peut être remplacé par un autre président indépendant dans un délai raisonnable, le directeur du pénitencier peut la tenir à sa place.

**28.** L'audition disciplinaire doit être tenue dès que possible, mais jamais avant l'expiration d'un délai de trois jours ouvrables après la remise au détenu de l'avis d'accusation d'infraction disciplinaire, à moins que celui-ci ne consente à un délai plus bref.

**29.** Lorsque le détenu accusé d'une infraction disciplinaire est mis en isolement préventif à la suite de la conduite qui fait l'objet de l'accusation, son audition disciplinaire doit avoir priorité sur toute autre audition disciplinaire.

**30.** (1) Lorsque la conduite du détenu, qu'elle comprenne un seul acte, des actes simultanés ou une série d'actes continus, fait l'objet de plus d'une accusation d'infraction disciplinaire, toutes ces accusations doivent être entendues en même temps.

(2) Lorsque, conformément au paragraphe (1), une accusation d'infraction grave doit être entendue en

gether, the hearing shall be conducted by an independent chairperson.

(3) Where the independent chairperson determines that a charge of a serious offence should proceed as a charge of a minor offence, the independent chairperson shall amend the charge and shall conduct the hearing or refer the matter to the institutional head.

**31.** (1) The person who conducts a hearing of a disciplinary offence shall give the inmate who is charged a reasonable opportunity at the hearing to

(a) question witnesses through the person conducting the hearing, introduce evidence, call witnesses on the inmate's behalf and examine exhibits and documents to be considered in the taking of the decision; and

(b) make submissions during all phases of the hearing, including submissions respecting the appropriate sanction.

(2) The Service shall ensure that an inmate who is charged with a serious disciplinary offence is given a reasonable opportunity to retain and instruct legal counsel for the hearing, and that the inmate's legal counsel is permitted to participate in the proceedings to the same extent as an inmate pursuant to subsection (1).

**32.** (1) The person who conducts a hearing of a disciplinary offence shall render a decision as soon as practicable after conducting the hearing.

(2) The institutional head shall ensure that an inmate is given a copy of the decision of the hearing of the inmate's case as soon as practicable after the decision is rendered.

**33.** (1) The Service shall ensure that all hearings of disciplinary offences are recorded in such a manner as to make a full review of any hearing possible.

(2) A record of a hearing shall be retained for a period of at least two years after the decision is rendered.

même temps qu'une accusation d'infraction mineure, l'audition disciplinaire doit être tenue par un président indépendant.

(3) Lorsque le président indépendant conclut qu'une accusation d'infraction grave se rapporte plutôt à une infraction mineure, il doit modifier l'accusation et soit tenir l'audition disciplinaire, soit renvoyer l'affaire au directeur du pénitencier.

**31.** (1) Au cours de l'audition disciplinaire, la personne qui tient l'audition doit, dans des limites raisonnables, donner au détenu qui est accusé la possibilité :

a) d'interroger des témoins par l'intermédiaire de la personne qui tient l'audition, de présenter des éléments de preuve, d'appeler des témoins en sa faveur et d'examiner les pièces et les documents qui vont être pris en considération pour arriver à la décision;

b) de présenter ses observations durant chaque phase de l'audition, y compris quant à la peine qui s'impose.

(2) Le Service doit veiller à ce que le détenu accusé d'une infraction disciplinaire grave ait, dans des limites raisonnables, la possibilité d'avoir recours à l'assistance d'un avocat et de lui donner des instructions en vue de l'audition disciplinaire et que cet avocat puisse prendre part aux procédures au même titre que le détenu selon le paragraphe (1).

**32.** (1) La personne qui tient l'audition disciplinaire doit rendre sa décision aussitôt que possible après l'audition.

(2) Aussitôt que possible après que la décision a été rendue, le directeur du pénitencier doit veiller à ce que le détenu en reçoive copie.

**33.** (1) Le Service doit veiller à ce que toutes les auditions disciplinaires soient enregistrées de manière qu'elles puissent faire l'objet d'une révision complète.

(2) Les enregistrements des auditions disciplinaires doivent être conservés pendant au moins deux ans après la date de la décision.

(3) An inmate shall be given reasonable access to the record of the inmate's hearing.

#### *Sanctions*

**34.** Before imposing a sanction described in section 44 of the Act, the person conducting a hearing of a disciplinary offence shall consider

- (a) the seriousness of the offence and the degree of responsibility the inmate bears for its commission;
- (b) the least restrictive measure that would be appropriate in the circumstances;
- (c) all relevant aggravating and mitigating circumstances, including the inmate's behaviour in the penitentiary;
- (d) the sanctions that have been imposed on other inmates for similar disciplinary offences committed in similar circumstances;
- (e) the nature and duration of any other sanction described in section 44 of the Act that has been imposed on the inmate, to ensure that the combination of the sanctions is not excessive;
- (f) any measures taken by the Service in connection with the offence before the disposition of the disciplinary charge; and
- (g) any recommendations respecting the appropriate sanction made during the hearing.

**35.** (1) The maximum number of days of privileges that may be lost by an inmate pursuant to paragraph 44(1)(b) of the Act is

- (a) seven days, for a minor disciplinary offence; and
- (b) 30 days, for a serious disciplinary offence.

(2) A sanction of the loss of privileges

- (a) shall be limited to a loss of access to activities that are recreational in nature; and

(3) Tout détenu doit avoir accès, dans des limites raisonnables, à l'enregistrement de son audition disciplinaire.

#### *Peines*

**34.** Avant d'infliger une peine visée à l'article 44 de la Loi, la personne qui tient l'audition disciplinaire doit tenir compte des facteurs suivants :

- a) la gravité de l'infraction disciplinaire et la part de responsabilité du détenu quant à sa perpétration;
- b) ce qui constitue la mesure la moins restrictive possible dans les circonstances;
- c) toutes les circonstances, atténuantes ou aggravantes, qui sont pertinentes, y compris la conduite du détenu au pénitencier;
- d) les peines infligées à d'autres détenus pour des infractions disciplinaires semblables commises dans des circonstances semblables;
- e) la nature et la durée de toute autre peine visée à l'article 44 de la Loi qui a été infligée au détenu, afin que l'ensemble des peines ne soit pas excessif;
- f) toute mesure prise par le Service par rapport à cette infraction avant la décision relative à l'accusation;
- g) toute recommandation présentée à l'audition quant à la peine qui s'impose.

**35.** (1) Le nombre de jours de privilèges que peut perdre un détenu aux termes de l'alinéa 44(1)b) de la Loi ne peut dépasser :

- a) sept jours dans le cas d'une infraction disciplinaire mineure;
- b) 30 jours dans le cas d'une infraction disciplinaire grave.

(2) La peine qui consiste en la perte de privilèges :

- a) ne peut viser que la participation à des activités créatives;



(b) shall not be imposed where the loss of privileges would be contrary to the inmate's correctional plan.

**36.** (1) The maximum amount of restitution that may be ordered to an inmate pursuant to paragraph 44(1)(c) of the Act is

- (a) \$50, for a minor disciplinary offence; and
- (b) \$500, for a serious disciplinary offence.

(2) An order to make restitution is limited to monetary restitution for the ascertained value of any loss of, or damage to, property that results from the commission of the disciplinary offence.

**37.** The maximum fine that may be ordered pursuant to paragraph 44(1)(d) of the Act is

- (a) \$25, for a minor disciplinary offence; and
- (b) \$50, for a serious disciplinary offence.

**38.** (1) A sanction of restitution or of a fine shall not be imposed pursuant to subsection 44(1) of the Act unless the inmate's financial means have been considered, and where a sanction of restitution or of a fine would both be appropriate sanctions and the limited means of the inmate make it possible to impose only one of those sanctions, the sanction of restitution shall be imposed.

(2) A sanction of restitution or of a fine imposed pursuant to subsection 44(1) of the Act may allow time for payment and may provide for periodic partial payments.

(3) A sanction of restitution or of a fine shall be recovered by deductions from an inmate's net approved earnings.

**39.** (1) The maximum number of hours of extra duties that may be ordered pursuant to paragraph 44(1)(e) of the Act is

- (a) 10 hours, for a minor disciplinary offence; and
- (b) 30 hours, for a serious disciplinary offence.

b) ne doit pas être infligée si elle va à l'encontre du plan correctionnel du détenu.

**36.** (1) Le montant de la restitution qui peut être ordonnée aux termes de l'alinéa 44(1)c) de la Loi ne peut dépasser :

- a) 50 \$ dans le cas d'une infraction disciplinaire mineure;
- b) 500 \$ dans le cas d'une infraction disciplinaire grave.

(2) L'ordre de restitution ne peut viser qu'un dédommagement pécuniaire pour la valeur établie de la perte ou du dommage à un bien découlant de la perpétration de l'infraction disciplinaire.

**37.** L'amende qui peut être infligée aux termes de l'alinéa 44(1)d) de la Loi ne peut dépasser :

- a) 25 \$ dans le cas d'une infraction disciplinaire mineure;
- b) 50 \$ dans le cas d'une infraction disciplinaire grave.

**38.** (1) Ni restitution ni amende ne doivent être infligées en application du paragraphe 44(1) de la Loi avant un examen de la situation financière du détenu; lorsque ces deux peines seraient toutes les deux indiquées et que la modicité des moyens du détenu n'en permet qu'une, la restitution doit être ordonnée.

(2) La restitution ou l'amende infligées en application du paragraphe 44(1) de la Loi peuvent comporter un délai de paiement et le paiement par versements échelonnés.

(3) La restitution et le recouvrement de l'amende s'effectuent par retenues sur les gains nets approuvés du détenu.

**39.** (1) Le nombre d'heures de travaux supplémentaires qui peuvent être infligées aux termes de l'alinéa 44(1)e) de la Loi ne peut dépasser :

- a) dix heures dans le cas d'une infraction disciplinaire mineure;

(2) A sanction to perform extra duties imposed pursuant to paragraph 44(1)(e) of the Act shall specify the type of duties and, subject to subsection (3), the period within which the duties are to be performed.

(3) An inmate shall not be paid for the performance of extra duties imposed as a sanction and shall perform those duties during the inmate's free time.

**40.** (1) Subject to subsection (2), where an inmate is ordered to serve a period of segregation pursuant to paragraph 44(1)(f) of the Act while subject to a sanction of segregation for another serious disciplinary offence, the order shall specify whether the two periods of segregation are to be served concurrently or consecutively.

(2) Where the sanctions of segregation referred to in subsection (1) are to be served consecutively, the total period of segregation imposed by those sanctions shall not exceed 45 days.

(3) An inmate who is serving a period of segregation as a sanction for a disciplinary offence shall be accorded the same conditions of confinement as would be accorded to an inmate in administrative segregation.

**41.** (1) Where an inmate is found guilty of a disciplinary offence, the carrying out of the sanction may be suspended

(a) in the case of a minor disciplinary offence, by the institutional head or a staff member designated by the institutional head, subject to the condition that the inmate is not found guilty of another disciplinary offence committed during a specific period fixed by the institutional head or staff member, which period shall not be longer than 21 days after the date of imposition of the sanction; and

(b) in the case of a serious disciplinary offence, by the independent chairperson, subject to the condition that the inmate is not found guilty of another serious disciplinary offence committed during a period fixed by the independent chairperson, which period shall

b) 30 heures dans le cas d'une infraction disciplinaire grave.

(2) La peine de travaux supplémentaires infligée conformément à l'alinéa 44(1)e) de la Loi doit porter mention du type de travaux et, sous réserve du paragraphe (3), de leur délai d'exécution.

(3) Le détenu doit accomplir les travaux supplémentaires infligés comme peine pendant ses temps libres et sans rétribution.

**40.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), la décision de mettre le détenu en isolement aux termes de l'alinéa 44(1)f) de la Loi alors qu'il purge déjà une peine d'isolement pour une autre infraction disciplinaire grave doit préciser si les peines d'isolement doivent être purgées concurremment ou consécutivement.

(2) Lorsque les peines d'isolement visées au paragraphe (1) doivent être purgées consécutivement, leur total ne peut pas dépasser 45 jours d'isolement.

(3) Le détenu purgeant une peine d'isolement pour une infraction disciplinaire se voit accorder les mêmes conditions que les détenus mis en isolement préventif.

**41.** (1) L'exécution de la peine du détenu déclaré coupable d'une infraction disciplinaire peut être suspendue :

a) dans le cas d'une infraction disciplinaire mineure, par le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui pourvu que le détenu ne soit pas reconnu coupable d'une autre infraction disciplinaire commise dans un délai déterminé par le directeur ou l'agent, lequel délai ne doit pas dépasser 21 jours suivant la date où la peine a été infligée;

b) dans le cas d'une infraction disciplinaire grave, par le président indépendant, pourvu que le détenu ne soit pas reconnu coupable d'une autre infraction disciplinaire grave commise dans un délai déterminé par le président indépendant, lequel délai ne doit pas dépasser 90 jours suivant la date où la peine a été infligée.

not be longer than 90 days after the date of imposition of the sanction.

(2) Where an inmate no longer meets a condition referred to in subsection (1), the inmate shall carry out the sanction that was suspended.

(3) The institutional head may, on humanitarian grounds or for rehabilitative purposes, cancel a sanction imposed pursuant to section 44 of the Act.

#### CONTRABAND

**42.** (1) For the purposes of this section, “minimum-security penitentiary”, “medium-security penitentiary”, “maximum-security penitentiary” and “multiple-security-level penitentiary” mean penitentiaries, other than community correctional centres, designated as such in Commissioner’s Directives.

(2) For the purposes of paragraph (d) of the definition “contraband” in section 2 of the Act, the following are the prescribed limits on currency:

(a) in the case of a visitor

(i) in a minimum-security penitentiary, the limit is \$50, and

(ii) in a medium-security penitentiary, maximum-security penitentiary or multiple-security-level penitentiary, the limit is \$25; and

(b) in the case of an inmate, the limit is \$0.00, except as authorized pursuant to paragraph (d) of the definition “contraband” in section 2 of the Act.

#### SEARCH AND SEIZURE

##### *Manner of Carrying out Searches*

**43.** A non-intrusive search shall be carried out by means of a hand-held scanner, a walk-through scanner whereby the person being searched is required to walk through a metal detector scanner, or any similar non-intrusive device.

(2) Si le détenu manque à la condition visée au paragraphe (1), il doit purger la peine dont l’exécution avait été suspendue.

(3) Pour des raisons humanitaires ou aux fins de la réadaptation du détenu, le directeur du pénitencier peut annuler une peine infligée en application de l’article 44 de la Loi.

#### OBJETS INTERDITS

**42.** (1) Pour l’application du présent article, «pénitencier à sécurité minimale», «pénitencier à sécurité moyenne», «pénitencier à sécurité maximale» et «établissement à niveaux de sécurité multiples» s’entendent au sens des Directives du commissaire, mais ne comprennent pas les centres correctionnels communautaires.

(2) Pour l’application de l’alinéa d) de la définition de «objets interdits», à l’article 2 de la Loi, les plafonds applicables aux montants d’argent sont les suivants :

a) pour un visiteur :

(i) dans un pénitencier à sécurité minimale, 50 \$,

(ii) dans un pénitencier à sécurité moyenne ou maximale et dans un établissement à niveaux de sécurité multiples, 25 \$;

b) pour un détenu, 0,00 \$, sous réserve de l’autorisation prévue à l’alinéa d) de la définition de «objets interdits» à l’article 2 de la Loi.

#### FOUILLES ET SAISIES

##### *Manière d’effectuer les fouilles*

**43.** La fouille discrète s’effectue au moyen d’un détecteur portatif, d’un portique de détection de métaux dans lequel doit passer la personne visée par la fouille, ou de tout autre dispositif discret semblable.

44. A frisk search shall be carried out from head to foot, down the front and rear of the body, around the legs and inside clothing folds, pockets and footwear.

45. A strip search shall consist of a visual inspection of the person by a staff member, in the course of which inspection the person being searched shall undress completely in front of the staff member and may be required to open the person's mouth, display the soles of their feet, run their fingers through their hair, present open hands and arms, bend over or otherwise enable the staff member to perform the visual inspection.

46. A strip search and a body cavity search shall be carried out in a private area that is out of sight of every other person except for one staff member of the same sex as the person being searched, which staff member is required to be present as a witness unless, in the case of a strip search, the search is an emergency as described in subsection 49(4) of the Act.

#### *Searches of Inmates*

47. A staff member of either sex may conduct a routine non-intrusive search or a routine frisk search of an inmate where

- (a) the inmate is entering, leaving or returning to a penitentiary;
- (b) the inmate is entering or leaving the open or family-visiting area of a penitentiary;
- (c) the inmate is leaving a work or activity area in a penitentiary;
- (d) the inmate is entering or leaving a segregation area;
- (e) the inmate is on a temporary absence outside the penitentiary;
- (f) the inmate has been requested to submit to urinalysis and the search is conducted immediately before the commencement of the collection process described in section 66; or
- (g) the institutional head determines that there is an opportunity for the introduction of contraband into the

44. La fouille par palpation s'effectue de la tête aux pieds, devant et derrière, autour des jambes et dans les plis des vêtements, les poches et les chaussures.

45. La fouille à nu consiste en un examen visuel complet du corps de la personne visée par la fouille qui doit se dévêtir devant l'agent faisant la fouille et qui peut être tenue d'ouvrir la bouche, de montrer la plante des pieds, de se passer les doigts dans les cheveux, d'ouvrir les mains, d'écarter les bras, de se pencher ou de permettre de toute autre manière à l'agent de faire l'examen visuel.

46. La fouille à nu et l'examen des cavités corporelles s'effectuent en privé, à l'abri des regards de toute personne autre qu'un agent du même sexe que la personne fouillée, lequel agent doit être présent à titre de témoin, sauf s'il s'agit d'une fouille à nu effectuée dans un cas d'urgence visé au paragraphe 49(4) de la Loi.

#### *Fouilles des détenus*

47. L'agent de l'un ou l'autre sexe peut soumettre le détenu à une fouille ordinaire — discrète ou par palpation — dans l'un des cas suivants :

- a) le détenu entre ou rentre au pénitencier ou en sort;
- b) le détenu entre dans le secteur du pénitencier réservé aux visites-contacts ou aux visites familiales ou en sort;
- c) le détenu sort d'un secteur de travail ou d'activité du pénitencier;
- d) le détenu entre dans un secteur d'isolement ou en sort;
- e) le détenu bénéficie d'une permission de sortir du pénitencier;
- f) le détenu doit se soumettre à une prise d'échantillon d'urine, la fouille devant alors avoir lieu juste avant la prise d'échantillon d'urine visée à l'article 66;
- g) le directeur du pénitencier conclut à la possibilité d'introduction d'objets interdits dans le pénitencier et il autorise la fouille expressément par écrit.

penitentiary and the institutional head specifically authorizes such searches in writing.

**48.** A staff member of the same sex as an inmate may conduct a routine strip search of the inmate where

- (a) the inmate is entering or returning to a penitentiary;
- (b) the inmate is leaving the open visiting area of a penitentiary;
- (c) the inmate is entering or leaving the family-visiting area of a penitentiary; or
- (d) the inmate is leaving a work area in a penitentiary, if the inmate has had access to an item that may constitute contraband and that may be secreted on the inmate's body.

**49.** (1) A person referred to in subsection 47(2) of the Act who provides supervision, treatment, instruction or counselling services to the Service may conduct the searches referred to in subsection 47(1) of the Act.

(2) A person referred to in subsection 49(2) of the Act who provides supervision, treatment, instruction or counselling services to the Service may conduct the searches referred to in subsection 49(1) of the Act.

(3) Training in conducting a search referred to in subsection (1) or (2) shall consist of the training related to search procedures that is contained in the staff orientation and training program provided by the Service.

**50.** The power of the institutional head to authorize strip searches of inmates pursuant to paragraph 49(3)(b) of the Act may be exercised by a staff member who is in a more senior position than the staff member referred to in subsection 49(3) of the Act.

#### *Searches of Cells*

**51.** (1) A staff member may, without individualized suspicion, conduct searches of cells and their contents on a periodic basis where the searches are designed to detect, through the systematic examination of areas of the

**48.** L'agent du même sexe que le détenu peut soumettre celui-ci à une fouille à nu ordinaire dans l'un des cas suivants :

- a) le détenu entre ou rentre au pénitencier;
- b) le détenu sort du secteur du pénitencier réservé aux visites-contacts;
- c) le détenu entre dans le secteur du pénitencier réservé aux visites familiales ou en sort;
- d) le détenu sort d'un secteur de travail du pénitencier où il a eu accès à un objet qui peut être un objet interdit et qui peut être dissimulé sur sa personne.

**49.** (1) Toute personne visée au paragraphe 47(2) de la Loi qui fournit des services de surveillance, de traitement, d'enseignement ou de counseling au Service peut procéder aux fouilles visées au paragraphe 47(1) de la Loi.

(2) Toute personne visée au paragraphe 49(2) de la Loi qui fournit des services de surveillance, de traitement, d'enseignement ou de counseling au Service peut procéder aux fouilles visées au paragraphe 49(1) de la Loi.

(3) La formation relative aux fouilles visées aux paragraphes (1) et (2) est celle qui fait partie du programme d'initiation et de formation du personnel offert par le Service.

**50.** Le pouvoir d'autoriser la fouille à nu d'un détenu, que l'alinéa 49(3)b) de la Loi confère au directeur du pénitencier, peut être exercé par l'agent d'un niveau plus élevé que l'agent visé au paragraphe 49(3) de la Loi.

#### *Fouilles des cellules*

**51.** (1) L'agent peut, sans soupçons précis, procéder périodiquement à une fouille de cellules et de tout ce qui s'y trouve lorsque celle-ci a pour but de déceler, par l'inspection systématique des secteurs du pénitencier ac-

penitentiary that are accessible to inmates, contraband and other items that may jeopardize the security of the penitentiary or the safety of persons and are conducted in accordance with a search plan

(a) that sets out

- (i) when the searches are to take place,
- (ii) the locations of the searches, and
- (iii) the means that may be used to conduct the searches; and

(b) that is approved by the institutional head as being in accordance with the purposes of this subsection.

(2) Where a staff member searches an inmate's cell and its contents pursuant to subsection (1), another staff member shall be present at all times during the search.

**52.** (1) Subject to subsection (3), where a staff member believes on reasonable grounds that contraband or evidence of an offence is located in an inmate's cell, the staff member may, with the prior authorization of a supervisor, search the cell and its contents.

(2) Subject to subsection (3), where a staff member searches an inmate's cell and its contents pursuant to subsection (1), another staff member shall be present at all times during the search.

(3) A staff member is not required to obtain an authorization or conduct a search in the presence of another staff member in accordance with subsections (1) and (2), respectively, where the staff member believes on reasonable grounds that delaying a search in order to comply with those subsections would result in danger to the life or safety of any person or the loss or destruction of contraband or evidence.

#### *Emergency Searches of Cells*

**53.** Where an emergency occurs and the institutional head believes on reasonable grounds that contraband or

cessibles aux détenus, les objets interdits ou autres choses pouvant compromettre la sécurité du pénitencier ou de quiconque et qu'elle est faite conformément à un plan de fouilles qui :

a) indique :

- (i) le moment des fouilles,
- (ii) leur lieu,
- (iii) les moyens pouvant être employés pour les effectuer;

b) est approuvé par le directeur du pénitencier parce qu'il correspond aux fins du présent paragraphe.

(2) L'agent qui procède à la fouille de la cellule du détenu et de tout ce qui s'y trouve conformément au paragraphe (1) doit être accompagné d'un autre agent pendant toute la durée de la fouille.

**52.** (1) Sous réserve du paragraphe (3), lorsque l'agent a des motifs raisonnables de croire que des objets interdits ou des éléments de preuve relatifs à la perpétration d'une infraction se trouvent dans la cellule du détenu, il peut, avec l'autorisation préalable d'un supérieur, procéder à la fouille de la cellule et de tout ce qui s'y trouve.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), l'agent qui procède à la fouille de la cellule du détenu et de tout ce qui s'y trouve conformément au paragraphe (1) doit être accompagné d'un autre agent pendant toute la durée de la fouille.

(3) L'agent est dispensé de l'obligation d'obtenir l'autorisation ou de l'obligation d'être accompagné d'un autre agent, conformément aux paragraphes (1) et (2) respectivement, s'il a des motifs raisonnables de croire que le respect de l'une ou l'autre de ces obligations occasionnerait un retard qui compromettrait la sécurité ou la vie de quiconque ou qui entraînerait la perte ou la destruction d'objets interdits ou d'éléments de preuve.

#### *Fouilles d'urgence des cellules*

**53.** En cas d'urgence, lorsque le directeur du pénitencier a des motifs raisonnables de croire que des objets in-

evidence that relates to the emergency is located in the cells, the institutional head may authorize a search of cells and their contents by a staff member.

#### *Searches of Visitors*

**54.** (1) A staff member may conduct a routine non-intrusive search or a routine frisk search of a visitor, without individualized suspicion, where the visitor is entering or leaving the penitentiary.

(2) If a visitor refuses to undergo a search referred to in subsection (1), the institutional head or a staff member designated by the institutional head may

- (a) prohibit a contact visit with an inmate and authorize a non-contact visit; or
- (b) require the visitor to leave the penitentiary forthwith.

#### *Searches of Vehicles*

**55.** (1) A staff member may, by stopping a vehicle and inspecting the vehicle and its contents, conduct a routine search of a vehicle, without individualized suspicion, where

- (a) the vehicle is entering or leaving penitentiary property;
- (b) the vehicle is entering or leaving a secure area on penitentiary property;
- (c) the vehicle is in an area on penitentiary property to which access is restricted or prohibited; or
- (d) the vehicle is on penitentiary property at a time when visitors are not normally permitted to be at the penitentiary.

(2) Where an emergency occurs and the institutional head believes on reasonable grounds that contraband or evidence that relates to the emergency is located in a vehicle on penitentiary property, the institutional head may authorize a search of the vehicle and its contents by a staff member.

terdits ou des éléments de preuve, les uns et les autres se rapportant au cas d'urgence, se trouvent dans des cellules, il peut autoriser l'agent à procéder à une fouille des cellules et de tout ce qui s'y trouve.

#### *Fouilles des visiteurs*

**54.** (1) L'agent peut, sans soupçons précis, soumettre à une fouille ordinaire — discrète ou par palpation — tout visiteur qui entre dans un pénitencier ou qui en sort.

(2) Si le visiteur refuse de se soumettre à la fouille visée au paragraphe (1), le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui peut :

- a) soit lui interdire toute visite-contact et autoriser une visite d'un autre type;
- b) soit lui enjoindre de quitter le pénitencier sans délai.

#### *Fouilles des véhicules*

**55.** (1) L'agent peut, sans soupçons précis, procéder à une fouille ordinaire d'un véhicule et, à cette fin, arrêter le véhicule et inspecter tout ce qui s'y trouve lorsque :

- a) le véhicule entre sur le terrain du pénitencier ou en sort;
- b) le véhicule entre dans un secteur de sécurité du terrain du pénitencier ou en sort;
- c) le véhicule se trouve dans un secteur du terrain du pénitencier dont l'accès est interdit ou restreint;
- d) le véhicule se trouve sur le terrain du pénitencier à un moment où les visiteurs n'y sont pas normalement autorisés.

(2) En cas d'urgence, lorsque le directeur du pénitencier a des motifs raisonnables de croire que des objets interdits ou des éléments de preuve, les uns et les autres se rapportant au cas d'urgence, se trouvent dans un véhicule sur le terrain du pénitencier, il peut autoriser l'agent à procéder à la fouille du véhicule et de tout ce qui s'y trouve.



*Searches of Staff Members*

**56.** A staff member may conduct a routine non-intrusive search or a routine frisk search of another staff member, without individualized suspicion, where that other staff member is entering or leaving the penitentiary.

*Seizure*

**57.** Where a staff member or other authorized person seizes an item during a search conducted pursuant to any of sections 47 to 64 of the Act, the staff member or authorized person shall, as soon as practicable,

- (a) issue a receipt to the person from whom the item is seized; and
- (b) submit the item to the institutional head or a staff member designated by the institutional head or, in the case of a seizure pursuant to subsection 66(2) of the Act, to the person in charge of the community-based residential facility.

*Reports Relating to Searches and Seizures*

**58.** (1) A person who conducts a search pursuant to any of sections 47 to 64 of the Act shall prepare and submit to the institutional head or a staff member designated by the institutional head, as soon as practicable and in accordance with subsection (4), a post-search report respecting the search where

- (a) the search is a non-routine strip search conducted pursuant to any of subsections 49(3) and (4) and 60(2) and (3) and paragraph 64(1)(b) of the Act;
- (b) the search is a search conducted pursuant to section 51 or 52 of the Act;
- (c) the search is a routine strip search in which force was used;
- (d) the search is an emergency search of an inmate, a vehicle or a cell; or
- (e) the staff member or other authorized person seizes an item in the course of the search.

*Fouilles des agents*

**56.** L'agent peut, sans soupçons précis, procéder à une fouille ordinaire — discrète ou par palpation — d'un autre agent qui entre dans le pénitencier ou qui en sort.

*Saisies*

**57.** L'agent ou toute autre personne autorisée qui saisit un objet lors d'une fouille faite conformément à l'un des articles 47 à 64 de la Loi doit, aussitôt que possible :

- a) remettre un reçu au saisi;
- b) remettre l'objet saisi au directeur du pénitencier ou à l'agent désigné par lui ou, dans le cas d'une saisie faite selon le paragraphe 66(2) de la Loi, au responsable de l'établissement résidentiel communautaire.

*Rapports de fouilles et de saisies*

**58.** (1) Dès que possible et conformément au paragraphe (4), la personne qui procède à une fouille conformément à l'un des articles 47 à 64 de la Loi doit dresser un rapport de la fouille et le remettre au directeur du pénitencier ou à l'agent désigné par lui, s'il s'agit :

- a) d'une fouille à nu exceptionnelle faite conformément à l'une des dispositions suivantes de la Loi : les paragraphes 49(3) et (4), 60(2) et (3) et l'alinéa 64(1)b);
- b) d'une fouille faite conformément aux articles 51 ou 52 de la Loi;
- c) d'une fouille à nu ordinaire qui a nécessité l'usage de la force;
- d) d'une fouille d'urgence d'un détenu, d'un véhicule ou d'une cellule;
- e) d'une fouille au cours de laquelle l'agent ou la personne autorisée a effectué une saisie.

(2) Every employee of a community-based residential facility who conducts a search pursuant to section 66 of the Act shall prepare and submit to the person in charge of the facility, as soon as practicable and in accordance with subsection (4), a post-search report respecting the search.

(3) Every institutional head who authorizes a search of all inmates pursuant to section 53 of the Act shall prepare and submit to the head of the region, as soon as practicable and in accordance with subsection (4), a post-search report respecting the search.

(4) A post-search report shall be in writing and shall contain

- (a) the date, time and place of the search;
- (b) a description of every item seized;
- (c) the name of the person searched, the number of the room or cell that was searched or the licence number of the vehicle searched, as applicable;
- (d) the name of every person conducting the search and, where applicable, the name of every person present during the search;
- (e) the reasons for the search;
- (f) the manner in which the search was conducted; and
- (g) in the case of a post-search report referred to in subsection (3), the facts that led the institutional head to believe that the presence of contraband constituted a clear and substantial danger to human life or safety or to the security of the penitentiary, and an indication of whether the danger was averted.

(5) Every person to whom a search relates, or from whom any item is seized in the course of a search referred to in subsection (1) or (2), shall have access, on request, to the post-search report respecting the search or seizure.

(6) Every post-search report shall be retained for a period of at least two years after the date of the search to which it relates.

(2) Dès que possible et conformément au paragraphe (4), l'employé d'un établissement résidentiel communautaire qui procède à une fouille conformément à l'article 66 de la Loi doit dresser un rapport de la fouille et le remettre au responsable de l'établissement.

(3) Dès que possible et conformément au paragraphe (4), le directeur du pénitencier qui a autorisé une fouille de tous les détenus selon l'article 53 de la Loi doit dresser un rapport de la fouille et le remettre au responsable de la région.

(4) Le rapport de la fouille doit être fait par écrit et doit contenir les renseignements suivants :

- a) les date, heure et lieu de la fouille;
- b) la description de chaque objet saisi;
- c) selon le cas, le nom de la personne fouillée, le numéro de plaque d'immatriculation du véhicule ou le numéro de la chambre ou de la cellule fouillée;
- d) le nom de chaque personne qui a procédé à la fouille et, le cas échéant, celui de chaque personne présente pendant la fouille;
- e) les motifs de la fouille;
- f) une description de la manière dont la fouille a été faite;
- g) dans le cas du rapport visé au paragraphe (3), un exposé des faits qui ont convaincu le directeur du pénitencier que la présence d'un objet interdit menaçait sérieusement la vie ou la sécurité de quiconque ou la sécurité du pénitencier et une mention indiquant si la menace a été évitée.

(5) La personne visée par une fouille ou à qui un objet a été saisi lors d'une fouille visée aux paragraphes (1) ou (2) doit, sur demande, avoir accès au rapport de la fouille.

(6) Chaque rapport de fouille doit être conservé pendant au moins deux ans après la date de la fouille.

*Return or Forfeiture of Items Seized*

**59.** (1) Where an item is seized during a search conducted pursuant to any of sections 47 to 64 of the Act, the Service shall, as soon as practicable, notify the owner in writing, if the owner is known, of the seizure.

(2) The Service may hold or transfer to the custody of the police or a court any item referred to in subsection (1) that is required as evidence in a disciplinary or criminal proceeding, until the disposition of the proceeding.

(3) An item referred to in subsection (1) shall be returned to its owner where

- (a) the item is not or is no longer required as evidence in a disciplinary or criminal proceeding;
- (b) the item has not been forfeited pursuant to subsection (5);
- (c) the item is within the control of the Service;
- (d) the owner requests that the item be returned to the owner within 30 days after being notified of the seizure;
- (e) possession of the item would be lawful; and
- (f) in the case of an owner who is an inmate, possession of the item by the inmate would not constitute possession of contraband or an unauthorized item.

(4) Subject to paragraph (5)(e), the institutional head or a staff member designated by the institutional head may order that the inmate be given a reasonable opportunity to make arrangements for the disposal or safe-keeping outside the penitentiary of an item referred to in subsection (1) that would constitute contraband or an unauthorized item, where its possession outside the penitentiary would be lawful.

(5) An item referred to in subsection (1) shall be forfeited to Her Majesty in right of Canada where

- (a) the Service does not know who the owner is and 30 days have passed since the seizure;
- (b) the owner does not apply for the return of the item within 30 days after being notified of the seizure;

*Restitution ou confiscation des objets saisis*

**59.** (1) Lorsqu'un objet est saisi lors d'une fouille faite conformément à l'un des articles 47 à 64 de la Loi, le Service doit aussitôt que possible en informer par écrit le propriétaire, s'il en connaît l'identité.

(2) Le Service peut retenir ou confier à la garde de la police ou d'un tribunal tout objet visé au paragraphe (1) qui doit être conservé comme élément de preuve nécessaire pour une procédure pénale ou disciplinaire jusqu'à ce que cette procédure soit terminée.

(3) L'objet visé au paragraphe (1) doit être restitué à son propriétaire dans les cas suivants :

- a) il n'est pas ou n'est plus nécessaire comme élément de preuve dans une procédure pénale ou disciplinaire;
- b) il n'est pas confisqué en application du paragraphe (5);
- c) il est sous la garde du Service;
- d) le propriétaire en demande la restitution dans les 30 jours après avoir été informé de la saisie;
- e) la possession de cet objet est légale;
- f) dans le cas où le propriétaire est un détenu, la possession de cet objet par lui ne constituerait pas de la possession d'objet interdit ou d'objet non autorisé.

(4) Sous réserve de l'alinéa (5)e), le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui peut ordonner que soit donnée au détenu la possibilité raisonnable de prendre des mesures pour la disposition ou pour la garde à l'extérieur du pénitencier de tout objet visé au paragraphe (1) qui constituerait un objet interdit ou un objet non autorisé, pourvu que la possession de cet objet soit légale à l'extérieur du pénitencier.

(5) L'objet visé au paragraphe (1) doit être confisqué au nom de Sa Majesté du chef du Canada dans les cas suivants :

- a) le Service ne connaît pas l'identité du propriétaire et 30 jours se sont écoulés depuis la saisie;

(c) possession of the item would be unlawful;

(d) in the case of an owner who is an inmate, possession of the item by the inmate would constitute possession of contraband or an unauthorized item and the inmate has not arranged for the disposal or safe-keeping of the item outside the penitentiary after being given a reasonable opportunity to do so in accordance with subsection (4); or

(e) the item is contraband or an unauthorized item and an inmate is found guilty of a disciplinary offence in relation to it.

(6) The institutional head or staff member designated by the institutional head may, in respect of an owner other than an inmate, cancel a forfeiture referred to in paragraph (5)(e) where

(a) the owner applies in writing to the institutional head or staff member within 30 days after the forfeiture of the item;

(b) the institutional head or staff member determines that the owner was not involved in the events that resulted in the forfeiture; and

(c) possession of the item by the owner would be lawful.

(7) Subject to subsection (8), the institutional head or staff member designated by the institutional head may, in respect of an owner who is an inmate, cancel a forfeiture referred to in paragraph (5)(e) where

(a) the inmate submits to the institutional head or staff member within 30 days after the forfeiture, an application in accordance with the Commissioner's Directives respecting the forfeiture of items that are seized;

(b) the institutional head or staff member determines that the forfeiture would cause undue hardship to the inmate; and

b) le propriétaire ne le réclame pas dans les 30 jours après avoir été informé de la saisie;

c) la possession de cet objet est illégale;

d) dans le cas où le propriétaire est un détenu, la possession de cet objet par lui constituerait de la possession d'objet interdit ou d'objet non autorisé et le détenu n'a pas pris de mesures pour en disposer ou pour le faire garder à l'extérieur du pénitencier après avoir eu la possibilité raisonnable de le faire conformément au paragraphe (4);

e) l'objet est un objet interdit ou un objet non autorisé et un détenu est déclaré coupable d'une infraction disciplinaire concernant cet objet.

(6) Lorsque le propriétaire n'est pas un détenu, le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui peut annuler la confiscation visée à l'alinéa (5)e) et, le cas échéant, il doit veiller à ce que cet objet soit retourné à son propriétaire, si les conditions suivantes sont réunies :

a) le propriétaire lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours suivant la confiscation;

b) le directeur ou l'agent conclut que le propriétaire n'était pas partie aux événements qui ont amené la confiscation;

c) la possession de cet objet par son propriétaire est légale.

(7) Sous réserve du paragraphe (8), lorsque le propriétaire de l'objet est un détenu, le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui peut annuler la confiscation visée à l'alinéa (5)e) si les conditions suivantes sont réunies :

a) le détenu lui présente dans les 30 jours suivant la confiscation une demande conforme aux Directives au commissaire concernant la confiscation d'objets saisis;

b) le directeur ou l'agent conclut que cette confiscation causerait au détenu un préjudice déraisonnable;

c) la possession de cet objet par le détenu serait légale.

(c) possession of the item by the inmate would be lawful.

(8) Where the institutional head or staff member designated by the institutional head cancels a forfeiture pursuant to subsection (7), the institutional head or staff member may

(a) authorize the inmate to possess the item in the penitentiary; or

(b) order that the inmate be given a reasonable opportunity to make arrangements for the disposal or safe-keeping of the item outside the penitentiary.

#### URINALYSIS TESTING

##### *Interpretation*

**60.** For the purposes of this section and sections 61 to 72,

“approved procedure” means a procedure set out in Commissioner’s Directives as a procedure to be used for the analysis of a sample; (*méthode approuvée*)

“collector” means a staff member or any other person authorized in Commissioner’s Directives to collect samples on behalf of the Service; (*échantillonneur*)

“confirmation test” means a test of a sample by a laboratory, using an approved procedure, to verify the positive result of an initial screening test; (*analyse de confirmation*)

“container” means a sterile container that is to be used to receive a sample; (*contenant*)

“initial screening test” means the first test of a sample, using an approved procedure, conducted by a laboratory; (*analyse initiale*)

“laboratory” means a laboratory authorized by Commissioner’s Directives to analyse samples; (*laboratoire*)

“positive”, in respect of a sample, means a urinalysis test result that indicates that the level of an intoxicant in the sample is equal to or greater than the level specified in Commissioner’s Directives; (*positif*)

(8) Lorsque le directeur du pénitencier ou l’agent désigné par lui annule une confiscation en application du paragraphe (7), il peut :

a) soit autoriser le détenu à être en possession de cet objet à l’intérieur du pénitencier;

b) soit ordonner que soit donnée au détenu la possibilité raisonnable de prendre les mesures pour en disposer ou pour le faire garder à l’extérieur du pénitencier.

#### PRISES ET ANALYSES D’ÉCHANTILLONS D’URINE

##### *Définitions*

**60.** Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article et aux articles 61 à 72.

«analyse de confirmation» Analyse d’un échantillon d’urine en laboratoire, selon une méthode approuvée, en vue de vérifier le résultat d’une analyse initiale qui est positif. (*confirmation test*)

«analyse initiale» La première analyse d’un échantillon d’urine en laboratoire, effectuée selon une méthode approuvée. (*initial screening test*)

«contenant» Contenant stérile destiné à recevoir un échantillon d’urine. (*container*)

«contrôle au hasard» Méthode de sélection établie dans les Directives du commissaire qui assure à tous les détenus une probabilité égale d’être choisis périodiquement pour fournir un échantillon d’urine et qui offre des garanties raisonnables contre toute ingérence dans son application. (*random selection*)

«coordonnateur du programme de prises d’échantillons d’urine» Agent supérieur désigné dans les Directives du commissaire, soit expressément, soit en fonction du poste que cet agent occupe, pour coordonner le programme de prises d’échantillons d’urine du Service là où ce programme est appliqué. (*urinalysis program co-ordinator*)

“random selection” means a selection procedure set out in Commissioner’s Directives that ensures that every inmate has an equal probability of being selected, on a periodic basis, to provide a sample and that has reasonable controls and safeguards designed to prevent the selection process from being influenced; (*contrôle au hasard*)

“record of substance abuse” means an inmate’s record of conviction of the disciplinary offence referred to in paragraph 40(k) of the Act; (*dossier de consommation de substances intoxicantes*)

“sample” means a quantity of unadulterated urine sufficient to permit analysis, using an approved procedure, by a laboratory; (*échantillon d’urine*)

“urinalysis program co-ordinator” means a senior staff member who has been designated by name or position in Commissioner’s Directives to co-ordinate the application of the Service’s urinalysis program at the location where the program is to be carried out. (*coordonnateur du programme de prises d’échantillons d’urine*)

#### Authorization

**61.** (1) The power of the institutional head, pursuant to section 54 of the Act, to grant prior authorization for urinalysis may be exercised by the urinalysis program co-ordinator.

(2) The function of the institutional head under subsection 57(1) of the Act to hear an inmate’s representations before submitting a sample, may be carried out by the urinalysis program co-ordinator.

#### Requirement to Provide a Sample

**62.** Where an inmate is required by a staff member to submit to urinalysis pursuant to paragraph 54(a) of the Act and makes representations to the institutional head objecting to the requirement pursuant to subsection

«dossier de consommation de substances intoxicantes» Dossier du détenu qui fait état des infractions disciplinaires visées à l’alinéa 40k) de la Loi dont il a été déclaré coupable. (*record of substance abuse*)

«échantillon d’urine» Échantillon d’urine à l’état pur en quantité suffisante pour en permettre l’analyse en laboratoire selon une méthode approuvée. (*sample*)

«échantillonneur» Agent ou personne autorisée dans les Directives du commissaire à recueillir les échantillons d’urine au nom du Service. (*collector*)

«laboratoire» Laboratoire autorisé dans les Directives du commissaire à faire l’analyse des échantillons d’urine. (*laboratory*)

«méthode approuvée» Méthode d’analyse des échantillons d’urine établie dans les Directives du commissaire. (*approved procedure*)

«positif» Se dit du résultat d’une analyse d’échantillon d’urine qui montre que l’échantillon d’urine contient une substance intoxicante en quantité égale ou supérieure à celle établie dans les Directives du commissaire. (*positive*)

#### Autorisation

**61.** (1) Le coordonnateur du programme de prises d’échantillons d’urine peut exercer le pouvoir conféré au directeur du pénitencier, aux termes de l’article 54 de la Loi, d’accorder l’autorisation préalable à une prise d’échantillon d’urine.

(2) Le coordonnateur du programme de prises d’échantillons d’urine peut exercer la fonction attribuée au directeur du pénitencier, aux termes du paragraphe 57(1) de la Loi, lui permettant de recevoir les observations du détenu avant la prise d’un échantillon d’urine.

#### Ordre de fournir un échantillon d’urine

**62.** Lorsque, en application de l’alinéa 54a) de la Loi, l’agent ordonne au détenu de fournir un échantillon d’urine et que, conformément au paragraphe 57(1) de la Loi, le détenu présente ses observations au directeur du pénitencier pour contester cet ordre, le directeur du péniten-

57(1) of the Act, the institutional head or urinalysis program co-ordinator shall

- (a) review the demand for a sample and the inmate's objections to determine whether there are reasonable grounds on which to require the sample; and
- (b) where the institutional head or urinalysis program co-ordinator determines that there are reasonable grounds, direct the inmate to provide the sample.

**63.** (1) For the purposes of paragraph 54(b) of the Act, the Service may establish a random selection urinalysis program for the purpose of ensuring the security of the penitentiary and the safety of persons by deterring the use of and trafficking in intoxicants in the penitentiary.

(2) A random selection urinalysis program shall provide for samples to be provided by inmates whose names have been chosen by random selection from among the names of the entire inmate population of the penitentiary.

**64.** (1) For the purposes of paragraph 54(c) of the Act,

- (a) any program or activity that requires that an inmate have access to the community or contact with a person from the community, where such access or contact could reasonably be expected to provide the inmate with an opportunity to have access to an intoxicant, is a prescribed program or activity; and
- (b) any treatment program that is designed to assist in the rehabilitation of an inmate who has a problem of substance abuse is a prescribed substance abuse treatment program.

(2) Urinalysis is a requirement for participation in a program or activity referred to in paragraph (1)(a) where an inmate requests authorization to participate in the program or activity and

- (a) has a record of substance abuse; or

cier ou le coordonnateur du programme de prises d'échantillons d'urine doit :

- a) examiner l'ordre de l'agent et les observations du détenu afin de déterminer s'il existe des motifs raisonnables d'exiger l'échantillon d'urine;
- b) s'il conclut qu'il existe des motifs raisonnables de le faire, ordonner au détenu de fournir l'échantillon d'urine.

**63.** (1) Pour l'application de l'alinéa 54b) de la Loi, le Service peut instaurer un programme de contrôle au hasard visant à garantir la sécurité du pénitencier et de quiconque et à prévenir l'usage et le trafic de substances intoxicantes à l'intérieur du pénitencier.

(2) Le programme de contrôle au hasard doit prévoir que chaque détenu doit fournir un échantillon d'urine lorsque son nom a été choisi au hasard parmi les noms de tous les détenus du pénitencier.

**64.** (1) Pour l'application de l'alinéa 54c) de la Loi :

- a) constitue un programme ou une activité impliquant des contacts avec la collectivité tout programme ou toute activité dans le cadre desquels le détenu est appelé à sortir dans la collectivité ou à entrer en contact avec une personne de la collectivité, lorsqu'il y a des motifs raisonnables de croire que cette sortie ou ce contact peuvent donner au détenu la possibilité d'avoir accès à une substance intoxicante;
- b) constitue un programme de désintoxication tout programme conçu pour favoriser la réadaptation du détenu souffrant d'une dépendance à l'égard d'une substance intoxicante.

(2) La prise et l'analyse d'échantillons d'urine sont des conditions de participation à un programme ou à une activité visés à l'alinéa (1)a) si le détenu qui demande l'autorisation d'y participer :

- a) soit a un dossier de consommation de substances intoxicantes;



(b) has been convicted of a disciplinary offence under paragraph 40(l) of the Act within two years of the request.

(3) Urinalysis is a requirement for participation in a substance abuse treatment program referred to in paragraph (1)(b) where an inmate requests authorization to participate in the program and urinalysis is an integral part of the program.

**65.** (1) For the purposes of section 55 of the Act, where an offender is required by a staff member to submit to urinalysis at regular intervals, the regular intervals shall be determined by assessing, in accordance with subsection (2), the risk of the offender not complying with a condition referred to in that section.

(2) In making an assessment pursuant to subsection (1), the following factors shall be taken into consideration:

- (a) the offender's record of substance abuse;
- (b) offences committed by the offender that were linked to substance abuse and for which the offender has been found guilty;
- (c) the ability of the offender to rehabilitate and reintegrate into the community, taking into account the offender's behavioural and emotional stability; and
- (d) the program and treatment needs of the offender.

(3) For the purposes of section 55 of the Act, where an offender is required to submit to urinalysis at regular intervals, the offender shall be informed of the length of the intervals.

(4) Where, pursuant to subsection 57(2) of the Act, an offender makes representations respecting the length of the intervals, the urinalysis program co-ordinator shall review the representations and confirm or vary the length of the intervals.

b) soit a été reconnu coupable d'une infraction disciplinaire selon l'alinéa 40/l) de la Loi dans les deux années précédant sa demande.

(3) La prise et l'analyse d'échantillons d'urine sont des conditions de participation au programme de désintoxication visé à l'alinéa (1)b) lorsque le détenu demande l'autorisation de participer à ce programme et que la prise et l'analyse d'échantillons d'urine font partie intégrante du programme.

**65.** (1) Pour l'application de l'article 55 de la Loi, lorsque l'agent ou toute autre personne autorisée oblige le délinquant à lui fournir régulièrement des échantillons d'urine, la fréquence des prises d'échantillons d'urine doit être établie par une évaluation, faite conformément au paragraphe (2), du risque que le délinquant ne se conforme pas aux conditions visées à cet article.

(2) L'évaluation visée au paragraphe (1) doit être faite compte tenu des facteurs suivants en ce qui concerne le délinquant :

- a) son dossier de consommation de substances intoxicantes;
- b) les infractions reliées à la consommation de substances intoxicantes pour lesquelles il a été reconnu coupable;
- c) sa capacité de réadaptation et de réinsertion sociale, compte tenu de sa stabilité comportementale et affective;
- d) ses besoins en fait de traitements ou de programmes.

(3) Pour l'application de l'article 55 de la Loi, le délinquant qui est tenu de fournir un échantillon d'urine à intervalles réguliers doit être informé de la fréquence des prises d'échantillons d'urine.

(4) Lorsque le délinquant présente ses observations au sujet de la fréquence des prises d'échantillons d'urine aux termes du paragraphe 57(2) de la Loi, le coordonnateur du programme de prises d'échantillons d'urine doit examiner ces observations et confirmer ou modifier la fréquence des prises d'échantillons d'urine.

*Collection of Samples*

**66.** (1) A sample shall be collected in the following manner:

- (a) a collector shall be of the same sex as the donor;
- (b) the collector shall ensure that the donor washes the donor's hands before providing a sample;
- (c) the collector shall provide the donor with a container for the sample and shall supervise as the donor provides the sample;
- (d) the collector shall give the donor up to two hours to provide a sample, from the time of a demand;
- (e) the collector shall ensure that the donor is kept separate from any other person except the collector and is supervised during the two hour period referred to in paragraph (d);
- (f) once the sample has been provided, the collector shall, in the presence of the donor,
  - (i) seal the container with a pre-numbered seal,
  - (ii) affix a label identifying the sample in such a manner that the identity of the donor is not disclosed to the laboratory,
  - (iii) initial the label to certify that the container contains the sample provided by that donor,
  - (iv) request the donor to initial the label and to certify in writing that the sample in the container was provided by that person, and
  - (v) where the person is unable or refuses to comply with a request referred to in subparagraph (iv), initial the label in the place of the donor and certify in writing, in the presence of another person, that the person who provided the sample was unable or refused to comply with the request; and
- (g) the collector shall maintain a record that indicates the number on the container that corresponds to the name of the donor.

*Prises des échantillons d'urine*

**66.** (1) La prise d'échantillon d'urine se fait de la manière suivante :

- a) l'échantillonneur doit être du même sexe que la personne qui fournit l'échantillon d'urine;
- b) il doit veiller à ce que la personne se lave les mains avant de fournir l'échantillon d'urine;
- c) il doit remettre à la personne un contenant pour son échantillon d'urine et la surveiller pendant qu'elle s'exécute;
- d) il doit accorder un délai de deux heures à la personne pour fournir l'échantillon d'urine à compter du moment de sa demande;
- e) il doit veiller à ce que la personne soit gardée à l'écart de toute autre personne que lui-même et reste sous surveillance pendant le délai de deux heures prévu à l'alinéa d);
- f) lorsque la personne lui remet l'échantillon d'urine, il doit, devant elle :
  - (i) sceller le contenant avec un sceau préalablement numéroté,
  - (ii) apposer sur le contenant une étiquette désignant l'échantillon de manière que l'identité de la personne ne soit pas révélée au laboratoire,
  - (iii) parafer l'étiquette pour attester que le contenant contient l'échantillon d'urine fourni par cette personne,
  - (iv) demander à la personne de parafer l'étiquette et d'attester par écrit que l'échantillon d'urine dans le contenant provient d'elle,
  - (v) si la personne est incapable ou refuse de se conformer à la demande visée au sous-alinéa (iv), parafer à sa place l'étiquette et attester par écrit, en présence d'un témoin, que la personne est incapable ou refuse de se conformer à cette demande;
- g) il doit garder un registre indiquant le numéro de contenant et le nom qui y correspond.

(2) Where a person fails to provide a sample in accordance with subsection (1), the person shall be considered to have refused to provide the sample.

*Testing of a Sample*

**67.** The testing of a sample shall be conducted in the following manner:

- (a) the urinalysis program co-ordinator shall, before sending the sample to a laboratory, enquire whether any over-the-counter or prescription medication was being taken by the donor at the time the sample was provided, and shall inform the laboratory of any such medication;
- (b) the sample shall be tested by the laboratory, using an approved procedure; and
- (c) if the result of the initial screening test is positive, a confirmation test shall be conducted on the sample.

*Reporting of Test Results*

**68.** (1) A laboratory shall submit to the urinalysis program co-ordinator a certificate and, where requested by the institutional head, an electronically transmitted copy of the certificate, that states the results of the test.

(2) The urinalysis program co-ordinator shall give the donor a copy of the laboratory certificate respecting the sample.

*Consequences of Positive Test Results*

**69.** For the purposes of a hearing of a disciplinary offence referred to in paragraph 40(k) of the Act, a certificate referred to in subsection 68(1) that states that the result of a urinalysis test is positive establishes, in the absence of evidence to the contrary, that the inmate who provided the sample has committed the offence.

**70.** For the purposes of a hearing or review respecting the contravention of a condition of release, a certificate

(2) Le défaut de fournir un échantillon d'urine conformément au paragraphe (1) est réputé être un refus de le fournir.

*Analyse des échantillons d'urine*

**67.** L'analyse de l'échantillon d'urine se fait de la manière suivante :

- a) avant d'envoyer l'échantillon d'urine au laboratoire, le coordonnateur du programme de prises d'échantillons d'urine doit demander à la personne qui fournit l'échantillon d'urine si elle consommait un médicament en vente libre ou sur ordonnance au moment de la prise d'échantillon d'urine et, le cas échéant, en informer le laboratoire;
- b) le laboratoire doit analyser l'échantillon d'urine selon une méthode approuvée;
- c) lorsque le résultat de l'analyse initiale est positif, le laboratoire doit procéder à une analyse de confirmation.

*Rapports des résultats d'analyses*

**68.** (1) Le laboratoire doit remettre une attestation du résultat de l'analyse au coordonnateur du programme de prises d'échantillons d'urine et, sur demande du directeur du pénitencier, en fournir une copie par transmission électronique.

(2) Le coordonnateur du programme de prises d'échantillons d'urine doit remettre une copie de l'attestation du laboratoire à la personne qui a fourni l'échantillon d'urine.

*Conséquences des résultats positifs*

**69.** Aux fins de toute audition d'une infraction disciplinaire visée à l'alinéa 40k) de la Loi, l'attestation visée au paragraphe 68(1) portant que le résultat de l'analyse d'échantillon d'urine est positif établit, jusqu'à preuve contraire, que le détenu qui a fourni l'échantillon a commis l'infraction en cause.

**70.** Aux fins de tout examen, réexamen, audition ou révision concernant le défaut de respecter une condition

referred to in subsection 68(1) that states that the result of a urinalysis test is positive establishes, in the absence of evidence to the contrary, that the offender who provided the sample has failed to comply with a condition referred to in section 55 of the Act.

**71.** Where an inmate is found guilty of a disciplinary offence referred to in paragraph 40(k) of the Act, the inmate may, in addition to any sanction imposed pursuant to subsection 44(1) of the Act, be required to provide a sample each month until three consecutive negative monthly samples have been provided.

**72.** Where an offender who is released by the National Parole Board is unable or refuses to provide a sample or provides, pursuant to section 55 of the Act, a sample that is positive the Service shall inform the National Parole Board, in writing, and shall

- (a) ensure that the offender is provided with counselling or other appropriate post-release intervention; or
- (b) proceed in accordance with section 135 of the Act.

#### USE OF FORCE

**73. (1)** Where a person suffers an injury or death in a penitentiary as a result of the use of force, any staff member who has knowledge of the incident shall immediately call health care staff to the scene and notify the institutional head or a staff member designated by the institutional head.

(2) Where the institutional head or staff member designated by the institutional head is notified pursuant to subsection (1) of a serious injury or a death, the institutional head or staff member shall, as soon as practicable,

- (a) notify the head of the region and the appropriate police department; and
- (b) submit a report to the regional head that details all of the circumstances that led to the injury or death.

de mise en liberté, l'attestation visée au paragraphe 68(1) portant que le résultat de l'analyse d'échantillon d'urine est positif établit, jusqu'à preuve contraire, que le délinquant qui a fourni l'échantillon ne s'est pas conformé à une condition visée à l'article 55 de la Loi.

**71.** En plus de toute peine qui lui est infligée aux termes du paragraphe 44(1) de la Loi, le détenu qui est déclaré coupable d'une infraction disciplinaire visée à l'alinéa 40k) de la Loi peut être tenu de fournir un échantillon d'urine tous les mois jusqu'à ce qu'il ait fourni trois échantillons négatifs successifs.

**72.** Lorsque le délinquant libéré par la Commission nationale des libérations conditionnelles est incapable ou refuse de fournir un échantillon d'urine ou que le résultat de l'analyse de l'échantillon d'urine qu'il fournit conformément à l'article 55 de la Loi est positif, le Service doit en informer par écrit la Commission nationale des libérations conditionnelles et doit, selon le cas :

- a) veiller à ce que le délinquant reçoive des services de counseling ou toute aide postlibératoire indiquée;
- b) prendre une mesure prévue à l'article 135 de la Loi.

#### USAGE DE LA FORCE

**73. (1)** Lorsque, dans un pénitencier, l'usage de la force occasionne une blessure grave ou un décès, tout agent qui a connaissance de l'incident doit appeler immédiatement sur les lieux le personnel des services de santé et informer le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui.

(2) Lorsque, conformément au paragraphe (1), le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui est informé d'une blessure grave ou d'un décès, il doit, aussitôt que possible :

- a) aviser le responsable de la région et le service de police compétent;
- b) fournir au responsable de la région un rapport exposant toutes les circonstances entourant la blessure ou le décès.

OFFENDER GRIEVANCE PROCEDURE

**74. (1)** Where an offender is dissatisfied with an action or a decision by a staff member, the offender may submit a written complaint, preferably in the form provided by the Service, to the supervisor of that staff member.

(2) Where a complaint is submitted pursuant to subsection (1), every effort shall be made by staff members and the offender to resolve the matter informally through discussion.

(3) Subject to subsections (4) and (5), a supervisor shall review a complaint and give the offender a copy of the supervisor's decision as soon as practicable after the offender submits the complaint.

(4) A supervisor may refuse to review a complaint submitted pursuant to subsection (1) where, in the opinion of the supervisor, the complaint is frivolous or vexatious or is not made in good faith.

(5) Where a supervisor refuses to review a complaint pursuant to subsection (4), the supervisor shall give the offender a copy of the supervisor's decision, including the reasons for the decision, as soon as practicable after the offender submits the complaint.

**75.** Where a supervisor refuses to review a complaint pursuant to subsection 74(4) or where an offender is not satisfied with the decision of a supervisor referred to in subsection 74(3), the offender may submit a written grievance, preferably in the form provided by the Service,

(a) to the institutional head or to the director of the parole district, as the case may be; or

(b) if the institutional head or director is the subject of the grievance, to the Commissioner.

SOR/2013-181, s. 1.

**76. (1)** The institutional head, director of the parole district or Commissioner, as the case may be, shall review a grievance to determine whether the subject-matter of the grievance falls within the jurisdiction of the Service.

PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DE GRIEFS DES DÉLINQUANTS

**74. (1)** Lorsqu'il est insatisfait d'une action ou d'une décision de l'agent, le délinquant peut présenter une plainte au supérieur de cet agent, par écrit et de préférence sur une formule fournie par le Service.

(2) Les agents et le délinquant qui a présenté une plainte conformément au paragraphe (1) doivent prendre toutes les mesures utiles pour régler la question de façon informelle.

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), le supérieur doit examiner la plainte et fournir copie de sa décision au délinquant aussitôt que possible après que celui-ci a présenté sa plainte.

(4) Le supérieur peut refuser d'examiner une plainte présentée conformément au paragraphe (1) si, à son avis, la plainte est futile ou vexatoire ou n'est pas faite de bonne foi.

(5) Lorsque, conformément au paragraphe (4), le supérieur refuse d'examiner une plainte, il doit fournir au délinquant une copie de sa décision motivée aussitôt que possible après que celui-ci a présenté sa plainte.

**75.** Lorsque, conformément au paragraphe 74(4), le supérieur refuse d'examiner la plainte ou que la décision visée au paragraphe 74(3) ne satisfait pas le délinquant, celui-ci peut présenter un grief, par écrit et de préférence sur une formule fournie par le Service :

a) soit au directeur du pénitencier ou au directeur de district des libérations conditionnelles, selon le cas;

b) soit, si c'est le directeur du pénitencier ou le directeur de district des libérations conditionnelles qui est mis en cause, au commissaire.

DORS/2013-181, art. 1.

**76. (1)** Le directeur du pénitencier, le directeur de district des libérations conditionnelles ou le commissaire, selon le cas, examine le grief afin de déterminer s'il relève de la compétence du Service.

(2) Where the subject-matter of a grievance does not fall within the jurisdiction of the Service, the person who is reviewing the grievance pursuant to subsection (1) shall advise the offender in writing and inform the offender of any other means of redress available.

SOR/2013-181, s. 2.

**77.** (1) In the case of an inmate's grievance, where there is an inmate grievance committee in the penitentiary, the institutional head may refer the grievance to that committee.

(2) An inmate grievance committee shall submit its recommendations respecting an inmate's grievance to the institutional head as soon as practicable after the grievance is referred to the committee.

(3) The institutional head shall give the inmate a copy of the institutional head's decision as soon as practicable after receiving the recommendations of the inmate grievance committee.

**78.** The person who is reviewing a grievance pursuant to section 75 shall give the offender a copy of the person's decision as soon as practicable after the offender submits the grievance.

**79.** (1) Where the institutional head makes a decision respecting an inmate's grievance, the inmate may request that the institutional head refer the inmate's grievance to an outside review board, and the institutional head shall refer the grievance to an outside review board.

(2) The outside review board shall submit its recommendations to the institutional head as soon as practicable after the grievance is referred to the board.

(3) The institutional head shall give the inmate a copy of the institutional head's decision as soon as practicable after receiving the recommendations of the outside review board.

**80.** (1) If an offender is not satisfied with a decision of the institutional head or director of the parole district respecting their grievance, they may appeal the decision to the Commissioner.

(2) Lorsque le grief porte sur un sujet qui ne relève pas de la compétence du Service, la personne qui a examiné le grief conformément au paragraphe (1) doit en informer le délinquant par écrit et lui indiquer les autres recours possibles.

DORS/2013-181, art. 2.

**77.** (1) Dans le cas d'un grief présenté par le détenu, lorsqu'il existe un comité d'examen des griefs des détenus dans le pénitencier, le directeur du pénitencier peut transmettre le grief à ce comité.

(2) Le comité d'examen des griefs des détenus doit présenter au directeur ses recommandations au sujet du grief du détenu aussitôt que possible après en avoir été saisi.

(3) Le directeur du pénitencier doit remettre au détenu une copie de sa décision aussitôt que possible après avoir reçu les recommandations du comité d'examen des griefs des détenus.

**78.** La personne qui examine un grief selon l'article 75 doit remettre copie de sa décision au délinquant aussitôt que possible après que le détenu a présenté le grief.

**79.** (1) Lorsque le directeur du pénitencier rend une décision concernant le grief du détenu, celui-ci peut demander que le directeur transmette son grief à un comité externe d'examen des griefs, et le directeur doit accéder à cette demande.

(2) Le comité externe d'examen des griefs doit présenter au directeur du pénitencier ses recommandations au sujet du grief du détenu aussitôt que possible après en avoir été saisi.

(3) Le directeur du pénitencier doit remettre au détenu une copie de sa décision aussitôt que possible après avoir reçu les recommandations du comité externe d'examen des griefs.

**80.** (1) Lorsque le délinquant est insatisfait de la décision rendue au sujet de son grief par le directeur du pénitencier ou par le directeur de district des libérations conditionnelles, il peut en appeler au commissaire.

(2) [Repealed, SOR/2013-181, s. 3]

(3) The Commissioner shall give the offender a copy of his or her decision, including the reasons for the decision, as soon as feasible after the offender submits an appeal.

SOR/2013-181, s. 3.

**80.1** A senior staff member may, on the Commissioner's behalf, make a decision in respect of a grievance submitted under paragraph 75(b) or an appeal submitted under subsection 80(1) if the staff member

- (a) holds a position equal to or higher in rank than that of assistant deputy minister; and
- (b) is designated by name or position for that purpose in a Commissioner's Directive.

SOR/2013-181, s. 4.

**81.** (1) Where an offender decides to pursue a legal remedy for the offender's complaint or grievance in addition to the complaint and grievance procedure referred to in these Regulations, the review of the complaint or grievance pursuant to these Regulations shall be deferred until a decision on the alternate remedy is rendered or the offender decides to abandon the alternate remedy.

(2) Where the review of a complaint or grievance is deferred pursuant to subsection (1), the person who is reviewing the complaint or grievance shall give the offender written notice of the decision to defer the review.

**82.** In reviewing an offender's complaint or grievance, the person reviewing the complaint or grievance shall take into consideration

- (a) any efforts made by staff members and the offender to resolve the complaint or grievance, and any recommendations resulting therefrom;
- (b) any recommendations made by an inmate grievance committee or outside review board; and
- (c) any decision made respecting an alternate remedy referred to in subsection 81(1).

(2) [Abrogé, DORS/2013-181, art. 3]

(3) Le commissaire transmet au délinquant copie de sa décision motivée aussitôt que possible après que le délinquant a interjeté appel.

DORS/2013-181, art. 3.

**80.1** L'agent supérieur peut, au nom du commissaire, rendre une décision relativement à un grief présenté en vertu de l'alinéa 75b) ou à un appel interjeté en vertu du paragraphe 80(1) si, à la fois, il :

- a) occupe un poste de niveau égal ou supérieur à celui du sous-ministre adjoint;
- b) est désigné à cette fin dans les Directives du commissaire soit expressément, soit en fonction du poste qu'il occupe.

DORS/2013-181, art. 4.

**81.** (1) Lorsque le délinquant décide de prendre un recours judiciaire concernant sa plainte ou son grief, en plus de présenter une plainte ou un grief selon la procédure prévue dans le présent règlement, l'examen de la plainte ou du grief conformément au présent règlement est suspendu jusqu'à ce qu'une décision ait été rendue dans le recours judiciaire ou que le détenu s'en désiste.

(2) Lorsque l'examen de la plainte ou du grief est suspendu conformément au paragraphe (1), la personne chargée de cet examen doit en informer le délinquant par écrit.

**82.** Lors de l'examen de la plainte ou du grief, la personne chargée de cet examen doit tenir compte :

- a) des mesures prises par les agents et le délinquant pour régler la question sur laquelle porte la plainte ou le grief et des recommandations en découlant;
- b) des recommandations faites par le comité d'examen des griefs des détenus et par le comité externe d'examen des griefs;
- c) de toute décision rendue dans le recours judiciaire visé au paragraphe 81(1).



## LIVING CONDITIONS

### *Physical Conditions*

**83.** (1) The Service shall, to ensure a safe and healthful penitentiary environment, ensure that all applicable federal health, safety, sanitation and fire laws are complied with in each penitentiary and that every penitentiary is inspected regularly by the persons responsible for enforcing those laws.

(2) The Service shall take all reasonable steps to ensure the safety of every inmate and that every inmate is

- (a) adequately clothed and fed;
- (b) provided with adequate bedding;
- (c) provided with toilet articles and all other articles necessary for personal health and cleanliness; and
- (d) given the opportunity to exercise for at least one hour every day outdoors, weather permitting, or indoors where the weather does not permit exercising outdoors.

### *Inmates' Effects*

**84.** The institutional head shall take all reasonable steps to ensure that the effects of an inmate that are permitted to be taken into and kept in the penitentiary are protected from loss or damage.

**85.** (1) Subject to subsections (2) to (4), where an inmate escapes, the institutional head may dispose of the inmate's personal effects

- (a) in the case of effects other than legal or official documents, two years after the date of the escape; and
- (b) in the case of legal or official documents, seven years after the date of the escape.

(2) The institutional head shall not dispose of an inmate's effects under subsection (1) unless the institutional head has taken all reasonable steps to determine

- (a) that the inmate is not in custody in Canada;

## CONDITIONS DE DÉTENTION

### *Conditions matérielles*

**83.** (1) Pour assurer un milieu pénitentiaire sain et sécuritaire, le Service doit veiller à ce que chaque pénitencier soit conforme aux exigences des lois fédérales applicables en matière de santé, de sécurité, d'hygiène et de prévention des incendies et qu'il soit inspecté régulièrement par les responsables de l'application de ces lois.

(2) Le Service doit prendre toutes les mesures utiles pour que la sécurité de chaque détenu soit garantie et que chaque détenu :

- a) soit habillé et nourri convenablement;
- b) reçoive une literie convenable;
- c) reçoive des articles de toilette et tous autres objets nécessaires à la propreté et à l'hygiène personnelles;
- d) ait la possibilité de faire au moins une heure d'exercice par jour, en plein air si le temps le permet ou, dans le cas contraire, à l'intérieur.

### *Effets personnels des détenus*

**84.** Le directeur du pénitencier doit prendre toutes les mesures utiles pour garantir que les effets personnels que le détenu est autorisé à apporter et à garder dans le pénitencier soient protégés contre la perte et les dommages.

**85.** (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4), le directeur du pénitencier dont un détenu s'est évadé peut disposer des effets personnels de celui-ci :

- a) à l'expiration d'un délai de deux ans après la date de l'évasion, dans le cas des effets autres que les documents juridiques ou officiels;
- b) à l'expiration d'un délai de sept ans après la date de l'évasion, dans le cas des documents juridiques ou officiels.

(2) Le directeur du pénitencier ne peut disposer des effets personnels du détenu en application du paragraphe (1) tant qu'il n'a pas pris toutes les mesures utiles pour établir que :

- a) le détenu n'est pas sous garde au Canada;

(b) that, where the inmate is in custody in a foreign state, no extradition application is contemplated and the inmate has not applied to the foreign state for a transfer to Canada pursuant to an agreement between that state and Canada; and

(c) that the inmate does not have a next of kin to whom the effects can be sent.

(3) Where the institutional head disposes of an inmate's personal effects, other than legal or official documents, under subsection (1), the institutional head may

(a) give the effects to a charitable organization located in the vicinity of the penitentiary;

(b) destroy the effects, if the effects are unusable; or

(c) remit the effects to Her Majesty in right of Canada.

(4) Where the institutional head, under subsection (1), disposes of an inmate's personal effects that are legal or official documents, the institutional head shall dispose of the effects in accordance with the instructions of the Public Trustee or other appropriate official of the province in which the penitentiary is located.

#### *Interviews*

**86.** The Commissioner shall, while visiting a penitentiary, provide a reasonable opportunity for an interview with any inmate who has a concern respecting any matter referred to in section 70 of the Act and who requests an interview with the Commissioner.

**87.** The institutional head shall provide any inmate who requests an interview with the institutional head with a reasonable opportunity for an interview.

#### *Correspondence*

**88.** The Service shall ensure that a person is available to any inmate who is unable to read or write to assist the inmate in preparing and reading the inmate's correspondence

(a) in the official language of the inmate's choice; or

b) si le détenu est sous garde dans un État étranger, aucune demande d'extradition n'est envisagée et que le détenu n'a pas présenté à l'État étranger une demande de transfèrement au Canada en vertu d'une entente intervenue entre cet État et le Canada;

c) le détenu n'a pas de proche parent auquel ses effets personnels peuvent être envoyés.

(3) Le directeur du pénitencier qui, en application du paragraphe (1), dispose des effets personnels du détenu autres que des documents juridiques ou officiels peut :

a) soit les remettre à un organisme de charité situé dans les environs du pénitencier;

b) soit les détruire, s'ils sont inutilisables;

c) soit les remettre à Sa Majesté du chef du Canada.

(4) Le directeur du pénitencier qui, en application du paragraphe (1), dispose des effets personnels du détenu qui sont des documents juridiques ou officiels doit se conformer aux directives du Curateur public ou de tout autre fonctionnaire compétent de la province où est situé le pénitencier.

#### *Entretiens*

**86.** Le commissaire qui visite un pénitencier doit, dans des limites raisonnables, accorder à tout détenu la possibilité de s'entretenir avec lui lorsque le détenu en fait la demande et que l'objet de l'entretien est une question visée à l'article 70 de la Loi.

**87.** Le directeur du pénitencier doit, dans des limites raisonnables, accorder à tout détenu qui en fait la demande la possibilité de s'entretenir avec lui.

#### *Correspondance*

**88.** Le Service doit veiller à ce que tout détenu qui ne sait ni lire ni écrire reçoive l'aide nécessaire pour lire et rédiger sa correspondance :

a) soit dans la langue officielle de son choix;

b) soit, si c'est possible, dans toute autre langue de son choix.

(b) where practicable, in another language of the inmate's choice.

**89.** (1) Subject to subsection 94(1), a staff member may inspect an envelope or a package sent or received by an inmate to the extent necessary to determine whether the envelope or package contains contraband, but the staff member may not read the contents of the envelope or package.

(2) Sections 57 to 59 apply in respect of contraband that is in the possession of the Service as a result of an inspection referred to in subsection (1).

#### *Visits*

**90.** (1) Every inmate shall have a reasonable opportunity to meet with a visitor without a physical barrier to personal contact unless

(a) the institutional head or a staff member designated by the institutional head believes on reasonable grounds that the barrier is necessary for the security of the penitentiary or the safety of any person; and

(b) no less restrictive measure is available.

(2) The institutional head or a staff member designated by the institutional head may, for the purpose of protecting the security of the penitentiary or the safety of any person, authorize the visual supervision of a visiting area by a staff member or a mechanical device, and the supervision shall be carried out in the least obtrusive manner necessary in the circumstances.

(3) The Service shall ensure that every inmate can meet with the inmate's legal counsel in private interview facilities.

**91.** (1) Subject to section 93, the institutional head or a staff member designated by the institutional head may authorize the refusal or suspension of a visit to an inmate where the institutional head or staff member believes on reasonable grounds

(a) that, during the course of the visit, the inmate or visitor would

**89.** (1) Sous réserve du paragraphe 94(1), l'agent peut inspecter une enveloppe ou un colis envoyé ou reçu par le détenu dans la mesure nécessaire pour s'assurer que l'enveloppe ou le colis ne contient pas d'objet interdit; il ne peut pas cependant en lire le contenu.

(2) Les articles 57 à 59 s'appliquent aux objets interdits qui sont en la possession du Service à la suite d'une inspection visée au paragraphe (1).

#### *Visites*

**90.** (1) Tout détenu doit, dans des limites raisonnables, avoir la possibilité de recevoir des visiteurs dans un endroit exempt de séparation qui empêche les contacts physiques, à moins que :

a) le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui n'ait des motifs raisonnables de croire que la séparation est nécessaire pour la sécurité du pénitencier ou de quiconque;

b) il n'existe aucune solution moins restrictive.

(2) Afin d'assurer la sécurité du pénitencier ou de quiconque, le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui peut autoriser une surveillance du secteur des visites, par un agent ou avec des moyens techniques, et cette surveillance doit se faire de la façon la moins gênante possible dans les circonstances.

(3) Le Service doit veiller à ce que chaque détenu puisse s'entretenir avec son avocat dans un local assurant à l'entrevue un caractère confidentiel.

**91.** (1) Sous réserve de l'article 93, le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui peut autoriser l'interdiction ou la suspension d'une visite au détenu lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire :

a) d'une part, que le détenu ou le visiteur risque, au cours de la visite :

(i) jeopardize the security of the penitentiary or the safety of any person, or

(ii) plan or commit a criminal offence; and

(b) that restrictions on the manner in which the visit takes place would not be adequate to control the risk.

(2) Where a refusal or suspension is authorized under subsection (1),

(a) the refusal or suspension may continue for as long as the risk referred to in that subsection continues; and

(b) the institutional head or staff member shall promptly inform the inmate and the visitor of the reasons for the refusal or suspension and shall give the inmate and the visitor an opportunity to make representations with respect thereto.

**92.** (1) Subject to section 93, the institutional head or a staff member designated by the institutional head may authorize a complete suspension of the visiting rights of all inmates in a penitentiary where the security of the penitentiary is significantly jeopardized and no less restrictive measure is available.

(2) Every complete suspension of visiting rights under subsection (1), shall be reviewed by

(a) the head of the region on or before the fifth day of the suspension; and

(b) by the Commissioner on or before the fourteenth day of the suspension.

#### *Visits by Parliamentarians and Judges*

**93.** (1) No institutional head shall authorize the refusal or suspension of a visit, pursuant to section 72 of the Act, of a member of the House of Commons, a Senator or a judge, unless the institutional head believes on reasonable grounds

(a) that the visit would jeopardize the security of the penitentiary or the safety of any person; and

(b) that restrictions on the manner in which the visit takes place would not be adequate to control the risk.

(i) soit de compromettre la sécurité du pénitencier ou de quiconque,

(ii) soit de préparer ou de commettre un acte criminel;

b) d'autre part, que l'imposition de restrictions à la visite ne permettrait pas d'enrayer le risque.

(2) Lorsque l'interdiction ou la suspension a été autorisée en vertu du paragraphe (1):

a) elle reste en vigueur tant que subsiste le risque visé à ce paragraphe;

b) le directeur du pénitencier ou l'agent doit informer promptement le détenu et le visiteur des motifs de cette mesure et leur fournir la possibilité de présenter leurs observations à ce sujet.

**92.** (1) Sous réserve de l'article 93, le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui peut autoriser la suspension complète des droits de visite de tous les détenus du pénitencier lorsque la sécurité de celui-ci est sérieusement menacée et qu'il n'existe aucune autre solution moins restrictive.

(2) La suspension des droits de visite visée au paragraphe (1) doit être revue :

a) dans les cinq jours d'application de cette mesure, par le responsable de la région;

b) dans les 14 jours d'application de cette mesure, par le commissaire.

#### *Visites de parlementaires ou de juges*

**93.** (1) Le directeur du pénitencier ne peut autoriser l'interdiction ou la suspension d'une visite qu'un député de la Chambre des communes, un sénateur ou un juge rendent à tout détenu aux termes de l'article 72 de la Loi à moins d'avoir des motifs raisonnables de croire :

a) d'une part, que la visite risque de compromettre la sécurité du pénitencier ou de quiconque;

b) d'autre part, que l'imposition de restrictions à la visite ne permettrait pas d'enrayer le risque.

(2) Where the institutional head authorizes a refusal or suspension under subsection (1), the institutional head shall promptly inform the member of the House of Commons, the Senator or the judge and, where applicable, the inmate being visited of the reasons for the refusal or suspension and shall give the member of the House of Commons, the Senator or the judge and, where applicable, the inmate an opportunity to make representations with respect thereto.

*Intercepting Communications*

**94.** (1) Subject to subsection (2), the institutional head or a staff member designated by the institutional head may authorize, in writing, that communications between an inmate and a member of the public, including letters, telephone conversations and communications in the course of a visit, be opened, read, listened to or otherwise intercepted by a staff member or a mechanical device, where the institutional head or staff member believes on reasonable grounds

(a) that the communications contain or will contain evidence of

(i) an act that would jeopardize the security of the penitentiary or the safety of any person, or

(ii) a criminal offence or a plan to commit a criminal offence; and

(b) that interception of the communications is the least restrictive measure available in the circumstances.

(2) No institutional head or staff member designated by the institutional head shall authorize the opening of, reading of, listening to or otherwise intercepting of communications between an inmate and a person set out in the schedule, by a staff member or a mechanical device, unless the institutional head or staff member believes on reasonable grounds

(a) that the grounds referred to in subsection (1) exist; and

(b) that the communications are not or will not be the subject of a privilege.

(2) Lorsque le directeur du pénitencier autorise l'interdiction ou la suspension d'une visite en application du paragraphe (1), il doit informer promptement le député, le sénateur ou le juge, et, le cas échéant, le détenu en cause des motifs de cette mesure et leur donner la possibilité de présenter leurs observations à ce sujet.

*Interception des communications*

**94.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui peut autoriser par écrit que des communications entre le détenu et un membre du public soient interceptées de quelque manière que ce soit par un agent ou avec un moyen technique, notamment que des lettres soient ouvertes et lues et que des conversations faites par téléphone ou pendant les visites soient écoutées, lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire :

a) d'une part, que la communication contient ou contiendra des éléments de preuve relatifs :

(i) soit à un acte qui compromettrait la sécurité du pénitencier ou de quiconque,

(ii) soit à une infraction criminelle ou à un plan en vue de commettre une infraction criminelle;

b) d'autre part, que l'interception des communications est la solution la moins restrictive dans les circonstances.

(2) Ni le directeur du pénitencier ni l'agent désigné par lui ne peuvent autoriser l'interception de communications entre le détenu et une personne désignée à l'annexe par un agent ou par un moyen technique, notamment l'ouverture, la lecture ou l'écoute, à moins qu'ils n'aient des motifs raisonnables de croire :

a) d'une part, que les motifs mentionnés au paragraphe (1) existent;

b) d'autre part, que les communications n'ont pas ou n'auront pas un caractère privilégié.

(3) Where a communication is intercepted under subsection (1) or (2), the institutional head or staff member designated by the institutional head shall promptly inform the inmate, in writing, of the reasons for the interception and shall give the inmate an opportunity to make representations with respect thereto, unless the information would adversely affect an ongoing investigation, in which case the inmate shall be informed of the reasons and given an opportunity to make representations with respect thereto on completion of the investigation.

**95.** (1) The institutional head or a staff member designated by the institutional head may prevent an inmate from communicating with a person by mail or telephone if

(a) the institutional head or staff member believes on reasonable grounds that the safety of any person would be jeopardized; or

(b) the intended recipient of the communication, or the parent or guardian of the intended recipient where the intended recipient is a minor, submits a request in writing to the institutional head or staff member that the intended recipient not receive any communication from the inmate.

(2) Where an inmate is prevented under subsection (1) from communicating with a person, the institutional head or staff member designated by the institutional head, as the case may be, shall promptly inform the inmate, in writing, of the reasons and shall give the inmate an opportunity to make representations with respect thereto.

*Publications, Video and Audio Materials, Films and Computer Programs*

**96.** (1) The institutional head or a staff member designated by the institutional head may prohibit the entry into the penitentiary or the circulation within the penitentiary of any publication, video or audio material, film or computer program that the institutional head or staff member believes on reasonable grounds would jeopardize the security of the penitentiary or the safety of any person.

(3) Lorsqu'une communication est interceptée en application des paragraphes (1) ou (2), le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui doit aviser le détenu, promptement et par écrit, des motifs de cette mesure et lui donner la possibilité de présenter ses observations à ce sujet, à moins que cet avis ne risque de nuire à une enquête en cours, auquel cas l'avis au détenu et la possibilité de présenter ses observations doivent être donnés à la conclusion de l'enquête.

**95.** (1) Le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui peut empêcher le détenu de communiquer, par lettre ou par téléphone, avec quiconque lorsque, selon le cas :

a) il a des motifs raisonnables de croire que la sécurité de quiconque serait menacée;

b) le destinataire, ou le père, la mère ou le tuteur du destinataire, si celui-ci est mineur, en fait la demande par écrit au directeur du pénitencier ou à l'agent désigné par lui.

(2) Lorsque le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui empêche le détenu de communiquer avec une personne en application du paragraphe (1), il doit aviser le détenu des motifs de cette mesure, promptement et par écrit, et lui donner la possibilité de présenter ses observations à ce sujet.

*Publications, enregistrements vidéo et audio, films et programmes informatiques*

**96.** (1) Le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui peut interdire l'introduction dans le pénitencier, ou la circulation à l'intérieur du pénitencier, de publications, d'enregistrements vidéo et audio, de films ou de programmes informatiques lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que ceux-ci compromettraient la sécurité du pénitencier ou de quiconque.

(2) The institutional head or a staff member designated by the institutional head may prohibit the use by an inmate, including the display of, any publication, video or audio material, film or computer program that the institutional head or staff member believes on reasonable grounds

- (a) would likely be viewed by other persons; and
- (b) would undermine a person's sense of personal dignity by demeaning the person or causing personal humiliation or embarrassment to a person, on the basis of race, national or ethnic origin, colour, religion or sex.

*Access to Legal Counsel and Legal and Non-Legal Materials*

97. (1) The Service shall ensure that each inmate is given, on arrest, an opportunity to retain and instruct legal counsel without delay and that every inmate is informed of their right thereto.

(2) The Service shall ensure that every inmate is given a reasonable opportunity to retain and instruct legal counsel without delay and that every inmate is informed of the inmate's right to legal counsel where the inmate

- (a) is placed in administrative segregation; or
- (b) is the subject of a proposed involuntary transfer pursuant to section 12 or has been the subject of an emergency transfer pursuant to section 13.

(3) The Service shall ensure that every inmate has reasonable access to

- (a) legal counsel and legal reading materials;
- (b) non-legal materials, including
  - (i) Commissioner's Directives, and
  - (ii) regional instructions and institutional standing orders, except those relating to security matters; and
- (c) a commissioner for taking oaths and affidavits.

(2) Le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui peut interdire au détenu d'utiliser, notamment d'exposer, une publication, un enregistrement vidéo ou audio, un film ou un programme informatique lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que ceux-ci :

- a) seraient probablement vus par d'autres personnes;
- b) porteraient atteinte à la dignité d'une autre personne en la dégradant, en l'humiliant ou en l'embarassant pour des motifs de race, d'origine nationale ou ethnique, de couleur, de religion ou de sexe.

*Accès aux avocats et aux publications juridiques et non juridiques*

97. (1) Le Service doit veiller à ce que, dès son arrestation, le détenu ait la possibilité d'avoir recours sans délai à l'assistance d'un avocat et de lui donner des instructions et que le détenu soit informé de ce droit.

(2) Le Service doit veiller à ce que le détenu ait la possibilité, dans des limites raisonnables, d'avoir recours sans délai à l'assistance d'un avocat et de lui donner des instructions et que le détenu soit informé de ce droit :

- a) soit lorsqu'il est mis en isolement préventif;
- b) soit lorsqu'il fait l'objet d'un projet de transfèrement imposé en application de l'article 12 ou d'un transfèrement d'urgence, en application de l'article 13.

(3) Le Service doit veiller à ce que le détenu ait accès, dans des limites raisonnables :

- a) à un avocat et à des textes juridiques;
- b) à des textes non juridiques, y compris :
  - (i) les Directives du commissaire,
  - (ii) les instructions régionales et les ordres permanents du pénitencier, sauf ceux qui portent sur les questions de sécurité;
- c) à un commissaire aux serments.



*Inmate Assembly and Association*

**98.** (1) The institutional head or a staff member designated by the institutional head may

(a) for the purpose of protecting the security of the penitentiary or the safety of any person, direct a staff member or other person to observe any assembly of inmates; or

(b) where the institutional head or staff member believes on reasonable grounds that any assembly of inmates or the activities of any inmate organization or committee would jeopardize the security of the penitentiary or the safety of any person, prohibit the assembly or activities.

(2) Where the institutional head or staff member designated by the institutional head prohibits an assembly or activities under paragraph (1)(b), the institutional head or staff member shall give the inmates' representative

(a) written notice of the prohibition, including the reasons for the prohibition; and

(b) an opportunity to make representations with respect thereto.

**99.** (1) The institutional head or a staff member designated by the institutional head may prohibit an inmate from participating in an assembly of inmates or in the activities of an inmate organization or committee if the institutional head or staff member believes on reasonable grounds that the inmate's participation would jeopardize the security of the penitentiary or the safety of any person.

(2) Where the institutional head or staff member designated by the institutional head prohibits an inmate from participating in an assembly or activities under subsection (1), the institutional head or staff member shall give the inmate

(a) written notice of the prohibition, including the reasons for the prohibition; and

(b) an opportunity to make representations with respect thereto.

*Liberté d'association et de réunion*

**98.** (1) Le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui peut :

a) soit, afin d'assurer la sécurité du pénitencier ou de quiconque, ordonner à un agent ou à une autre personne d'observer toute réunion de détenus;

b) soit, lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une réunion de détenus ou des activités d'une organisation ou d'un comité de détenus menacent la sécurité du pénitencier ou de quiconque, interdire cette réunion ou ces activités.

(2) Lorsque le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui interdit une réunion de détenus ou des activités d'une organisation ou d'un comité de détenus en application de l'alinéa (1)b), il doit donner au représentant des détenus :

a) un avis écrit de l'interdiction et ses motifs;

b) la possibilité de présenter ses observations à ce sujet.

**99.** (1) Le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui peut interdire au détenu de prendre part à une réunion de détenus ou à des activités d'une organisation ou d'un comité de détenus lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que la participation du détenu compromettrait la sécurité du pénitencier ou de quiconque.

(2) Lorsque le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui interdit au détenu de prendre part à une réunion ou à des activités d'une organisation ou d'un comité de détenus en application du paragraphe (1), il doit donner au détenu :

a) un avis écrit de l'interdiction et ses motifs;

b) la possibilité de présenter ses observations à ce sujet.

*Religion and Spirituality*

**100.** (1) Every inmate shall be entitled to express the inmate's religion or spirituality in accordance with section 75 of the Act to the extent that the expression of the inmate's religion or spirituality does not

- (a) jeopardize the security of the penitentiary or the safety of any person; or
- (b) involve contraband.

(2) Sections 98 and 99 apply in respect of any assembly of inmates held for the purpose of expressing a religion or spirituality.

**101.** The Service shall ensure that, where practicable, the necessities that are not contraband and that are reasonably required by an inmate for the inmate's religion or spirituality are made available to the inmate, including

- (a) interfaith chaplaincy services;
- (b) facilities for the expression of the religion or spirituality;
- (c) a special diet as required by the inmate's religious or spiritual tenets; and
- (d) the necessities related to special religious or spiritual rites of the inmate.

PROGRAMS FOR INMATES

*Correctional Plans*

**102.** (1) The institutional head shall ensure that a correctional plan for an inmate is developed as soon as practicable after the reception of the inmate in the penitentiary, and is maintained, with the inmate to ensure that the inmate receives the most effective programs at the appropriate time in the inmate's sentence to prepare the inmate for reintegration into the community, on release, as a law-abiding citizen.

(2) When considering program selection for, or the transfer or conditional release of, an inmate, the Service shall take into account the inmate's progress towards

*Religion et vie spirituelle*

**100.** (1) Tout détenu a droit de pratiquer sa religion ou sa vie spirituelle conformément à l'article 75 de la Loi, dans la mesure où cette pratique ou cette vie spirituelle :

- a) ne compromet pas la sécurité du pénitencier ou de quiconque;
- b) ne comporte pas d'objets interdits.

(2) Les articles 98 et 99 s'appliquent à toute réunion de détenus ayant pour objet la pratique de la religion ou de vie spirituelle.

**101.** Dans la mesure du possible, le Service doit veiller à ce que soit mis à la disposition du détenu, exception faite des objets interdits, ce qui est raisonnablement nécessaire pour sa religion ou sa vie spirituelle, y compris :

- a) un service d'aumônerie interconfessionnel;
- b) des locaux pour la pratique religieuse ou la vie spirituelle;
- c) le régime alimentaire particulier imposé par la religion ou la vie spirituelle du détenu;
- d) ce qui est nécessaire pour les rites religieux ou spirituels particuliers du détenu.

PROGRAMMES POUR LES DÉTENUS

*Plans correctionnels*

**102.** (1) Le directeur du pénitencier doit veiller à ce qu'un plan correctionnel soit élaboré avec le détenu le plus tôt possible après son admission au pénitencier et qu'un suivi de ce plan soit fait avec le détenu afin de lui assurer les meilleurs programmes aux moments opportuns pendant l'exécution de sa peine dans le but de le préparer à sa réinsertion sociale à titre de citoyen respectueux des lois.

(2) Dans le choix d'un programme pour le détenu ou dans la prise de la décision de le transférer ou de le mettre en liberté sous condition, le Service doit tenir compte des progrès accomplis par le détenu en vue de la

meeting the objectives set out in the inmate's correctional plan.

*Exemption from Work*

**103.** No person shall require an inmate to perform work that a qualified medical practitioner has certified the inmate is not physically fit to perform.

*Inmate Pay*

**104.** (1) Subject to subsection (3), where an inmate, without reasonable excuse, refuses to participate in a program for which the inmate is paid pursuant to section 78 of the Act or leaves that program, the institutional head or a staff member designated by the institutional head may

- (a) suspend the inmate's participation in the program for a specified period of not more than six weeks; or
- (b) terminate the inmate's participation in the program.

(2) Where the institutional head or staff member suspends participation in a program under subsection (1), the inmate shall not be paid during the period of the suspension.

(3) Where the institutional head or a staff member designated by the institutional head suspends or terminates participation in a program under subsection (1), the institutional head or staff member may reduce or cancel the period of the suspension or cancel the termination where

- (a) taking into account all of the circumstances of the case, it is reasonable to do so; and
- (b) the inmate indicates a willingness to resume the program.

(4) [Repealed, SOR/96-108, s. 1]

SOR/96-108, s. 1.

réalisation des objectifs fixés dans son plan correctionnel.

*Exemption de travail*

**103.** Nul ne peut exiger du détenu qu'il accomplisse un travail qu'il n'est pas, selon l'attestation d'un médecin, physiquement apte à accomplir.

*Rétribution des détenus*

**104.** (1) Sous réserve du paragraphe (3), lorsque le détenu, sans motif valable, refuse de participer à un programme pour lequel il est rétribué selon l'article 78 de la Loi ou qu'il l'abandonne, le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui peut :

- a) soit suspendre sa participation au programme pour une période déterminée, qui ne doit pas excéder six semaines;
- b) soit mettre fin à sa participation au programme.

(2) Le détenu dont la participation à un programme a été suspendue en application du paragraphe (1) ne reçoit aucune rétribution pour la période de suspension.

(3) Le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui peut, après avoir suspendu la participation du détenu à un programme ou y avoir mis fin en application du paragraphe (1), réduire la période de suspension ou y mettre fin ou annuler la cessation de la participation lorsque :

- a) d'une part, il est raisonnable de le faire, compte tenu de toutes les circonstances en l'espèce;
- b) d'autre part, le détenu se montre disposé à participer de nouveau au programme.

DORS/96-108, art. 1.

(4) [Abrogé, DORS/96-108, art. 1]

*Deductions and Reimbursement for Food,  
Accommodation, Work-related Clothing and Access to  
Telephone Services*

[SOR/2013-181, s. 5]

**104.1** (1) The following sources of income are prescribed for the purposes of subsection 78(2) of the Act:

- (a) employment in the community while on work release or conditional release;
- (b) employment in a penitentiary provided by a third party;
- (c) a business operated by the offender;
- (d) hobby craft or custom work; and
- (e) a pension from a private or government source.

(2) Deductions may be made under paragraph 78(2)(a) of the Act for the purpose of reimbursing Her Majesty in right of Canada for

- (a) the costs of food, accommodation and work-related clothing provided to the offender by the Service; and
- (b) the administrative costs associated with the access to telephone services provided to the offender by the Service.

(3) The Service shall make the deduction referred to in paragraph 78(2)(a) of the Act before depositing the offender's earnings into the Inmate Trust Fund.

(4) The Commissioner is authorized to fix, by Commissioner's Directive, the amount or maximum amount of any deduction made pursuant to paragraph 78(2)(a) of the Act and the amount to be reimbursed, by percentage or otherwise, pursuant to paragraph 78(2)(b) of the Act.

(5) Subject to subsections (7) and 111(3), where an offender fails to pay an amount to Her Majesty in right of Canada pursuant to paragraph 78(2)(b) of the Act, the Service shall withdraw such moneys either at one time

*Retenues et remboursements concernant les frais  
d'hébergement, de nourriture, de vêtements de travail et  
d'accès aux services téléphoniques*

[DORS/2013-181, art. 5]

**104.1** (1) Les sources de revenu visées pour l'application du paragraphe 78(2) de la Loi sont les suivantes :

- a) un emploi dans la collectivité pendant que le délinquant bénéficie d'un placement à l'extérieur ou d'une mise en liberté sous condition;
- b) un emploi dans un pénitencier fourni par un tiers;
- c) une activité commerciale exercée par le délinquant;
- d) un passe-temps ou un travail exécuté sur commande;
- e) une pension versée par une entreprise privée ou une administration publique.

(2) Les retenues peuvent être effectuées en vertu de l'alinéa 78(2)a) de la Loi à titre de remboursement à Sa Majesté du chef du Canada :

- a) des frais engagés pour l'hébergement et la nourriture du délinquant, ainsi que pour les vêtements de travail que lui fournit le Service;
- b) des frais d'administration associés à l'accès aux services téléphoniques que fournit le Service au délinquant.

(3) Le Service effectue les retenues visées à l'alinéa 78(2)a) de la Loi avant que les gains du délinquant soient versés dans son compte dans le Fonds de fiducie des détenus.

(4) Le commissaire peut fixer, par directive, le plafond ou le montant des retenues visées à l'alinéa 78(2)a) de la Loi et le montant du versement — en pourcentage ou autrement — visé à l'alinéa 78(2)b) de la Loi.

(5) Sous réserve des paragraphes (7) et 111(3), lorsqu'un délinquant ne verse pas à Sa Majesté du chef du Canada le montant prévu à l'alinéa 78(2)b) de la Loi, le Service prélève, d'un seul coup ou à intervalles régu-

or at regular intervals from the offender's Inmate Trust Fund account until the amount owing is paid.

(6) Any amount owing to Her Majesty in right of Canada by an offender pursuant to paragraph 78(2)(b) of the Act is a debt to the Crown that may be collected by the Service in accordance with this section or the *Financial Administration Act*.

(7) Where the institutional head determines, on the basis of information that is supplied by an offender, that a deduction or payment of an amount that is referred to in this section will unduly interfere with the ability of the offender to meet the objectives of the offender's correctional plan or to meet basic needs or family or parental responsibilities, the institutional head shall reduce or waive the deduction or payment to allow the offender to meet those objectives, needs or responsibilities.

SOR/96-108, s. 2; SOR/2013-181, s. 6.

#### CORCAN

**105.** CORCAN shall ensure that an inmate who participates in CORCAN activities

- (a) is fully, regularly and suitably employed in a work environment that strives to achieve private sector standards of productivity and quality so that the inmate will be better able to obtain and hold employment when the inmate returns to the community; and
- (b) is provided with programs and services that facilitate the inmate's re-entry into the community.

**106.** Goods and services that are produced or made available by CORCAN may be transferred, leased, loaned or provided to

- (a) any department, branch or agency of the Government of Canada or the government of a province or to any municipality;
- (b) any charitable, non-profit, religious or spiritual organization; or

liers, une somme sur son compte dans le Fonds de fiducie des détenus jusqu'à ce que le montant ait été versé.

(6) Toute somme due à Sa Majesté du chef du Canada par le délinquant aux termes de l'alinéa 78(2)b) de la Loi est une dette envers la Couronne qui peut être recouvrée par le Service conformément au présent article ou à la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

(7) Lorsque le directeur du pénitencier détermine, selon les renseignements fournis par le délinquant, que des retenues ou des versements prévus dans le présent article réduiront excessivement la capacité du délinquant d'atteindre les objectifs de son plan correctionnel, de répondre à des besoins essentiels ou de faire face à des responsabilités familiales ou parentales, il réduit les retenues ou les remboursements ou y renonce pour permettre au délinquant d'atteindre ces objectifs, de répondre à ces besoins ou de faire face à ces responsabilités.

DORS/96-108, art. 2; DORS/2013-181, art. 6.

#### CORCAN

**105.** CORCAN doit veiller à ce que le détenu qui participe à ses activités :

- a) soit pleinement, régulièrement et utilement employé dans un milieu de travail dont les objectifs correspondent aux normes de productivité et de qualité du secteur privé, de sorte qu'il soit mieux préparé pour obtenir et conserver un emploi lors de son retour dans la société;
- b) ait accès à des programmes et à des services destinés à faciliter sa réinsertion sociale.

**106.** Les produits et les services de CORCAN peuvent, selon le cas, être transférés, cédés à bail, prêtés ou fournis :

- a) soit à tout ministère, secteur ou organisme du gouvernement du Canada ou d'une province ou à toute municipalité;
- b) soit à un organisme de bienfaisance ou à un organisme sans but lucratif, religieux ou spirituel;
- c) soit à dans le cours normal des affaires.

(c) any purchaser in the ordinary course of trade under competitive conditions.

**107.** (1) CORCAN may enter into an agreement with a private sector enterprise

(a) for the production of goods or the provision of services; or

(b) for the training and employment of offenders by that enterprise.

(2) Where an agreement referred to in subsection (1) permits the enterprise to operate a business in a penitentiary, the Service may

(a) recover from the enterprise any costs incurred by the Service as a result of the use of the penitentiary by the enterprise, including utilities; and

(b) limit, by means of a specific agreement, the liability of Her Majesty in right of Canada with respect to the enterprise's operations in the penitentiary.

**108.** (1) The Minister shall appoint a committee, to be known as the Advisory Board of CORCAN, consisting of not more than 12 persons chosen from the fields of business, non-profit organizations, labour and government and from the general public, to support the operation of CORCAN by

(a) advising CORCAN on its operating plans, budgets and marketing and sales plans and on its performance;

(b) commenting on major initiatives of CORCAN in developing new products and markets;

(c) assisting the Service in building a positive public image of CORCAN; and

(d) representing CORCAN to labour and business organizations.

(2) Members of the Advisory Board of CORCAN may be remunerated at a rate determined by the Treasury Board and given travel and living expenses incurred by them while absent from their ordinary place of residence

**107.** (1) CORCAN peut conclure des ententes avec des entreprises privées :

a) soit pour la fabrication de produits ou la prestation de services;

b) soit pour la formation et l'emploi des délinquants par ces entreprises.

(2) Lorsque, en vertu d'une entente visée au paragraphe (1), une entreprise peut exercer son activité dans un pénitencier, le Service peut :

a) recouvrer d'elle les coûts d'utilisation des installations du pénitencier, y compris ceux des services publics;

b) limiter, par une entente à cet effet, la responsabilité de Sa Majesté du chef du Canada à l'égard des activités de cette entreprise dans le pénitencier.

**108.** (1) Le ministre doit constituer un comité, connu sous le nom de comité consultatif de CORCAN, composé d'au plus 12 personnes provenant du monde des affaires, d'organismes sans but lucratif, de milieux syndicaux et gouvernementaux et du grand public, pour appuyer CORCAN :

a) en fournissant à CORCAN des avis sur ses plans de fonctionnement, ses budgets, ses plans de commercialisation, sa planification des ventes et son rendement;

b) en donnant son opinion sur les principales initiatives de CORCAN en ce qui regarde les nouveaux produits et les nouveaux marchés;

c) en aidant le Service à donner à CORCAN une image favorable auprès du public;

d) en représentant CORCAN auprès des milieux d'affaires et des organisations syndicales.

(2) Les membres du Comité consultatif de CORCAN peuvent être rémunérés à des taux déterminés par le Conseil du Trésor et recevoir, conformément à la Directive du Conseil du Trésor sur les voyages, des indemnités

in connection with the work of the Board in accordance with the Treasury Board Travel Directive.

*Disposal of Vocational Training Program and Hobby Products*

**109.** Goods that are produced, repaired or maintained or services that are provided by an inmate employed in a penitentiary vocational training program may be

- (a) sold or donated to a charitable, non-profit, religious or spiritual organization; or
- (b) where no such organization expresses an interest in the goods or services, sold to staff members.

**110.** An inmate may sell a product of a hobby of the inmate to any person.

INMATE TRUST FUND

**111.** (1) The Service shall ensure that all moneys that accompany an inmate when the inmate is admitted into a penitentiary and all moneys that are received on the inmate's behalf while the inmate is in custody are deposited to the inmate's credit in a trust fund, which fund shall be known as the Inmate Trust Fund.

(2) The Inmate Trust Fund shall comprise a current account and a savings account in respect of each inmate.

(3) No moneys standing to the credit of an inmate's savings account in the Inmate Trust Fund shall be paid out of that account if the balance of the account is lower than the amount provided for in Commissioner's Directives.

(4) No moneys in the Inmate Trust Fund standing to the credit of an inmate shall, except where a family relationship exists, be transferred to the credit of another inmate.

tés de séjour et de déplacement pour les frais engagés par eux lors des déplacements hors de leur lieu de résidence habituel pour les besoins du comité.

*Disposition des produits de loisirs et de programmes de formation professionnelle*

**109.** Les articles produits, réparés ou entretenus, ou les services fournis par les détenus employés dans des programmes de formation professionnelle du pénitencier peuvent être :

- a) soit vendus ou donnés à un organisme de bienfaisance ou à un organisme sans but lucratif, religieux, ou spirituel;
- b) soit vendus aux agents lorsque aucun organisme de ce genre ne manifeste d'intérêt pour ces articles ou ces services.

**110.** Le détenu peut vendre à quiconque les produits de ses loisirs.

FONDS DE FIDUCIE DES DÉTENUS

**111.** (1) Le Service doit veiller à ce que l'argent que possède le détenu à son admission au pénitencier et les sommes reçues par lui pendant son incarcération soient déposés à son crédit dans un fonds de fiducie, connu sous le nom de Fonds de fiducie des détenus.

(2) Le Fonds de fiducie des détenus doit comprendre un compte courant et un compte d'épargne pour chaque détenu.

(3) Aucune somme inscrite au crédit du détenu dans un compte d'épargne du Fonds de fiducie des détenus ne peut être prélevée du compte si le solde de celui-ci est inférieur au montant fixé dans les Directives du commissaire.

(4) Aucune somme inscrite au crédit du détenu dans un compte du Fonds de fiducie des détenus ne peut être virée au compte d'un autre détenu, sauf s'il existe un lien de parenté entre ces deux détenus.



INMATE BUSINESSES

**112.** (1) No inmate shall operate a business in a penitentiary unless the inmate obtains the approval of the Commissioner or a staff member designated by the Commissioner, in accordance with subsection (2).

(2) The Commissioner or a staff member designated by the Commissioner may grant approval to an inmate to conduct a business, in accordance with the procedures set out in Commissioner's Directives, where

- (a) the security and operational constraints of the penitentiary permit the conduct of the business; and
- (b) the business is consistent with the inmate's correctional plan.

(3) Where the conditions set out in subsection (2) are no longer met, the Commissioner or a staff member designated by the Commissioner may withdraw the approval granted under that subsection.

(4) Where the Commissioner or a staff member designated by the Commissioner withdraws an approval granted under subsection (2), the Commissioner or staff member shall give the inmate

- (a) written notice of the withdrawal of approval, including the reasons for the withdrawal; and
- (b) a reasonable opportunity to wind up the business.

**113.** (1) Where, on reception of an inmate in a penitentiary, the inmate wishes to have a business that the inmate is operating outside the penitentiary operated on the inmate's behalf or to wind up the business, the Service shall ensure that the inmate is given a reasonable opportunity to make arrangements to have the business operated on the inmate's behalf or wind up the business.

(2) Where an inmate wishes to wind up a business that the inmate is operating in the penitentiary, the Service shall ensure that the inmate is given a reasonable opportunity to wind up the business.

ABORIGINAL OFFENDERS

**114.** Where an offender submits a request for a transfer to the care and custody of an aboriginal community

ACTIVITÉS COMMERCIALES DES DÉTENUS

**112.** (1) Il est interdit au détenu d'exercer des activités commerciales dans un pénitencier à moins d'avoir obtenu l'autorisation du commissaire ou de l'agent désigné par lui, conformément au paragraphe (2).

(2) Le commissaire ou l'agent désigné par lui peut autoriser le détenu à exercer des activités commerciales selon les modalités prévues dans les Directives du commissaire lorsque :

- a) d'une part, la sécurité et les contraintes opérationnelles du pénitencier le permettent;
- b) d'autre part, les activités commerciales du détenu sont compatibles avec son plan correctionnel.

(3) Lorsque les conditions visées au paragraphe (2) ne sont plus remplies, le commissaire ou l'agent désigné par lui peut retirer l'autorisation accordée en application de ce paragraphe.

(4) Lorsque le commissaire ou l'agent désigné par lui retire l'autorisation accordée au détenu en application du paragraphe (2), il doit lui donner :

- a) un avis écrit de l'annulation de l'autorisation, qui en indique les motifs;
- b) la possibilité, dans des limites raisonnables, de liquider son entreprise.

**113.** (1) Lorsque, à son admission au pénitencier, le détenu désire liquider ou faire exploiter en son nom une entreprise qu'il exploite à l'extérieur du pénitencier, le Service doit veiller à ce que ce détenu ait la possibilité, dans des limites raisonnables, de liquider cette entreprise ou de prendre les dispositions nécessaires pour la faire exploiter en son nom.

(2) Lorsque le détenu désire liquider une entreprise qu'il exploite à l'intérieur du pénitencier, le Service doit veiller à ce qu'il ait la possibilité de la liquider.

DÉLINQUANTS AUTOCHTONES

**114.** Lorsque le délinquant demande à être confié au soin et à la garde d'une collectivité autochtone confor-

pursuant to subsection 81(3) of the Act, the Commissioner or a staff member designated by the Commissioner shall, within 60 days after the request is made, consider the request, consult with the aboriginal community and give the offender notice in writing of the decision, including the reasons for the decision if the request is denied.

#### TREATMENT DEMONSTRATION PROGRAMS

**115.** For the purposes of subsection 88(4) of the Act, equal numbers from the community of lay persons and registered health care professionals with expertise related to the treatment demonstration program shall constitute a treatment demonstration program committee.

#### DEATH OF AN INMATE

**116.** (1) Where an inmate dies, the institutional head or a staff member designated by the institutional head shall promptly notify

- (a) subject to subsection (2), the person who the inmate indicated to the Service in writing was to be notified;
- (b) the coroner or medical examiner who has jurisdiction over the area in which the penitentiary is located; and
- (c) the Commissioner or a staff member designated by the Commissioner.

(2) Where an inmate has not indicated the name of a person pursuant to subsection (1), the institutional head or staff member designated by the institutional head shall, as soon as practicable, notify the inmate's next of kin.

**117.** (1) Where the body of a deceased inmate is claimed by the person referred to in paragraph 116(1)(a) or by the inmate's next of kin, the institutional head or a staff member designated by the institutional head shall arrange, at public expense to the extent that the moneys standing to the inmate's credit in the Inmate Trust Fund are insufficient to cover the cost, for the body to be

mément au paragraphe 81(3) de la Loi, le commissaire ou l'agent désigné par lui doit, dans les 60 jours suivant la demande, examiner celle-ci, consulter la collectivité autochtone et informer par écrit le délinquant de sa décision, en indiquant, en cas de refus, les motifs de sa décision.

#### PROGRAMMES DE TRAITEMENT EXPÉRIMENTAL

**115.** Pour l'application du paragraphe 88(4) de la Loi, le comité des programmes de traitement expérimental est composé d'un nombre égal de profanes et de professionnels de la santé de la collectivité qui sont des experts dans le domaine du programme de traitement expérimental en cause.

#### DÉCÈS DE DÉTENU

**116.** (1) En cas de décès du détenu, le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui doit promptement aviser les personnes suivantes :

- a) sous réserve du paragraphe (2), la personne que le détenu a déjà désignée par écrit au Service à cette fin;
- b) le coroner ou le médecin légiste qui a compétence pour la région où est situé le pénitencier;
- c) le commissaire ou l'agent désigné par lui.

(2) Lorsque le détenu n'a désigné personne aux fins du paragraphe (1), le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui doit aviser aussitôt que possible le plus proche parent du détenu.

**117.** (1) Lorsque la personne visée à l'alinéa 116(1)a) ou le plus proche parent du détenu décédé réclame sa dépouille, le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui doit prendre les mesures nécessaires pour faire transporter la dépouille à un salon funéraire du lieu de résidence de cette personne ou de ce parent, aux frais de l'État dans la mesure où le solde des comptes du déte-

transported to a funeral home in the person's or next of kin's hometown.

(2) The Service may, on humanitarian grounds or where the costs of the funeral of an inmate would prevent the body of the inmate being claimed, pay all or part of the costs of the funeral in the hometown of the inmate or of the person who claims the body.

**118.** Where the body of a deceased inmate is not claimed by the person referred to in paragraph 116(1)(a) or by the inmate's next of kin, the institutional head or a staff member designated by the institutional head shall arrange, at public expense to the extent that the inmate's estate is insufficient to cover the costs, for the body to be

(a) where practicable, buried, cremated or otherwise dealt with, in accordance with the instructions left by the inmate; or

(b) buried or cremated, where the inmate did not leave instructions, or where it is not practicable to carry out the inmate's instructions.

**119.** (1) The Service shall deliver the portion of the estate of a deceased inmate that is under the control of the Service to the inmate's personal representative, if any, in accordance with applicable provincial laws.

(2) For the purposes of subsection (1), the portion of the estate of a deceased inmate that is under the control of the Service includes

(a) any pay that was owed to the inmate by the Service at the time of death;

(b) any moneys standing to the inmate's credit in the Inmate Trust Fund; and

(c) the inmate's personal belongings, including cash, that are in the care or custody of the Service.

#### ALLOWANCES ON RELEASE

**120.** (1) The Service shall give, to each inmate on the inmate's release from penitentiary, where necessary,

nu dans le Fonds de fiducie des détenus est insuffisant pour en couvrir les frais.

(2) Pour des raisons humanitaires ou lorsque la dépouille du détenu décédé ne serait pas réclamée à cause des frais que représentent les funérailles, le Service peut supporter tout ou partie des frais funéraires soit dans le lieu où résidait le détenu, soit dans le lieu où réside la personne qui en réclame la dépouille.

**118.** Lorsque la dépouille du détenu n'est pas réclamé par la personne visée à l'alinéa 116(1)a) ou par le plus proche parent du détenu, le directeur du pénitencier ou l'agent désigné par lui prend les dispositions nécessaires pour que, aux frais de l'État dans la mesure où la succession du détenu est insuffisante pour couvrir les frais, la dépouille du détenu selon le cas :

a) fasse si possible l'objet d'une mesure, comme l'inhumation ou l'incinération, conforme aux instructions laissées par le détenu;

b) soit inhumée ou incinérée, lorsque le détenu n'a pas laissé d'instructions ou qu'il n'est pas possible de les respecter.

**119.** (1) Le Service doit remettre la partie de la succession du détenu décédé qui est placée sous sa garde au représentant de ce détenu, s'il y en a un, conformément aux lois provinciales applicables.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la partie de la succession du détenu décédé qui est placée sous la garde du Service comprend :

a) toute rétribution que lui devait le Service au moment de son décès;

b) le solde de ses comptes dans le Fonds de fiducie des détenus;

c) ses effets personnels, y compris l'argent comptant, dont le Service a la garde ou dont il assure la surveillance au moment du décès.

#### ALLOCATIONS DE MISE EN LIBERTÉ

**120.** (1) Le Service doit remettre au détenu à sa libération du pénitencier, au besoin :

- (a) clothing suitable to the season and to the requirements of the inmate's release plan; and
- (b) an amount to cover travelling and living expenses
  - (i) to the destination specified in the inmate's release plan, or
  - (ii) where the inmate is leaving the penitentiary on expiration of the inmate's sentence, to
    - (A) the place where the inmate was convicted, if the inmate was convicted in Canada,
    - (B) at the request of the inmate, any place no further distant than the place referred to in clause (A), or
    - (C) any place in Canada, with the approval of the Commissioner or a staff member designated by the Commissioner.

(2) Where an inmate is released from penitentiary, the Service shall ensure that the inmate is given all moneys standing to the inmate's credit in the Inmate Trust Fund.

(3) Where an offender is on temporary absence, work release, parole or statutory release, the Service shall ensure that, in accordance with Commissioner's Directives, the offender is provided with an allowance to ensure that the offender's basic material needs are met and to permit the offender to comply with the requirements of the release plan.

#### COMPENSATION FOR DEATH OR DISABILITY

##### *Interpretation*

**121.** For the purposes of this section and sections 122 to 144,

“age of majority”, in respect of a dependent child, means the age of majority in the province in which the dependent child resides; (*âge de la majorité*)

“approved program” means

- (a) any work activity sponsored, approved or permitted by the Service or any other activity required by the Service, excluding any recreational or social activity,

a) des vêtements convenables pour la saison et pour les exigences de son plan de libération;

b) un montant destiné à couvrir les frais de voyage et de subsistance pour se rendre :

(i) soit jusqu'à la destination précisée dans son plan de libération,

(ii) soit, lorsque le détenu quitte le pénitencier à l'expiration de sa sentence, selon le cas :

(A) jusqu'au lieu où il a été condamné, s'il a été condamné au Canada,

(B) jusqu'à tout autre lieu situé à une distance égale ou inférieure à celle du lieu mentionné à la division (A), s'il le demande,

(C) n'importe où au Canada, si le commissaire ou l'agent désigné par lui l'autorise.

(2) Lorsque le détenu est remis en liberté, le Service doit veiller à ce que soit remis au détenu le solde de ses comptes dans le Fonds de fiducie des détenus.

(3) Lorsque le délinquant bénéficie d'une permission de sortir, d'un placement à l'extérieur, d'une libération conditionnelle ou d'une libération d'office, le Service doit veiller à ce qu'il reçoive, conformément aux Directives du commissaire, une allocation pour pouvoir subvenir à ses besoins matériels essentiels et se conformer aux exigences de son plan de libération.

#### INDEMNITÉS DE DÉCÈS ET D'INVALIDITÉ

##### *Définitions*

**121.** Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 122 à 144.

«âge de la majorité» Âge de la majorité dans la province où réside l'enfant à charge. (*age of majority*)

«conjoint» Le mari ou la femme de la personne détenue ou en semi-liberté, y compris son conjoint de fait. (*spouse*)

«conjoint de fait» La personne qui :

(b) any extra duties imposed pursuant to subsection 44(1) of the Act,

(c) any training course that is approved by the Service, and

(d) any transportation that is arranged for or provided by the Service in connection with any activity, duties or course referred to in paragraphs (a) to (c); (*programme agréé*)

“authorized person” means a person who is authorized by the Minister under section 22 of the Act to pay compensation; (*délégué*)

“child” means a natural or adopted child of an inmate or a person on day parole, or a child in respect of whom the inmate or person on day parole maintains a parent-child relationship; (*enfant*)

“claimant” means

(a) a person who is claiming compensation for a disability attributable to the person’s participation in an approved program, and

(b) in the case of the death of an inmate or a person on day parole attributable to the inmate’s or person’s participation in an approved program, a person who is claiming compensation as a dependant of that inmate or person; (*demandeur*)

“common-law spouse” means a person who

(a) has cohabited with an inmate or person on day parole, although not legally married to the inmate or person, for at least one year immediately before the incarceration of the inmate or person or death of the inmate or person, where the death is attributable to the participation of the inmate or person in an approved program, and

(b) has been recognized as the husband or wife of that inmate or person in the community in which they have cohabited; (*conjoint de fait*)

“compensation” means compensation paid pursuant to section 22 of the Act; (*indemnité*)

a) sans être légalement mariée au détenu ou à la personne en semi-liberté, a habité avec ce détenu ou cette personne pendant au moins un an immédiatement avant l’incarcération de ce détenu ou de cette personne ou avant son décès, lorsque ce décès est attribuable à la participation du détenu ou de la personne en semi-liberté à un programme agréé;

b) était tenue pour le mari ou la femme de la personne détenue ou en semi-liberté dans la collectivité où elles habitaient. (*common-law spouse*)

«conjoint survivant» Conjoint survivant du détenu ou de la personne en semi-liberté dont le soutien financier provenait en grande partie de ce détenu ou de cette personne immédiatement avant son incarcération ou avant son décès, lorsque ce décès est attribuable à la participation du détenu ou de la personne en semi-liberté à un programme agréé. (*surviving spouse*)

«délégué» Personne déléguée par le ministre pour verser une indemnité conformément à l’article 22 de la Loi. (*authorized person*)

«demandeur» S’entend :

a) de la personne qui demande une indemnité pour une invalidité attribuable à sa participation à un programme agréé;

b) en ce qui concerne le décès du détenu ou de la personne en semi-liberté résultant de sa participation à un programme agréé, de la personne qui demande une indemnité à titre de personne à charge du défunt. (*claimant*)

«enfant» Enfant biologique ou adoptif du détenu ou de la personne en semi-liberté, ou enfant avec lequel le détenu ou la personne en semi-liberté a une relation parent-enfant. (*child*)

«enfant à charge» Enfant survivant du détenu ou de la personne en semi-liberté :

a) qui n’a jamais été marié et dont le soutien financier provenait en grande partie du détenu ou de la personne en semi-liberté immédiatement avant son incarcération ou avant son décès, lorsque ce décès est attri-

“dependant” means a dependent child or surviving spouse of an inmate or a person on day parole; (*personne à charge*)

“dependent child” means a surviving child of an inmate or a person on day parole

(a) who has never been married, whose financial support was obtained substantially from the inmate or person on day parole immediately before the incarceration of the inmate or person or death of the inmate or person, where the death is attributable to the participation of the inmate or person in an approved program, and

(b) who is

(i) less than the age of majority,

(ii) the age of majority or older but under 25 years of age and enrolled and in attendance as a full-time student in an academic, professional or vocational program at a university, college or other educational institution, or

(iii) the age of majority or older and physically or mentally incapable of earning income through employment, where the incapacity predates the child’s reaching the age of majority; (*enfant à charge*)

“disability” means the loss or lessening of the power to will and to do any normal mental or physical act; (*invalidité*)

“Labour Canada” means the person who is responsible for the Injury Compensation Division of the Occupational Safety and Health Branch of the Department of Labour or a person who is designated by that person; (*Travail Canada*)

“medical care” means care that is reasonably necessary to diagnose, cure or give relief from a disability and includes

(a) treatment by a qualified medical practitioner or a dentist,

(b) in-patient and out-patient care and maintenance in a hospital or clinic,

buable à la participation du détenu ou de la personne en semi-liberté à un programme agréé;

b) qui, selon le cas :

(i) n’a pas atteint l’âge de la majorité,

(ii) a atteint ou dépassé l’âge de la majorité mais a moins de 25 ans et est inscrit à plein temps à une université, à un collège ou à un autre établissement d’enseignement et y suit à temps plein des cours de formation générale, professionnelle ou technique,

(iii) a atteint ou dépassé l’âge de la majorité mais, à cause d’une incapacité antérieure à sa majorité, est incapable physiquement ou mentalement de gagner un revenu d’emploi. (*dependent child*)

«indemnité» Indemnité versée selon l’article 22 de la Loi. (*compensation*)

«invalidité» Perte ou amoindrissement des facultés de vouloir et de faire normalement des actes d’ordre physique ou mental. (*disability*)

«maladie professionnelle» S’entend, entre autres :

a) d’une maladie résultant d’une exposition à une substance liée à un procédé, un métier ou une profession donnés dans une industrie;

b) d’une maladie particulière à un procédé, un métier ou une profession donnés dans une industrie ou qui en est caractéristique. (*occupational disease*)

«personne à charge» Enfant à charge ou conjoint survivant du détenu ou de la personne en semi-liberté. (*dependant*)

«programme agréé» S’entend de ce qui suit :

a) toute activité de travail encouragée, approuvée ou permise par le Service et toute autre activité imposée par lui, à l’exclusion d’activités récréatives ou sociales;

b) tous travaux supplémentaires imposés en application du paragraphe 44(1) de la Loi;

c) tout cours de formation approuvé par le Service;



- (c) therapeutic and work-related training and rehabilitation services,
- (d) the provision of drugs, medical and surgical supplies, prosthetic appliances and eyeglasses,
- (e) rental of equipment for treating a disability, and
- (f) travel and accommodation expenses that relate to paragraphs (a) to (e); (*soins médicaux*)

“minimum wage” means the hourly minimum wage that is required to be paid to persons 17 years of age or older, as set out in Part III of the *Canada Labour Code*; (*salaire minimum*)

“monthly minimum wage” means the minimum wage multiplied by 175; (*salaire minimum mensuel*)

“occupational disease” includes

- (a) a disease resulting from exposure to a substance relating to a particular process, a trade or occupation in an industry, and
- (b) a disease peculiar to or characteristic of a particular industrial process, trade or occupation; (*maladie professionnelle*)

“spouse” means the husband or wife of an inmate or a person on day parole, and includes the common-law spouse of such an inmate or person; (*conjoint*)

“surviving spouse” means a surviving spouse of an inmate or a person on day parole whose financial support was obtained substantially from the inmate or person immediately before the incarceration of the inmate or person or death of the inmate or person, where the death is attributable to the participation of the inmate or person in an approved program. (*conjoint survivant*)

#### *Eligibility for Compensation*

**122.** Subject to sections 123 to 140, the Minister or authorized person may pay compensation to

- (a) an inmate or a person on day parole, in respect of a disability or the aggravation of an existing disability that is attributable to the participation of the inmate or person in an approved program,

- d) le transport fourni par le Service, ou pour lui, pour les activités, les travaux ou les cours visés aux alinéas a) à c). (*approved program*)

«salaire minimum» Salaire horaire minimum pour les personnes d’au moins 17 ans selon la partie III du *Code canadien du travail*. (*minimum wage*)

«salaire minimum mensuel» Salaire horaire minimum multiplié par 175. (*monthly minimum wage*)

«soins médicaux» Ce qui est raisonnablement nécessaire pour diagnostiquer, traiter et soulager une invalidité; la présente définition inclut :

- a) les soins fournis par un médecin ou un dentiste;
- b) les soins dispensés par les services internes et externes d’un hôpital ou d’une clinique ainsi que les séjours à ces établissements;
- c) les services de thérapie et les services de réadaptation et d’entraînement reliés au travail;
- d) l’approvisionnement en médicaments, en fournitures médicales et chirurgicales, en prothèses et en lunettes;
- e) la location d’équipement pour le traitement de l’invalidité;
- f) les frais de séjour et de déplacement afférents à ce qui est visé aux alinéas a) à e). (*medical care*)

«Travail Canada» Le responsable de la Division de l’indemnisation des accidents à la Direction de la sécurité et de la santé au travail du ministère du Travail du Canada ou la personne désignée par lui. (*Labour Canada*)

#### *Personnes admissibles*

**122.** Sous réserve des articles 123 à 140, le ministre ou son délégué peut verser une indemnité :

- a) au détenu ou à la personne en semi-liberté, à l’égard d’une invalidité ou de l’aggravation d’une invalidité attribuable à la participation du détenu ou de



(i) after the inmate or person is released from custody on full parole, on statutory release or on the expiration of the inmate's or person's sentence, or

(ii) where the person on day parole is employed on a full-time basis other than by the Service; and

(b) a dependant in respect of the death of an inmate or a person on day parole that is attributable to the participation of the inmate or person in an approved program.

**123.** The Minister or authorized person may pay compensation in the amount required for medical care for a disability.

#### *Reporting Incidents and Time Limits*

**124.** (1) Subject to subsections (2) and (3), the Minister or authorized person shall not pay compensation unless the incident giving rise to the claim for compensation is reported to the Service by the claimant within three months after its occurrence, which report shall include

- (a) the place and date of the incident;
- (b) a full description of the incident; and
- (c) the names and addresses of all known witnesses.

(2) Where the claimant does not submit a report within the period referred to in subsection (1), the Minister or authorized person may extend the period referred to in that subsection where the delay is due to circumstances beyond the claimant's control and will not impede the Service's ability to investigate the claim.

(3) A claimant is not required to make a report referred to in subsection (1) if the Service already has in its possession a report of the incident giving rise to the claim.

**125.** (1) Subject to subsection (2), the Minister or authorized person shall not pay compensation unless a claim for compensation is submitted

la personne en semi-liberté à un programme agréé si, selon le cas :

(i) le détenu ou la personne en semi-liberté a obtenu sa libération conditionnelle totale, sa libération d'office ou est arrivé à l'expiration de sa peine,

(ii) la personne en semi-liberté est employée à plein temps par un employeur autre que le Service;

b) à une personne à charge, à l'égard du décès du détenu ou de la personne en semi-liberté attribuable à sa participation à un programme agréé.

**123.** Le ministre ou son délégué peut verser toute indemnité nécessaire pour les soins médicaux relativement à une invalidité.

#### *Rapports d'incidents et prescriptions*

**124.** (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le ministre ou son délégué refuse de verser une indemnité si le demandeur n'a pas présentée au Service un rapport au sujet de l'incident qui est à l'origine de sa demande dans les trois mois suivant l'incident, lequel rapport doit comprendre :

- a) la date et le lieu de l'incident;
- b) une description complète de l'incident;
- c) les nom et adresse des témoins connus.

(2) Le ministre ou son délégué peut proroger le délai visé au paragraphe (1) lorsque le retard à présenter le rapport est attribuable à des circonstances indépendantes de la volonté du demandeur et que ce retard ne nuira pas à l'enquête du Service.

(3) Le demandeur n'est pas tenu de présenter le rapport visé au paragraphe (1) lorsque le Service a déjà un rapport de l'incident à l'origine de la demande.

**125.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), le ministre ou son délégué refuse de verser une indemnité si la demande d'indemnité n'a pas été présentée :

- (a) in the case of the death of an inmate or a person on day parole, within three months after the death; and
- (b) in the case of a disability, before the date on which, after the incident giving rise to the claim, the inmate or person on day parole is first released on full parole, on statutory release or on the expiration of the inmate's or person's sentence.

(2) The Service may extend a period referred to in subsection (1) for a period of not more than two years after the death or the occurrence of the incident giving rise to the claim where the delay is due to circumstances beyond the claimant's control and will not impede the Service's ability to investigate the claim.

#### *Claims for Compensation*

**126.** Every claim for compensation shall be in writing, signed by the claimant or a person legally authorized to act on behalf of the claimant, and set out the following information:

- (a) the name of the inmate or person on day parole in respect of whom the claim is made;
- (b) in the case of a claim for a disability,
  - (i) the date of the incident giving rise to the claim, and
  - (ii) the nature and location of any medical care provided to the inmate or person on day parole; and
- (c) in the case of a claim in respect of the death of an inmate or a person on day parole, the names and addresses of all known dependants.

#### *Determination of Entitlement to Compensation*

**127.** The Minister or authorized person shall not pay compensation unless

- (a) the claimant mails or otherwise delivers a claim for compensation to Labour Canada;
- (b) Labour Canada examines the claim;

- a) en ce qui concerne le décès du détenu ou de la personne en semi-liberté, dans les trois mois suivant le décès;

- b) en ce qui concerne une invalidité, avant la date, postérieure à l'incident à l'origine de la demande, où le détenu ou la personne en semi-liberté est initialement mis en liberté en raison d'une libération conditionnelle totale, d'une libération d'office ou de l'expiration de sa peine.

(2) Le Service peut proroger le délai visé au paragraphe (1) pour un maximum de deux ans après le décès ou l'incident lorsque le retard à présenter la demande est attribuable à des circonstances indépendantes de la volonté du demandeur et que ce retard ne nuira pas à l'enquête du Service.

#### *Demandes d'indemnité*

**126.** Toute demande d'indemnité doit être faite par écrit, porter la signature du demandeur ou de son mandataire et contenir les renseignements suivants :

- a) le nom du détenu ou de la personne en semi-liberté à l'égard de qui la demande est faite;
- b) en ce qui concerne une demande d'indemnité d'invalidité :
  - (i) la date de l'incident à l'origine de la demande,
  - (ii) la nature des soins médicaux qui ont été fournis au détenu ou à la personne en semi-liberté et le lieu où ils l'ont été;
- c) en ce qui concerne une demande d'indemnité relative au décès du détenu ou de la personne en semi-liberté, les nom et adresse de toutes ses personnes à charge connues.

#### *Détermination du droit à l'indemnité*

**127.** Le ministre ou son délégué refuse de verser une indemnité si les conditions suivantes ne sont pas réunies :

- a) le demandeur fait parvenir sa demande à Travail Canada, par la poste ou autrement;
- b) Travail Canada examine la demande;

(c) Labour Canada makes an assessment that the claimant has a disability;

(d) where Labour Canada makes the assessment that a claimant has a disability, Labour Canada assesses

(i) the degree and permanency of the disability in accordance with the disability rating schedule and policy for determining the degree of disability in use by the Worker's Compensation Board of Ontario at the time the disability is assessed, and

(ii) the degree of impairment of earning capacity resulting from the disability, having regard to the actual loss of earning capacity of the claimant;

(e) in the case of a claim for disability as a result of an occupational disease, Labour Canada makes the assessment that the claimant was exposed to the industrial process, trade or occupation with which the disease is known to be associated while participating in an approved program; and

(f) Labour Canada sends the claim, all the information it obtained concerning the claim and a report of its assessments to the Minister or authorized person.

c) Travail Canada établit que le demandeur a une invalidité;

d) après avoir établi que le demandeur a une invalidité, Travail Canada établit:

(i) le degré de l'invalidité et son caractère permanent ou temporaire selon le barème de taux et les politiques utilisées pour établir le degré des invalidités par la Commission des accidents du travail de l'Ontario au moment de l'évaluation de l'invalidité,

(ii) le degré de diminution de la capacité d'effectuer un travail rémunéré qui résulte de l'invalidité, compte tenu de la perte véritable de cette capacité qu'a subie le demandeur;

e) en ce qui concerne une demande d'indemnité pour une maladie professionnelle, Travail Canada établit que, pendant qu'il participait à un programme agréé, le demandeur a été exposé aux effets d'une activité industrielle, d'un métier ou d'une profession dont on sait qu'ils ont un rapport avec cette maladie;

f) Travail Canada transmet la demande, tous les renseignements pertinents obtenus et un rapport de ses conclusions au ministre ou à son délégué.

#### *Compensation for a Disability*

**128.** (1) Compensation for a disability shall be a monthly sum proportionate to the degree of impairment of the claimant's earning capacity as a result of the disability, as determined by the Minister or authorized person, taking into account the report referred to in paragraph 127(f), but in no case shall a monthly payment exceed 75 per cent of the monthly minimum wage that is in force on the date of the payment.

(2) Compensation for a disability shall only be paid for the period that the disability continues.

**129.** (1) Notwithstanding subsection 128(1), where the total amount of compensation payable is \$10,000 or less, that amount may be paid to a claimant in a lump sum rather than in monthly payments.

#### *Indemnité d'invalidité*

**128.** (1) L'indemnité d'invalidité est un montant mensuel proportionnel au degré de diminution de la capacité du demandeur d'effectuer un travail rémunéré en raison de l'invalidité, établie par le ministre ou son délégué, compte tenu du rapport visé à l'alinéa 127f); cette indemnité ne peut toutefois pas excéder 75 pour cent du salaire minimum mensuel en vigueur à la date du versement.

(2) L'indemnité n'est versée que pendant la durée de l'invalidité.

**129.** (1) Malgré le paragraphe 128(1), lorsque le total de l'indemnité à verser est de 10 000 \$ ou moins, ce montant peut être versé au demandeur sous forme d'un paiement unique plutôt qu'en versements mensuels.

(2) Where the total amount of compensation payable is more than \$10,000, the Minister or authorized person may, at the written request of a claimant, and subject to subsection (3), authorize the payment of that total amount to the claimant in a lump sum rather than in monthly payments.

(3) A lump sum payment shall not be paid to a claimant under subsection (2) unless the Minister or authorized person determines, on examination of the claimant's financial situation at least six months after the claimant is released from custody, that a lump sum payment would be to the advantage of the claimant.

(4) Where a request under subsection (2) is refused, no further request shall be considered until one year after the date the claimant was advised, in writing, of the refusal.

(5) The total amount of the compensation payable shall be calculated in accordance with the actuarial table being used by the Workers' Compensation Board of Ontario at the time that the disability is assessed.

**130.** Notwithstanding any other provision of these Regulations, except section 141, the amount of compensation payable for a disability shall not exceed the amount of compensation that would be payable under the *Government Employees Compensation Act* if compensation were paid under that Act.

#### *Compensation Payable on Death*

**131.** (1) Subject to subsection (2), the compensation that may be paid in respect of the death of an inmate or a person on day parole attributable to the inmate's or person's participation in an approved program is

- (a) subject to section 117, an amount not exceeding \$900 for the burial or cremation of the body;
- (b) subject to section 117, an amount not exceeding \$300, where for humanitarian reasons the body is transported to a region or an area that is outside the region or area in which the inmate or person on day parole resided immediately before the death;

(2) Lorsque le total de l'indemnité à verser est de plus de 10 000 \$, le ministre ou son délégué peut, sur demande écrite du demandeur et sous réserve du paragraphe (3), permettre que ce montant soit versé sous forme d'un paiement unique plutôt qu'en versements mensuels.

(3) Aucun paiement unique ne peut être versé au demandeur aux termes du paragraphe (2) à moins que le ministre ou son délégué ne conclue, par un examen de la situation financière du demandeur au plus tôt six mois après sa mise en liberté, que le versement d'un montant unique serait dans l'intérêt du demandeur.

(4) Lorsqu'une demande visée au paragraphe (2) est rejetée, aucune autre demande semblable ne peut être examinée avant qu'il ne se soit écoulé un an après la date de la transmission de la décision écrite au demandeur.

(5) Le montant total de l'indemnité à verser doit être calculé selon les données actuarielles utilisées par la Commission des accidents du travail de l'Ontario au moment de l'évaluation de l'invalidité.

**130.** Malgré toute autre disposition du présent règlement, exception faite de l'article 141, le montant de l'indemnité à verser pour une invalidité ne doit pas excéder le montant de l'indemnité qui serait payable en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* si l'indemnité était payable en vertu de cette loi.

#### *Indemnité de décès*

**131.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'indemnité qui peut être versée relativement au décès du détenu ou de la personne en semi-liberté, qui est attribuable à la participation de celui-ci ou de celle-ci à un programme agréé, couvre :

- a) sous réserve de l'article 117, les frais d'inhumation ou d'incinération, pour un montant n'excédant pas 900 \$;
- b) sous réserve de l'article 117, pour des raisons humanitaires, les dépenses nécessaires engagées pour le transport de la dépouille vers un lieu différent de celui où le détenu ou la personne en semi-liberté se trouvait

(c) a lump sum of \$500 plus a monthly payment equal to 75 per cent of the monthly minimum wage that is in force on the date of the payment, for the surviving spouse; and

(d) \$125 per month for each dependent child, and if the surviving spouse dies, \$140 per month thereafter.

(2) Where compensation is payable to dependent children who are the sole survivors of an inmate or a person on day parole and the dependent children have been placed in the care and custody of a foster parent by the appropriate provincial authorities, the Minister or authorized person may pay the foster parent a monthly payment equal to 75 per cent of the monthly minimum wage that is in force on the date of the monthly payment until the last dependent child in the care and custody of the foster parent ceases to be eligible for compensation.

**132.** The Minister or authorized person may request, in writing, that a claimant who is a dependant submit proof that the claimant meets the conditions set out in these Regulations for payment of compensation, and may, until receipt of such proof, withhold further payments.

#### *No Payment in Certain Cases*

**133.** The Minister or authorized person shall not pay compensation in respect of the death or disability of an inmate or a person on day parole where the death or disability is attributable to improper conduct, including self-inflicted wounding or criminal conduct, by the inmate or person on day parole.

**134.** The Minister or authorized person shall not pay compensation to a claimant for any period during which the claimant is incarcerated or serving a sentence in a provincial correctional facility.

**135.** The Minister or authorized person shall not pay compensation to a claimant who is or would have been

au moment de son décès, pour un montant n'excédant pas 300 \$;

c) un montant unique de 500 \$ ainsi qu'un montant mensuel égal à 75 pour cent du salaire minimum mensuel en vigueur à la date du versement, pour le conjoint survivant;

d) un montant de 125 \$ par mois par enfant à charge, porté à 140 \$ par mois en cas de décès du conjoint survivant.

(2) Lorsqu'une indemnité peut être versée à un ou à des enfants à charge qui sont les seuls survivants du détenu ou de la personne en semi-liberté et que cet enfant ou ces enfants ont été confiés à une famille d'accueil par les autorités provinciales responsables, le ministre ou son délégué peut verser mensuellement à la famille d'accueil un montant égal à 75 pour cent du salaire minimum mensuel en vigueur à la date du versement jusqu'à ce que l'enfant à charge ou le dernier enfant à charge, selon le cas, qui a été confié au foyer nourricier cesse d'avoir droit à l'indemnité.

**132.** Le ministre ou son délégué peut exiger par écrit que le demandeur qui est une personne à charge établisse qu'il remplit les conditions d'admissibilité à une indemnité fixées par le présent règlement et, jusqu'à ce que cela soit fait, il peut suspendre le versement des indemnités.

#### *Exclusions*

**133.** Le ministre ou son délégué refuse de verser une indemnité lorsque le décès ou l'invalidité du détenu ou de la personne en semi-liberté est attribuable à la conduite répréhensible, y compris l'automutilation, ou à la conduite criminelle de l'un ou de l'autre, selon le cas.

**134.** Le ministre ou son délégué refuse de verser une indemnité pour la période pendant laquelle le demandeur est incarcéré dans un pénitencier ou purge une peine dans un établissement correctionnel provincial.

**135.** Le ministre ou son délégué refuse de verser une indemnité au demandeur qui, du fait de l'incident à l'ori-

eligible to claim compensation in respect of the incident giving rise to the claim under the *Government Employees Compensation Act* or the *Merchant Seamen Compensation Act*, or under provincial compensation legislation providing for compensation to workers or their dependants.

**136.** (1) The Minister or authorized person shall not pay compensation in respect of a disability to a claimant who resides outside Canada, other than a claimant

- (a) whose residence outside Canada has been approved by the Minister pursuant to subsection (2);
- (b) who was removed from Canada pursuant to a removal order, or left Canada pursuant to a departure notice, made under the *Immigration and Refugee Protection Act*;
- (c) who was deported from Canada pursuant to the *Immigration and Refugee Protection Act* as that Act read prior to April 10, 1978; or
- (d) who has been transferred outside Canada under the *Transfer of Offenders Act*.

(2) Where a claimant is claiming or receiving compensation for a disability, the Minister or authorized person shall, before granting approval of the residence outside Canada, consider whether the residence will worsen the claimant's disability or increase the medical care required by the claimant.

2001, c. 27, s. 273.

**137.** The Minister or authorized person shall not pay compensation where the Minister or authorized person determines that, because of the place or circumstances in which the claimant is living, the claimant would not be or would no longer be a dependant if the deceased inmate or person on day parole was still living.

#### Conditions

**138.** The Minister or authorized person shall not pay compensation unless the claimant or a person legally authorized to act on behalf of the claimant signs

gine de la demande, est ou aurait été admissible à une indemnisation en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* ou de la *Loi sur l'indemnisation des marins marchands* ou en vertu d'un texte législatif provincial prévoyant l'indemnisation des victimes d'accidents de travail ou leurs personnes à charge.

**136.** (1) Le ministre ou son délégué refuse de verser une indemnité d'invalidité au demandeur qui réside à l'étranger sauf, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le lieu de résidence à l'étranger du demandeur a été approuvé par le ministre conformément au paragraphe (2);
- b) le demandeur a fait l'objet d'une mesure de renvoi ou d'un avis d'interdiction de séjour en vertu de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*;
- c) le demandeur a fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion en vertu de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, dans sa version antérieure au 10 avril 1978;
- d) le demandeur a été transféré à l'étranger conformément à la *Loi sur le transfèrement des délinquants*.

(2) Avant d'approuver le lieu de résidence à l'étranger du demandeur qui a présenté une demande d'indemnité pour invalidité ou qui en reçoit une, le ministre ou son délégué doit examiner si ce lieu de résidence risque d'aggraver son invalidité ou d'accroître les soins médicaux dont a besoin le demandeur.

2001, ch. 27, art. 273.

**137.** Le ministre ou son délégué refuse de verser une indemnité au demandeur lorsqu'il conclut que, compte tenu du lieu où vit le demandeur ou des circonstances dans lesquelles il vit, celui-ci ne serait pas ou ne serait plus une personne à charge si le détenu ou la personne en semi-liberté était encore vivant.

#### Conditions

**138.** Le ministre ou son délégué refuse de verser une indemnité si le demandeur ou son mandataire n'a pas signé :

- (a) a release of any right of action that the claimant may have against Her Majesty in right of Canada arising from the incident giving rise to the claim; and
- (b) an undertaking that the claimant will, when requested to do so by the Service, co-operate with the Service, other than in a pecuniary manner, in any action, proceeding or appeal that the Service undertakes against any other person arising out of the incident giving rise to the claim.

*Refusal or Cessation of Payments*

**139.** The Minister or authorized person may refuse to make a payment or may discontinue payments to a person who is claiming or who is in receipt of compensation for a disability if the person

- (a) fails to submit to a medical examination within a reasonable time after being requested to do so by the Minister or authorized person, or by Labour Canada for the purpose of making an assessment;
- (b) fails to verify the occurrence or continuance of the disability within a reasonable time after being requested to do so by the Minister or authorized person, or by Labour Canada for the purpose of making an assessment;
- (c) neglects to seek or refuses to receive medical care that the Minister or authorized person has determined, after consultation with the medical profession and Labour Canada, is necessary for the disability; or
- (d) fails to comply with an undertaking referred to in paragraph 138(b).

*Other Actions Brought by Persons Who May Make a Claim for Compensation*

**140.** (1) Subject to subsections (2) and (3), where an action is brought against a person other than Her Majesty in right of Canada for damages in respect of an incident that could give rise to a claim for compensation by the person bringing the action, before or after a claim for compensation is made, the Minister or authorized

- a) une renonciation à son droit d'action contre Sa Majesté du chef du Canada à la suite de l'incident à l'origine de la demande;
- b) un engagement à apporter son concours, autre que pécuniaire, au Service si celui-ci lui en fait la demande lors d'une procédure engagée par le Service contre une autre personne à la suite de l'incident à l'origine de la demande.

*Refus ou cessation de versements*

**139.** Le ministre ou son délégué peut refuser de verser ou de continuer de verser une indemnité à une personne qui demande ou qui reçoit une indemnité d'invalidité dans l'un des cas suivants :

- a) la personne néglige de se soumettre, dans un délai raisonnable, à un examen médical après réception d'une demande du ministre, de son délégué ou de Travail Canada aux fins d'évaluation;
- b) la personne néglige d'établir l'existence de son invalidité dans un délai raisonnable, après réception d'une demande du ministre, de son délégué ou de Travail Canada aux fins d'évaluation;
- c) la personne ne fait pas de démarches pour obtenir les soins médicaux que, après consultation des médecins et de Travail Canada, le ministre ou son délégué considère nécessaires ou qu'elle refuse de recevoir de tels soins;
- d) la personne ne respecte pas l'engagement visé à l'alinéa 138b).

*Autres actions intentées par des personnes pouvant avoir droit à une indemnité*

**140.** (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), lorsqu'une personne intente, avant ou après sa demande d'indemnisation, une action en dommages-intérêts contre une personne autre que Sa Majesté du chef du Canada concernant un incident qui peut être à l'origine de la demande d'indemnisation, le ministre ou son délé-



person shall not pay compensation until the final disposition of the action.

(2) Where a decision made in an action referred to in subsection (1) awards damages in an amount less than the total amount that would be payable under section 22 of the Act, the Minister or authorized person may pay compensation that, in the aggregate, does not exceed the difference between the awarded damages and the total amount.

(3) Where an action referred to in subsection (1) is dismissed or discontinued, the Minister or authorized person may pay compensation as if the action had not been brought.

(4) For the purposes of subsection (2), awarded damages include an amount payable pursuant to a consent judgment or settlement, if the Minister or authorized person has agreed, in writing, to the consent judgment before it is issued or to the settlement before it is concluded.

**141.** Where the Service brings an action against a person other than a claimant in respect of the death or disability of an inmate or a person on day parole and recovers damages exceeding the total amount of the compensation payable pursuant to section 22 of the Act, the Service shall pay to the claimant the difference between the damages recovered and the total amount, minus the cost of bringing the action.

#### *Appeal*

**142.** (1) A claimant may submit an appeal, in writing, to the Minister or authorized person respecting the refusal to pay compensation, the amount of compensation paid or the discontinuance of payment of compensation.

(2) The Minister or authorized person shall, within a reasonable time, advise the claimant, in writing, of the decision on the appeal and the reasons for the decision.

gué refuse de verser une indemnité tant qu'une décision définitive n'a pas été rendue dans cette action.

(2) Lorsque la décision rendue dans l'action visée au paragraphe (1) prévoit le versement de dommages-intérêts inférieurs à l'indemnité totale à verser selon l'article 22 de la Loi, le ministre ou son délégué peut verser une indemnité qui, au total, n'excède pas la différence entre ces deux montants.

(3) Lorsque l'action visée au paragraphe (1) est rejetée ou fait l'objet d'un désistement, le ministre ou son délégué peut verser une indemnité comme si l'action n'avait pas été intentée.

(4) Pour l'application du paragraphe (2), les dommages-intérêts comprennent tout montant payable selon un jugement sur consentement ou selon une transaction si le ministre ou son délégué a consenti par écrit à ce jugement avant qu'il ne soit rendu ou à cette transaction avant qu'elle ne soit rendue.

**141.** Lorsque le Service intente une action contre une personne autre que le demandeur relativement au décès ou à l'invalidité du détenu ou de la personne en semi-liberté et qu'il obtient des dommages-intérêts supérieurs au total de l'indemnité à verser conformément à l'article 22 de la Loi, le Service doit verser au demandeur la différence entre ces deux sommes, moins les dépens et les frais de l'action.

#### *Appels*

**142.** (1) Le demandeur peut interjeter appel, par écrit, auprès du ministre ou de son délégué, du refus de verser une indemnité, du montant de l'indemnité ou de la cessation de l'indemnité.

(2) Le ministre ou son délégué doit, dans un délai raisonnable et par écrit, informer le demandeur de la décision rendue en appel et de ses motifs.

*General*

**143.** Where compensation is payable to a claimant who cannot manage the claimant's own financial affairs, the Minister or authorized person may pay the compensation to the person who is managing the claimant's financial affairs.

**144.** No compensation may be assigned, charged, attached, anticipated, commuted or given as security.

PART II

CONDITIONAL RELEASE

APPLICATION

**145.** This Part does not apply in respect of provincial parole boards.

AUTHORIZATION

**146.** (1) The power of the institutional head, under subsection 116(10) of the Act, to cancel an unescorted temporary absence after its commencement may be exercised by a person responsible for a parole office.

(2) The power of the institutional head, under subsection 117(3) of the Act, to suspend an unescorted temporary absence may be exercised by a person responsible for a parole office.

(3) The duty of the Commissioner, under subsection 129(3) of the Act, to refer a case to the Chairperson of the Board may be exercised by the Senior Deputy Commissioner or, where the Senior Deputy Commissioner is absent or incapacitated or where the office is vacant, by the person acting in the place of the Senior Deputy Commissioner.

NUMBER OF MEMBERS THAT CONSTITUTE A PANEL

**147.** The review of the case of an offender shall be made by a panel that consists of at least one member of the Board if the review involves making a decision respecting

*Dispositions générales*

**143.** Lorsqu'une indemnité doit être versée au demandeur qui est incapable d'administrer ses affaires financières, le ministre ou son délégué peut verser l'indemnité à la personne qui s'occupe de l'administration de ses affaires financières.

**144.** L'indemnité est incessible.

PARTIE II

MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

APPLICATION

**145.** La présente partie ne s'applique pas à une commission provinciale des libérations conditionnelles.

AUTORISATIONS

**146.** (1) Le responsable du bureau de libérations conditionnelles peut exercer le pouvoir conféré au directeur du pénitencier, en vertu du paragraphe 116(10) de la Loi, d'annuler, après la sortie du délinquant, la permission de sortir sans surveillance.

(2) Le responsable du bureau de libérations conditionnelles peut exercer le pouvoir conféré au directeur du pénitencier, en vertu du paragraphe 117(3) de la Loi, de suspendre une permission de sortir sans surveillance.

(3) Le sous-commissaire principal ou, en cas d'absence, d'empêchement ou de vacance de son poste, son suppléant peut remplir l'obligation faite au commissaire, aux termes du paragraphe 129(3) de la Loi, de déférer un cas au président de la Commission.

QUORUM DES COMITÉS

**147.** Le nombre minimal de membres de la Commission requis pour former un comité chargé d'examiner le cas d'un délinquant est d'un membre lorsque la Commission doit décider si, selon le cas :

- (a) terminating or revoking the parole or statutory release of the offender;
- (b) cancelling the suspension, termination or revocation of the parole or statutory release of the offender;
- (c) cancelling a decision to authorize the unescorted temporary absence of the offender referred to in paragraph 107(1)(e) of the Act;
- (d) confirming the decision to terminate or revoke parole or statutory release of the offender;
- (e) cancelling the suspension of the long-term supervision of the offender;
- (f) recommending the laying of an information charging the offender with an offence under section 753.3 of the *Criminal Code*;
- (g) imposing conditions on the offender under subsection 133(3), (4) or (4.1) or 134.1(2) of the Act,
  - (i) before or after the release of the offender, in the case of the statutory release or long-term supervision of the offender, or
  - (ii) after the release of the offender, in the case of a release on parole or on an unescorted temporary absence;
- (h) relieving from the compliance with, or varying the application of, the conditions referred to in subsection 133(2) or 134.1(1) of the Act;
- (i) removing or varying a condition imposed on the offender under subsection 133(3), (4) or (4.1) or 134.1(2) of the Act;
- (j) granting parole or cancelling a decision to grant parole to the offender who is serving a sentence of imprisonment of less than two years; and
- (k) postponing a review.

SOR/2009-308, s. 1; SOR/2012-234, s. 1.

**148.** [Repealed, SOR/2012-234, s. 1]

**149.** [Repealed, SOR/2012-234, s. 1]

- a) elle révoque la libération conditionnelle ou d'office ou y met fin;
- b) elle annule la suspension, la cessation ou la révocation de la libération conditionnelle ou d'office;
- c) elle annule la décision d'accorder une permission de sortir sans escorte dans le cas du délinquant visé à l'alinéa 107(1)e) de la Loi;
- d) elle confirme la décision de révoquer la libération conditionnelle ou d'office, ou d'y mettre fin;
- e) elle annule la suspension de la surveillance de longue durée;
- f) elle recommande le dépôt d'une dénonciation imputant au délinquant l'infraction visée à l'article 753.3 du *Code criminel*;
- g) elle impose des conditions particulières en vertu des paragraphes 133(3), (4) ou (4.1) et 134.1(2) de la Loi:
  - (i) dans le cas d'une libération d'office ou d'une surveillance de longue durée, avant ou après la mise en liberté,
  - (ii) dans le cas d'une libération conditionnelle ou d'une permission de sortir sans escorte, après la mise en liberté;
- h) elle soustrait le délinquant à l'application des conditions visées aux paragraphes 133(2) ou 134.1(1) de la Loi ou les modifie;
- i) elle modifie ou annule toute condition imposée au délinquant au titre des paragraphes 133(3), (4) ou (4.1) ou 134.1(2) de la Loi;
- j) elle accorde la libération conditionnelle ou annule l'octroi de la libération conditionnelle, dans le cas d'un délinquant purgeant une peine d'emprisonnement de moins de deux ans;
- k) elle reporte l'examen.

DORS/2009-308, art. 1; DORS/2012-234, art. 1.

**148.** [Abrogé, DORS/2012-234, art. 1]

**149.** [Abrogé, DORS/2012-234, art. 1]

**150.** [Repealed, SOR/2012-234, s. 1]

**151.** [Repealed, SOR/2012-234, s. 1]

**152.** The review of an application made by a person pursuant to subsection 140(4) of the Act shall be made by a panel that consists of at least one member of the Board.

**153.** In all other cases, a review of the case of an offender pursuant to the Act shall be made by a panel that consists of at least two members of the Board.

**154.** In the case of a panel consisting of more than one member, a decision of the Board in respect of any review of the case of an offender shall be rendered by a majority of the members of the panel but where there is no majority, the case of the offender shall be referred to a new panel of members who were not members of the previous panel.

SOR/2012-234, s. 2.

#### UNESCORTED TEMPORARY ABSENCES

**155.** For the purposes of sections 116 and 117 of the Act, the releasing authority may authorize an unescorted temporary absence of an offender

- (a) for medical reasons to allow the offender to undergo medical examination or treatment that cannot reasonably be provided in the penitentiary;
- (b) for administrative reasons to allow the offender to attend to essential personal affairs or legal matters or to matters related to the administration of the sentence that the offender is serving;
- (c) for community service purposes to allow the offender to undertake voluntary activity with a non-profit community institution, organization or agency, or for the benefit of the community as a whole;
- (d) for family contact purposes to assist the offender in maintaining and strengthening family ties as a support to the offender while in custody and as a potential community resource on the offender's release;

**150.** [Abrogé, DORS/2012-234, art. 1]

**151.** [Abrogé, DORS/2012-234, art. 1]

**152.** Le nombre minimal de membres de la Commission requis pour former un comité chargé d'examiner une demande présentée en application du paragraphe 140(4) de la Loi est de un membre.

**153.** Dans tous les autres cas, le nombre minimal de membres de la Commission requis pour former un comité chargé d'examiner le cas du délinquant est de deux membres.

**154.** Si le comité qui examine le cas du délinquant est composé de plus d'un membre, la décision de la Commission est prise à la majorité des membres; en cas d'égalité des voix, le cas du délinquant est transmis à un nouveau comité composé de membres qui ne faisaient pas partie du premier comité.

DORS/2012-234, art. 2.

#### PERMISSIONS DE SORTIR SANS SURVEILLANCE

**155.** Pour l'application des articles 116 et 117 de la Loi, l'autorité compétente peut accorder au délinquant une permission de sortir sans surveillance dans l'un des cas suivants :

- a) pour des raisons médicales, afin de lui permettre de subir un examen ou un traitement médical qui ne peut raisonnablement être effectué au pénitencier;
- b) pour des raisons administratives, afin de lui permettre de vaquer à des affaires personnelles importantes ou juridiques, ou à des affaires concernant l'exécution de sa peine;
- c) à des fins de service à la collectivité, afin de lui permettre de faire du travail bénévole pour un établissement, un organisme ou une organisation à but non lucratif ou au profit de la collectivité toute entière;
- d) à des fins de rapports familiaux, afin de lui permettre d'établir et d'entretenir des liens avec sa famille pour qu'elle l'encourage durant sa détention et, le cas échéant, le soutienne à sa mise en liberté;

(e) for parental responsibility reasons to allow the offender to attend to matters related to the maintenance of a parent-child relationship, including care, nurture, schooling and medical treatment, where such a relationship exists between the offender and the child;

(f) for personal development for rehabilitative purposes to allow the offender to participate in specific treatment activities with the goal of reducing the risk of the offender re-offending, and to allow the offender to participate in activities of a rehabilitative nature, including cultural and spiritual ceremonies unique to Aboriginal peoples, with the goal of assisting the reintegration of the offender into the community as a law-abiding citizen; and

(g) for compassionate reasons to allow the offender to attend to urgent matters affecting the members of the offender's immediate family or other persons with whom the offender has a close personal relationship.

**156.** (1) An offender may apply in writing to the releasing authority for an unescorted temporary absence for a purpose described in section 155.

(2) An application referred to in subsection (1) shall not be submitted prior to the twelve-month period preceding the offender's eligibility date for unescorted temporary absence.

(3) Subject to subsection (4), the releasing authority shall review the case of an offender who applies for an unescorted temporary absence within six months after receiving the application, but in no case is the releasing authority required to review the case before the two months immediately preceding the offender's eligibility date for unescorted temporary absence.

(4) The releasing authority may postpone an unescorted temporary absence review with the consent of the offender.

(5) The releasing authority may adjourn an unescorted temporary absence review for a period of not more than two months where the releasing authority requires

(a) further information relevant to the review; or

e) à des fins de responsabilités parentales, afin de lui permettre de s'occuper de questions concernant le maintien de la relation parent-enfant, y compris les soins, l'éducation, l'instruction et les soins de santé, lorsqu'il existe une telle relation entre le délinquant et l'enfant;

f) pour du perfectionnement personnel lié à sa réadaptation, afin de lui permettre de participer à des activités liées à un traitement particulier dans le but de réduire le risque de récidive ou afin de lui permettre de participer à des activités de réadaptation, y compris les cérémonies culturelles ou spirituelles propres aux autochtones, dans le but de favoriser sa réinsertion sociale à titre de citoyen respectueux des lois;

g) pour des raisons humanitaires, afin de lui permettre de s'occuper d'affaires urgentes concernant des membres de sa famille immédiate ou d'autres personnes avec lesquelles il a une relation personnelle étroite.

**156.** (1) Le délinquant peut présenter par écrit à l'autorité compétente une demande de sortie sans surveillance pour l'un des motifs visés à l'article 155.

(2) Le délinquant ne peut présenter la demande visée au paragraphe (1) plus tôt que dans les douze mois précédant la date de son admissibilité à une sortie sans surveillance.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), l'autorité compétente doit examiner le cas du délinquant qui présente une demande de sortie sans surveillance dans les six mois suivant la réception de la demande, mais elle n'est pas tenue de le faire plus de deux mois avant la date de l'admissibilité du délinquant à une telle sortie.

(4) Avec l'accord du délinquant, l'autorité compétente peut reporter l'examen visant une sortie sans surveillance.

(5) L'autorité compétente peut ajourner, pour une période d'au plus deux mois, l'examen visant une sortie sans surveillance lorsque, selon le cas, elle a besoin :

a) de plus de renseignements pertinents;

(b) further time to render a decision.

(6) The releasing authority is not required to conduct more than one review of an application referred to in subsection (1) every six months in respect of an offender, except an application for an unescorted temporary absence for medical reasons.

#### DAY PAROLE REVIEWS

**157.** (1) Where an offender applies for day parole pursuant to subsection 122(1) or (2) of the Act, the application shall be submitted to the Board not later than six months before the expiration of two thirds of the term of imprisonment to which the offender was sentenced.

(2) Subject to subsection (3), the Board shall review the case of an offender who applies, in accordance with subsection (1), for day parole within six months after receiving the application, but in no case is the Board required to review the case before the two months immediately preceding the offender's eligibility date for day parole.

(3) The Board may postpone a day parole review with the consent of the offender.

(4) The Board may adjourn a day parole review for a period of not more than two months where the Board requires

(a) further information relevant to the review; or

(b) further time to render a decision.

#### FULL PAROLE REVIEWS

**158.** (1) Subject to subsection (3), the Board shall, pursuant to subsection 123(1) of the Act, review, for the purposes of full parole, the case of an offender within the six months immediately preceding the offender's eligibility date for full parole.

(2) Subject to subsection (3), the Board shall review, for the purpose of full parole, the case of an offender who applies pursuant to subsection 123(3) or (6) of the Act, within six months after receiving the application,

b) de plus de temps pour prendre une décision.

(6) L'autorité compétente n'est pas tenue de procéder, par période de six mois, à plus d'un examen de demandes visées au paragraphe (1) concernant le même délinquant, exception faite des demandes de sortie sans surveillance pour raisons médicales.

#### EXAMENS DE DEMANDES DE SEMI-LIBERTÉ

**157.** (1) La demande de mise en semi-liberté faite en vertu des paragraphes 122(1) ou (2) de la Loi doit être présentée à la Commission au plus tard six mois avant l'expiration des deux tiers de la peine d'emprisonnement du délinquant.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), la Commission doit examiner le cas du délinquant qui présente une demande de mise en semi-liberté conformément au paragraphe (1) dans les six mois suivant la réception de la demande, mais elle n'est pas tenue de le faire plus de deux mois avant la date de l'admissibilité du délinquant à la semi-liberté.

(3) Avec l'accord du délinquant, la Commission peut reporter l'examen visant une mise en semi-liberté.

(4) La Commission peut ajourner, pour une période d'au plus deux mois, l'examen visant une mise en semi-liberté lorsque, selon le cas, elle a besoin :

a) de plus de renseignements pertinents;

b) de plus de temps pour prendre une décision.

#### EXAMENS DE DEMANDES DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE

**158.** (1) Sous réserve du paragraphe (3), la Commission doit, conformément au paragraphe 123(1) de la Loi, examiner aux fins de la libération conditionnelle totale le cas du délinquant dans les six mois précédant la date de son admissibilité à la libération conditionnelle totale.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), la Commission doit examiner, aux fins de la libération conditionnelle totale, le cas du délinquant qui présente une demande aux termes des paragraphes 123(3) ou (6) de la Loi, dans les

where the application is received not later than six months before the expiration of two thirds of the term of imprisonment to which the offender was sentenced, but in no case is the Board required to review the case before the two months immediately preceding the offender's eligibility date for full parole.

(3) The Board may postpone a full parole review with the consent of the offender.

(4) The Board may adjourn a full parole review for a period of not more than two months where the Board requires

- (a) further information relevant to the review; or
- (b) further time to render a decision.

**159.** [Repealed, SOR/2012-234, s. 3]

#### DETENTION DURING PERIOD OF STATUTORY RELEASE

**160.** (1) Where the case of an offender is referred to the Board pursuant to subsection 129(2) of the Act or to the Chairperson of the Board pursuant to subsection 129(3) of the Act, the Board shall inform the offender, in writing, of

- (a) the referral
  - (i) five months before the offender's date for statutory release, where the case is referred to the Board or to the Chairperson of the Board not later than six months before that date, or
  - (ii) in all other cases, as soon as practicable; and
- (b) the date of a review to be held pursuant to subsection 129(5) or 130(1) of the Act as soon as practicable after the date of the review has been set by the Board.

(2) A review of the case of an offender by the Board pursuant to subsection 130(1) of the Act shall be held

- (a) not later than three months before the offender's date for statutory release, where the case of the of-

six mois suivant la réception de cette demande, à condition qu'elle soit reçue au plus tard six mois avant l'expiration des deux tiers de la peine d'emprisonnement du délinquant, mais la Commission n'est pas tenue de l'examiner plus de deux mois avant la date de l'admissibilité du délinquant à la libération conditionnelle totale.

(3) Avec l'accord du délinquant, la Commission peut reporter l'examen visant une libération conditionnelle totale.

(4) La Commission peut ajourner, pour une période d'au plus deux mois, l'examen visant une libération conditionnelle totale lorsque, selon le cas, elle a besoin :

- a) de plus de renseignements pertinents;
- b) de plus de temps pour prendre une décision.

**159.** [Abrogé, DORS/2012-234, art. 3]

#### MAINTIEN EN INCARCÉRATION DURANT LA PÉRIODE PRÉVUE POUR LA LIBÉRATION D'OFFICE

**160.** (1) Lorsqu'un cas est déféré à la Commission aux termes du paragraphe 129(2) de la Loi ou au président de la Commission aux termes du paragraphe 129(3) de la Loi, la Commission informe le délinquant par écrit :

- a) du renvoi :
  - (i) soit cinq mois avant la date de sa libération d'office lorsque son cas est déféré à la Commission ou au président de la Commission au plus tard six mois avant cette date,
  - (ii) soit aussitôt que possible, dans tous les autres cas;
- b) de la date de l'examen qui sera tenu conformément aux paragraphes 129(5) ou 130(1) de la Loi, le plus tôt possible après que cette date a été fixée par la Commission.

(2) L'examen que fait la Commission du cas du délinquant conformément au paragraphe 130(1) de la Loi doit avoir lieu :



fender has been referred to the Board or to the Chairperson of the Board at least four months before that date; or

(b) in all other cases, not later than one month after the case has been referred to the Board or to the Chairperson of the Board.

(3) For the purposes of paragraph 130(3.2)(a) of the Act, the Board shall review the order made under paragraph 130(3)(a) of the Act within one month after the day on which the Board is notified that an offender has received an additional sentence referred to in subsection 130(3.2) of the Act.

SOR/96-108, s. 3.

#### CONDITIONS OF RELEASE

**161.** (1) For the purposes of subsection 133(2) of the Act, every offender who is released on parole or statutory release is subject to the following conditions, namely, that the offender

(a) on release, travel directly to the offender's place of residence, as set out in the release certificate respecting the offender, and report to the offender's parole supervisor immediately and thereafter as instructed by the parole supervisor;

(b) remain at all times in Canada within the territorial boundaries fixed by the parole supervisor;

(c) obey the law and keep the peace;

(d) inform the parole supervisor immediately on arrest or on being questioned by the police;

(e) at all times carry the release certificate and the identity card provided by the releasing authority and produce them on request for identification to any peace officer or parole supervisor;

(f) report to the police if and as instructed by the parole supervisor;

a) lorsque le cas du délinquant a été déféré à la Commission ou au président de la Commission au moins quatre mois avant la date prévue pour la libération d'office du délinquant, au plus tard trois mois avant cette date;

b) dans tous les autres cas, au plus tard un mois après le renvoi soit à la Commission soit au président de la Commission.

(3) Pour l'application de l'alinéa 130(3.2)a) de la Loi, la Commission examine l'ordonnance rendue aux termes de l'alinéa 130(3)a) de la Loi dans le mois suivant la réception d'un avis l'informant de la condamnation du délinquant à une peine supplémentaire visée au paragraphe 130(3.2) de la Loi.

DORS/96-108, art. 3.

#### CONDITIONS DE MISE EN LIBERTÉ

**161.** (1) Pour l'application du paragraphe 133(2) de la Loi, les conditions de mise en liberté qui sont réputées avoir été imposées au délinquant dans tous les cas de libération conditionnelle ou d'office sont les suivantes :

a) dès sa mise en liberté, le délinquant doit se rendre directement à sa résidence, dont l'adresse est indiquée sur son certificat de mise en liberté, se présenter immédiatement à son surveillant de liberté conditionnelle et se présenter ensuite à lui selon les directives de celui-ci;

b) il doit rester à tout moment au Canada, dans les limites territoriales spécifiées par son surveillant;

c) il doit respecter la loi et ne pas troubler l'ordre public;

d) il doit informer immédiatement son surveillant en cas d'arrestation ou d'interrogatoire par la police;

e) il doit porter sur lui à tout moment le certificat de mise en liberté et la carte d'identité que lui a remis l'autorité compétente et les présenter à tout agent de la paix ou surveillant de liberté conditionnelle qui lui en fait la demande à des fins d'identification;

f) le cas échéant, il doit se présenter à la police, à la demande de son surveillant et selon ses directives;

(g) advise the parole supervisor of the offender's address of residence on release and thereafter report immediately

- (i) any change in the offender's address of residence,
- (ii) any change in the offender's normal occupation, including employment, vocational or educational training and volunteer work,
- (iii) any change in the domestic or financial situation of the offender and, on request of the parole supervisor, any change that the offender has knowledge of in the family situation of the offender, and
- (iv) any change that may reasonably be expected to affect the offender's ability to comply with the conditions of parole or statutory release;

(h) not own, possess or have the control of any weapon, as defined in section 2 of the *Criminal Code*, except as authorized by the parole supervisor; and

(i) in respect of an offender released on day parole, on completion of the day parole, return to the penitentiary from which the offender was released on the date and at the time provided for in the release certificate.

(2) For the purposes of subsection 133(2) of the Act, every offender who is released on unescorted temporary absence is subject to the following conditions, namely, that the offender

- (a) on release, travel directly to the destination set out in the absence permit respecting the offender, report to a parole supervisor as directed by the releasing authority and follow the release plan approved by the releasing authority;
- (b) remain in Canada within the territorial boundaries fixed by the parole supervisor for the duration of the absence;
- (c) obey the law and keep the peace;
- (d) inform the parole supervisor immediately on arrest or on being questioned by the police;

g) dès sa mise en liberté, il doit communiquer à son surveillant l'adresse de sa résidence, de même que l'informer sans délai de :

- (i) tout changement de résidence,
- (ii) tout changement d'occupation habituelle, notamment un changement d'emploi rémunéré ou bénévole ou un changement de cours de formation,
- (iii) tout changement dans sa situation domestique ou financière et, sur demande de son surveillant, tout changement dont il est au courant concernant sa famille,
- (iv) tout changement qui, selon ce qui peut être raisonnablement prévu, pourrait affecter sa capacité de respecter les conditions de sa libération conditionnelle ou d'office;

h) il ne doit pas être en possession d'arme, au sens de l'article 2 du *Code criminel*, ni en avoir le contrôle ou la propriété, sauf avec l'autorisation de son surveillant;

i) s'il est en semi-liberté, il doit, dès la fin de sa période de semi-liberté, réintégrer le pénitencier d'où il a été mis en liberté à l'heure et à la date inscrites à son certificat de mise en liberté.

(2) Pour l'application du paragraphe 133(2) de la Loi, les conditions de mise en liberté qui sont réputées avoir été imposées au délinquant dans tous les cas de permission de sortir sans surveillance sont les suivantes :

- a) dès sa mise en liberté, le délinquant doit se rendre directement au lieu indiqué sur son permis de sortie, se présenter à son surveillant de liberté conditionnelle selon les directives de l'autorité compétente et suivre le plan de sortie approuvé par elle;
- b) il doit rester au Canada, dans les limites territoriales spécifiées par son surveillant pendant toute la durée de la sortie;
- c) il doit respecter la loi et ne pas troubler l'ordre public;

- (e) at all times carry the absence permit and the identity card provided by the releasing authority and produce them on request for identification to any peace officer or parole supervisor;
- (f) report to the police if and as instructed by the releasing authority;
- (g) return to the penitentiary from which the offender was released on the date and at the time provided for in the absence permit;
- (h) not own, possess or have the control of any weapon, as defined in section 2 of the *Criminal Code*, except as authorized by the parole supervisor.

**162.** (1) Where an offender makes an application for relief from or amendment to any conditions referred to in section 133 of the Act, the releasing authority shall render its decision

- (a) in the case of an application made before an unescorted temporary absence review or a parole review is conducted in respect of the offender, within three months after the releasing authority receives the application or at the conclusion of the review, whichever is later;
- (b) in the case of an application made after an unescorted temporary absence has been authorized or parole has been granted in respect of the offender, within three months after the releasing authority receives the application; and
- (c) in the case of an application made before or after the release of the offender on statutory release, within three months after the releasing authority receives the application.

(2) The releasing authority is not required to conduct more than one review of an application referred to in subsection (1) every six months in respect of an offender.

- d) il doit informer immédiatement son surveillant en cas d'arrestation ou d'interrogatoire par la police;
- e) il doit porter sur lui à tout moment le permis de sortie et la carte d'identité que lui a remis l'autorité compétente et les présenter à tout agent de la paix ou surveillant de liberté conditionnelle qui lui en fait la demande à des fins d'identification;
- f) le cas échéant, il doit se présenter à la police, à la demande de l'autorité compétente et selon ses directives;
- g) il doit réintégrer le pénitencier d'où il a été mis en liberté à l'heure et à la date inscrites à ce permis;
- h) il ne doit pas être en possession d'arme, au sens de l'article 2 du *Code criminel*, ni en avoir le contrôle ou la propriété, sauf avec l'autorisation de son surveillant.

**162.** (1) Lorsque le délinquant présente une demande de dispense ou de modification relative aux conditions visées à l'article 133 de la Loi, l'autorité compétente doit rendre sa décision :

- a) dans le cas d'une demande faite avant l'examen visant une permission de sortir sans surveillance ou avant l'examen relatif à une libération conditionnelle, soit dans les trois mois suivant la réception de la demande par l'autorité compétente, soit au terme de l'examen, selon celle de ces dates qui vient en dernier;
- b) dans le cas d'une demande faite après qu'une sortie sans surveillance a été autorisée ou que la libération conditionnelle a été accordée au délinquant, dans les trois mois suivant la réception de la demande par l'autorité compétente;
- c) dans le cas d'une demande faite avant ou après la libération d'office, dans les trois mois suivant la réception de la demande par l'autorité compétente.

(2) L'autorité compétente n'est pas tenue de procéder, par période de six mois, à plus d'un examen de demandes visées au paragraphe (1) concernant le même délinquant.

CANCELLATION, SUSPENSION, TERMINATION AND REVOCATION  
OF RELEASE

**163.** (1) Where the Board cancels parole under subsection 124(3) of the Act, the Board shall review its decision within 90 days after the day on which the Board cancels the parole.

(2) Where the Board terminates parole under subsection 124(3) of the Act, the Board shall review its decision within 90 days after the day on which the Board is notified of the offender's recommitment to custody in a penitentiary.

(3) Where the case of an offender has been referred to the Board pursuant to subsection 135(4) or (5) of the Act, and unless an adjournment of the review is granted by the Board at the offender's request, the Board shall render its decision within 90 days after the date of the referral, or the date of admission of the offender to a penitentiary or to a provincial correctional facility where the sentence is to be served in such a facility, whichever date is the later.

(4) Where the Board acts pursuant to subsection 135(7) of the Act, the Board shall review its decision within 90 days after the day on which the Board is notified of the offender's recommitment to custody in a penitentiary.

SOR/96-108, s. 4.

REVIEW BY WAY OF HEARING

**164.** (1) Any review by the Board of the case of an offender who is serving, in a penitentiary, a sentence of life imprisonment imposed as a minimum punishment or commuted from a sentence of death, or a sentence of detention for an indeterminate period, and who applies for an unescorted temporary absence, shall be by way of hearing until a first unescorted temporary absence is authorized or a first day parole is granted by the Board.

(2) Where the Board's approval is required pursuant to subsection 747(2) of the *Criminal Code*, any review by the Board of the case of an offender who is serving a sentence of life imprisonment as a minimum punishment

ANNULATION, SUSPENSION, CESSATION ET RÉVOCATION DE LA  
MISE EN LIBERTÉ

**163.** (1) Lorsque, en vertu du paragraphe 124(3) de la Loi, la Commission annule la libération conditionnelle, elle doit réviser sa décision dans les 90 jours suivant l'annulation.

(2) Lorsque, en vertu du paragraphe 124(3) de la Loi, la Commission met fin à la libération conditionnelle, elle doit réviser sa décision dans les 90 jours suivant la réception d'un avis l'informant de la réincarcération du délinquant dans un pénitencier.

(3) Une fois saisie du dossier du délinquant aux termes des paragraphes 135(4) ou (5) de la Loi — à moins qu'elle n'accorde un ajournement de l'examen à la demande du délinquant — la Commission rend sa décision dans les 90 jours suivant la date du renvoi du dossier devant elle ou la date de l'admission du délinquant dans un pénitencier ou dans un établissement correctionnel provincial si la peine doit y être purgée, selon la date la plus éloignée.

(4) Lorsque la Commission agit en vertu du paragraphe 135(7) de la Loi, elle doit réviser sa décision dans les 90 jours suivant la réception d'un avis l'informant de la réincarcération du délinquant dans un pénitencier.

DORS/96-108, art. 4.

EXAMENS PAR VOIE D'AUDIENCE

**164.** (1) Tant que la Commission n'a pas accordé une première sortie sans surveillance ou une première mise en semi-liberté au délinquant qui purge dans un pénitencier soit une peine d'emprisonnement à perpétuité infligée comme peine minimale ou à la suite de commutation d'une peine de mort, soit une peine d'emprisonnement d'une durée indéterminée, la Commission doit examiner par voie d'audience le cas de ce délinquant lorsqu'il demande une permission de sortir sans surveillance.

(2) Lorsque l'agrément de la Commission est requis aux termes du paragraphe 747(2) du *Code criminel* et tant que la Commission n'a pas agréé une première sortie sous surveillance pour le délinquant qui purge une

or commuted from a sentence of death, and who applies for an escorted temporary absence for community service, family contact, personal development for rehabilitative purposes or parental responsibilities, shall be by way of hearing until a first escorted temporary absence is approved by the Board.

#### DISPENSING WITH A HEARING

**165.** Subsection 140(3) of the Act respecting reviews that the Board may conduct without a hearing applies

- (a) [Repealed, SOR/2012-234, s. 4]
- (b) in respect of a review for day parole, to an offender serving a sentence of imprisonment of less than two years; and
- (c) in respect of a review for full parole, to an offender who has been released on day parole at the time of the review.

SOR/2012-234, s. 4.

#### RECORDS OF REVIEWS AND DECISIONS

**166.** (1) Where the Board conducts a review of the case of an offender by way of hearing, it shall maintain a record of the proceedings until the expiration of the offender's sentence according to law.

(2) Where the Board renders a decision with respect to an offender following a review of the offender's case, it shall

- (a) maintain a copy of the decision and the reasons for the decision until the expiration of the offender's sentence; and
- (b) provide the offender with a copy of the decision, including the reasons for the decision, within 15 days after the day on which it was made.

peine d'emprisonnement à perpétuité infligée comme peine minimale ou à la suite de commutation d'une peine de mort, la Commission doit examiner par voie d'audience le cas de ce délinquant lorsqu'il demande une permission de sortir sous surveillance pour du service à la collectivité, des rapports familiaux, du perfectionnement personnel lié à la réadaptation ou des responsabilités parentales.

#### DISPENSES D'AUDIENCE

**165.** Pour l'application du paragraphe 140(3) de la Loi, les examens pour lesquels la Commission peut procéder sans audience sont les suivants :

- a) [Abrogé, DORS/2012-234, art. 4]
- b) l'examen visant la semi-liberté, dans le cas du délinquant qui purge une peine d'emprisonnement de moins de deux ans;
- c) l'examen visant la libération conditionnelle totale, dans le cas du délinquant qui bénéficie d'une semi-liberté au moment de l'examen.

DORS/2012-234, art. 4.

#### DOSSIERS DES EXAMENS ET DES DÉCISIONS

**166.** (1) Lorsque la Commission procède à l'examen du cas du délinquant par voie d'audience, elle doit tenir un dossier de toutes les procédures jusqu'à la date d'expiration légale de la peine du délinquant.

(2) Lorsque la Commission rend une décision après examen du cas du délinquant, elle doit :

- a) conserver une copie de la décision motivée jusqu'à l'expiration de la peine purgée par le délinquant;
- b) remettre au délinquant une copie de la décision motivée dans les 15 jours qui suivent la prise de la décision.

ACCESS TO THE REGISTRY OF DECISIONS FOR RESEARCH  
PURPOSES

**167.** (1) A person who is requesting, pursuant to subsection 144(3) of the Act, access to the registry of decisions of the Board for research purposes shall apply in writing to the Board and provide a written description of the nature of the information and the classes of decisions in respect of which access is sought.

(2) Subject to subsection (3), where the conditions set in subsection (1) have been complied with, the Board shall allow the person to have access to the registry within one month after receiving the application.

(3) The Chairperson of the Board may extend the time limit set out in subsection (2) where, having regard to all of the circumstances,

(a) access is requested to such a large number of decisions or necessitates a search in such a large number of decisions that the time set out in subsection (2) is unreasonable; or

(b) consultations are necessary and require a longer period of time before the Board may adequately respond to the request.

(4) Where a longer period of time is required by the Board pursuant to subsection (3), it shall inform the person who is requesting access of the reasons for the extension within one month after receiving the application.

APPEALS TO APPEAL DIVISION

**168.** For the purposes of subsection 147(3) of the Act, an offender or a person acting on behalf of an offender may appeal a decision of the Board to the Appeal Division by sending a written notice to the Board stating the grounds on which the appeal is made and providing the information and material in support of the grounds of appeal, within two months after the decision of the Board.

CONSULTATION DU REGISTRE PAR DES CHERCHEURS

**167.** (1) Lorsque, aux termes du paragraphe 144(3) de la Loi, une personne désire consulter le registre des décisions de la Commission à des fins de recherches, elle doit présenter à la Commission une demande écrite accompagnée d'une description de la nature des renseignements et des catégories de cas visés par la demande.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), lorsque sont remplies les conditions énoncées au paragraphe (1), la Commission doit autoriser l'accès au registre au cours du mois suivant la réception de la demande.

(3) Le président de la Commission peut proroger le délai fixé au paragraphe (2) lorsque, compte tenu de toutes les circonstances :

a) soit la demande porte sur un si grand nombre de décisions ou exige d'en consulter un si grand nombre que le délai fixé au paragraphe (2) n'est pas suffisant pour se conformer à cette demande;

b) soit des consultations s'imposent, ce qui nécessite un délai plus long pour que la Commission puisse adéquatement donner suite à cette demande.

(4) Lorsque la Commission a besoin d'un délai plus long aux termes du paragraphe (3), elle doit, au cours du mois suivant la réception de la demande, fournir au demandeur les raisons de la prolongation du délai.

APPELS À LA SECTION D'APPEL

**168.** Pour l'application du paragraphe 147(3) de la Loi, tout appel d'une décision de la Commission présenté par le délinquant ou par la personne agissant en son nom doit être interjeté auprès de la Section d'appel par envoi d'un avis écrit à la Commission, donnant les motifs d'appel et accompagné de tous les renseignements et documents à leur appui, dans les deux mois suivant la décision de la Commission.

SCHEDULE  
(Subsection 94(2))

1. Governor General of Canada
2. Solicitor General of Canada
3. Judges and provincial court judges of Canadian courts, including the registrars of those courts
4. Members of the Senate
5. Members of the House of Commons
6. Consular officials
7. Members of provincial legislatures
8. Members of the Legislative Council for the Yukon or the Northwest Territories
9. Deputy Solicitor General of Canada
10. Commissioner of the Correctional Service of Canada
11. Chairperson of the National Parole Board
12. Commissioner of Official Languages
13. Canadian Human Rights Commission
14. Information Commissioner
15. Privacy Commissioner
16. Provincial ombudspersons
17. Assistant Commissioner, Audit and Investigations of the Correctional Service of Canada
18. Privacy Co-ordinators of federal departments
19. Correctional Investigator of Canada
20. Legal counsel

ANNEXE  
(paragraphe 94(2))

1. Le Gouverneur général du Canada
2. Le Solliciteur général du Canada
3. Les juges des tribunaux canadiens, y compris les juges des cours provinciales, et les greffiers de ces tribunaux
4. Les sénateurs
5. Les députés fédéraux
6. Les membres du corps consulaire
7. Les membres des assemblées législatives provinciales
8. Les membres des assemblées législatives du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest
9. Le Sous-solliciteur général du Canada
10. Le Commissaire du Service correctionnel du Canada
11. Le Président de la Commission nationale des libérations conditionnelles
12. Le Commissaire aux langues officielles
13. La Commission canadienne des droits de la personne
14. Le Commissaire à l'information
15. Le Commissaire à la vie privée
16. Les protecteurs du citoyen des provinces
17. Le Commissaire adjoint, Vérification interne et enquêtes, Service correctionnel du Canada
18. Les coordonnateurs de la protection de la vie privée des ministères fédéraux
19. L'Enquêteur correctionnel du Canada
20. Les avocats







RECEIVED

JAN 17 2014



Government of Canada

Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

21280-14-0034

Security Classification / Classification de sécurité

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	Public Safety / 1. CSC	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Correctional Service Canada, Halifax, NS -- TAPOL
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Urinalysis Testing in HRM		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes		
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes		
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c.) <input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes		
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes		
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes		
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of Information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Canada





Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

21280-14-0034

Security Classification / Classification de sécurité

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

☒ RELIABILITY STATUS

COTE DE FIABILITÉ

☐ CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

☐ SECRET

SECRET

☐ TOP SECRET

TRÈS SECRET

☐ TOP SECRET - SIGINT

TRÈS SECRET - SIGINT

☐ NATO CONFIDENTIAL

NATO CONFIDENTIEL

☐ NATO SECRET

NATO SECRET

☐ COSMIC TOP SECRET

COSMIC TRÈS SECRET

☐ SITE ACCESS  
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?

Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, la personnel en question sera-t-il escorté?

☐ No ☐ Yes  
Non Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

**INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS**

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?

Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☐ No ☒ Yes  
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?

Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?

Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?

Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?

Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Canada





Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

21280-14-0034

Security Classification / Classification de sécurité

**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.  
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.  
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ		NATO					COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production		✓														
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non

☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non

☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).